Guide Arts et Spectacles

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – N° 14270 – 5 F

JEUDI 13 DÉCEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La fin du monopole du Parti communiste

L'Albanie s'est engagée sur la voie du multipartisme

Des milliers de personnes sont descendues mardi soir 11 décembre dans les rues de Tirana pour exprimer leur joie à l'annonce de l'acceptation par le Parti communiste de la création d'autres formations politiques, qui pourront présenter des candidats aux élections législatives du 10 février. Le plénum extraordinaire du comité central a d'autre part limogé plusieurs membres du bureau politique. A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a estimé que « tout cela va dans le bon sens ».



Un nouveau pas

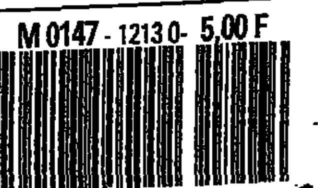
LES choses vont décidément très vite en Albanie, et ce qui hier encore était considéré comme hérésie est aujourd'hui jugé légitime. A la mi-novembre, M. Ramiz Alia admettait le principe de candidatures multiples aux élections, mais excluait que le PC qu'il dirige – le Parti du travail albanais – puisse tolérer l'existence dans le pays d'autres formations politiques. C'est, depuis mardi soir, chose faite, et l'Assemblée nationale a été priée de préparer d'urgence une loi électorale qui permette à cette nouvelle liberté de s'appliquer à l'occasion des législatives prévues pour le 10 février.

Après un temps d'arrêt qui avait suivi cet été la « crise des ambassades », la politique de libéralisation du régime, inaugurée au printemps par l'annonce d'une série de réformes de nature essentiellement économique, retrouve ainsi son dynamisme. Elle le fait dans un contexte qui est loin d'être serein puisque Tirana était depuis trois jours le théâtre de manifestations étudiantes qui ne cessaient de prendre de l'ampleur et dont l'agence officielle albanaise a elle-même reconnu le caractère politique. Le fait nouveau est que les précédents mouvements d'agitation avaient été sévèrement réprimés alors que, pour la première fois, c'est la conciliation qui a été recherchée.

DÈS samedi – on vient seulement de l'apprendre – M. Ramiz Alia avait pris langue avec les manifestants, dont il a officiellement reçu mardi une délégation pour annoncer en termes clairs et nets qu'il avait « personnellement » choisi la voie du « dialogue ». A quoi les étudiants ont aussitôt répliqué en annonçant qu'ils venaient de fonder un nouveau parti, dit « des étudiants et jeunes intellectuels ». Tout cela dans l'esprit de la brève déclaration publiée à l'issue d'un plénum extraordinaire du PTA parlant de « pluralisme » et de « démocratisation ».

Si l'on pouvait encore en douter, le limogeage, au cours du même plénum, d'une demi-douzaine de membres du bureau politique montre à l'évidence que ces réformes se heurtaient à la résistance déterminée des hommes qui incarnaient encore à la direction du parti le stalinisme sans concession, hérité d'Enver Hodja. Les exclus sont mal connus, mais le passé policier de l'un d'eux, les responsabilités « idéologiques » d'un second, les désignent assez clairement comme des partisans de l'ordre à tout prix et des adversaires de libertés nouvelles allant jusqu'à la réouverture – promise – des lieux de culte.

LES pressions extérieures ont encouragé cette évolution, en particulier depuis que l'Albanie souhaite adhérer à la CSCE, ce qui suppose le respect de règles communes en matière de droits de l'homme. Reste que M. Ramiz Alia fait face à un mouvement croissant de contestation – inévitablement encouragé par le spectacle des mutations intervenues dans tous les pays communistes d'Europe. L'exemple de la Roumanie, notamment, n'a pu que lui donner matière à réflexion et l'inciter à « gérer » aussi habilement que possible la crise qui se dessinait plutôt que de provoquer, par l'intransigeance, une très probable explosion. La partie n'est pas jouée, mais elle est engagée.


M 0147 - 1213 0- 5,00 F

Rencontres avec M. Bush et M. Chevardnadze

M. Shamir sort renforcé de sa visite à Washington

Plus ou moins contraint par les Américains de garder « un profil bas » depuis le début de la crise du Golfe, Israël se replace soudain, avec un certain éclat, sur l'échiquier diplomatique. M. Itzhak Shamir a finalement eu, mardi 11 décembre, avec le président Bush, un entretien qu'il a jugé très fructueux. Et le premier ministre israélien devait rencontrer, mercredi, également à Washington, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze.

WASHINGTON
de notre correspondant

Ceux qui s'inquiétaient d'une détérioration des relations entre Israël et l'administration Bush avaient tort. M. Itzhak Shamir est sorti pleinement satisfait de près de deux heures d'entretien avec le président américain et le séjour du premier ministre israélien à Washington se solde par un second succès : une rencontre avec le ministre soviétique des affaires étrangères M. Edouard Chevardnadze. Quelle que soit la teneur de l'entretien que MM. Shamir et Chevardnadze devaient avoir mercredi 12 décembre, le simple fait qu'il ait lieu, en terre américaine, est un résultat hautement appréciable pour Israël.

Au cours de sa conversation de mardi avec le président Bush, M. Shamir a obtenu satisfaction sur l'essentiel : *« Le président m'a redit qu'il n'y aurait pas de solution à la crise du Golfe aux dépens d'Israël. »* Ce qui signifie que les Etats-Unis ne feront rien pour accélérer un règlement de la question palestinienne tant que durera la crise du Golfe. M. Bush refuse en effet avec la dernière énergie tout ce qui pourrait apparaître comme la reconnaissance d'un lien direct entre ces deux affaires. Et, dans son esprit, toute mention, dans le contexte actuel, d'une démarche visant à résoudre, même dans une étape ultérieure, le problème palestinien, serait une concession au président Saddam Hussein.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Vers la candidature de la Suède à la CEE

Le Parlement suédois a approuvé, mercredi 12 décembre, à une forte majorité, la proposition avancée par sa commission des affaires étrangères de demander l'adhésion du pays à la Communauté européenne.

La commission avait proposé en novembre que le gouvernement demande l'adhésion à la CEE « probablement en 1991 ».

Lire nos informations page 7

Crise de l'emploi dans l'électronique

Le groupe français Thomson va supprimer plusieurs milliers d'emplois dans son secteur armement afin d'adapter les effectifs à la chute de son activité prévue par son président.

Philips Electronique grand public avait annoncé, le mardi 11 décembre, une réduction de 13 % de ses effectifs (huit cents postes concernés) en France.

Lire nos informations page 30 – section D

Un entretien avec M. De Michelis

« L'Europe a largement les moyens financiers de ses ambitions »

nous déclare le ministre italien des affaires étrangères à la veille du sommet de Rome

Le semestre de présidence italienne qui va s'achever par le conseil européen, les 14 et 15 décembre à Rome, aura été l'un des plus chargés de l'histoire de la Communauté. Energique et volontariste, le ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, servi par les événements et par une équipe de communication efficace, a pu quelquefois irriter ses partenaires les plus prudents. Reste qu'en six mois l'Europe a avancé, et la diplomatie italienne a recommencé à compter.

ROME
de notre correspondant

« Le président Saddam Hussein libère les otages. Vous avez été chargé par la Communauté européenne de rencontrer M. Tarek Aziz sitôt après son rendez-vous avec M. George Bush, qu'allez-vous lui dire ?

– D'abord, que l'Irak doit se retirer du Koweït sans condition. Ensuite que la libération de tous les otages est (était ?) pour nous une précondition absolue à la discussion politique. Enfin que la paix ou la guerre – dont l'éventualité heureusement s'éloigne – sont toujours de la responsabilité de Bagdad. On pouvait avoir, par rapport à l'Irak, trois objectifs : l'application pure et simple des résolutions des Nations unies, l'élimination de l'armement irakien, l'élimination de Saddam Hussein lui-même. Même si ces deux derniers points peuvent être compréhensibles, ils ne sont pas à l'ordre du jour. Les missions militaires européennes présentes dans le Golfe ont pour seul objectif l'application des résolutions de l'ONU. Rien d'autre. Autrement, il faudrait décider d'attaquer tous les dictateurs de la terre et réduire tous les surarmements du globe par l'action militaire...

– En clair, le retrait irakien du Koweït doit entraîner le retrait des forces occidentales d'Arabie saoudite ?

– Certainement. Forces américaines comprises d'ailleurs. L'Irak a le droit de savoir si la menace d'une attaque contre lui subsisterait dans le cas où il obtempérerait aux résolutions. Ce point doit être clarifié.

– On laisserait donc la menace de l'armement irakien en l'état ?

– Ecoutez, il y a tant d'autres menaces... Je le répète : le seul point sur lequel nous avons la légitimité politique et juridique pour agir c'est l'application des résolutions de l'ONU. Pour le reste, il nous faudra, immédiatement après, mettre en place les instruments politiques et diplomatiques susceptibles de traiter tous les problèmes de la région. Pas seulement la question palestinienne... Il faut trouver le moyen de stopper la course aux armements et de garantir la sécurité générale.

Propos recueillis par
PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 4

Neige sous haute tension

Les équipes d'EDF dépannent de nombreux usagers privés d'électricité dans la Drôme et dans l'Ardèche

VALENCE
de notre envoyé spécial

Et si ce drôle d'hélico rouge virevoltant dans un tourbillon poudreux était celui du Père Noël ? A tout hasard, les trois gamins ont accouru et font de grands bonjours avec les bras. Le Père Noël ? Pas tout à fait. Le Messie ? Sûrement. Un villageois d'Hostun (Drôme) qui s'est approché plus timidement du groupe des techniciens d'EDF – plantés maintenant jusqu'aux genoux dans une neige lourde et collante, – l'attendait depuis au moins six heures, pour lui poser la question à 1000 watts : *« Excusez-moi, mais est-ce qu'on aura du courant ce soir ? Parce que pour trouver un groupe électrogène, il faut que j'aille jusqu'à Grenoble. Alors j'hésite »*. Rassuré, le fermier retournera vers son élevage de volailles, non sans avoir lancé : *« Si je peux être utile, dites-le moi, je sortirais le tracteur »*.

Mais déjà l'Ecureuil B1, piloté par un spécialiste du secours en montagne venu de Courchevel, a redécollé. Le plafond étant trop bas, mardi 11 décembre, pour survoler le plateau du Vercors – où des équipes opèrent en raquettes – le repérage se limitera aux contreforts et à la vallée.

ROBERT BELLERET

Lire la suite page 11 – section B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 190 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

Francophonie

Une télévision planétaire

par Alain Decaux

ETRE chargé de la francophonie, au sein du gouvernement, signifie – entre autres devoirs – que l'on voyage beaucoup. Quarante-quatre peuples dans le monde se réclamant de l'usage partagé du français, ce n'est pas rien. Sans oublier les pays peuplés quasi exclusivement de non-francophones mais où de merveilleux passionnés cultivent notre langue comme une manière de religion.

Voyager, c'est aller à la rencontre de tous ceux-là. C'est aussi, d'appartements d'ambassade en chambres d'hôtel, chercher éperdument, sur des téléviseurs de toutes marques et de toutes origines, des programmes en français.

Souvenons-nous : il y a trois ans encore, nos compatriotes voyageant à l'étranger ne décoléraient pas. Rageurs, ils établissaient des bilans en forme de doléances ou d'actes d'accusation. Pourquoi trouvait-on partout des émissions en anglais ; d'autres en espagnol, en allemand ou en italien ; presque jamais en français ?

En date du 18 mars 1989, M. Michel Rocard m'écrivait : *« Je suis convaincu que rien d'ambitieux ne se construira dans le domaine de l'action télévisuelle extérieure sans une unité de conception, de coordination et de décision au sein des structures gouvernementales. J'ai donc décidé, en accord avec les ministres concernés, de vous confier cette tâche. »*

« République parabolique »

Le 26 juillet 1989, les mesures proposées par moi dans un rapport à M. Michel Rocard étaient adoptées par le conseil des ministres. Au sein du dispositif figurait le Conseil de l'audiovisuel extérieur de la France (CAEF) présidé par le premier ministre. Il était chargé de déterminer les grandes orientations de notre politique télévisuelle et d'en arrêter annuellement le bilan. Pour la seconde fois, le CAEF vient de se réunir.

Le plan adopté prévoyait que, sur une durée de cinq ans, l'ensemble des pays de la planète puisse être à même de capter des émissions en langue française. Où en sommes-nous de cette ambition qui – reconnaissons-le – n'a pas manqué de paraître utopique à certains ?

Antenne 2, qui émettait déjà sur l'Italie jusqu'à Rome, est désormais diffusée par voie hertzienne en Tunisie. Qui plus est, le signal est capté par tous les Algériens dotés d'antennes paraboliques ; ils sont si nombreux qu'un humoriste algérois proposait récemment un nom nouveau pour l'Etat gouverné par M. Chadli : *« République parabolique algérienne »*. Antenne 2 émet à New-York, à Berlin, et doit être reprise à Athènes. Sa montée en 1991 sur TDF 2 doit augmenter sa diffusion sur l'ensemble de l'Europe.

Six heures d'une sélection d'émissions de nos chaînes publiques et privées diffusées chaque jour sur satellite : tel est le résultat que l'on peut mettre à l'actif de Canal France International (CFI) dont les programmes sont repris par l'Afrique (vingt pays), le Proche-Orient (Syrie, Jordanie, Israël, Egypte, bientôt Turquie et Yémen), l'Europe de l'Est (URSS, Roumanie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, bientôt Pologne et Hongrie).

En 1991, le passage de Canal France International sur un second satellite permettra de couvrir l'Asie. Ainsi les télévisions de l'ancienne Indochine, si pauvres en émissions de langue française, pourront bénéficier de ces fictions, de ces magazines, de ces reportages qui leur font si cruellement défaut.

L'originalité de Canal France International naît de son caractère de « banque d'images ». Par contrat, les utilisateurs s'engagent à diffuser chaque année sur leurs chaînes nationales un certain nombre d'heures. Ils prennent ou refusent ce qu'ils veulent. Formule qui convient aussi bien aux pays d'Afrique qu'aux pays du Proche-Orient et de l'Europe de l'Est, soucieux, à juste titre, de ne se voir rien imposer qui contredise leurs concepts politiques, religieux ou éthiques. Inaugurant à Lomé les installations de CFI, j'ai pu dire que Canal France International était la télévision du respect. TV 5 marque une ambition bien différente. Il s'agit d'un programme continu qui, jusqu'ici de neuf heures quotidiennes, va passer, au début de 1991, à dix-huit heures par jour. Composé d'émissions aussi bien canadiennes, belges, suisses que françaises, il souligne parfaitement une réalité trop méconnue : le français est aujourd'hui davantage la langue des autres que des seuls Français.

Monté il y a quelques semaines sur un nouveau satellite, TV 5 Europe a augmenté sa puissance, élargi son empreinte, couvrant toute l'Europe de l'Est et au-delà... jusqu'à Bagdad. Parfois repris par des émetteurs hertziens – c'est le cas de la Bulgarie et du Maroc, – TV 5 est surtout transmis par des câblodistributeurs, atteignant un public potentiel de seize millions de foyers, allemands aussi bien que néerlandais, suédois, danois, finlandais, baltes, yougoslaves, etc. Deux mille cinq cents hôtels l'offrent à leurs clients.

TV 5 Québec-Canada diffuse en Amérique du Nord, sur le Canada bien sûr, mais depuis peu sur plusieurs grandes métropoles des Etats-Unis. Un programme ambitieux de reprise se prépare en Louisiane.

Le quart de l'ONU

Si nous nous souvenons que RFO couvre, au-delà des territoires de la France d'outre-mer, des pays comme l'île Maurice, Madagascar, les Seychelles, Haïti et bien d'autres; que la chaîne culturelle franco-allemande va devenir opérationnelle en 1991 et que la SEPT, une de ses composantes, déjà présente dans plusieurs pays, devrait bientôt confier à CFI ses meilleures émissions en langue française : comment n'aurions-nous pas matière à nous réjouir?

Certes, des esprits chagrins vont répétant : faut-il vraiment accomplir tant d'efforts pour que notre langue puisse être entendue partout?

C'est là méconnaître les leçons de l'Histoire.

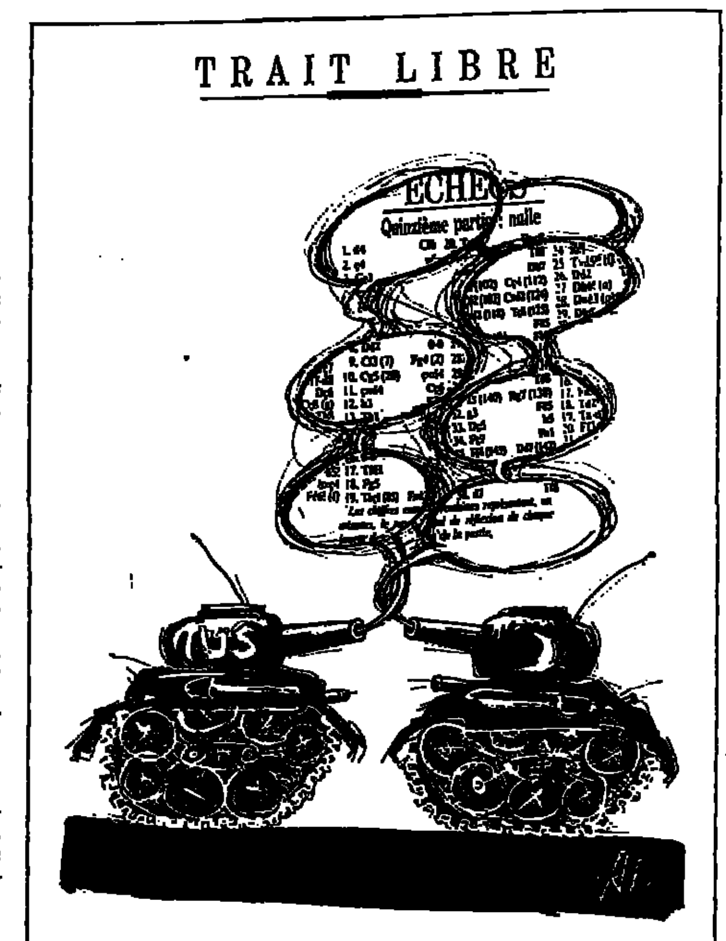
L'influence d'un pays ne se mesure pas seulement au rayonnement de sa langue, mais on ne saurait négliger l'importance grandissante de la communauté née autour de la langue française : un quart des pays membres de l'ONU s'en réclament. Ils sont épars sur tous les continents et composent une réalité géopolitique dont, à Tokyo, à Londres, à Bonn et à Moscou, on commence sérieusement à se préoccuper.

Le 12 octobre dernier, à Moscou justement, j'assistais à la signature entre Canal France International et Gosteleradio, de l'accord suivant lequel les chaînes soviétiques de télévision s'engagent désormais à diffuser six cents heures par an d'émissions françaises. Six cents heures : M. Lazoudkine, signataire pour la partie soviétique, souligna, dans une allocution retransmise le soir même, que c'était là *« le premier et le plus important accord de ce genre qui ait été jusqu'ici signé par l'URSS »*.

Nous lisons, ici ou là, que la France est frileuse quant à la présence à l'étranger de ses produits. Peut-être. Je ne crois pas que cette critique puisse s'appliquer à la diffusion extérieure de notre télévision.

► Alain Decaux est ministre délégué chargé de la francophonie.

TRAIT LIBRE



Patrimoine

L'ours de la honte

par Jean-Pierre Raffin

LA bravade béarnaise organisée cet été contre le ministère de l'environnement par des chasseurs forcenés et des élus irresponsables, hostiles à l'instauration de mesures de protection de l'ours brun, les violences exercées sur place contre des habitants favorables à cette protection ne doivent pas faire oublier que le sort des ours dépasse de beaucoup le contexte béarno-pyrénéen. C'est une affaire européenne. En 1981, le Conseil de l'Europe recommandait à la France d'instituer dans la zone périphérique du parc national des Pyrénées occidentales des secteurs de protection stricte pour l'ours. Pas plus le ministère de l'environnement que les élus locaux concernés n'y prêtèrent attention alors que l'action du parc méritait d'être soutenue. Pour cette raison et d'autres, le Conseil de l'Europe a engagé une procédure qui conduit au retrait, en 1991, du diplôme européen attribué au parc national des Pyrénées occidentales en 1976. La France va ainsi réaliser une « première » peu glorieuse. Ce sera la première fois qu'un tel diplôme ne sera pas renouvelé.

Le Parlement européen adoptait en 1989 une résolution invitant les Etats membres de la Communauté où existent encore des ours à mettre en place *« un réseau cohérent de réserves et/ou de zones de protection spéciale dans les territoires occupés par l'ours »*. Les événements de l'été ont montré comment des responsables cynégétiques et des élus pyrénéens s'évertuaient à ne pas répondre à une telle invitation . Aussi un groupe de parlementaires européens, notamment espagnols, français, grecs, anglais et irlandais, a-t-il commencé d'établir un bilan. Il constate que si, depuis 1989, l'Espagne a pris des mesures positives, la situation reste précaire en France et en Grèce *« faute de dispositions juridiques et concrètes protégeant les habitats indispensables à l'ours »*. C'est pourquoi, dans un projet de résolution, il demande à la Commission de Bruxelles d'aider financièrement les autorités nationales et régionales œuvrant réellement pour l'ours et de *« garantir que les investissements réalisés dans les régions où vivent des ours ne soient préjudiciables à cette espèce »*. En d'autres termes, cela veut dire que certains fonds européens pourront faire défaut à ceux qui ne protègent pas efficacement ce patrimoine naturel européen qu'est l'ours brun.

Voies sans issue

Les élus qui, dans les Pyrénées, se veulent les champions du développement économique de leurs vallées ont trop longtemps voulu ignorer la dimension européenne de l'ours. Ils devraient se méfier. A ne raisonner qu'au sein de leurs microcosmes valléens, à n'écouter que les plus extrémistes de leurs concitoyens, ils risquent d'engager ceux qui leur font confiance dans des voies sans issue. Qu'ils le veuillent ou non, l'image des Pyrénées (c'est-à-dire une part du développement économique) dépend maintenant de la place que les Pyrénéens feront ou ne feront pas à l'ours sauvage dans leurs montagnes.

En lançant en mars 1990 une campagne de promotion dont l'un des thèmes était la découverte de l'ours sauvage, l'Espagne s'inscrit avec réalisme dans l'Europe de demain. C'est une autre ambition que celle que proclamait une banderole brièvement déployée lors d'une manifestation, le 9 septembre dernier, au col de Marie-Blanque, entre Aspe et Ossau, par des chasseurs et des élus s'opposant aux mesures de protection prises par le ministère de l'environnement. On pouvait y lire : *« La France aux Arabes, la vallée d'Aspe aux ours »*...

► Jean-Pierre Raffin, codéputé Vert au Parlement européen, est l'ancien responsable du Groupe Ours.

BIBLIOGRAPHIE

Les fils de saint Ignace

LES JÉSUITES, HISTOIRE DE POUVOIRS
d'Alain Woodrow,
Edit. J.-C. Lattès, 346 p., 135 F.

Une scène sanglante forme le porche d'entrée de cette histoire de jésuites. Alain Woodrow a bien perçu que l'assassinat des six jésuites de l'Université centro-américaine de San-Salvador, il y a un an, n'était pas à ranger sur les rayons des faits divers mais qu'il constituait l'épicentre d'un conflit majeur : un discours qui s'appuie sur la foi et exige la justice est insupportable pour des forces idéologiques qui n'hésitent pas à recourir à la violence pour préserver leurs positions.

Cherchant les faits derrière les légendes, ces pages alertes et vivantes réussissent à raboter les montagnes de poncifs qui tiennent lieu de jugement sur cette *« très petite compagnie »*, comme aimait l'appeler son fondateur. Cette histoire s'attache aux hommes, Ignace de Loyola bien sûr, dont l'itinéraire est rendu avec chaleur et sympathie, mais aussi François Xavier au Japon, Ricci en Chine, de Nobili en Inde, Jean de Brébeuf chez les Hurons. Que d'aventures, et de conflits ! Soixante-treize expulsions de divers pays et la suppression complète de l'ordre pendant plus de trente ans à la fin du dix-huitième siècle !

Les temps changent, et la mission des jésuites cherche à répondre aux urgences d'aujourd'hui : annonce de la foi et promotion de la justice. Cette orientation, lancée par la Congrégation générale de 1974, est reprise intégralement par le Père Kolvenbach, l'actuel général. Unis pour être dispersés, prêts aux missions au-delà des frontières, les jésuites n'ont *« de centre géographique que symbolique »*. Pourtant ce qui les fait vivre n'apparaît pas toujours clairement dans ces pages. Réduire le centre de leur existence à *« une forme d'esprit, un mode de vie »* (p. 57) est une formule un peu courte. Où sont passés les *Exercices spirituels*, ce haut lieu de l'éveil des consciences ? La Compagnie tiendrait-elle sans intériorité ?

L'entretien avec le Père Beirnaert, jésuite et psychanalyste, nous en dit heureusement un peu plus : c'est dans une obéissance toute orientée vers la mission que se révèle la mystique proprement ignatienne, une mystique de l'action, un discernement constant de la volonté de Dieu dans la vie concrète.

L'évocation du Père Valadier, à partir de la seule « affaire » du même nom vue à travers la presse, dénoterait un regard bien superficiel sur les hommes et les événements, si d'autres pages ne traçaient ailleurs des portraits, pleins de relief et de profondeur, d'hommes comme Teilhard de Chardin, le Père Arrupe, ancien général de la Compagnie, où le Père Kolvenbach, son successeur. Mais les grands de la Compagnie sont parfois les plus cachés. Peut-être n'ont-ils pas fait l'histoire, mais ils ont su entretenir cette flamme de vie, la partager et la révéler à ceux qui ont oublié que la vérité n'est pas dans le pouvoir sur des hommes, mais dans l'autorité qui vient d'un vrai dialogue de la créature avec son Créateur.

L'histoire passionnante racontée par Alain Woodrow fait sans doute la part un peu trop belle à l'écume des jours, mais elle en dit déjà beaucoup sur ce qui anime les fils de saint Ignace.

PIERRE DE CHARENTENAY

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

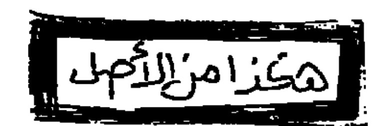
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR



LA CRISE DU GOLFE

Entamant à Amman une tournée au Proche-Orient

Le président algérien tente une médiation

Le président algérien Chadli Bendjedid a entamé, mardi 11 décembre à Amman, une tournée au Proche-Orient au cours de laquelle il tentera de trouver une solution diplomatique afin d'éviter une guerre dans le Golfe. Le chef de l'Etat algérien a aussitôt commencé des discussions avec le roi Hussein de Jordanie, qui tente comme lui de jouer un rôle de médiateur dans la crise née de l'invasion du Koweït par l'Irak. Accompagné de son ministre des affaires étrangères, Sid Ahmed Ghozali, M. Bendjedid était attendu à Bagdad mercredi matin. Il doit également se rendre en Arabie saoudite, en Iran, et peut-être à Oman et en Syrie.

Dans un premier temps, la médiation algérienne se baserait sur un engagement d'un retrait des troupes irakiennes du Koweït qui seraient remplacées par une *« force arabe de paix »*, et une garantie irakienne de non-agression contre l'Arabie saoudite. La deuxième étape viserait un règlement définitif de la crise.

L'un des principaux dirigeants palestiniens, Abou Iyad, a déclaré que la décision du président irakien de libérer tous les otages occidentaux avait été prise à la suite d'une intervention commune de six pays arabes (Jordanie, Yémen, Tunisie, Algérie, Maroc et Soudan) et de l'OLP. Selon lui, un message adressé dans ce sens au président irakien par ces pays portait également sur la *« recherche d'une solution politique basée sur le retrait du Koweït »* et l'extension *« ensuite de la négociation à l'ensemble des problèmes de la région »*.

Depuis la décision vendredi de Bagdad de libérer sans condition tous les otages occidentaux et japonais retenus au Koweït et en Irak, près de 960 ont été rapatriés, en majorité des Américains et des Britanniques. Selon les estimations qu'il est possible de faire, aucun chiffre précis n'ayant jamais été donné, il resterait en Irak et au Koweït environ mille neuf cent cinquante Occidentaux et Japonais.

Plus de cinq cents ressortissants américains, des personnes d'origine arabe et des enfants en majorité, resteraient au Koweït et en Irak de leur propre gré. Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a indiqué toutefois qu'il n'était pas très sûr que ces personnes aient décidé de rester volontairement.

Un avion charter devrait quitter jeudi Koweït à destination de Francfort *via* Bagdad. Il sera *« probablement »* le dernier à évacuer des Américains. M. Boucher n'a pu préciser le nombre d'Américains qui partiront sur ce vol, que devraient également prendre les diplomates de l'ambassade américaine à Koweït. A Londres, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a laissé entendre mardi que la Grande-Bretagne, suivant l'exemple des Etats-Unis, rapatriera les deux derniers diplomates en poste à son ambassade au Koweït. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Avant le 15 janvier 1991

Le dispositif « Daguet » comprendrait 120 hélicoptères 40 avions de combat et 40 chars AMX-30

Pour prévenir toutes les hypothèses, le dispositif militaire français « Daguet » en Arabie saoudite sera notablement renforcé avant le 15 janvier prochain, date limite fixée par les Nations unies pour leur ultimatum à l'Irak.

Ce renfort, qui consiste principalement en l'envoi de nouveaux avions et hélicoptères de combat ainsi qu'en l'acheminement – pour la première fois depuis septembre dernier – de chars AMX-30, a été confirmé (*le Monde* du 12 décembre) par le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, lors d'un colloque, mardi 11 décembre, à Paris, sur la sécurité en Europe de l'Ouest.

C'est, en réalité, le samedi 8 décembre que la présidence de la République a déterminé, sur la proposition du ministre de la défense, la nature et le volume de ce renforcement. M. Chevènement a expliqué que les forces françaises en Arabie saoudite devaient réunir *« les meilleures conditions de sécurité »* et *« être capables de faire face à toute décision qui serait prise dans le cadre de l'ONU si le chef de l'Etat le décidait »*.

Le ministre de la défense, qui a apparemment évité de qualifier « Daguet » de dispositif offensif, a ajouté : *« A partir du moment où les Nations unies ont voté une nouvelle résolution, d'autres cas de figure sont envisageables et le devoir du gouvernement est de prévoir toutes les hypothèses. »*

Depuis le 15 septembre, « Daguet » a progressivement été organisé autour de cinq mille trois cents hommes des forces terrestres (qui servent mille quatre cents véhicules, dont trois cents blindés légers, et soixante-douze hélicoptères) et sept cent cinquante aviateurs (au service de vingt-quatre avions de combat, sept appareils pour leur logistique, trois sections de missiles sol-air et huit canons antiaériens).

Avant l'accident, à la fin de la semaine dernière, d'un des huit Mirage-F1CR de reconnaissance, la base aérienne française de Yufuf avait déjà reçu le renfort de quatre avions d'attaque Jaguar (portant leur total à douze) et de deux avions de défense aérienne Mirage-2000 (qui s'ajoutent aux huit présents dès les premiers jours). Le nouveau renfort qui vient d'être décidé concerne une dizaine de Jaguar, ce qui portera le parc aérien de Yufuf à une quarantaine d'avions.

Une double nouveauté

Les forces terrestres du dispositif « Daguet » seront aussi accrues avant la mi-janvier en hommes et en matériels.

Comme l'avaient réclamé les états-majors avant le vote de la résolution 678 des Nations unies, ce renfort commencera par l'envoi de dix-huit pièces tractées d'artillerie de 155 millimètres en provenance du 11e régiment d'artillerie de marine basé à la Lande d'Ouée, près de Rennes, et par l'acheminement d'un groupement de quarante chars de combat AMX-30 B 2, constitué à partir d'escadrons professionnels de deux régiments blindés.

Mais, la nouveauté du renfort qui vient d'être confirmé par M. Chevènement est double. C'est, d'abord, l'envoi de l'équivalent d'un régiment supplémentaire d'hélicoptères de combat, qui s'ajoutera à celui déjà sur place et qui devrait porter à cent vingt le nombre global des hélicoptères Gazelle (armés de missiles antichars ou d'un canon anti-hélicoptères) et des hélicoptères logistiques Puma. C'est, ensuite, l'envoi d'un régiment mixte d'infanterie, qui sera constitué à partir de deux escadrons de blindés légers AMX-10 RC (équipés d'un canon de 105 millimètres) et de deux compagnies de combat antichars.

Il s'agit d'une opération de renforcement qui, à terme, fera passer les effectifs de « Daguet » de ses 6 200 hommes en ce moment à environ 9 800 hommes à la mi-janvier. Ce nouveau contingent, qui devra d'ici là s'accoutumer au désert saoudien, sera acheminé à Yanbu par des cargos affrétés pour la circonstance.

De leur côté, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont décidé d'augmenter leurs effectifs. Loin derrière ces deux pays, la France alignera le troisième dispositif, par son volume, dans le déploiement occidental en Arabie saoudite.

J. I.

M. Saddam Hussein a nommé un nouveau ministre de la défense

Le président irakien, M. Saddam Hussein, a nommé mercredi 12 décembre un nouveau ministre de la défense, le général Saadi To'ma Abbas, jusqu'à présent inspecteur général des forces armées et ancien chef d'état-major adjoint. Il remplace le général Abdel Jabbar Chanchal, qui occupait ce poste depuis deux ans, et qui est nommé au poste honorifique de ministre d'État chargé des affaires militaires. Le 8 novembre dernier, M. Saddam Hussein avait déjà remplacé son chef d'état-major général. – *(AP, AFP.)*

Le témoignage des ex-otages britanniques

LONDRES

de notre correspondant

« Mis à part le fait qu'on a été arrêté sous la menace d'armes à feu et gardé contre notre gré pendant quatre mois, on a été très bien traité... » A peine débarqué de Bagdad, un ancien otage résumait ainsi son aventure, dans la nuit de lundi à mardi, avec un humour très britannique.

Les uns après les autres, les 373 passagers d'un vol spécial de la compagnie aérienne irakienne apparaissaient, à cette heure tardive, dans le grand hall désert de l'aéroport de Gatwick, au sud de Londres. Ils avaient pour la plupart été installés sur des sites stratégiques à titre de *« boucliers humains »*. Des membres du Comité pour un Koweït libre leur offraient des fleurs en leur demandant de ne pas oublier leur combat.

A quelques exceptions près, les anciens otages ne font pas état de brutalités à leur égard. Mais certains d'entre eux ont vécu à la dure, sous la tente, mal nourris et disposant d'installations sanitaires plus que rudimentaires, à proximité des sites que leur présence était supposée protéger.

Ceux qui se cachaient au Koweït et n'étaient pas sortis de chez eux depuis l'invasion, pour échapper aux patrouilles, ont vu, au moment où ils ont été arrêtés, des rues désertes parsemées de voitures abandonnées et des immeubles pillés. Le jour appartient à l'armée régulière et aux commandos de civils palestiniens, mais ceux-ci disparaissent dès la nuit tombée.

Roy Collins, un ingénieur âgé d'une cinquantaine d'années, raconte comment il a pu, au début, se dissimuler sous un déguisement pour se réfugier, pendant la journée, dans une mosquée voisine de chez lui. Il rentrait dans sa maison, le soir venu, lorsque les fouilles cessaient. Il a été surpris à son domicile à six heures du matin, le 24 septembre. Ses serviteurs sri-lankais ont dû ouvrir la porte à des soldats irakiens, qui les ont menacés de leurs mitraillettes ; il ne sait pas ce qu'ils sont devenus. Il a été emmené dans un hôtel de Koweït puis à Bagdad et, enfin, du 27 septembre jusqu'à sa libération, sur un site stratégique, apparemment une usine de munitions, à Ameriya, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Bagdad.

« On leur présentera l'addition »

Roy Collins a entendu des récits d'atrocités commises par les soldats irakiens. Mais un de ses amis égyptiens résidant au Koweït lui a aussi raconté le sort subi par un autre Egyptien, enseignant dans un lycée et victime de la résistance koweïtienne. Celle-ci avait interdit aux professeurs de se rendre à leur travail. Les autorités irakiennes d'occupation lui ont intimé l'ordre contraire. Il a été abattu par la résistance alors qu'il se rendait au lycée.

Un autre otage, Rodney Parr, a été arrêté le 18 août dans la capitale de l'émirat, au volant de sa voiture. Il a été conduit dans un commissariat de police, puis à l'université, et enfin au palais – intact – d'un ancien ministre. Il a passé son temps à regarder, à longueur de journée, quelques-unes des milliers de cassettes vidéos qui se trouvaient là. *« J'ai eu plus de chance que beaucoup d'autres »*, dit-il.

Il y a quinze jours, il a cependant été emmené en Irak et installé, avec dix autres otages, dans une maison à Mossoul, à 400 km au nord-ouest de Bagdad, près de ce qui lui a paru être une usine chimique. D'autre part, selon un témoignage cité par la télévision britannique, une femme enceinte, qui cherchait à entrer dans un hôpital de Koweït, pillé par l'armée irakienne, a été tuée devant l'établissement.

L'Irak a réclamé au gouvernement britannique une somme de 1,5 million de livres (15 millions de francs) pour les frais de séjour de ses *« hôtes »*. Le coût du transport était en sus. Londres a payé sans discuter, mais un responsable, qui a souhaité ne pas être nommé, nous a indiqué lundi qu' *« on n'en resterait pas là, et qu'on présenterait l'addition aux Irakiens, le moment venu »*.

DOMINIQUE DHOMBRES

M. Shamir sort renforcé de sa visite à Washington

Suite de la première page

M. Shamir a donc exprimé son *« plein soutien »* à la politique américaine dans le Golfe. Il a ajouté que M. Bush a, de son côté, exprimé *« son soutien pour notre comportement, notre politique et nos problèmes »*, cette rencontre *« très amicale »* renforçant la *« relation spéciale »* qui unit Israël aux Etats-Unis.

Selon les indications données par un haut responsable américain, il semble que la conversation ait essentiellement porté sur les points d'accord, les questions plus délicates n'étant abordées qu'en termes très généraux.

M. Bush n'a même pas évoqué l'épisode de l'esplanade des Mosquées à Jérusalem – au cours duquel la police israélienne a tué une vingtaine de Palestiniens, – pas plus que le refus d'Israël d'obtempérer à une récente résolution du Conseil de sécurité des Nations unies exigeant une enquête sur cette affaire. *« Le flot de la conversation ne s'est pas porté sur ce sujet »*, a expliqué à plusieurs reprises ce responsable, en réponse aux journalistes qui s'étonnaient du peu d'empressement de Washington à demander le respect de cette résolution-là, à la différence de celles qui concernent le Koweït. M. Bush et M. Shamir, [illegible] sympathie particulière l'un pour l'autre – le premier ministre israélien est l'un des rares dirigeants *« amis »* auxquels M. Bush ne téléphone presque jamais.

On a beaucoup glosé aux Etats-Unis et en Israël sur les *« tensions »* entre les deux pays, même si elles se sont limitées à quelques propos un peu irrités de la part des dirigeants américains lorsque M. Shamir a fait capoter son propre plan de paix, mais elles n'ont jamais eu de conséquences concrètes.

« Chaleureuse bienvenue »

Il est clair que M. Shamir et, plus encore peut-être, M. Bush voulaient dissiper cette impression. Avant d'entamer sa conversation avec le premier ministre israélien, le président américain a tenu à dire devant la presse combien il était *« ravi »* de voir son hôte, auquel il souhaitait une *« chaleureuse bienvenue »*.

Outre son désir de *« corriger »* une image insuffisamment pro-israélienne, M. Bush avait au moins une autre bonne raison de faire en sorte que cette rencontre soit perçue comme une réussite. Sa politique de grande fermeté à l'égard de l'Irak et les risques de guerre qu'elle représente se heurtent à de fortes réticences au Congrès ; pour les contre-balancer, M. Bush a besoin de l'appui des élus et des commentateurs pro-israéliens, partisans d'une fermeté encore plus grande.

En même temps, il semble que l'administration ne souhaite pas se laisser entraîner trop loin par les « faucons », dont l'objectif est la destruction de la puissance irakienne et l'élimination de M. Saddam Hussein. A cet égard, M. Shamir a lui aussi fait un effort. Dans ses propos publics, il s'est abstenu de prôner une solution militaire ou de dire, comme l'avaient fait récemment certains officiels israéliens, que si les Etats-Unis n'éliminaient pas la menace irakienne, l'Etat juif s'en chargerait. Selon plusieurs observateurs, M. Bush souhaitait obtenir des assurances à ce sujet, et semble les avoir reçues.

Pour sa part, M. Chevardnadze, à l'issue de deux journées d'entretiens à Houston avec le secrétaire d'Etat James Baker, a de nouveau formellement exclu une quelconque participation de l'URSS à un engagement militaire contre l'Irak. Et, à la veille de sa rencontre avec le premier ministre israélien, il a indiqué que si la crise du Golfe pouvait être réglée pacifiquement, il conviendrait de faire de la région une zone *« libre d'armements nucléaires et chimiques »*, ce qui concernerait non seulement l'Irak, mais aussi d'*« autres nations »*. Lorsqu'on a demandé à M. Baker si les Etats-Unis étaient disposés à demander à Israël de renoncer à ses armes nucléaires, il s'est contenté d'indiquer qu'un tel projet supposait l'accord des pays de la région.

JAN KRAUZE

EUROPE

URSS

Le chef du KGB dénonce des tentatives étrangères de déstabilisation

Le chef du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, a fait, mardi 11 décembre, une intervention musclée à la télévision, pour accuser notamment les « services secrets étrangers » de soutenir les « groupes extrémistes radicaux » qui veulent la désintégration de l'URSS.

« La menace d'un effondrement de l'Union soviétique est apparue, le chauvinisme national est attisé et on provoque le désordre et la violence », a déclaré mardi le président du KGB, M. Vladimir Krioutchkov. S'exprimant à la télévision *« à la demande »* de M. Mikhaïl Gorbatchev, a-t-il précisé, il a dénoncé la constitution dans l'ensemble du pays de *« groupes extrémistes radicaux »* dont certains sont *« soutenus moralement et politiquement par l'étranger »*. *« Le KGB continuera de constituer une barrière contre les forces qui cherchent à précipiter le pays vers le chaos »* et ne permettra pas *« l'ingérence de services spécialisés étrangers et d'organisations étrangères qui, grâce à leur soutien, mènent depuis des décennies une guerre secrète contre l'Etat soviétique »*, a-t-il ajouté.

Cette allocution musclée du chef du KGB reprend, le thème de l'ingérence des services étrangers mis à part, les avertissements lancés par M. Gorbatchev lui-même au cours des dernières semaines contre les *« nationalistes extrémistes »*. Elle s'inscrit dans le volet « retour à la loi et à l'ordre » du programme de reprise en main du pays annoncé le 17 novembre par le chef de l'Etat, dont l'autre volet est une tentative de se concilier des dirigeants de Républiques, tels Boris Eltsine, pour qu'ils participent à un nouveau pouvoir central.

Mais à moins d'une semaine de l'ouverture du Congrès des députés soviétiques, M. Gorbatchev a surtout cherché à s'appuyer sur les anciens pouvoirs : il a successivement nommé un viel apparatchik et un général à poigne à la tête du ministère de l'intérieur, en charge notamment des troupes de première ligne dans les Républiques; donné des gages à l'armée par divers décrets, ainsi qu'au parti, en se prononcant notamment contre la propriété privée de la terre. Il restait le KGB, qui a cependant déjà été mis à l'honneur en se voyant confier la charge de superviser la distribution de l'aide étrangère. Son chef s'est chargé lui-même de donner la couleur, tout en se disant mandaté par le président et en réaffirmant sa loyauté envers les *« changements démocratiques »*. *« Le KGB a fait son choix, celui de défendre la patrie socialiste »*, a-t-il dit, en s'opposant *« par tous les moyens à sa disposition »* contre *« les forces anticommunistes qui luttent pour le pouvoir par des moyens antidémocratiques »*.

Dans six Républiques sur quinze, les non-communistes sont actuellement au pouvoir après avoir acquis la majorité dans leur Parlement. Le président du Parlement de Russie, M. Boris Eltsine a quitté le parti et s'il est obligé actuellement de faire marche arrière sur son programme, c'est qu'il ne dispose pas d'une majorité suffisante au Congrès des députés russes, où les voix opposées aux changements ont été confortées par le chaos grandissant.

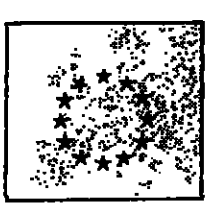
Ce congrès s'est ainsi prononcé mardi à une large majorité en faveur de la conclusion d'un traité de l'Union, alors que Boris Eltsine voulait au départ éviter le débat sur ce sujet. Le président russe a cependant obtenu que la résolution garde une formulation vague, affirmant que la Fédération de Russie doit être *« un sujet à part entière d'une union rénovée des Républiques socialistes »* et qu'elle doit participer à l'élaboration du traité. Dans son intervention mardi devant le Congrès russe, M. Eltsine a cependant critiqué la *« précipitation »* du Kremlin, qui cherche à *« accélérer la signature du traité »*.

Dans son discours lundi devant le plénum du comité central du parti, où il évoquait les « cataclysmes » guettant l'URSS en cas de désintégration de l'Etat unitaire, M. Gorbatchev avait déclaré que la signature du traité d'Union doit intervenir avant l'adoption par les Républiques de leurs propres Constitutions. C'est ce que refusaient les dirigeants de Russie avant la marche-arrière imposée par leur Congrès.

D'où les difficultés rencontrées par M. Gorbatchev devant le conclave communiste qui s'est achevé mardi, mais dont la conférence de presse sur les résultats a été reportée à mercredi. Les Partis communistes ne font plus bloc autour du Kremlin et M. Gorbatchev en est réduit à répondre aux appels à l'aide des minorités menacées par les nationalistes au pouvoir. C'est ce qui s'est passé mardi en Géorgie, dont le Parlement a décidé de *« supprimer »* l'autonomie dont jouissait l'Ossétie du sud. Le leader de cette région a demandé au président soviétique d'*« annuler cette décision illégale »* des Géorgiens.

S. Sh.

Avant le sommet des Douze à Rome



Un entretien avec M. De Michelis

Suite de la première page

D'où cette proposition que nous avons faite avec les Espagnols et que les Français soutiennent d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée. Une sorte d'Helsinki méditerranéen sur lequel nous travaillons les uns et les autres...

– Mais que des pays arabes, et surtout Israël, rejettent...

– Non, non. Beaucoup de nations arabes sont intéressées. Israël est contre, c'est vrai, mais nous ne pourrons pas toujours laisser à ce pays le soin de réguler le présent et l'avenir de la sécurité dans toute la région. Je pense qu'il est désormais nécessaire d'isoler Israël. L'isolement, on le voit avec l'Irak, peut produire de bons résultats.

– Reste que par rapport aux Américains, l'Europe a semblé quelque peu « suiviste » dans cette affaire du Golfe...

– Non, c'est l'Amérique qui a fini par se ranger à notre avis. Nous avons toujours soutenu que tous les efforts possibles pour une solution pacifique devaient être faits. Etablir un dialogue avant la dernière résolution des Nations unies [celle de l'ultimatum à Saddam Hussein, ndlr] eût été une erreur, un signe de faiblesse. Ce vote a marqué l'unité maximum de la communauté internationale. Mais la question posée étant celle de la paix ou de la guerre, il était inévitable que ce soient les Etats-Unis, qui sont le plus engagés sur le terrain, qui prennent la première initiative de dialogue. Nous en avons d'ailleurs parlé avec eux avant.

Non, croyez-moi, la gestion de la Communauté pendant la crise du Golfe fut exceptionnelle. Nous sommes même parvenus, pendant ces évènements, et malgré l'énorme accélération des changements dans le monde, à maintenir le rythme de l'intégration communautaire. Nous avons pu, en moins de six mois, intégrer virtuellement un treizième État – l'ex-Allemagne de l'Est, – finaliser notre projet d'union monétaire et lancer celui d'union politique.

– Justement, alors que l'ordre ancien s'écroule, que tout semble incertain et même dangereux, peut-on ainsi bâtir, comme dit Pierre Hassner, « des châteaux sur des sables mouvants » ?

– C'est absolument nécessaire, ne serait-ce que pour « fixer » la mouvance des sables... Comment construire du solide alors que tout change ? C'est très simple : en coordonnant une intégration pan-européenne légère, mission de la CSCE qui lie entre elles des situations diverses en pleine évolution, avec une intégration plus lourde et plus solide, celle de la Communauté. Les trois piliers que nous édifions et dont nous allons renforcer l'architecture, ce sont l'alliance atlantique, le Conseil de l'Europe et la Communauté.

Un pour la sécurité, un autre pour le droit, un troisième pour l'intégration économique et sociale. La nouveauté est que le passage d'une unité écomonique à l'unité politique de la Communauté – transformation qui s'amorce avec le sommet européen des 14 et 15 décembre à Rome – fait d'elle le pilier central de l'édifice. D'une certaine façon, la Communauté se met ainsi en condition de coordonner l'action des deux autres entités et même, en prospective, de s'y substituer. Je pense que l'organisation progressive des États européens – jusqu'à devenir par exemple « la confédération » à laquelle pense M. Mitterand – va accroître l'importance de la Communauté et diminuer celle des instruments sectoriels et spécifiques que sont l'alliance atlantique et le Conseil de l'Europe.

– Il faut donc, selon vous, privilégier l'approfondissement sur l'élargissement de la Communauté ?

– Vous savez, l'histoire ne se fait pas toujours selon nos désirs cartésiens. Il faut parfois faire simultanément des choses qu'on aurait préféré réaliser l'une après l'autre. Le problème n'est plus de savoir si on approfondit avant d'élargir. Si l'on n'approfondit pas à temps, nous serons de toute façon contraints d'élargir, et cela pourrait affaiblir l'édifice tout entier.

En fait, pour préparer la conférence de la semaine prochaine sur l'union politique, nous avons déjà raisonné sur le principe d'un fonctionnement des institutions à 24 et non plus à douze. Les prochaines étapes de l'élargissement de notre Communauté sont déjà là : avant 1995 nous aurons probablement accepté l'entrée de la plupart des pays membres de l'AELE (1). Pour l'Autriche, la seule question est de savoir si son entrée se fera en 1992 ou l'année suivante. La Suède va demander son adhésion prochainement et je pense que la Norvège va suivre. Même la Suisse commence à se demander si, au fond, la neutralité absolue lui convient bien encore. Et puis il y a les pays du centre européen – Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, – qui, j'en suis convaincu, auront tous, d'ici à l'an 2000, rempli les conditions objectives pour demander leur adhésion. Vous voyez, il nous faut aller vite.

– Et limiter dans le même temps les risques de chaos général en Europe de l'Est et en URSS. Où en est le programme d'aide à l'Union soviétique ?

– Nous savons que l'URSS a besoin d'environ 2milliards de dollars. L'étude entreprise par le FMI devrait être prête incessamment. On verra ce que les institutions internationales peuvent apporter, ce que la Communauté peut faire et ce que sera la part de l'aide bilatérale non européenne. Pour ce qui concerne l'acheminement de l'aide humanitaire d'urgence, il existe déjà un schéma, celui qui a été tracé par l'accord bilatéral du 29 novembre entre l'Allemagne et l'URSS.

Je suppose que la Commission européenne négociera un accord similaire après le sommet de Rome [qui fixera le montant de l'aide. ndlr]. Pour ma part, je propose d'utiliser, au moins pour secourir une partie de l'URSS, les ports finlandais. L'écartement des voies de chemins de fer n'étant pas la même en Union soviétique que dans le reste de l'Europe, il est impensable d'envoyer des trains qui seraient déchargés aux frontières ou dans les ports soviétiques avant d'être rechargés en URSS. La Finlande étant le seul pays à disposer de wagons avec un écartement de roues compatible, on pourrait constituer des trains « bloqués » dans ses ports, ce qui permettrait facilement leur escorte en territoire soviétique.



– Certains se demandent si l'on fait bien d'aider directement le régime de M. Gorbatchev et s'il ne serait pas plus judicieux de s'adresser aux Républiques de l'URSS ?

– La Communauté agit sur la base des règles établies entre États. De toute façon les pouvoirs sont aussi incertains au niveau de l'Union – à Moscou – qu'à celui des Républiques. Aider l'Union soviétique ne signifie pas que nous souhaitons sa pérennité en l'état. Elle doit énormément se transformer. Nous soutenons simplement une transformation pacifique et régulée, car l'autre alternative, c'est le chaos et l'anarchie. La situation est déjà dangereuse en Yougoslavie, imaginez ce que cela donnerait avec l'URSS. Le chaos et l'anarchie à l'est doivent être évités car cela aurait inévitablement de graves répercussions sur nous tous. L'Europe de l'Est, c'est notre grande espérance, notre meilleure opportunité pour le futur. Nous avons un intérêt objectif à l'aider.

– Vous faites notamment allusion aux vagues d'émigration en direction de l'Europe occidentale. Peut-on et doit-on fermer la porte de la CEE ?

– Pour des raisons à la fois pratiques et politiques, c'est tout simplement impossible. Le phénomène migratoire devient l'un des plus gigantesques problèmes socio-économiques de notre temps. Il faut s'attendre, dans les prochaines années à une vague de plusieurs millions de personnes. Nous devons veiller à ce que ces deux ou trois millions ne deviennent pas dix fois plus nombreux. Ce serait alors une espèce d'invasion qui pourrait créer d'épouvantables problèmes de déstabilisation.

Cela dit, nous avons 16 millions d'immigrés extra-communautaires sur une population globale de 340 millions d'individus. L'Europe occidentale ne peut pas oublier que sa fortune d'aujourd'hui est due, aussi, à l'émigration d'hier. Tout le monde a émigré. Peut-on nier à l'autre partie de l'Europe le droit de faire la même chose que nous ? Non, nous devons chercher à réguler le phénomène pour qu'il ne dépasse pas nos possibilités. Il nous faut une politique coordonnée de l'immigration dans la CEE et, pour moi, celle-ci ne peut être basée que sur une logique de quotas. Il faut calculer et contrôler un afflux régulier de populations de l'Est. Après tout, n'y a-t-il pas une certaine faiblesse démographique dans la Communauté ? Allons, l'intégration pan-européenne permettra d'éviter les risques d'une diminution de nos populations.

Formaliser l'idée de sécurité commune

– Reste que l'homme de la rue, devant la multiplication des engagements d'aide européenne envers l'Est, le tiers-monde et les pays du Proche-Orient victimes de l'embargo contre l'Irak, finit par se demander où l'on va prendre l'argent. Il y a des millions de chômeurs et...

– Quoi ? Quels chômeurs ? L'Europe occidentale est la région la plus riche du monde ! On n'a jamais été aussi riches ! On ne se rend pas compte. Il y a des déséquilibres liés à la géographie, des problèmes de redistribution certes, mais des régions comme le sud de l'Italie ou de l'Espagne, certaines parties de l'Irlande du Portugal ou de la Grèce font quand même partie de la zone la plus riche du monde.

L'Europe n'est pas Liverpool ! Sur 340 millions de citoyens ouest-européens, 320 millions sont richissimes ! Nous avons calculé, et proposé, que l'on consacre un pour cent du PNB des Douze à l'aide internationale. Un petit pour cent contre 0,44 % aujourd'hui, cela suffirait. Ah ! certes, il faudra peut-être fumer un peu moins, rouler moins vite en Ferrari, il faudra quelques petites réorientations entre la consommation et l'investissement, mais quoi, cela n'est pas insupportable ! Vous verrez, lorsque nous serons parvenus à régler la question du GATT et le conflit du Golfe, le prix du pétrole tombera dans les six mois qui suivront à des niveaux tellement bas que je peux sans risque prédire à l'Europe dix bonnes années de boom économique. Croyez-moi, sauf catastrophe, et il n'y a pas de raisons pour qu'elle entre dans cette logique, l'Europe a largement les moyens financiers de ses ambitions.

– Et ses moyens politiques ? Le départ de Mme Thatcher facilite-t-il vraiment l'union ?

– Certainement. Non pas parce qu'elle posait, en tant que telle, un obstacle, mais à cause du signal psychologique et politique fort que son départ a déclenché. Il n'y a pas le moindre doute que parmi les facteurs qui ont précipité le retrait de Mme Thatcher, sa position sur l'Europe fut déterminante. Cet évènement ouvre d'ailleurs un autre chapitre dans l'histoire du Vieux Continent, celui de la centralité de la question européenne dans la politique intérieure des pays de la région.

La dernière élection allemande que M. Helmut Kohl a remporté sur la vague de l'unification certes, mais aussi sur sa volonté affirmée de guider l'Allemagne unie vers le leadership de l'Europe, démontrent que le phénomène a déjà largement commencé. Au cours des deux prochaines années, l'Europe ne sera plus une sorte de question technique à discuter entre experts. Les négociations entre gouvernements sur l'union politique, processus que nous mettons en marche à la fin de cette année, seront au centre des débats politiques intérieurs des pays.

– La question d'une politique étrangère commune provoque déjà de sérieuses controverses.

– L'important est que nous nous soyons mis d'accord sur son principe, sur la possibilité de l'étendre progressivement à des questions jusqu'ici du ressort exclusif des Etats, et sur le fait que ce sera le conseil des chefs d'Etats et de gouvernement, et non la commission qui gérera cette diplomatie européenne. Les thèmes retenus sont ceux de l'action commune dans la CSCE et en matière de coopération. Pour l'instant, l'action communautaire aux Nations unies apparaît compliquée en raison du droit de veto dont disposent certains Européens (France et Grande-Bretagne) au Conseil de sécurité.

– Vous avez donc l'intention de relancer le débat sur le thème d'une transformation de ces deux droits de veto en un unique pour l'Europe intégrée ?

– Mais c'est le droit de véto lui-même qui est en question aux Nations wunies ! N'oubliez pas que c'est un privilège qui fut accordé au lendemain de la guerre aux États vainqueurs pour contrebalancer le droit de vote ordinaire accordé à tous les pays membres. Je ne suis pas sûr que ce droit doit demeurer ainsi, « gelé » à jamais. D'abord parce que les « Etats vainqueurs » d'autrefois ne le sont plus aujourd'hui. Ensuite, parce que le vote pays par pays rend impossible la bonne gestion des crises internationales. Le vote pondéré constituerait selon moi une vraie novation. Cela dit, la question n'est pas à l'ordre du jour.

– Et celle de la défense commune proposée par votre pays ? L'UEO ne vient-elle pas de rejeter votre idée de l'intégrer progressivement au mécanisme de la Communauté ?

– Bof... Toutes les structures existantes défendent leur existence, c'est naturel. Reste que l'UEO mourra de sa belle mort en 1998 et qu'il est, selon nous, inévitable que ce mécanisme soit fusionné avec ceux de la Communauté. On en reparlera. Le vrai problème ce sont les Européens neutres. Il faut mettre en place un système qui permettra à certains de rester en dehors de l'accord d'assistance mutuelle que nous proposons d'inclure dans le nouveau traité de la Communauté. La formalisation de l'idée d'une sécurité commune, basée sur un embryon de défense commune, nous paraît utile.

– La Communauté pourrait-elle un jour exiger de la France ou du Royaume-Uni qu'ils mettent leur pouvoir de dissuasion nucléaire à la disposition de l'Europe unie ?

– Ce n'est pas impossible. C'est un problème à long terme bien sûr. Mais si l'Europe s'achemine vers une véritable intégration de sa défense, il sera difficile de la gérer si deux pays maintiennent leurs propres instruments de défense à la soumission exclusive de leur pouvoir national. C'est une question dont on reparlera au cours du siècle prochain, mais sa discussion est légitime dès maintenant.

Propos recueillis par
PATRICE CLAUDE

(1) Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède, Suisse.

Les socialistes européens insistent sur la dimension sociale de la Communauté

MADRID

de notre correspondant

Oui à l'union économique et monétaire, mais pas sans garde-fous sociaux : tel est en substance le message qu'ont voulu délivrer les responsables de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne (UPSCE), réunis le 10 décembre à Madrid, à quelques jours du Conseil européen.

La future Union économique et monétaire (UEM) ne peut pas se résumer à une simple politique monétaire commune, souligne la déclaration adoptée. Il faut, parallèlement, prendre les mesures nécessaires pour *« atteindre une cohésion socio-économique plus grande »*. L'UPSCE *« exige »* que soient renforcés *« les instruments de cohésion comme les politiques régionales et les fonds structurels de la Communauté »*.

Concernant le futur système européen de banques centrales, les socialistes européens, tout en reconnaissant l'importance de son autonomie, n'en insistent pas moins sur la nécessité de le soumettre à un *« contrôle démocratique »* qui l'oblige à tenir compte des *« objectifs politiques et économiques généraux »*, parmi lesquels *« le niveau de l'emploi »*. Même préoccupation en matière de politique fiscale : il faut éviter que la réduction des fiscalités destinée à attirer les capitaux ne conduise à u[...] *« érosion de la base fiscale, mettant en danger les politiques publiques en matière de droits sociaux, de développement régional, d'environnement ou d'éducation »*.

Quant à l'Union politique, la déclaration demande notamment, pour les citoyens de la Communauté, le droit à la *« participation aux élections locales et européennes dans le pays de résidence »*. Elle se prononce pour un *« socle commun »* de droits minimums reconnus aux travailleurs et demande que la Charte des droits sociaux de 1989 devienne contraignante pour les pays membres. Le texte évoque également, sans trop de détails, la nécessité d'élaborer progressivement *« une politique extérieure et de sécurité communes »*.

L'UPSCE aborde enfin le problème conflictuel du rôle respectif des différentes instances communautaires en des termes modérément *« fédéralistes »*. Elle se prononce pour *« un élargissement du vote à la majorité au sein du conseil des ministres »*, et demande le renforcement des compétences du Parlement européen. Celui-ci devrait notamment se voir attribuer *« un pouvoir de codécision avec le conseil »*, ainsi que la faculté de voter, sur proposition du conseil des ministres, l'investiture du président de la Commission, ce qui renforçerait la légitimité démocratique de ce dernier.

THIERRY MALINIAK

Pas d'union monétaire sans une révision de la politique française de défense

déclare un dirigeant de la CDU

Le chef du groupe parlementaire chrétien-démocrate au Bundestag, M. Alfred Dregger, a déclaré mardi 11 décembre que l'union monétaire européenne ne serait pas possible sans une révision de la politique de défense *« ambivalente »* de la France. *« La clé du succès* (de l'intégration communautaire) *est en France*, affirme M. Dregger. *La France doit abandonner l'ambivalence de sa politique (nationale) de sécurité et s'identifier à l'Europe. Alors la voie sera libre pour l'union monétaire. Car comment l'Allemagne pourrait-elle renoncer à sa souveraineté sur le mark sans que ses besoins de sécurité soient satisfaits au moyen d'une union européenne de sécurité à laquelle la France est destinée à appartenir ? »*

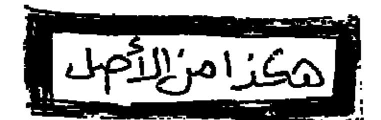
M. Dregger estime que les deux conférences intergouvernementales qui doivent s'ouvrir le 15 décembre à Rome *« doivent poursuivre deux buts d'égale importance et qui dépendent l'un de l'autre : l'union monétaire et l'union de sécurité. Seul l'ensemble de ces deux objectifs constitue l'union politique »*.

Selon un sondage

Près de sept Européens sur dix sont favorables à une défense commune

Un Européen sur deux est favorable à une politique étrangère commune, et près de sept sur dix souhaitent une politique européenne de défense et de sécurité, selon le dernier Eurobaromètre – un sondage réalisé régulièrement par la Commission européenne (1) – rendu public mardi 11 décembre. La perspective d'une monnaie unique est soutenue, selon ce sondage, par 55 % des Européens, tandis que 23 % y sont défavorables. Par ailleurs, le soutien populaire à la Communauté atteint un niveau jamais égalé : 69 % des personnes interrogées estiment que l'appartenance de leur pays à la CEE est *« une bonne chose »*, 7 % *« une mauvaise chose »*. Ce sont les Néerlandais (82 %), les Italiens (77 %), les Luxembourgeois (76 %), les Irlandais (76 %) et les Grecs (75 %) qui se montrent les plus enthousiastes, les moins enthousiastes étant les Britanniques (53 %) et les Français (66 %).

(1) Sondage effectué cet automne dans chacun des pays membres de la Communauté, auprès d'échantillons de 300 (Luxembourg) à 1000 personnes, âgées de quinze ans et plus.



Le 1er janvier 1991. Nous sommes là.

Il a consulté les horaires d'avion sur son Minitel.

Elle a utilisé les rames de métro que nous avons construites.

Comme beaucoup d'autres, il est venu en TGV.

Sans nos équipements téléphoniques pourraient-ils être tous réunis ?

Dans son caméscope, il y a des batteries : les nôtres.

Quand la nuit tombera les lumières s'allumeront. Nous y serons pour quelque chose.

Le 1er janvier 1991, nous sommes là. A vrai dire, nous sommes déjà présents et depuis fort longtemps, dans la vie quotidienne de millions d'hommes et de femmes à travers le monde. C'est vrai, nos équipements téléphoniques aident les hommes à mieux communiquer. Nos matériels de transport leur permettent de se rencontrer. Nos centrales électriques et nos accumulateurs fournissent l'énergie nécessaire à leurs activités. Nos systèmes de contrôle-commande rendent leur environnement plus sûr. Et pourtant, la plupart d'entre eux n'ont jamais entendu parler de nous. Parce que nous sommes fiers de contribuer au bien-être de tant de citoyens au monde, et à l'activité économique de tant de pays, à partir du 1er janvier 1991, nous aurons un nom à la hauteur de ce que nous sommes: CGE deviendra Alcatel Alsthom.

ALCATEL
ALSTHOM

Alcatel Alsthom 54, rue La Boétie 75008 Paris

HDM

EUROPE

POLOGNE : quelques jours avant de céder la présidence à M. Walesa

Le général Jaruzelski présente ses excuses aux Polonais

Alors que M. Lech Walesa prêtait serment devant la Vierge noire, patronne de la Pologne, au monastère de Jasna-Gora à Czestochowa, le président sortant, le général Wojciech Jaruzelski, ancien premier secrétaire du Parti communiste polonais (POUP), a présenté, mardi 11 décembre, ses excuses à ses compatriotes pour ce qu'ils ont subi sous le régime communiste.

« Le mot regret peut paraître banal, mais je n'en trouve pas d'autre », a déclaré le général qui, en décembre 1981, avait imposé la loi martiale pour réduire au silence le syndicat indépendant Solidarité. *« Je veux vous demander une seule chose : si le temps n'a pas effacé la colère et les rancœurs, dirigez-les avant tout contre moi »*, a poursuivi le général Jaruzelski lors d'une allocution télévisée, quelques jours avant de céder officiellement la présidence à M. Lech Walesa. Il a ajouté que ses anciens camarades communistes avaient agi *« honnêtement et de bonne foi »* et qu'il ne fallait pas les tenir responsables de ce qui s'est passé en Pologne.

Le président sortant a fait une allusion voilée à la loi martiale en disant que la période qu'il a passée au pouvoir devait être jugée autant pour ce qu'il a épargné à la Pologne que pour ce que ce pays a subi. Il avait déclaré dans une récente interview que les dirigeants soviétiques de l'époque l'avaient menacé d'une intervention militaire s'il ne supprimait pas lui-même Solidarité. *« Chaque souffrance et chaque injustice portent leur nom. Je suis conscient qu'il y en a eu beaucoup. Cela me reste comme une épine enfoncée dans le flanc »*, a dit le général. *« Il est humain de se tromper. Moi aussi je me suis trompé, mais je ne me suis jamais égaré. J'ai toujours été guidé par le bien de la Pologne, son autorité, sa stabilité et l'inviolabilité de ses frontières et par la volonté d'épargner une tragédie à la Pologne »*, a-t-il poursuivi avant de conclure : *« Je ne suis pas le premier homme politique et militaire polonais à être contraint d'aller à contre-courant, à être incompris, à souffrir d'humiliation et d'amertume. »* – *(Reuter.)*

□ **M. Tyminski et son épouse sont partis pour Toronto.** – L'ex-candidat indépendant à la présidence de la Pologne, Stanislaw Tyminski, et son épouse Graciela, ont quitté Varsovie pour Toronto mercredi 12 décembre. Accusé d'avoir diffamé le premier ministre M. Mazowiecki, M. Tyminski a été autorisé à quitter la Pologne sous condition du paiement d'une caution de 100 000 dollars, à l'issue d'une audition mardi au parquet régional de Varsovie. – *(AFP.)*

ROUMANIE

La grève des chauffeurs se durcit

La grève du syndicat des chauffeurs roumains, qui est entrée dans son deuxième jour, s'est durcie, mardi 11 décembre, malgré l'ouverture de négociations avec le gouvernement. Les conducteurs de poids lourds ont établi, mardi après-midi, des barrages sur les quatre principales voies d'accès à Bucarest, bloquant des camions de marchandises non alimentaires et ralentissant fortement la circulation des autres véhicules.

« Les accès aux villes de Constanza et de Galati sont aussi filtrés, ceux de douze préfectures doivent l'être », nous a déclaré M. Daniel Vasile, vice-président du syndicat des chauffeurs, qui revendique 90 000 membres. A l'issue d'une rencontre avec le premier ministre, M. Petre Roman, le leader des chauffeurs, M. Miron Mitrea, a indiqué que *« la grève continuait mais que les négociations n'étaient pas rompues et se poursuivraient »*.

Lors d'une négociation menée par le président de la République, M. Ion Iliescu, les grandes centrales syndicales, qui soutiennent les chauffeurs sans toutefois être en grève, ont, semble-t-il, renoncé à exiger la démission de M. Roman, mais demandent le départ de quatre de ses ministres (éducation, agriculture, santé, travail). – *(Corresp.)*

La gauche européenne cherche ses marques

III. – Italie : les ex-communistes à l'assaut du « mur de Rome »

Poursuivant notre voyage dans les principaux partis socialistes et communistes d'Europe de l'Ouest, après l'Allemagne (*le Monde* du 11 décembre), la Suède et les Pays-Bas (*le Monde* du 12 décembre), nous voici maintenant en Italie.

ROME

de notre correspondant

« La chute du mur de Berlin n'a pas seulement permis la réunification de l'Allemagne ; elle a, aussi, libéré et réunifié l'Italie, jusque-là divisée politiquement, moralement et idéologiquement. » Diagnostic visionnaire pour un lendemain de guerre froide ? Atteinte, comme d'autres pays d'Europe, par la fièvre libérale et conservatrice qui emporte l'Est, l'Italie assiste, interloquée, à la levée des interdits et au réveil d'une gauche désormais débarrassée de ses fantasmes révolutionnaires.

Président sans pouvoir d'une République littéralement colonisée par les partis, à commencer par la démocratie-chrétienne, dont il est issu, M. Francesco Cossiga en est à la fois convaincu et, bizarrement, réjoui. *« La transformation amorcée au Parti communiste italien peut lui permettre de devenir une grande force de la gauche démocratique et d'apporter une remarquable contribution à la construction d'une société plus juste et plus moderne dans notre pays »*, estime-t-il. Le processus promet d'être long et chaotique, mais, pour le chef de l'Etat, *« l'unification des forces de gauche est, désormais, inéluctable »*.

Le séisme politique engendré par l'écroulement du totalitarisme prolétarien a déclenché un véritable branle-bas de combat idéologique dans l'univers convulsé de toute la gauche italienne. *« Il faut le reconnaître honnêtement, les expériences de l'Est ont jeté une ombre négative aussi bien sur la notion de communisme que sur celle de socialisme »* : selon M. Achille Occhetto, secrétaire général d'un parti, qui n'avait pas attendu le cataclysme est-européen pour rompre les ponts avec l'internationalisme moscoutaire, pour liquider son Œdipe marxiste et pour piétiner joyeusement les Tables de la Loi communiste, l'effondrement des régimes du « socialisme réel » ne trouble pas seulement les tréfonds génétiques du PCI ; il bouscule aussi, par ses conséquences, l'ensemble de l'échiquier politique transalpin et ouvre peut-être, pour la première fois depuis 1947, la possibilité d'une alternance à la direction du pays.

C'est dans cinq semaines, lors de son vingtième et ultime congrès, que le plus puissant des PC d'Occident jettera définitivement aux oubliettes sa fatale appellation communiste. Plus d'un tiers des voix italiennes en 1976, l'année de l'apogée « berlinguérien » ; 24 % seulement aux élections régionales de mai dernier : en treize ans, le PCI n'a pas cessé de décliner, et son niveau électoral d'aujourd'hui est le plus bas depuis la guerre. Ses adhérents, qui étaient encore plus d'un million huit cent mille en 1977, ont diminué d'un tiers, et les intellectuels n'ont plus cessé, depuis cette date, de le fuir. En novembre 1989, M. Occhetto, qui a pris la tête du PCI dix-huit mois plus tôt et qui s'est entouré d'un groupe de jeunes Turcs plus réformistes les uns que les autres, propose, formellement, le changement de nom du parti. La question a, peu à peu, pris le tour d'un vaste psychodrame collectif, avant d'investir toutes les sphères politico-intellectuelles du pays. « Parti du travail », « parti démocrate réformateur », « mouvement de la gauche unie », la classe politique tout entière – droite comprise, – relayée par l'ensemble des médias, a joué pendant des mois avec ces concepts. De colloques en conférences, de rencontres intellectuelles en meetings électoraux, tout le monde, ou presque, a participé et participe encore, peu ou prou, au débat ouvert par M. Occhetto sur la nouvelle identité du parti.

Finalement, c'est une espèce d'OVNI politique intitulé *« Partito democratico della sinistra »* (PDS), le « parti démocratique de la gauche », qui sera proposé à la mi-janvier aux participants de l'ultime congrès « communiste ». Son emblème : un chêne vert enraciné sur un terreau de même couleur, mais avec un tronc rouge au pied duquel subsistera en miniature, et pendant quelque temps, l'ancien drapeau communiste avec sa faucille paysanne et son marteau prolétarien. Bref, s'il n'est plus question, comme au début du processus, de re-fonder le vieux parti de Gramsci sous une nouvelle étiquette, mais bien de créer une force de gauche toute neuve, le PDS qui sortira de la chrysalide communiste restera forcément, pendant un temps, un peu hybride, puisque sa fondation idéologique se mêle à quelques considérations tactiques.

« Nous voulons, disent ses concepteurs, *ouvrir un véritable processus d'alternance et d'alternative. »* Dans un pays où les deux partis qui se prétendent officiellement socialistes – le PSI de M. Bettino Craxi et le petit PSDI de M. Cariglia – participent depuis plus d'une décennie, non seulement à la coalition gouvernementale dirigée depuis près d'un demi-siècle par la démocratie-chrétienne, mais, aussi, au système de *« lottizzazione* qu'elle a mis en place – occupation systématique des institutions, de la fonction publique, des banques et des entreprises nationalisées, – le PDS peut effectivement apparaître comme la seule force politique de « gauche » modérée. En tout cas, si la notion, débarrassée de toute trace de marxisme-léninisme, symbolise encore quelque chose comme une éthique, une certaine capacité à s'indigner et à se rebeller contre l'ordre des choses, aucun des deux partis « socialistes » existants, dont l'image s'est brouillée dans les *combinazioni* et la « politicaillerie » quotidienne, ne peut y prétendre.

« Réguler » le capitalisme

Affirmant que *« les hommes politiques ne doivent plus gérer une seule lire publique »* et qu' *« il faut établir une distinction nette entre fonction politique et fonction administrative »* ; proclamant que *« le socialisme ne peut plus se poser comme un modèle donné »* et que, *« pour déterminer un nouvel ordre économique et social, il faut vivre les énormes contradictions du système actuel »* ; préconisant la réforme de l'administration et du système politique ; renonçant à la sacro-sainte *« centralité historique ouvrière »* et reconnaissant implicitement les règles de base d'un capitalisme qu'il s'agirait non plus de combattre, mais de *« contrôler, réguler, aménager »* : tel serait, tiré des déclarations publiques de M. Occhetto, le préambule de l'assemblée « constituante » qui présidera à la fondation du PDS. *« La mission de la nouvelle gauche,* ajoute M. Piero Fassino, membre de l'actuelle direction du PCI, *sera de guider le passage de la première à la deuxième République italienne »*. Rien de moins.

Encore faut-il que le PCI reconstitue sa puissance électorale et convainque l'opinion de la sincérité et de l'irréversibilité de ses choix. Il doit, pour cela, réformer aussi le mode de fonctionnement de toutes les organisations civiles ou sociales qu'il influence encore. Le travail a commencé au sein des organisations de santé (USL) et à la principale centrale syndicale du pays, la CGIL (cinq millions d'adhérents), majoritairement contrôlée par des militants et des cadres du PCI. A l'automne dernier, son secrétaire général, M. Bruno Trentin, qui fut le premier dirigeant de la centrale à admettre un certain degré de méritocratie chez les salariés – y compris chez les fonctionnaires, dont l'emploi n'est plus systématiquement garanti et défendu, – a donné le coup d'envoi d'une ambitieuse réforme, à la fois des structures et de la liturgie syndicale.

Les sociaux-démocrates, les libéraux, les républicains et une partie de l'aile gauche de la démocratie chrétienne se sont montrés sensibles et ouverts au réformisme nouveau de l'ancien PCI. Certains des membres les plus éminents de la coalition, comme M. Giorgio La Malfa, chef du Parti républicain, ont ouvertement applaudi les changements annoncés. *Idem* chez les socialistes, évidemment, dont certains prônent depuis longtemps un certain degré d'union avec le PCI et avec lequel un certain dégel a commencé. Seulement voilà, principal bénéficiaire de la peur qu'inspirait le PCI depuis la fin de la guerre et craignant de se retrouver déstabilisé dans le rôle charnière qui lui permet, avec aujourd'hui 15 % de l'électorat contre 9 % il y a dix ans, de faire et de défaire tous les gouvernements depuis 1980, le chef du PSI, M. Craxi, a immédiatement allumé un contre-feu au PDS.

Sans s'engager le moins du monde à renoncer prochainement au gâteau gouvernemental qu'il partage avec la DC, ni à rejoindre les anciens frères ennemis communistes dans l'opposition pour mettre en place la fameuse « union de la gauche », M. Craxi a invité l'ex-PCI à retrouver *« la matrice socialiste commune »* (1), puis à reconstruire ensemble *« l'unité socialiste »*. Devant le refus de l'actuelle direction du PCI-PDS, qui flaire le piège, M. Craxi a décidé de prendre date : début octobre, le Parti socialiste s'est officiellement métamorphosé, sur ordre de son chef et à l'issue d'un conseil restreint d'une poignée de minutes, en « Parti de l'unité socialiste ». L'avenir dira si l'appellation retenue n'est pas, elle aussi, devenue archaïque et obsolète.

« Une magnifique aventure »

En attendant, le PDS de M. Occhetto a également séduit certains intellectuels, jusque-là réfractaires aussi bien à ce qu'ils appellent l'*« opportunisme »* du PSI qu'à *« la démagogie ouvriériste »* de l'ancien PCI. Lancé au début de cette année par une demi-douzaine de personnalités, le mouvement dit de la « gauche des clubs » est parvenu à réunir trois mille ou quatre mille militants prêts à participer à la fondation du nouveau parti. Catholiques ou prêtres engagés dans le volontariat et l'assistance, patrons de gauche et écologistes abandonnés à eux-mêmes, philosophes, avocats et artistes, c'est toute une frange de la société civile non « occupée » par la partitocratie et, donc, forcément limitée, qui a répondu « présent » à l'appel, relayé par la presse communiste et par des publications à fort tirage comme le premier magazine d'actualités politiques de la péninsule, *l'Espresso*, et le leader des quotidiens d'Italie, *La Repubblica*.

Forte de ces soutiens – auxquels il faut ajouter le satisfecit accordé par le vieux maître à penser de toute la gauche italienne, le professeur Norberto Bobbio, qui voit dans la création d'une nouvelle force de gauche non communiste *« une magnifique aventure »*, – la naissance prochaine du PDS aurait pu se présenter sous les meilleurs auspices possibles. Les interminables tergiversations de ces derniers mois, nées de la volonté de M. Occhetto d'éviter à tout prix la scission et d'emmener avec lui la totalité du vieux PCI – y compris les 35 % qui craignent une trop forte dérive à droite et qui ont voté pour le maintien des racines et contre le changement, lors du dix-neuvième congrès de mars dernier, – ces marchandages dépassés ont découragé nombre de bonnes volontés.

« Dans le désert d'idées qui caractérise la société politique italienne » et que déplore ainsi M. Bobbio, le « parti démocratique de la gauche » demeure tout de même non seulement la seule novation de ces vingt dernières années, mais l'unique espoir actuel de débloquer un système figé depuis près d'un demi-siècle.

PATRICE CLAUDE

(1) Le Parti communiste italien est né d'une scission du parti socialiste au congrès de Livourne en 1921.

Prochain article :
IV. – Le PSOE sur la vague libérale

Bologne conservera-t-elle sa rue de Stalingrad ?

BOLOGNE

de notre envoyé spécial

Le citoyen Floriano Roncarati est-il de ceux que certaines petites incohérences mettent mal à l'aise ? Il a écrit au quotidien *Il Resto del Carlino* une lettre que ce journal provincial – *« très provincial »*, soupire plus d'un intellectuel du cru – a publiée dans son édition bolognaise du 2 décembre : *« Au moment où la géographie subit de profondes mutations, par suite de changements politiques en Europe de l'Est, avec des villes et des régions entières qui changent de nom, la topographie de Bologne demeure immuable. L'exemple typique est la rue de Stalingrad : elle porte le nom d'une cité qui, depuis longtemps, a changé le sien pour s'appeler Volgograd. »*

On le devine : dans « Bologne la rouge », dirigée sans interruption depuis quarante-cinq ans par un maire communiste, plus d'un aura lu et médité la missive. Ainsi, Mauro Zani, secrétaire fédéral bolognais du Parti communiste italien : *« Je dois dire que je n'ai pas encore tiré de conclusions. Je réfléchis. Quand même, il me semble qu'il ne s'agit pas de la ville de Stalingrad en soi, mais d'une grande bataille, qui restera dans l'histoire sous ce nom... »*

« Rouge antique... »

Ah ! si le Parti communiste italien n'avait, ici, que de tels soucis : défendre les plaques des rues les plus « rouges ». Il y a plus grave. Carlo Poni, professeur d'histoire économique à l'université du lieu : *« Bologne « la rouge », c'est, de plus en plus, un mythe. »* Son confrère Umberto Romagnoli (droit du travail), membre du PCI : *« Rouge ? Je dirais : rouge antique... »* Luigi Pedrassi (intellectuel catholique), qui anime l'institut de recherche Cattaneo : *« Bologne est une ville stable. D'une stabilité millénaire. En sorte que les comportements sont souvent ici plus atténués qu'ailleurs en Italie. Ainsi s'explique qu'ait régné ici, en son temps, un fascisme que l'on pourrait, prudemment, appeler à l'eau de rose, si l'on compare avec ce qui s'est passé dans beaucoup d'autres villes d'Italie. Ou ce long règne d'un communisme très tranquille, malgré les violences de la fin de la guerre et le dogmatisme vite atténué d'après-guerre. »* Bologne la rouge ? Il dirait, lui, plus volontiers : *« Bologne la pragmatique »*.

Un pragmatisme qui n'a souvent retenu, au fil des ans, que la surface ou le minimum vital de l'idéologie, pour ne pas s'attirer les foudres de la direction communiste nationale, absorbée par l'opposition, alors que le maître-mot était déjà, à Bologne : gérer. Une philosophie explicitement ou tacitement acceptée par la *« plus grande fédération communiste d'Occident »* (quarante-cinq mille adhérents revendiqués aujourd'hui, pour une population de quatre cent treize mille habitants ; quatre-vingt-dix mille dans la province de Bologne). Sans parler d'une « base sociale » de rêve : artisans, commerçants et employés, issus en masse des classes ouvrière et paysannes.

Ainsi s'écoule, avec quatre maires seulement depuis quarante-cinq ans, l'histoire de Bologne dite « la rouge ». A Renzo Imbeni, maire depuis 1983, issu de l'appareil du parti, *« brave garçon »* comme il se dit à l'intérieur même du PCI bolognais, incombe d'assumer la page la plus délavée de Bologne la rouge. L'usure, la routine d'une machine municipale pourtant impeccable sont de plus en plus invoquées par des adversaires politiques qui n'ont guère eu, depuis 1945, d'espace où respirer.

Erosion électorale

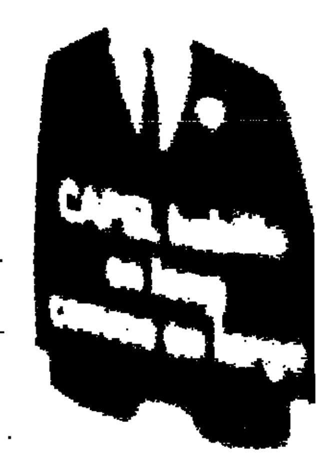
Mauro Zani sait que ces critiques ne proviennent pas seulement de l'extérieur du parti. *« Ceux qui nous attaquent,* dit-il, *oublient que l'époque des vaches grasses, qui les a si bien servis, est finie depuis longtemps. »* Mesure-t-il tous les petits signes des temps qui changent ? Les vieux militants assidus à la distribution de *l'Unita*, décimés par le temps, ne sont plus remplacés. Club Candide, club Cavalcanti : politiquement « mixtes » ou pas, spontanés ou suscités, voués au renouvellement de toute la gauche ou au seul soutien de la ligne Occhetto, les petits groupes qui animent ou ont animé, à Bologne, une réflexion moins ritualisée qu'au sein des partis comblent un vide qui est aussi, peu ou prou, celui du PCI. L'exemple du club Cavalcanti est frappant : il épaule la transformation du PCI en « Parti démocratique de la gauche », et met simultanément sur la table des sujets aussi épineux que la transparence dans les processus de nomination à la tête des entreprises et des services publics.

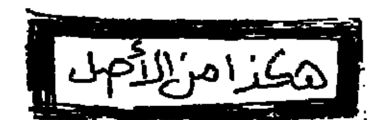
A Bologne comme ailleurs, l'érosion électorale du Parti communiste italien fait sentir ses effets. Le Parti socialiste italien, qui, à chaque élection, grignote un ou deux sièges au conseil municipal depuis une vingtaine d'années, y compte désormais 9 sièges (sur 60). Le PCI en a 25, après en avoir souvent occupé 28 ou 29 (33 en 1951). Ce n'est pas tout : le Parti socialiste vient de gagner, à la faveur de l'asthénie électorale communiste, la présidence de la région Emilie-Romagne. La sollicitude du vainqueur, Enrico Boselli – trente-trois ans, sorti du monde économique – pour le PCI, tout comme sa volonté de voir les régions italiennes enfin dotées de pouvoirs forts, nimberont-elles l'avenir de Bologne d'un rose plus accentué ? La question est désormais plausible, même si personne n'ose clairement hasarder l'hypothèse d'un maire non communiste pour la cité.

Dire que cette question obsède à Bologne serait faire montre d'une véritable exagération. La ville a tant de sujets de satisfaction, voire de légère autosatisfaction : sa légendaire opulence, son université neuf fois centenaire, sa prestigieuse maison d'éditions *Il Mulino*, lieu de débats et de diffusion de textes qui fit éclater, il y a quarante ans, les cadres du conformisme culturel italien... Une université qui a pour joyaux médiatiques universels son sémioticien-romancier Umberto Eco... et quantité de professeurs plus discrets, mais souvent éminents.

Comme les sujets de fierté ne suffisent pas au bon fonctionnement d'une cité, Bologne entretient bravement ses sujets de polémique. Chef d'une ville dans la ville (80 000 étudiants), le recteur Fabio Roversi Monaco, metteur en scène efficace des cérémonies du neuvième centenaire, tance sévèrement les communistes, indifférents, selon lui, à sa cause (tout en travaillant avec l'ancien maire, Guido Fanti, à l'expansion immobilière et scientifique de son empire exigu). Pour ne pas être en reste, le PCI désigne, avec de discrets sous-entendus, en la personne de ce recteur-là un franc-maçon. Or ces derniers n'ont pas bonne presse en Italie depuis la loge P2...

MICHEL KAJMAN





ASIE

Nouvelle réunion sur le Cambodge à Paris

Le prince Sihanouk facilite la tâche des négociateurs en renonçant à la présidence du Conseil national suprême

Une nouvelle réunion sur le Cambodge est prévue, du 19 au 23 décembre, dans la capitale française. Les co-présidents, français et indonésien, de la Conférence internationale de Paris y ont, en effet, convoqué les douze membres du Conseil national suprême du Cambodge (CNS), organisme formé le 9 septembre à Djakarta mais qui ne s'est réuni qu'une fois depuis, pour leur soumettre le plan de paix de l'ONU.

Le prince Sihanouk, qui séjourne à Paris, a fait savoir à ses partenaires cambodgiens qu'il n'était plus candidat à la présidence du CNS, auquel il n'appartient pas et dont il a invité les membres, tout en renonçant à doter le Conseil d'une présidence, à appliquer sur-le-champ le plan de l'ONU, qu'il approuve entièrement. Il leur a ainsi fait comprendre qu'il ne revendique plus aucun rôle officiel jusqu'à la tenue d'élections auxquelles il devrait se présenter.

Plutôt discret depuis son arrivée à Paris il y a trois semaines, le prince Sihanouk a pris une initiative qui fait sauter un verrou : le problème de la présidence du CNS était impossible à résoudre en raison des désaccords entre les Khmers rouges et le régime de Phnom-Penh. En outre, le prince se retire ainsi de la mêlée pour préserver son image en vue de l'éventuelle élection – ou désignation par un organisme élu – du futur chef de l'Etat cambodgien. Cette ligne de conduite pourrait, dans l'immédiat, faire l'affaire des négociateurs indonésiens et français qui ont accepté la lourde tâche de «vendre» aux douze membres du CNS le plan concocté par l'ONU. Encore leur faudra-t-il vaincre les réticences, à l'égard de ce plan, des représentants de Phnom-Penh.

Deux vérités

Il existe, en effet, deux vérités sur le Cambodge. La première est l'émergence d'un consensus international pour placer le pays sous une tutelle de fait. D'où ce plan de paix, peaufiné par les cinq Grands fin novembre à Paris, qui prévoit d'en confier la gestion à l'ONU jusqu'à la tenue d'élections générales, étant entendu que la souveraineté du pays demeurera entre les mains du CNS formé d'un nombre égal de représentants du régime de Phnom-Penh et de ceux qui se battent contre lui.

L'autre vérité est la guerre fratricide que se font les deux groupes politico-militaires dominants : les Khmers rouges, appuyés par la Chine, et le régime de Phnom-Penh, soutenu par le Vietnam et armé par l'Union soviétique. Il s'agit de deux appareils dirigés par les anciens vainqueurs de 1975, dont l'unité n'a pas résisté deux ans à l'exercice du pouvoir. Cette réalité, faite de guérilla, d'assassinats, d'attentats et, parfois, d'opérations de moyenne envergure, n'a guère changé : c'est un combat de pauvres mais sans accommodements et sans temps morts.

Le hiatus demeure presque entier. Pour les Khmers rouges, le retour au pouvoir, dont ils ont été chassés fin 1978 par l'intervention militaire du Vietnam, demeure l'objectif ultime. Ils sont prêts à accepter le plan de l'ONU car ce dernier leur offre une double assurance : celle de leur survie politique, alors que personne ne pourra trouver leurs caches d'armes et leurs repaires au fin fond des forêts inhabitées du Cambodge. D'un côté, on leur offre un cadre d'action légal. De l'autre, on ne pourra jamais que partiellement les désarmer, même en dépêchant sur place plusieurs régiments de «casques bleus».

Le camp d'en face exige, sur ce point, des garanties qu'on ne peut donc lui donner. Voici une première raison de faire la moue devant le plan de paix de l'ONU : les gens de Phnom-Penh – le parti, donc l'armée et l'Etat – ne veulent pas du *«retour progressif à la vie civile»* proposé par les Cinq et du transfert à une administration onusienne de ministères-clés. «Ni désarmement ni démantèlement», tel est le leitmotiv de Phnom-Penh, qui exige un plan *«en conformité»* avec la Charte des Nations unies, laquelle ne prévoit pas de «mandat» du type de ceux dont usait la Société des nations. Mais il y a d'autres raisons à cette résistance.

Faire «rempart»

Avec l'aide des Vietnamiens – conseillers, unités de «pompiers» – et de l'équipement soviétique, l'armée de Phnom-Penh tient bon depuis le retrait, en septembre 1989, du gros du corps expéditionnaire vietnamien. Ce qui permet de voir venir encore un peu même quand l'économie bat de l'aile. Surtout, puisqu'il s'agit avant tout de faire *«rempart»* – une expression prêtée à M. François Mitterrand mais qui traduit également une préoccupation plus récente de Washington, – le régime de Phnom-Penh, si monolithique soit-il, doit se sentir assez dans le «sens de l'Histoire» pour faire monter les enchères.

En outre, les Vietnamiens, qui ont leur mot à dire dans l'affaire – et dont l'avis n'a guère été sollicité ces derniers temps, – ne sont peut-être pas à même de prendre une décision en ce moment. La préparation du septième congrès du PC, prévu en mai ou en juin, occupe une bonne part de leurs énergies. De toute façon, l'idée d'un Cambodge frontalier sous tutelle onusienne n'a pas de quoi enthousiasmer une direction communiste qui entend garder le monopole des opérations sur son propre territoire. Enfin, la normalisation entre Pékin et Hanoï – qui reste la condition *sine qua non* d'un règlement cambodgien – marque apparemment le pas depuis plusieurs semaines.

Sans parler du problème du financement d'une intervention massive de l'ONU – on n'en est pas encore là, – l'espoir d'aboutir rapidement à un règlement reste mince. Les prochaines rencontres de Paris présenteront au moins l'avantage – pour MM. Roland Dumas et Ali Alatas, co-présidents de la Conférence de Paris – de placer leurs interlocuteurs cambodgiens face à leurs responsabilités en leur présentant un plan concret de règlement. Si ces derniers, bien entendu, acceptent de se rendre tous à leur invitation.

JEAN-CLAUDE POMONTI

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Les affrontements entre factions noires rivales ont fait de nouvelles victimes

Le regain de violence dans la cité noire de Thokoza (proche de Johannesburg) a fait, mardi 11 décembre, trente-sept victimes, tuées par balles ou massacrées à coups de hache et de machette. Les affrontements entre factions rivales avaient déjà fait quatre-vingts victimes début décembre. A l'issue d'une rencontre, mardi après-midi, entre des représentants du parti zoulou Inkatha et du Congrès national africain (ANC), les deux délégations ont dit accepter un accroissement des forces de l'ordre afin d'assurer *«la paix et la stabilité»* dans la cité. A l'invitation du secrétaire général du Conseil des Eglises d'Afrique du Sud (SACC), une délégation de politiciens, d'hommes d'affaires, d'intellectuels, de diplomates et de religieux devait se rendre à Thokoza, mercredi 12 décembre, pour tenter de comprendre les causes de cette violence sporadique. – (*Corresp.*)

ANGOLA

Rencontre entre le ministre soviétique des affaires étrangères et le chef des rebelles

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, devait rencontrer, mercredi 12 décembre à Washington, le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi. Cet entretien constitue une première et pourrait accélérer le processus de cessez-le-feu pour mettre fin à quinze ans de guerre civile en Angola. Durant toute cette période, Washington a soutenu l'UNITA, tandis que Moscou et La Havane appuyaient le gouvernement marxiste de Luanda. Le dossier angolais a été examiné lundi et mardi à Houston, lors des entretiens entre M. Chevardnadze et son homologue américain, M. James Baker. Ce dernier devait rencontrer, également mercredi, à Washington, le ministre angolais des affaires étrangères. Le chef du département d'Etat n'a pas exclu qu'un accord puisse être annoncé après ces entretiens. – *(Reuter.)*

BANGLADESH

L'ancien président Ershad a été arrêté

Le général Ershad a été arrêté, mercredi 12 décembre à Dacca, a-t-on appris de source proche de la police. L'ancienne opposition, qui l'a contraint à la démission la semaine dernière, l'accuse d'avoir dirigé pendant huit ans un gouvernement illégal et corrompu. L'ancien président a été conduit dans une maison du quartier diplomatique de Gulshan pour y être placé au secret.

Son arrestation s'est passée sans incident, a-t-on ajouté de même source. De source gouvernementale, on précise qu'un tribunal spécial, présidé par un juge de la Haute Cour, sera prochainement constitué pour juger l'ex-président, accusé notamment de trafic d'or et de détournement de fonds publics.. – *(AFP, Reuter.)*

IRAN

La tête de Salman Rushdie toujours mise à prix

La tête de Salman Rushdie est toujours mise à prix, a tenu à rappeler mardi 11 décembre la fondation iranienne qui offre depuis février 1989 une forte prime à celui qui exécutera l'auteur des *Versets sataniques.*

Dans un communiqué, la Fondation du 15 khordad (5 juin) indique que les primes qu'elle a prévues *«demeurent valables»* : 200 millions de rials (un peu plus de 3 millions de dollars au cours officiel) à l'Iranien qui tuera Rushdie conformément à la *fatwa* (décret religieux) prononcée le 14 février 1989 par l'imam Khomeiny contre l'écrivain, 1 million de dollars au non-Iranien qui *«exécutera la sentence de l'imam».* La fondation rappelle aussi que le décret de Khomeiny a été confirmée en février dernier par l'actuel guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenéi. – *(AFP.)*

SUÈDE

Le Parlement se prononce pour une demande d'adhésion à la CEE

Le Parlement suédois, le Riksdag, a donné mandat, mercredi 12 décembre, au gouvernement, de présenter une demande d'adhésion à la Communauté économique européenne.

Seuls les écologistes et le parti de gauche (ex-communiste) ont voté contre la proposition qui a reçu le soutien des quatre principaux partis, les sociaux-démocrates au pouvoir, et l'opposition constituée des modérés, des libéraux et des centristes.

Le texte du mandat ne fixe cependant aucune date sur le dépôt d'une demande et précise seulement qu'elle aura lieu *«vraisemblablement»* en 1991. Une motion déposée par les modérés et les libéraux souhaitant que la demande soit déposée en 1991 a été rejetée par 198 voix contre 105. *«Une adhésion de la Suède à la CEE, dans le maintien d'une politique de neutralité, est dans l'intérêt de notre pays»,* souligne le texte du mandat. Plusieurs conditions sont cependant posées, et notamment l'évaluation, avant le dépôt de la candidature, des conséquences sur la politique étrangère et la sécurité de la Suède. – *(AFP.)*

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le premier ministre slovaque contre les pouvoirs exceptionnels au président Havel

Le premier ministre slovaque, M. Vladimir Meciar, a estimé, mardi 11 décembre, que la situation n'était pas assez *«dramatique»* pour que l'on accorde des pouvoirs exceptionnels au président de la République, qui avait demandé la veille au Parlement de *«renforcer les pouvoirs présidentiels»* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle Constitution qui doit permettre de trancher les conflits de compétence opposant le gouvernement slovaque aux gouvernements tchèque et fédéral. (*le Monde* du 12 décembre). M. Meciar a, en revanche, approuvé la proposition du chef de l'Etat de créer une cour constitutionnelle et d'introduire l'usage du référendum en Tchécoslovaquie. – *(AFP.)*

□ **ALGÉRIE : le premier ministre a obtenu la confiance du Parlement.** – Le premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, a obtenu, mardi 11 décembre, la confiance du Parlement. Il semble avoir désormais les coudées franches pour continuer à appliquer son programme de réformes économiques libérales, qui doit se traduire, dès janvier, par le passage de quelque cinq cents entreprises publiques à l'autonomie commerciale et financière. – *(AFP.)*

□ **Soljenitsyne refuse un prix littéraire en Russie.** – L'écrivain Alexandre Soljenitsyne, expulsé d'Union soviétique en 1974, a refusé mardi 11 décembre le prix de littérature que la République de Russie venait de lui décerner pour son ouvrage *L'Archipel du Goulag.* Dans une déclaration diffusée par son éditeur, l'écrivain, qui vit aux Etats-Unis, remercie la fédération de Russie mais ajoute : «[Ce livre] *parle de la souffrance de millions de gens et je ne peux pas recevoir de prix pour cela».* – *(Reuter.)*

AFRIQUE

TCHAD : après l'arrivée au pouvoir de M. Idriss Déby

Quand Tripoli fait les yeux doux à N'Djamena

Le président sénégalais, M. Abdou Diouf a confirmé, mardi soir 11 décembre, que son pays avait accordé l'asile politique à l'ancien chef de l'Etat tchadien, M. Hissène Habré *(nos dernières éditions du 12 décembre)*. « Cette décision correspond à une tradition d'hospitalité, à nos convictions éthiques », a-t-il précisé, soulignant le caractère *« strictement humanitaire de ce geste »*. M. Habré, qui était arrivé mardi matin à Dakar à bord d'un avion privé en provenance de Yaoundé au Cameroun, s'est engagé à n'avoir *« aucune activité politique »*. De son côté, M. Adoum Togoï, secrétaire général des Forces démocratiques révolutionnaires (FDR), qui groupe cinq tendances issues du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT), est arrivé, mardi, à N'Djamena, pour des entretiens avec le nouveau président, M. Idriss Déby.

N'DJAMENA

de notre envoyé spécial

Les Tchadiens, qui viennent de sortir d'une nouvelle guerre encore plus appauvris, n'ont pas à s'inquiéter. Leur « grand frère » libyen s'apppréterait à voler à leur secours. C'est, du moins, ce qui se murmure dans les quartiers de N'Djamena où pourtant l'on ne se prive pas, expérience à l'appui, de dénoncer *« le racisme et l'arrogance »* de ce puissant voisin. Mais nécessité fait loi...

Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Idriss Déby, il ne se passe pas de jour sans qu'un Ilyouchine libyen ne se pose à N'Djamena pour y débarquer de ses soutes des caisses sobrement étiquetées *« vivres et médicaments »*. Tripoli a même poussé la compassion – sait-on jamais – jusqu'à livrer à celui qu'elle considère pour le moment comme son *protégé*, une Renault 25 blindée avec, en prime, des gilets pare-balles.

Hissène Habré a-t-il fui le pays après avoir sorti des caisses de l'Etat quelque 140 millions de francs, comme l'assure le nouvel homme fort de N'Djamena? Il n'y aurait pas de quoi en faire un drame puisque, à en croire la rumeur, la Libye a proposé de régler aux fonctionnaires trois mois d'arriérés de salaires. Les bâtiments publics ont-ils été mis à sac à la faveur du changement de régime. Il n'y aurait pas lieu de s'en affliger puisque, dit aussi « Radio-trottoir », la Libye a offert de remeubler tous les bureaux dévastés par les pillards.

« La Libye nous fournit une aide désintéressée », soutient sans grande conviction M. Idriss Déby, qui a l'intention d'établir avec elle *« des relations de bon voisinage, de coopération et de fraternité »*. Il exprime aussi le souhait de voir le différend territorial entre les deux pays à propos de la bande d'Aouzou se régler *« sans ingérence d'un Etat dans les affaires de l'autre »*. Vœu pieux?

Au sein même de l'équipe au pouvoir, des voix commencent déjà à dénoncer les procédés, pour le moins cavaliers, que Tripoli utilise pour arriver à ses fins. *« Nos voisins sont envahissants et se comportent en conquérants. Nous risquons très vite de nous faire déborder »*, déclare un ministre. *Les Libyens considèrent un peu Idriss Déby comme un de leurs hommes, qui a réussi à éliminer du jeu politique, en la personne de Hissène Habré, quelqu'un qu'ils détestaient. »*

Quarante-huit heures à peine après que M. Idriss Déby eut fait son entrée dans N'Djamena, sur ses talons, une délégation libyenne s'y présentait à son tour. Elle était conduite par deux proches du colonel Kadhafi, le colonel « Massoud », l'homme chargé du dossier Tchad, qui fut l'interlocuteur du nouveau chef de l'Etat lorsque celui-ci fourbissait encore ses armes dans la province soudanaise du Darfour, et le colonel Abderrahmane Al Saïd, un membre influent de l'état-major libyen.

L'affaire des « contras » libyens

La Libye a, en effet, tout intérêt à battre le fer quand il est chaud et à profiter du flou qui entoure la mise en place d'une nouvelle équipe gouvernementale pour réclamer son dû à celui qu'elle a aidé à accéder au pouvoir par la force des armes. Diplomatie à la hussarde. Déjà, en décembre 1980, au lendemain de la victoire de Goukouni Oueddeï, que son armée avait installé aux affaires, Tripoli avait tenté sans finesse, à coup de vivres et de dinars, d'« acheter » la sympathie des Tchadiens.

Même « forcing » aujourd'hui. Difficile d'obtenir des plans de vol pour les avions libyens qui s'annoncent à la dernière minute. Il a fallu, la semaine dernière, sur ordre tchadien, en dérouter un qui voulait se poser à Sarh, dans le sud du pays, pour y débarquer des vivres. Les militaires français du dispositif « Epervier » assurent en effet la défense aérienne au sud du 16e parallèle. Mais *quid* au nord d'Oum Chalouba? *« Nous ne serions pas étonnés d'apprendre qu'un appareil libyen a atterri à Bardaï, à Faya-Largeau, ou à Fada »*, confie un officier.

Quoi qu'il en soit, le colonel « Massoud » n'est pas rentré bredouille de sa mission de cinq jours au Tchad. D'entrée de jeu, il a obtenu de ses interlocuteurs le rapatriement d'environ 450 prisonniers qu'Hissène Habré avait obstinément refusé de libérer sans de solides contreparties. Mais, l'homme de confiance du colonel Kadhafi avait aussi pour tâche de ramener si ce n'est les six cent soixante « contras » libyens – d'anciens prisonniers que les Etats-Unis avaient entraînés et armés jusqu'aux dents pour un éventuel « coup » à Tripoli – du moins leur chef, le colonel Abdelgassim Haftar.

Les choses ne se sont pas passées comme les émissaires de Tripoli l'auraient souhaité. Les exigences libyennes, conjuguées aux craintes américaines, ont précipité l'envol, vendredi et samedi, sans armes et sans bagages, du colonel Haftar et de ses hommes vers une destination finale encore inconnue. Opération conduite tambour battant par les Etats-Unis et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avec l'appui logistique des troupes françaises (*le Monde* du 12 décembre).

Beaucoup ici se sont félicités du refus de M. Idriss Déby de livrer à la vindicte de Tripoli le colonel Haftar et ses commandos, signe encourageant de sa volonté de prendre, autant que faire se peut, ses distances vis-à-vis du colonel Kadhafi. La Libye s'est bien gardée de fustiger officiellement le Tchad, passant ses nerfs sur les Etats-Unis et la France, qui se frottent les mains de sa déconvenue.

La Libye n'en continue pas moins de pousser ses pions dans son arrière-cour tchadienne. Qu'elle ait déjà réussi à « infiltrer » des agents paraît vraisemblable. Qu'à cet effet, elle s'efforce de grossir démesurément le nombre des prisonniers de guerre tchadiens dont N'Djamena négocie le retour n'est pas surprenant. Qu'elle cherche à placer auprès du nouveau chef de l'Etat des hommes d'influence, aptes à défendre ses intérêts, semble aller de soi.

0 300 km
LIBYE
Aouzou
Bardaï
TIBESTI
Zouar
BANDE D'AOUZOU
NIGER
Faya-Largeau
Fada
TCHAD
Monou
Oum-Chalouba
Iriba
Tiné
Biltine
Moussoro
Abéché
Guéréda
Lac Tchad
Ati
Adré
SOUDAN
N'DJAMENA
Kousseri
Goz-Beida
Am Timan
NIGERIA
Bongor
Chari
Sarh
Doba
Moundou
CAMEROUN
CENTRAFRIQUE

« Au point où on en est... »

Si, en définitive, il prenait envie à M. Idriss Déby de lui tenir tête, le colonel Kadhafi trouverait sans peine sur l'échiquier politique tchadien un homme en mal de pouvoir, prêt à jouer son jeu. On sait déjà que quelques centaines de soldats perdus de l'ancienne armée gouvernementale ont regagné les montagnes du Tibesti, dans l'extrême nord du pays. Nul doute qu'eux ou d'autres pourraient un jour vendre sans état d'âme leurs capacités de nuisance à un nouveau commanditaire.

Les excès autocratiques dans lesquels avait sombré le régime précédent valent au nouveau pouvoir la sympathie de la population, lasse notamment d'avoir eu à participer à l'effort de guerre et d'avoir été enrégimentée sous la bannière du parti unique. Il n'empêche que certains émettent déjà des doutes sur les aptitudes de M. Idriss Déby et des siens, qui ne sont pas tous – et de loin – des hommes neufs, combattants et intègres, à dominer une situation très mouvante. Les Tchadiens en ont trop vu pour se suffire de vagues promesses.

Cette nouvelle guerre qui s'est conclue par la victoire d'Idriss Déby, a compromis les timides efforts de redressement économique. Dans ces conditions, l'homme fort de N'Djamena a-t-il encore le choix de ses amis et de sa politique? Pour parer au plus pressé, la France a débloqué, lundi, une aide budgétaire exceptionnelle de 10 millions de francs. Pourra-t-elle et voudra-t-elle contrer la Libye sur le terrain financier? *« Nous venons de prendre au moins deux ans de retard par rapport à nos objectifs*, constate, désabusé, un autochtone. *Mais, au point où nous en sommes, on n'en est plus à ça près... »*

JACQUES DE BARRIN

AMÉRIQUES

HAITI : l'élection présidentielle du 16 décembre

Le père Aristide, « catalyseur » des foules

Le père Aristide, dit « Titid », porté par un fort mouvement populaire, part favori dans l'élection présidentielle qui aura lieu à Haïti le dimanche 16 décembre.

PORT-AU-PRINCE

de notre correspondant

Est-ce bien l'homme qui électrise les foules, le catalyseur du raz-de-marée qui, de l'avis de la plupart des observateurs, le portera à la présidence d'Haïti... si des élections pacifiques, libres et honnêtes ont finalement lieu?

Dans la solitude de son bureau, au premier étage d'une maison de Port-au-Prince, où il accueille les enfants des rues, le père Jean-Bertrand Aristide s'exprime avec douceur, d'une voix qui ne s'anime que lorsqu'il évoque *« le peuple qui l'a choisi »*. Le charisme de cet homme de petite taille, d'allure frêle, a besoin de la foule pour rayonner. *« Nous ne sommes pas communistes, comme le disent nos adversaires. Nous sommes la cristallisation des revendications populaires. Le peuple veut tout simplement la justice, du pain, du travail et du respect. »*

Treize fidèles massacrés

En quelque sorte, le jeune prêtre – il n'a que trente-sept ans – a résumé le programme du candidat, dont le regard s'anime derrière des lunettes à monture dorée. Les cris des *« restaveks »*, les enfants abandonnés qui jouent dans la cour, ponctuent la conversation. Comme une meute, ils entourent le père Aristide et le protègent jalousement. Au-dessus de la table de cuisine qui lui sert de bureau, une inscription en créole : *« Je vous aime »*, et un grand drapeau haïtien bleu et rouge.

« Ne craignez-vous pas pour votre vie? ». Il répond sans hésiter : *« Non, car ce qui m'intéresse, ce n'est pas ma vie en tant qu'individu, mais la vie du peuple haïtien qui est en danger. »* « Titid » – c'est ainsi que l'appellent ses partisans – a frôlé la mort à plusieurs reprises, et mercredi dernier, un attentat à la grenade qui le visait, selon plusieurs témoignages, a tué sept personnes à la fin d'un meeting. Le 11 septembre 1988, treize fidèles ont été massacrés sous ses yeux pendant la messe dans l'église Saint-Jean-Bosco, qui a été incendiée par les assaillants. Un an plus tôt, il avait échappé de justesse aux tueurs qui lui avaient tendu une embuscade à la sortie de Saint-Marc, au nord de Port-au-Prince. Depuis la fin des années 80, le père Aristide est devenu la bête noire des duvaliéristes et la cible des tontons macoutes, leurs hommes de main.

« Si le Vatican me demande... »

Dès son premier sermon, le 12 septembre 1982, peu après son ordination, il fustige la dictature et la misère. Ses supérieurs l'exilent pendant deux ans à Montréal pour ne pas avoir d'ennuis avec Jean-Claude Duvalier. A son retour en Haïti, au début 1985, ses prêches sont plus engagés que jamais – contre la dictature, l'injustice et l' « impérialisme » américain. La parole du jeune salésien est relayée par Radio-Soleil et Radio-Haïti-Inter ; l'audience de « Titid » s'étend au-delà des bidonvilles du bas de Port-au-Prince pour gagner les campagnes.

Il sait trouver l'image juste, le proverbe créole qui résume l'actualité pour la population analphabète. Il conquiert le petit peuple des bidonvilles, ce qui inquiète nombre de bourgeois. *« Ce petit prêtre est un dictateur rouge en puissance »*, affirme un commerçant aisé de Pétionville, la banlieue résidentielle de la capitale.

Adepte d'une Eglise populaire qui *« prêche la lutte des classes »*, il est entré en conflit avec sa hiérarchie il y a deux ans et a été expulsé de l'ordre des salésiens. Pour empêcher le départ de leur « prophète », menacé d'un exil au Canada, les jeunes descendent dans la rue par milliers, aux cris de : *« Nous voulons Titid ! »*.

Le père Aristide affirme vouloir tourner la page, même si la conférence épiscopale vient de s'opposer à sa candidature en termes voilés : *« Il y a de la place dans mon cœur non pour la haine, mais pour le dialogue. Si le Vatican me demande de ne plus célébrer la messe ou même de renoncer à mon statut de prêtre, je comprendrai. »* A l'égard des Etats-Unis, dont il dénonçait naguère *« les menées impérialistes »*, le père Aristide se veut rassurant. *« Don't be afraid » (« N'ayez pas peur »)*, dit ce polyglotte qui, en plus du créole et du français, parle l'espagnol, l'anglais, l'italien et l'hébreu.

« Nous n'allons pas faire une révolution mais une transition démocratique. Vous qui parlez tellement de démocratie, n'ayez pas peur de respecter la volonté du peuple haïtien ». Ce message, le candidat Aristide souhaite également le faire passer auprès des autres bailleurs de fonds d'Haïti, dont il aura besoin pour la relance de l'agriculture et la campagne d'alphabétisation, deux priorités s'il est élu.

Au cours d'une conférence de presse, lundi 10 décembre, le père Aristide a affirmé que ses récents entretiens avec l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Alvin Adams, s'étaient très bien passés et que Washington était prêt à accepter sa victoire. Le président vénézuélien, M. Carlos Andres Perez a, pour sa part, invité le père Aristide à se rendre mardi à Caracas. Une invitation surprise, de la part du principal partenaire latino-américain d'Haïti, qui témoigne de l'intérêt croissant, sur la scène internationale, pour la candidature du jeune prêtre.

JEAN-MICHEL CAROIT

BRÉSIL : le procès de Xapuri

Les preuves contre les assassins présumés de Chico Mendes sont nombreuses

Le procès des assassins de Francisco Alves Mendes Filho, dit Chico Mendes, devait s'ouvrir mercredi 12 décembre à Xapuri. C'est dans ce petit bourg de l'Etat de l'Acre, dans l'extrême ouest du Brésil, que le célèbre seringuero et défenseur de la forêt amazonienne avait été tué le 22 décembre 1988.

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

« C'est un procès comme n'importe quel autre, même si l'instruction a pris près de deux ans », assurait, il y a quelques semaines, le juge Adaír Longuini dans son bureau de Xapuri qui jouxte la petite salle d'audience en pleine réfection. Pourtant, le dit-il lui-même, *« le dossier comporte 1600 pages »*. Vingt fois plus que pour un homicide « banal ».

Mais Chico Mendes n'était pas n'importe qui. Défenseur de l'Amazonie, opposé aux défrichages sauvages et aux routes qui entaillent la forêt, il avait reçu plusieurs prix étrangers. Ses assassins ne pensaient cependant pas que son meurtre déclencherait un tel tollé, à l'intérieur comme à l'extérieur du Brésil.

Deux de ses meurtriers présumés, propriétaires terriens de la région, sont en prison et se retrouvent finalement devant le juge et les sept jurés désignés par le sort. Non sans quelques péripéties : le procès devait initialement avoir lieu le 25 octobre, mais le juge avait décidé son report en raison de la période électorale et de sa propre surcharge de travail . La défense avait pour sa part également tenté d'en modifier le cours.

Cette fois, Darci Alves da Silva, qui a avoué être l'auteur principal de l'assassinat, avant de se rétracter, et son père Darly, accusé, lui, d'être la tête pensante n'ont plus d'échappatoire. Tous deux sont passibles d'une peine de douze à trente ans de prison pour *« homicide qualifié »*.

« Ils n'ont plus le pouvoir absolu »

« L'accusation est prête, et les preuves sont nombreuses » disait le procureur Eliseu Bushmayer, avant le procès, en assurant que *« la probabilité de condamnation est grande »*. Les rétractations de Darci ne l'inquiètent guère puisqu'il possède une cassette vidéo accablante, enregistrée par la police lors des aveux. L'assassin présumé, l'air apeuré, y dessine avec précision les lieux du crime et raconte la scène dans les moindres détails. Les policiers ont même retrouvé un sac qu'il avait abandonné dans sa fuite. Le procureur pense simplement *« qu'il y a encore d'autres responsables. »*

Le petit bourg de l'Acre a pourtant connu des périodes plus difficiles encore. Il est resté pendant dix ans sans aucun juge, tout comme la ville voisine de Brasileia, et pourtant beaucoup d'autres seringueros et syndicalistes ont été assassinés. La police était totalement à la solde de certains grands propriétaires.

« Au moment du meurtre, raconte le procureur, *le numéro deux de la police de Xapuri était l'oncle de Darci, et le délégué général l'avait protégé à de multiples reprises, notamment dans des cas de recel. » « La loi sera appliquée ici pour la première fois »*, affirme encore M. Bushmayer en précisant que *« les fazenderos sont maintenant conscients que la situation a changé : ils n'ont plus le pouvoir absolu »*.

La veuve de Chico Mendes, Ilzamar, déplore n'avoir reçu, pour elle et ses deux enfants, aucune aide ni soutien, à l'exception d'une somme de 70 000 dollars (environ 350 000 francs) représentant le produit de la vente des droits d'un film sur l'histoire de son mari, – *« dont, d'ailleurs,* [elle a] *j'ai versé les trois quart à la fondation Chico Mendes »*.

« Faux », répondent en chœur les syndicats ruraux et Mary Alegretti, présidente de l'Institut d'études amazoniques, qui assure qu'elle a, au contraire, reçu de multiples sommes d'argent. A la suite de ce triste imbroglio, la fondation a été fermée par décision de justice. Le jugement du procès des assassins est, à l'évidence, plus attendu que le résultats de ces démêlés. Mais si, comme le pense le procureur, les deux accusés sont condamnés, ce procès apaisera-t-il pour autant le sombre climat de l'Acre?

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

□ **COLOMBIE : un deuxième journaliste otage libéré.** – Le Cartel de Medellin a relâché mardi 11 décembre, dans cette dernière ville, le journaliste allemand Hero Buss, enlevé le 30 août dernier, lequel a déclaré que les barons de la drogue lui avaient promis de libérer les sept autres journalistes séquestrés en même temps que lui. – *(AFP)*.

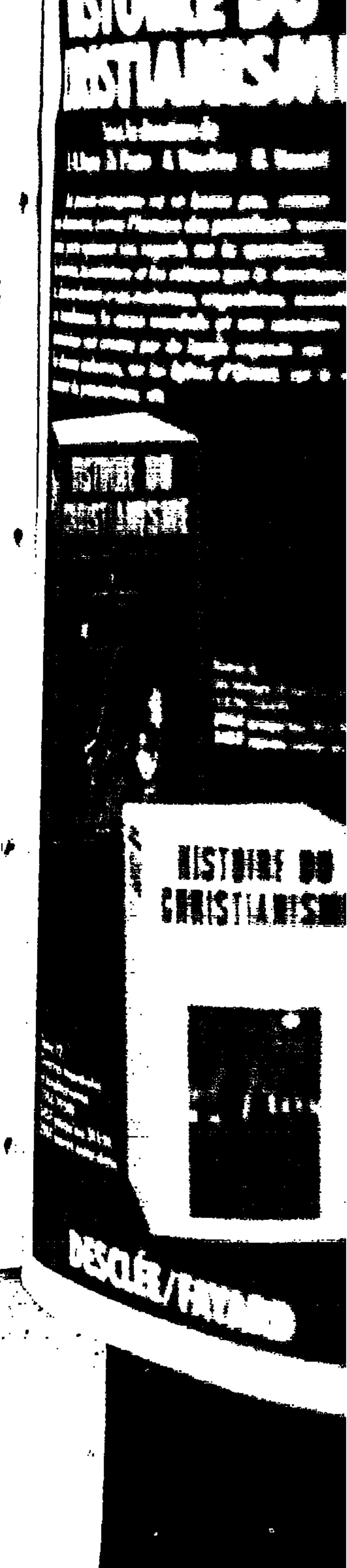
ÉTATS-UNIS

Deux autres adolescents reconnus coupables dans l'affaire du viol de Central Park

Un adolescent de seize ans a été, mardi 11 décembre, reconnu coupable de tentative de meurtre dans l'affaire qui avait vivement ému les Etats-Unis l'an dernier : celle d'une femme qui faisait son footing à Central Park, à New-York, et avait été brutalement frappée, violée et laissée pour morte.

L'adolescent, Kevin Richardson, a aussi été reconnu coupable de viol, sodomie, vol et agression par le jury new-yorkais, qui en était à son douzième jour de délibération. Il risque de cinq à quinze ans de prison. Son camarade Kharey Wise, dix-huit ans, qui avait reconnu sur un enregistrement vidéo qu'il s'agissait de son *« premier et dernier viol »*, risque quant à lui, en tant qu'adulte, la même peine.

Trois autres adolescents de seize ans avaient déjà été condamnés il y a trois mois à des peines allant de cinq à dix ans de prison pour viol, agression et autres accusations. – *(AP)*





Procès en suspicion au RPR et au PS

Le splendide-isolement de M. Noir et de Mme Barzach

Une semaine après leur coup d'éclat et leur coup de colère, M. Michel Noir et Mme Michèle Barzach se retrouvent dans un « splendide isolement », quand bien même, au vu des sondages, l'opinion se montre moins sévère à leur égard que la classe politique. Un sondage rapide, publié mercredi 12 décembre par *Lyon-Figaro*, (enquête téléphonique du 8 décembre auprès de cinq cents personnes), révèle que 53 % des Lyonnais approuvent la décision de leur maire ; 19 % la désapprouvent ; 28 % préfèrent ne pas répondre.

On est loin donc du plébiscite espéré par les deux « va-t-en guerre » qui, manifestement, dès le début de leur entreprise, ont prétendu jouer l'opinion contre le système. Et comme plus personne ne s'attend à d'autres démissions, après celle de l'autre député RPR du Rhône, M. Jean-Michel Dubernard, la croisade entamée risque fort de ne ressembler qu'à un petit tour de manège. Dans l'entourage du maire de Lyon, on semble d'ailleurs s'y résigner.

Invité, dimanche 16 décembre, chez Anne Sinclair à « 7 sur 7 », M. Noir, dit-on, va tenter de *« surfer médiatiquement tout seul sur la vague »* avec l'espoir que cette vague le porte au moins jusqu'au 31 décembre... Dans l'immédiat, M. Noir et Mme Barzach doivent plutôt faire face au sein de l'opposition à une déferlante de critiques et de procès en suspicion. Selon un communiqué publié mardi 11 décembre, les députés RPR *« ont été unanimes pour contester l'analyse des démissionnaires car ils considèrent que leur attitude ne peut avoir d'autre effet que d'ajouter la division à la confusion, d'affaiblir l'opposition et de contrecarrer ses efforts en vue de parvenir par le renforcement de l'union à préparer les conditions d'une alternance politique rendue plus que jamais nécessaire au redressement de la situation de la France »*.

Leurs collègues de l'UDF partagent cette analyse, même s'ils se plaisent à souligner préalablement que ceci est avant tout *« l'affaire du RPR »*. Ils se demandent encore si les démissionnaires entendent agir plus pour la rénovation de la droite que pour se ménager un espace politique à gauche. M. Charles Millon s'est prononcé contre une dissolution de l'Assemblée nationale et M. Gérard Longuet a sans doute résumé le sentiment général en notant que *« lorsqu'on est maire de Lyon, il n'y a pas de mal à démissionner »*.

M. Le Pen en profite...

Condamnant tout autant ces attitudes individuelles, les centristes en ont profité pour rappeler que, à leur dernier congrès de Saint-Malo, ils avaient avancé toute une série de propositions utiles *« pour faire fonctionner la démocratie et assainir la situation politique »* et qu'ils étaient disposés à conduire un travail de réflexion avec tous les élus de bonne volonté.

Reste que, une fois toutes ces considérations établies, tout n'est pas réglé. Des élections législatives partielles vont devoir se tenir dans les trois mois, avec la promesse donnée déjà par M. Jean Marie Le Pen d'avoir à chaque fois un candidat FN. Il est plus que probable que M. Noir se représentera dans la deuxième circonscription de Lyon. En juin 1988, le FN y avait réalisé 13,65 % des suffrages. Le maire de Lyon pourrait cette fois être opposé au leader du FN dans la région Rhône-Alpes, M. Bruno Gollnish, qui pourrait se voir offrir un boulevard.

Dans la troisième circonscription, il n'est pas acquis, en revanche, que M. Jean-Michel Dubernard se représente. Il pourrait céder sa place à M. Serge Guinchard, adjoint aux finances de la Ville et homme précieux dans le « système Noir »... Enfin, le « cas » Barzach pourrait bien empoisonner sérieusement l'atmosphère de l'opposition. L'ancien ministre de la santé a déjà annoncé qu'elle se représenterait dans le quinzième arrondissement de Paris. Un candidat du RPR lui sera opposé. Dans *le Figaro* du 12 décembre, elle déclare *« s'attendre au pire »*. *« Je sais,* explique-t-elle, *que ce sera difficile : c'est loin d'être gagné d'avance, car on m'épargnera peu de chose. J'ai le courage de sortir du système, je suis une femme, c'est aux yeux de certains un double péché* (1). »

Mme Barzach compte sur le soutien de ses deux compères de la Force unie, M. Noir, bien sûr, et M. François Léotard, lequel après avoir donné l'impression en début de semaine de lâcher le maire de Lyon au milieu du gué de la rénovation, ne peut décemment plus se permettre un tel luxe. A l'issue d'une réunion, mercredi 11 décembre de tous les membres fondateurs de la « Force unie », on s'empressait d'ailleurs de faire savoir que M. Léotard *« n'avait pas envie de laisser tomber Michèle Barzach »* et que cette question de principe allait derechef poser *« un vrai, vrai problème politique »*. M. Gérard Longuet a été chargé de s'en ouvrir à M. Chirac lequel, juge-t-on, *« a manqué d'élégance »* vis-à-vis de son adjointe. Le président du PR va tenter de faire revenir le maire de Paris sur sa décision de lui opposer un candidat RPR, en sachant que ce serait dès lors *« l'obliger à calmer les déchaînements de tout l'Hôtel de Ville de Paris »*.

DANIEL CARTON

(1) Mme Michèle Barzach a démissionné de son mandat de député RPR et de sa délégation aux affaires sociales à la mairie de Paris. Elle a conservé, en revanche, son mandat de conseiller municipal de Paris.

□ **Election législative partielle : M. Serge Martinez sera candidat du FN à Paris.** – Le nouveau secrétaire départemental de la fédération de Paris du Front national, M. Serge Martinez, a annoncé, mardi 11 décembre, qu'il sera candidat à l'élection législative partielle dans la treizième circonscription de Paris, provoquée par la démission de Mme Michèle Barzach. Il se fixe pour objectif de faire du parti d'extrême droite *« la deuxième force militante de Paris »*.

M. Pierre Mauroy demande aux douze députés « rénovateurs » de faire leurs preuves

Le manifeste des douze députés socialistes, publié dans *le Monde* du 11 décembre, affirmant que la démocratie est *« en danger »* et s'insurgeant *« contre la dégradation de l'esprit public et de l'image de nos institutions »*, a suscité de vives réactions dans les rangs socialistes (vingt et une personnes sont aujourd'hui signataires). Au cours d'une conférence de presse, les douze députés « rénovateurs », rejoints par M. Alain Calmat (apparenté PS, Cher), ont affirmé qu'ils n'étaient *« patronnés par personne »*. Un propos qui n'a pas levé la suspicion dont ils font l'objet de la part de leurs camarades.

Pour un peu, les douze députés signataires du manifeste de la « rénovation » à gauche, écopaient du surnom dont avaient été affublés les douze députés de l'opposition qui avaient lancé au printemps 1989 la « rénovation » à droite : « Les douze salopards ».

Les députés socialistes interrogés à l'Assemblée nationale ne sont pas allés jusque-là, mardi 11 décembre, mais l'heure n'était pas aux jugements amènes. Ces députés *« BCBG »* – selon l'expression employée par un autre député socialiste au motif qu'il y a parmi eux plusieurs énarques ou normaliens dont certains ont transité par l'Elysée – ont été accusés de vouloir *« surfer »* sur la « vague Noir » pour prendre une pose rénovatrice avantageuse en ces temps d'antiparlementarisme primaire.

« L'affaire Noir a donné à notre manifeste une ampleur inattendue. Il est devenu malgré nous le symétrique à gauche de l'opération Noir à droite », constatait avec un étonnement non feint M. Bertrand Gallet (Eure-et-Loir). Les *« rénos »* ont eu beau expliquer qu'ils ne *« roulaient »* pour personne (sous entendu, ni pour M. Jacques Delors, ni pour le chef de l'Etat) et que leur manifeste avait été préparé et envoyé au *Monde* avant l'affaire Noir, rien n'y a fait. *« Quand Balligand a dit pendant la réunion du groupe, qu'ils n'avaient pas voulu faire un « coup médiatique », tout le monde a éclaté de rire. Il y a une nécessité de rénover la politique, tout le monde en est conscient, mais la rénovation, c'est d'abord du fond. Sinon, on fait du Michel Noir. Il n'y a pas au PS des ringards et des rénovateurs, il n'y a que des députés qui n'ont pas honte d'être députés »*, a expliqué M. Jean-Christophe Cambadélis (Paris).

« L'important c'est d'avoir des idées ! »

« Cette initiative aurait dû être plus large, mieux préparée et peut-être plus opportune par rapport à ce qui se passe actuellement dans l'opposition », a fait observer le président du groupe socialiste, M. Jean Auroux, en mettant en garde ses collègues contre *« l'éphémère et la fascination médiatique »*.

M. François Hollande (Corrèze), l'un des signataires, a précisé que ce manifeste *« avait vocation à être signé par tout le monde »* sans pour autant apaiser les suspicions. M. Gérard Bapt (Haute-Garonne), s'est déclaré *« scandalisé »* par ce manifeste : *« Tout le monde s'y met, à droite comme à gauche, y va de sa pétition, de son amendement. Mais Noir, lui est allé jusqu'au bout alors qu'eux restent bien au chaud... »* Il s'est dit *« persuadé »* que *« le président de la République allait réagir au début de l'année »*.

Mme Denise Cacheux, (Nord) a dénoncé, quant à elle, *« ce petit groupe* [qui] *se donne des airs de Monsieur Propre et considère les autres comme des Ripoux »*. *« La quasi-totalité »* du groupe socialiste, qui a consacré une grande partie de sa réunion hebdomadaire à cette question, *« aurait pu signer le manifeste, mais n'admet pas le procédé »* a-t-elle ajouté.

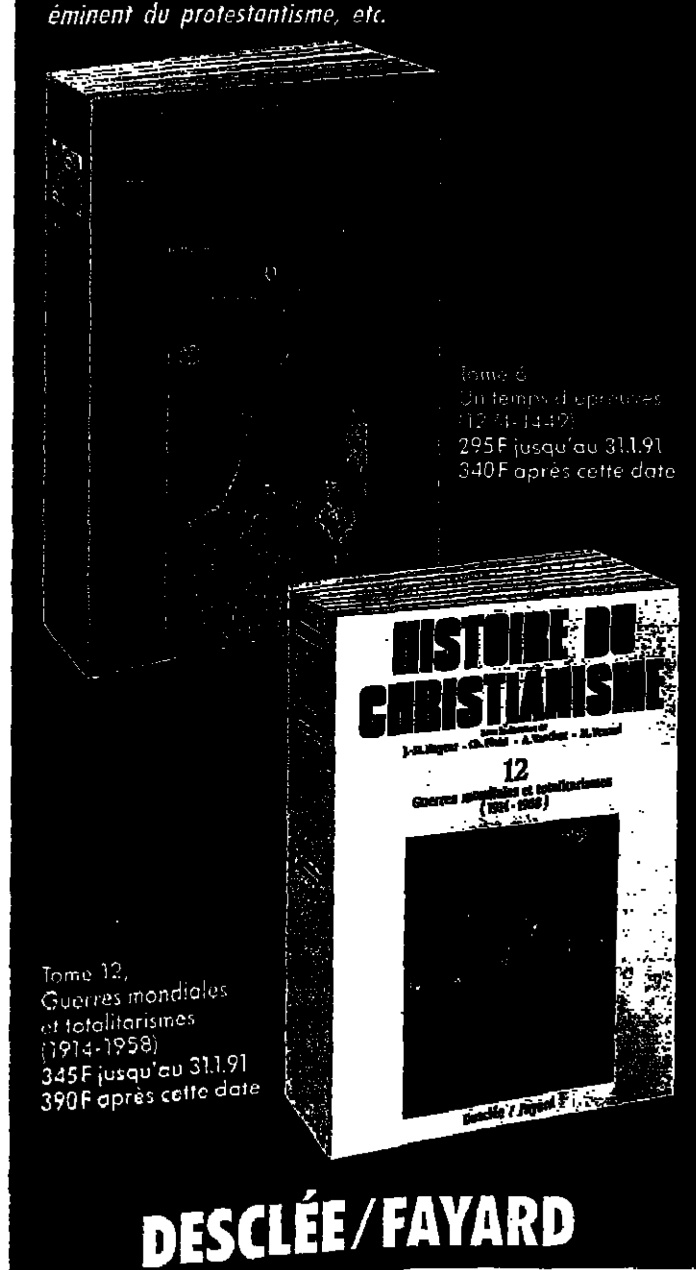
« Nous sommes dans une phase très aiguë d'antiparlementarisme, le moment n'est vraiment pas opportun pour ce genre de déclaration même si je suis d'accord sur le fond », ajoute M. Raymond Forni (Territoire-de-Belfort), tandis que Mme Marie-Noëlle Lienemann (Essonne) regrette que ces députés socialistes aient cherché à *« se dédouaner pour pas cher du climat actuel. Ils ne font rien, ils ne disent rien, ils commentent. Bien sûr tout le monde est d'accord sur le diagnostic, mais les stratégies personnelles du type Noir sont aujourd'hui en bout de course. Il faut trouver des modes d'action plus collectif, plus participatif pour rénover la vie politique et sociale de ce pays »*.

« Faites vos preuves ! Il ne faut pas simplement pousser un cri dans un climat que l'on peut qualifier de malsain, mais il faut avoir des idées et travailler », leur a lancé le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, a l'issue d'une rencontre de plus d'une heure avec une délégation des signataires. M. Mauroy a précisé : *« Ce qui est important, ce n'est pas d'avoir des gestes de panache ou de démissionner, mais c'est d'avoir des idées et de travailler.* (...) *Leur cri n'est pas dirigé contre leur parti »*, a affirmé M. Mauroy.

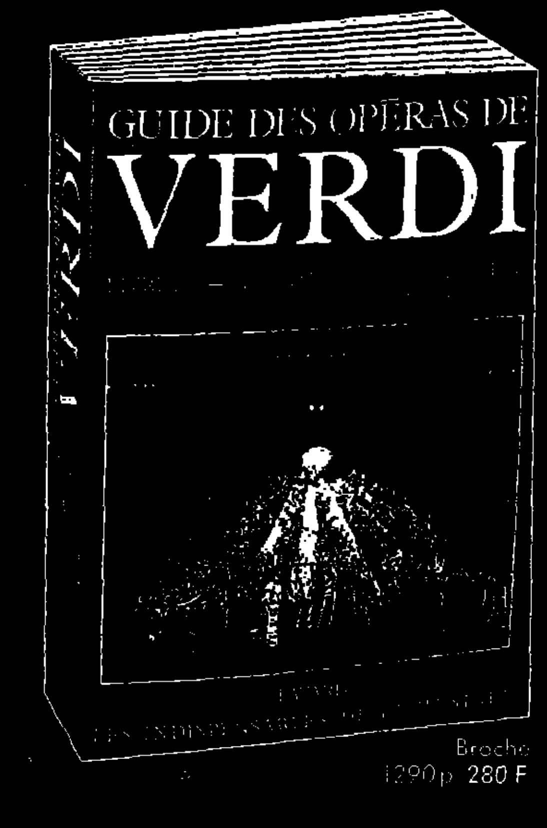
Interrogé sur le fait que les auteurs de ce manifeste souhaitaient lancer des comités départementaux et réunir des assises, le premier secrétaire du PS a répondu : *« Le PS a ses structures. Il n'est pas question pour eux de créer des structures, selon ce qu'ils m'ont affirmé. »*

PIERRE SERVENT

□ ***« La politique est en crise », déclare M. Fabius.*** – Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a affirmé lundi 10 décembre, à Europe 1, que *« la politique est en crise »* mais qu' *« en même temps, on n'a jamais eu autant besoin d'une réflexion politique avec un grand P »*. M. Fabius a constaté qu'il y a *« un malaise »* mais qu' *« il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain »*. *« Je me sens,* a-t-il dit, *tout à fait à l'unisson d'un certain nombre d'appels à la rénovation »* du PS.







POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

La réforme des professions juridiques et judiciaires est approuvée par une forte majorité des députés

Par 454 voix contre 31, les députés ont adopté, en seconde lecture, dans la nuit du mardi 11 au mercredi 12 décembre, le projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, présenté par M. Henri Nallet, garde des sceaux (*le Monde* du 12 décembre).

Seul le groupe communiste s'est prononcé contre ce texte, les groupes UDC, RPR et PS ont voté pour, le groupe UDF s'est abstenu, à l'exception de MM. Pascal Clément, Gérard Longuet, Georges Mesmin, José Rossi et Claude Wolff, qui ont voté pour, de MM. Alain Griotteray et André Rossi, qui ont voté contre.

Au cours de ce débat, M. Nallet a renouvelé son engagement de présenter, dès la session du printemps 1991, un projet de loi réformant l'aide légale. Les groupes RPR, UDF, UDC, et PS se sont également prononcés, en seconde lecture, pour le projet de loi relatif à l'exercice des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire – qui prévoit notamment le cas des professions judiciaires et juridiques, – le PC votant contre.

C'est un joli succès qu'ont remporté, mardi 11 décembre, les députés et le garde des sceaux, M. Henri Nallet. Succès, d'abord, pour les députés qui, à l'heure où leur Assemblée se pose des questions existentielles sur son utilité, ont su prouver l'importance et la qualité de leur travail législatif; qui ont, aussi, su faire abstraction des querelles politiques et de la pression des lobbies, pour parvenir à élaborer ensemble, un texte équilibré et décisif pour l'avenir des professions judiciaires et juridiques.

Succès, ensuite, pour M. Nallet qui, lors de son arrivée à la chancellerie, a hérité de cet encombrant projet, sur lequel son prédécesseur, M. Pierre Arpaillange, avait échoué. M. Nallet a tenu à le mener seul, de bout en bout, sans recourir à l'assistance de son ministre délégué, M. Henri Kiejman, que son titre d'avocat aurait pu rendre suspect de partialité aux yeux de certains parlementaires.

Certes, il aura fallu du temps à l'Assemblée pour parvenir à l'adoption de ce texte à une écrasante majorité. Au printemps, les intérêts catégoriels et les intérêts politiques l'avaient condamné. Les deux mois d'été, et surtout l'important travail mené par le Sénat, auront donc été nécessaires pour que l'Assemblée tire les leçons de son expérience malheureuse de la première lecture. Mais le résultat est là : à l'exception du groupe communiste, et de l'abstention *«active»* de l'UDF, selon la formule de son porte-parole, M. Claude Wolff (Puy-de-Dôme), les voix RPR, UDC et PS se sont mêlées dans un vote positif.

Des sociétés en participation

C'est donc bien légitimement, que les députés présents à cette heure tardive de la nuit, se sont mutuellement congratulés de «l'état de grâce» qui a prévalu pendant tout le débat, en accueillant avec de vifs applaudissements l'annonce des résultats du scrutin.

Au cours de cette séance, les députés ont examiné les dernières dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant réforme des professions judiciaires et juridiques ainsi que celles contenues dans le texte relatif à l'exercice, sous forme de sociétés, des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire.

• **Dispositions relatives aux administrateurs judiciaires et aux mandataires liquidateurs :** ces mesures, introduites par le Sénat, dans le texte relatif à la réforme des professions judiciaires et juridiques, modifient la loi du 25 janvier 1985. Elles autorisent les administrateurs judiciaires, les mandataires liquidateurs ainsi que les experts en diagnostic d'entreprise, à exercer leur profession sous forme de sociétés d'exercice libéral ou de sociétés en participation.

En adoptant un amendement déposé par le rapporteur du texte, M. Michel Pezet (PS, Bouches-du-Rhône) et cosigné par MM. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne) et Serge Charles (RPR, Nord), les députés ont modifié le régime de l'incompatibilité de la qualité d'administrateur judiciaire avec l'exercice de toute autre profession, prévu par la loi de 1985. Le Sénat avait levé cette incompatibilité pour les avocats, les députés ont élargi cette disposition en permettant également aux experts-comptables et aux commissaires aux comptes d'exercer la fonction d'administrateur judiciaire.

A l'initiative du groupe RPR, les députés ont également adopté un amendement rebaptisant les «mandataires-liquidateurs» en «mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises», afin, selon M. Charles, de retirer *«le caractère négatif»* contenu dans l'ancienne dénomination et de préciser, par le choix d'un nouveau titre, *«que ces professionnels ne sont que les mandataires des tribunaux, choisis pour exécuter les jugements de liquidation»*.

• **Projet de loi relatif à l'exercice, sous forme de sociétés, des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementé :** contrairement à la réforme des professions judiciaires et juridiques, ce texte avait été adopté en première lecture par l'Assemblée au printemps dernier. Ce texte autorise les professions libérales réglementées à exercer leurs fonctions dans le cadre de sociétés d'exercice libéral, constituées en sociétés anonymes ou en SARL.

Le Sénat avait repris, avec l'accord du gouvernement, une initiative présentée par M. Jacques Toubon (RPR, Paris) lors du débat en première lecture à l'Assemblée, concernant les «sociétés en participation», qui tendent à introduire dans le droit français, une forme d'exercice des professions libérales, proche du *partnership* anglo-saxon. La société en participation est un simple groupement de personnes ayant des intérêts en commun; elle n'est pas dotée de la personnalité morale, n'est ni soumise à publicité ni immatriculée, et peut être constituée sans capital.

La possibilité, pour les avocats, de se constituer en société d'exercice libéral, posait toutefois le problème des capitaux extérieurs, susceptibles de représenter une menace pour l'indépendance de la profession. Le projet, amendé par le Sénat et par l'Assemblée, précise donc que, pour le cas spécifique des professions judiciaires et juridiques, les capitaux extérieurs devront obligatoirement être détenus par des personnes physiques ou morales exerçant une profession de la même «famille». Ainsi, une société d'avocats ne pourra recevoir des capitaux extérieurs qu'en provenance d'autres avocats, d'avoués, de notaires ou d'huissiers. Ces capitaux extérieurs ne pourront en tout état de cause être supérieurs à 25 % pour les sociétés d'exercice libéral à responsabilité limitée et celles à forme anonyme, et à 49 % pour les sociétés en commandite par action.

Les députés ont adopté deux amendements de M. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne), limitant à cinq ans le délai pendant lequel les retraités et les héritiers, peuvent continuer à porter des parts ou des actions dans des sociétés d'exercice libéral.

La crainte, exprimée par les professions judiciaires et juridiques, de l'atteinte portée à leur indépendance, a également été partagée par d'autres professions réglementées, notammen les médecins et les pharmaciens. Les députés ont donc adopté un amendement précisant que des dispositions particulières pour les professions autres que judiciaires et juridiques, pourront être prévues par décret en Conseil d'Etat, afin de tenir compte des *«nécessités propres»* à ces professions. Ces décrets ouvriront notamment la possibilité, pour toute personne physique ou morale, de détenir un quart au plus du capital des sociétés d'exercice libéral.

De même, un autre amendement de la commission des lois dispose que des décrets en conseil d'Etat, propres à chaque profession, pourront interdire aux personnes physiques ou morales extérieures à la société, la détention, directe ou indirecte, de parts ou d'action du capital social s'il apparaissait que *«cette détention est de nature à mettre en péril l'exercice de la ou des professions concernées, dans le respect de l'indépendance de ses membres et de leurs règles déontologiques propres»*. Cet amendement précise également que la détention d'une part du capital social, par des personnes n'exerçant pas au sein de la société, ne peut être ouverte aux personnes faisant l'objet d'une interdiction d'exercice de l'une des professions constitutives de la société.

PASCALE ROBERT-DIARD

M. Méhaignerie présente ses propositions pour rénover le travail parlementaire

Le président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie, a rendu publiques, mardi 11 décembre, ses propositions pour une rénovation du fonctionnement du travail parlementaire et de l'image des députés. Il déposera notamment *«un amendement visant à soumettre à l'impôt la totalité de l'indemnité des députés et des sénateurs»*. *«Il convient en matière fiscale d'appliquer le droit commun aux parlementaires»*, a affirmé M. Méhaignerie, en annonçant que cet amendement sera déposé *«en deuxième lecture»* du projet de loi de finances pour 1991. L'indemnité des députés, d'environ 36 000 francs, est imposée jusqu'à présent sur les 11/20.

M. Méhaignerie a également préconisé d'*«appliquer une véritable transparence dans les rapports entre l'argent et la politique»* et de sanctionner financièrement l'absentéisme *«pour assainir le climat politique actuel»*. Pour M. Méhaignerie, *«l'absentéisme des députés est la conséquence de la faiblesse de l'influence»* et des pouvoirs du Parlement : ce *«sont les plus faibles de ceux de tous les pays de la Communauté européenne»*. Il souhaite, en outre, que le vote personnel soit requis pour *«les textes importants, déterminés en conférence des présidents»*.

Dans une seconde étape, M. Méhaignerie suggérera à tous les députés de se rencontrer *«pour établir une proposition de loi restaurant l'autorité et l'indépendance de la justice»*.

Adoption du projet de loi contre le tabagisme et l'alcoolisme

Par une majorité de 321 voix contre 234, les députés ont adopté, mardi 11 décembre, le projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, défendu par M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité. Le texte, mis au point par la commission mixte paritaire, composée de députés et de sénateurs, a été voté par le PS, une grande partie de l'UDC, six députés UDF et sept RPR. Il sera soumis au Sénat jeudi 13 décembre.

«La France donne l'exemple en Europe», a déclaré le ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Evin, en se félicitant, mardi 11 décembre, devant l'Assemblée nationale, des travaux de la commission mixte paritaire. *«La classe politique de notre pays imposera une législation à la mesure de la gravité des problèmes*, a ajouté M. Evin. *Alors que certains parlent de la crise de l'Etat et des institutions, ce sont bien le gouvernement et le Parlement qui, dans le cadre du fonctionnement organisé par nos textes fondamentaux, devraient permettre l'adoption d'une loi qui fera honneur à notre pays.»*

Il est vrai que le projet préparé par le ministre des affaires sociales revient de loin. Vidé de sa substance au Sénat, du moins pour ce qui concerne les dispositions relatives à la lutte contre l'alcoolisme (*le Monde* du 18 octobre), le texte a dû être rebâti en commission mixte paritaire, avec l'appui de quelques sénateurs, notamment MM. Jean-Pierre Fourcade (Rép. et ind., Hauts-de-Seine) et Charles Descours (RPR, Isère). *«Il fallait que les parlementaires se reprennent»*, a expliqué M. Jean-Marie Le Guen (PS, Paris). Il en allait de *«l'image du Parlement»*.

«Atteinte au droit de propriété»

Sur la proposition du Sénat, le tabac ne sera donc plus pris en compte dans le calcul de l'indice des prix à la consommation, à partir du 1er janvier 1992. Il sera ainsi plus aisé de tenter de dissuader la clientèle de fumer, en pesant sur le prix des cigarettes. Concernant la lutte contre l'alcoolisme, la publicité ne sera autorisée que dans la presse écrite pour adultes et sur certaines radios, ainsi que par voie d'affichage dans les zones de production. Une contribution de 10 %, prélevée sur ces dépenses de publicité, permettra d'alimenter un fonds chargé de financer des actions d'éducation sanitaire et de prévention de l'alcoolisme. Ce dispositif, jugé *«courageux et raisonnable»* par M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire), reste cependant trop contraignant pour la plupart des députés de l'opposition. Ainsi, M. Pierre-Rémy Houssin (RPR, Charente) connaît *«beaucoup de pays»* où la publicité est interdite et où la consommation d'alcool a augmenté fortement, *«alors qu'elle a régressé dans d'autres où la publicité est autorisée»*. M. René Couveinhes (RPR, Hérault) imagine déjà que les vins du Languedoc-Roussillon puissent être promus dans les couloirs du métro parisien, puisque *«Paris, grâce aux vignobles de Nogent et de la butte Montmartre, est une zone de production»*. Dans le cas contraire, explique M. Couveinhes, on aboutirait à une situation *«absurde»*, où le vin de Narbonne pourrait se faire connaître à Montpellier, mais non à Dunkerque ou à Rennes.

Pour M. Ladislas Poniatowski (UDF, Eure), *«ce projet est un projet pour rien. Il a pour seul effet d'affecter le monde de la publicité et les médias, dans un environnement européen et mondial qui ne connaît pas de telles restrictions»*. Il pose en outre *«des problèmes de constitutionnalité»*, puisqu'*«il porte atteinte au droit de propriété, à la liberté d'expression, à l'égalité devant la loi»*.

Enfin, selon M. Georges Hage (PC, Nord), le texte proposé ne s'attaque pas aux vraies raisons de l'alcoolisme, liées aux *«mauvaises conditions de travail et de logement,* [aux] *erreurs diététiques auxquelles on est contraint quand on gagne trop peu,* [à] *l'ignorance très répandue des règles d'une vie saine»*. Pour le député communiste, *«on ne fumera et ne boira pas moins dans la douce France, mais on fumera et boira moins français et plus américain!»* Autant d'arguments qui seront repris, jeudi, dans l'enceinte du Sénat, où M. Claude Evin devra une fois encore affronter les représentants des régions viticoles.

J.-L. S.

Les principales dispositions

L'Assemblée nationale a rétabli les principales mesures voulues par le gouvernement, à savoir l'interdiction de toute publicité directe ou indirecte pour le tabac à compter du 1er janvier 1993 et la limitation très stricte de la publicité en faveur de l'alcool dans la presse pour adultes et sur certaines radios, dans des créneaux horaires qui seront déterminés par décret en Conseil d'Etat.

Une contribution sur ces dépenses de publicité permettra d'alimenter un fonds de prévention contre l'alcoolisme. Ces dispositions devront cependant être ratifiées par le Sénat, jeudi 13 décembre, pour être adoptées de façon définitive.

Au Sénat

Maison individuelle, circulation des véhicules et télécommunications

Au cours de la séance du mardi 11 décembre, les sénateurs ont adopté définitivement deux projets de loi : l'un, sur le contrat de construction d'une maison individuelle; l'autre, relatif à la conduite et à la circulation des véhicules. Les sénateurs ont aussi adopté les conclusions (également votées par les députés) de la commission mixte paritaire (CMP) sur le projet de loi créant une agence de l'environnement.

Ils ont en revanche repoussé celles de la CMP sur le projet relatif à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels. Les sénateurs ont enfin modifié, en seconde lecture, le projet de loi sur la réglementation des télécommunications.

• **Maison individuelle.** – Le projet a été adopté à l'unanimité. M. Louis Besson, ministre délégué chargé du logement, a confirmé le dépôt, par M. François Doubin, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, d'un projet de loi sur la sous-traitance qui sera soumis au Parlement au cours de la prochaine session de printemps.

• **Projet 4×4.** – M. Philippe François (RPR, Seine-et-Marne), rapporteur au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, a regretté la suppression d'une disposition autorisant les communes à avoir plusieurs gardes champêtres en commun.

• **Télécommunications.** – Les sénateurs ont rétabli contre l'avis de M. Paul Quilès, ministre de la poste, des télécommunications et de l'espace, les principales dispositions apportées au texte en première lecture (*le Monde* des 15 et 17 novembre).

Refus de l'adhésion au PPE

M. Giscard d'Estaing a été mis en minorité dans le groupe libéral du Parlement européen

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les membres du groupe libéral du Parlement de la CEE ont interdit, mardi 11 décembre, par trente-quatre voix et dix abstentions, à leur président, M. Valéry Giscard d'Estaing, de négocier l'adhésion des représentants français au Parti populaire européen (PPE) qui regroupe les démocrates-chrétiens des Douze. *«La motion de censure»* déposée par M. Antonio Capucho (Portugal) a recueilli dix suffrages.

A la sortie d'une réunion de deux heures et demie, M. Giscard d'Estaing faisait grise mine. N'avait-il pas dû, contrairement à ce qu'il avait demandé la semaine dernière (*le Monde* du 8 décembre), s'engager *«à recommander à l'UDF de ne pas entreprendre des démarches auprès d'autres formations»*? Cette reculade vient s'ajouter au texte adopté qui dit : *«Le groupe libéral et son président écartent l'idée d'une liaison organique avec le PPE ou tout autre groupe et demandent aux partis de l'ELDR* (l'internationale libérale) *et aux membres du groupe libéral d'adopter la même attitude.»*

Bien qu'il ait obtenu une petite compensation – la motion souligne la nécessité *«d'organiser une meilleure concertation avec les autres groupes démocratiques»* de l'Assemblée – le président de l'UDF a essuyé un sérieux revers. A telle enseigne qu'il a admis que son action pour fédérer le centre droit au Parlement de Strasbourg était pour l'instant freinée. M. Pierre Méhaignerie, devant les députés du groupe centriste de l'Assemblée nationale, s'était pourtant félicité de ce projet de M. Giscard d'Estaing qui, selon le président du CDS, s'appuie sur la certitude qu'il n'y aura plus à terme que deux grands groupes au Parlement européen : le PPE et les socialistes. *«C'est une analyse que j'approuve»*, a-t-il dit.

M. Giscard d'Estaing, sans vouloir cependant reconnaître qu'il avait commis une erreur d'appréciation, a expliqué sa mésaventure en faisant valoir que la politique dans les Etats membres était encore *«trop nationale et pas suffisamment européenne»*. A dire vrai, il a largement sous-estimé la réalité dans les pays de ses alliés. Les Portugais, qui s'étaient prononcés, en juillet 1989, contre sa candidature à la tête des libéraux, tiennent toujours le même discours. A savoir que M. Giscard d'Estaing n'est pas le président qu'il faut au groupe libéral. *«Il a une stratégie de rassemblement de la droite alors que la place des libéraux est au centre»*, a déclaré M. Capucho, qui a conclu durement son propos : *«Aujourd'hui, M. Giscard d'Estaing a cédé et a dû adopter notre stratégie.»*

Les Belges, plus diplomates (ils se sont félicités du maintien confirmé mardi soir de M. Giscard d'Estaing à leur tête), ont longuement expliqué que s'intrégrer aux démocrates-chrétiens était pour eux inconcevable en raison de leur attachement formel à la laïcité. Les autres parlementaires ont préféré s'abstenir de tout commentaire, conscients sans doute que leurs déchirements avaient été suffisamment étalés sur la place publique.

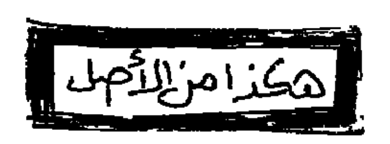
Hypothèque levée

Reste que le groupe libéral, avec sa faible représentation (quarante-neuf membres), conjuguée à sa volonté d'affirmer *«avec netteté son identité»*, joue un rôle limité dans l'hémicycle européen. Son influence risque d'être réduite encore plus si les négociations sur l'adhésion des conservateurs britanniques au PPE devaient se conclure de manière positive. Le départ de Mme Margaret Thatcher lève une hypothèque de taille. M. Egon Klepsch, président des démocrates-chrétiens de l'Assemblée, a indiqué, mardi, que la décision sera prise dans les prochaines semaines.

C'est dire si le temps pressait pour M. Giscard d'Estaing. Le président de l'UDF supporte mal que les socialistes (cent soixante-dix-neuf membres) mènent le jeu dans l'hémicycle européen alors que le centre droit – PPE (cent vingt et un députés), conservateurs (trente-quatre) et libéraux – compte un nombre supérieur de sièges (deux cent quatre), étant entendu que les représentants du RPR seraient exclus de la donne en raison des récentes prises de position en matière européenne de MM. Jacques Chirac et Charles Pasqua. Le chef de file des libéraux est d'autant plus amer que les divergences au sein du groupe socialiste, explique-t-il, sont au moins aussi fortes que celles qui existent entre les trois formations du centre droit.

C'est méconnaître l'équation personnelle de M. Klepsch. Le président du PPE, qui en règle générale tient bien ses troupes, a toujours l'ambition d'accéder au perchoir (même si les pronostics lui sont peu favorables) qui sera mis en jeu en janvier 1992. Son objectif implique le maintien d'une alliance de fait avec les socialistes, ce qui demande une très forte dose de compréhension de la part du représentant de la CDU vis-à-vis de M. Jean-Pierre Cot et de ses amis. Un obstacle qui se présenterait en tout état de cause devant M. Giscard d'Estaing même s'il parvenait à rétablir la situation à brève échéance.

MARCEL SCOTTO



La vague de mauvais temps

Des dizaines de milliers de foyers restent privés d'électricité dans le Sud-Est

Malgré un radoucissement en France et en Grande-Bretagne, la vague de mauvais temps continue de faire des dégâts en Europe, notamment en Espagne, où des dizaines de personnes sont portées disparues, et en Italie, où Venise et Rome subissent de graves inondations.

En France, mercredi 12 décembre de nouvelles précipitations ont touché l'Auvergne, le Sud-Ouest et le Midi-Pyrénées.

La situation était toujours jugée sérieuse dans les régions déjà enneigées comme Rhône-Alpes, le Massif Central et la Franche-Comté. Dans les départements les plus touchés – le Jura, l'Ain et l'Isère, – la circulation routière et ferroviaire, les transports scolaires, la distribution d'électricité restent perturbés. Une quarantaine de toits se sont effondrés dans l'Isère depuis lundi.

Dans l'ensemble de la France, quelque 55 000 foyers étaient encore privés d'électricité mercredi matin, dont 20 000 dans l'Ain, 8 000 dans l'Isère et 7 000 dans la Drôme.

Au centre EDF-GDF de Valence, sept hélicoptères ont été requis pour localiser les points de rupture, vers lesquels des équipes de réparation sont dépêchées.

Neige sous haute tension

Suite de la première page

Un désert blanc. A force de fixer les lignes qui strient ce paysage uniformément crémeux, le regard finit par se brouiller.

Pourtant, là-bas, autour du clocher de Beauregard-Barret,des silhouettes de santons sorties d'un tableau naïf témoignent d'une certaine animation. A quelques «encablures», des petits camions bleus signalent la présence de trois équipes de quatre agents qui s'activent sur autant de «supports» : on ne dit pas poteaux ou pylônes chez EDF, comme on ne dit plus abonnés, mais clients.

Il gèle, et malgré leurs équipements – gilets fourrés, anoraks, bottes isolantes, gants, lunettes et casques – les monteurs-électriciens ne doivent pas avoir trop chaud dans leurs exercices de voltige. Si le «conducteur» (en clair, le fil ou le câble) est rompu, la réparation durera deux heures. Si l'armement est tordu ou cassé, il en faudra cinq. Et si le support, en béton ou en bois, doit être remplacé, on en comptera deux de plus. Un seul dépannage peut ainsi demander une dizaine d'heures, non compris la marche d'approche, parfois difficile. *équipe fasse le tour du cadran ou plus. C'est dans ces moments-là qu'on mesure tous le sens du mot service public»*, commente, sans emphase, M. Jean-Georges Bouillard, directeur des services techniques d'EDF de la Drôme et de l'Ardèche.

Des échelles d'aluminium, une poulie et des cordes pour hisser le matériel, un petit outillage – clés, pinces, cisailles, – la panoplie de base de ces *«Messieurs 20 000 volts»*, qui interviennent sur la moyenne tension, est plutôt légère. Leur logistique s'appuie toutefois sur une armada de véhicules tout-terrain sophistiqués, permettant de faire face aux situations les plus acrobatiques.

Pour résister aux assauts de la neige, assez inattendus dans un secteur relativement préservé lors du redoutable hiver 1986, le centre EDF de Valence a obtenu le renfort de plusieurs centres du Sud (Avignon, Marseille, Nîmes et même Carcassonne) et a largement fait appel aux entreprises privées chargées de la construction des lignes. Quant aux sept hélicoptères, en rotation quasi permanente, ils ont été loués, au prix fort, à des sociétés spécialisées.

C'est du bureau central de conduite de Valence que s'organise la contre-offensive d'EDF. Dans ce QG, un matériel de contrôle informatisé et un système de télécommande très puissant permettent de «gérer» 8 000 km de lignes moyenne tension (15 à 20 000 volts) et 13 000 km de lignes basse tension, soit *«la moitié du tour de la Terre»*, remarque fièrement un technicien. Si un incident fugitif – un brin de paille ou une branche mettant en contact deux conducteurs – ne provoque qu'une micro-coupure (0,3 seconde) non perceptible par la clientèle, un incident prolongé déclenche l'ouverture de l'un des six-cents disjoncteurs du réseau. Un signal sonore retentit alors et un ordinateur enregistre l'heure, le lieu et la nature de l'incident. Depuis dimanche, son imprimante ne cesse de crépiter. Et l'activité des agents est au diapason.

«Dimanche matin, 70 000 clients, répartis sur 230 communes du nord-est de la Drôme; du Royans et de la région de Lamastre, en Ardèche, se sont retrouvés sans électricité, explique M. Bouillard. *La chute d'arbres ou de branches sur les lignes ou la formation de manchons de neige provoquant des courts-circuits constituent les causes essentielles de ces coupures. Lundi soir, nous avions pu réduire le nombre des personnes sans courant à 14 000, mais mardi matin, après une nouvelle chute de neige, il était remonté à 26 000.»*



Si, contrairement à 1986, le plan ORSEC n'a pas été déclenché à Valence, EDF a mis en place son plan ADEL (action-dépannage-électricité). C'est ainsi que cinq bases de travaux décentralisées gèrent les interventions dans les différentes zones concernées des deux départements. A la base de Romans-Vercors, la cellule de communication essaie de renseigner la clientèle – au rythme d'un appel à la minute – sur l'évolution des opérations de dépannage. Dans une pièce voisine, une autre cellule maintient le contact radio avec les équipes de dépannages et les aiguille parfois vers une nouvelle urgence : *«Rendez-vous à Arthemonay, la station de pompage électrique ne fonctionne plus et la commune commence à manquer d'eau...»* La journée commence à 6 heures avec le briefing des équipes et s'achève vers 23 heures, lorsque le dernier agent de maîtrise a rédigé son compte-rendu. Alors, enfin, la tension retombe.

ROBERT BELLERET

SCIENCES

La concurrence sur le marché des lanceurs de satellites

Dix ans d'atouts pour Arianespace

Chargée de la commercialisation de la fusée européenne, la société Arianespace fêtait, mardi 11 décembre, son dixième anniversaire. Avec 50 % du marché mondial des lancements de satellites, le premier opérateur de transport spatial n'en devra pas moins affronter la concurrence nouvelle de la Chine et de l'URSS.

La fête était réussie, même si l'anniversaire, le vrai, datait de mars dernier. Un échec, celui du 36e vol d'Ariane, survenu dans la nuit du 22 au 23 février dernier, en a retardé la célébration jusqu'au 11 décembre. Mais, après un arrêt de cinq mois, la fusée européenne a repris le chemin de l'espace. Ses quatre derniers lancements ont été autant de succès, permettant la mise sur orbite de huit nouveaux satellites internationaux. Avec un chiffre d'affaires en 1990 de 3,9 milliards de francs pour un bénéfice net de 130 millions de francs, Arianespace peut donc aborder la tête haute sa seconde décennie.

Son carnet de commande, à lui seul, témoigne du chemin parcouru par la société depuis la signature, en 1981, de son premier contrat de lancement pour deux satellites américains. Détentrice, depuis 1985, de plus de la moitié du marché du transport spatial commercial, Arianespace a conclu en 1990 quinze nouveaux contrats de lancement. Soit au total trente-six satellites à placer en orbite dans les quatre ans à venir, représentant 16,2 milliards de francs. Premier des neuf lancements inscrits au calendrier 1991, le 41e tir d'Ariane, prévu pour la mi-janvier, devrait emporter les satellites de télécommunications européen et italien Eutelsat-II-B et Italsat-1.

Arianespace, cependant, risque bien d'avoir mangé son pain blanc. Lancer des satellites géostationnaires (la plus grosse part du marché) au prix de 120 millions de dollars, comparé aux 450 millions de dollars que coûte le vol de la navette spatiale américaine, continuera, certes, d'intéresser les Etats-Unis. D'autant que la NASA, cinq ans après l'explosion de Challenger, ne semble pas voir la fin de ses déboires, à en juger par le rapport critique récemment publié par la commission américaine Augustine (*le Monde* du 12 décembre).

Face aux sociétés McDonnell-Douglas, General Dynamics et Martin Marietta et leurs fusées Delta, Atlas et Titan, les responsables du lanceur européen peuvent donc raisonnablement espérer remporter une part du gâteau dans les années à venir. Le tir du 12 octobre dernier, au cours duquel Ariane a mis en orbite les satellites de télécommunications américains SBS-6 et Galaxy-6 pour la très célèbre firme Hugues, prend à cet égard valeur de symbole.

Reste la concurrence des lanceurs soviétiques et chinois, qui sonne le glas de la suprématie occidentale. Bradant sa fusée Longue-Marche, la Chine fait actuellement des offres de service avec lesquelles seule l'URSS peut rivaliser. L'URSS, faute de pouvoir vendre son lanceur Proton, tente à son tour de s'imposer sur le marché et de convaincre les Etats-Unis, clients potentiels, en proposant de faire tirer ses fusées Zénith depuis la base australienne de Cape-York, par une filiale de la société américaine United Technologies.

Autant de nouvelles pièces sur l'échiquier mondial des lanceurs de satellites, dont Arianespace devra désormais tenir compte si elle veut, armée du futur lanceur super-lourd Ariane-5, aborder le XXIe siècle avec le même optimisme qu'aujourd'hui.

Ca. V.

MÉDECINE

Le sauvetage de l'établissement modèle de la « psychothérapie institutionnelle »

Le gouvernement accorde à la clinique de La Borde les moyens de sa survie

Alors que les tenants de l'hospitalisation privée voudraient le faire passer pour le diable, M. Claude Evin, ministre de la solidarité et de la protection sociale, sait-il promouvoir les mesures positives qu'il prend dans ce domaine? Ainsi, c'est dans la plus grande discrétion que le *Journal officiel* du 11 décembre vient de publier l'autorisation ministérielle accordée à la clinique psychiatrique du château de La Borde (Cours-Cheverny, Loir-et-Cher) d'augmenter de 95 à 107 le nombre de ses lits. D'autre part, fait rarissime pour un établissement privé de ce type, le ministre accorde à la clinique de La Borde la création d'une section d'hospitalisation de jour, pouvant accueillir quinze malades mentaux. Attendue depuis près de trois ans par les principaux intéressés, contestée au plan régional et national, cette décision équivaut à donner enfin à cet établissement les moyens de sa survie.

Ouverte il y a près de quarante ans par le docteur Jean Oury, la clinique du château de La Borde est, pour reprendre une formule consacrée, l'un des hauts lieux de la psychiatrie. Ce fut aussi longtemps un endroit présenté, de manière trop schématique, comme une sorte de mecque nationale de l'anti-psychiatrie. En fait, la mise en œuvre d'une pratique tout à fait originale – la «psychothérapie institutionnelle» – dans un établissement conventionné, le renom de certains membres de l'équipe soignante, comme le docteur Oury et M. Félix Guattari, psychanalystes, et le rayonnement international durable de cette aventure thérapeutique ont fait de La Borde – où les médicaments psychotropes, pas plus que les électrochocs, n'ont jamais, *a priori*, été remis en question – un établissement hors du commun.

Depuis plusieurs années pourtant, cette expérience était menacée, et une série de tracasseries administratives et financières mettaient directement en péril l'existence de la clinique. Il y eut d'abord, fin 1986, un appel aux malades et à leurs familles pour tenter de trouver une solution, la caisse régionale d'assurance-maladie d'Orléans expliquant alors ne pas avoir l'autonomie nécessaire pour aider la clinique (*le Monde* du 1er avril 1987). Il y a un an (*le Monde* du 5 septembre 1989), les responsables de La Borde évoquaient, une nouvelle fois, la menace d'une fermeture. Mme Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé, d'abord, M. Claude Evin, ensuite, confiaient le vif intérêt qu'ils portaient à cette expérience et les difficultés qui étaient les leurs pour trouver une solution.

Les mesures publiées au *Journal officiel* semblent, enfin, de nature à sauver la clinique de La Borde. *«Cette autorisation ministérielle est assez exceptionnelle, dans la mesure où elle s'oppose aux avis de différentes instances, comme les commissions régionales ou nationales de l'hospitalisation*, nous a déclaré M. Félix Guattari. *La création d'une section d'hospitalisation de jour est, par ailleurs, en France une véritable première.»*

L'autorisation d'augmenter officiellement de vingt-sept places l'effectif, sans toucher au prix de journée, devrait permettre d'éloigner les menaces qui planaient sur cette entreprise. On souligne, dans l'entourage de M. Evin, que cette mesure n'a pu être prise qu'en interprétant la réglementation en vigueur à la lumière de la renommée – et du recrutement – nationale et internationale de cette clinique privée, tellement différente de la majorité des établissements psychiatriques traditionnels.

JEAN-YVES NAU

DÉFENSE

M. Chevènement favorable à une coopération nucléaire accrue avec la Grande-Bretagne

Le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a estimé possible une *«complémentarité»* des doctrines française et britannique dans le domaine nucléaire, dès lors que la dissuasion est fondée sur des *«armes de non-emploi»*. Concluant un colloque à Paris sur l'avenir de la coopération franco-britannique, organisé mardi 11 décembre par MM. François Fillon et Philippe Séguin, députés RPR respectivement de la Sarthe et des Vosges, le ministre de la défense a ajouté que la France et le Royaume-Uni devaient *«défendre l'idée d'une dissuasion minimale ou suffisante»*.

Estimant que les Etats-Unis réduiront à moins de cent mille hommes leur contingent en Europe, M. Chevènement considère qu'il est temps de réfléchir à *«une identité européenne de défense»* et que la France et la Grande-Bretagne peuvent défendre *«solidairement»* leurs intérêts communs. Ces deux pays ont *«en charge de maintenir un équilibre stable en Europe»*.

De son côté, le sous-secrétaire d'Etat britannique à la défense, Lord Arran, a déclaré qu'il fallait rechercher *«un système de sécurité européen dans le cadre de l'alliance atlantique»* et *«renforcer l'union de l'Europe occidentale»* pour donner à l'Europe une identité de défense stratégique.

On sait que les Français et les Britanniques discutent actuellement de l'éventualité de coproduire un missile nucléaire aéroporté (l'ASLP ou missile air-sol à longue portée) qui armerait des avions de combat dans les deux pays. Ce missile aurait une portée supérieure à 1 000 kilomètres, une fois tiré par un avion en altitude. Si le missile était fabriqué conjointement, chacun des partenaires serait responsable de la mise au point de sa propre charge nucléaire.

EN BREF

□ **Explosion dans une usine de combustible nucléaire allemande.** – Une explosion a fait trois blessés, dont un grièvement atteint, dans une usine de combustible nucléaire du groupe Siemens AG à Hanau (Allemagne), au cours de la nuit de mardi 11 à mercredi 12 décembre. L'explosion, dont la cause était encore inconnue mercredi matin, s'est produite peu après minuit dans la zone de sécurité affectée au traitement de l'uranium. Les trois personnes ont été *«légèrement contaminées»*, mais aucun rejet dans l'atmosphère n'a eu lieu, a indiqué un porte-parole du groupe. – *(AFP.)*

□ **Arrestation de militants de Greenpeace à Mururoa.** – Des Zodiac de la marine nationale ont à nouveau intercepté, mardi 11 décembre, un canot pneumatique de Greenpeace qui croisait dans les eaux territoriales de l'atoll de Mururoa pour faire des prélèvements de plancton. Les cinq passagers du canot, déjà entendus la veille par les autorités militaires, puis reconduits à bord de leur navire, le *Rainbow Warrior*, en dehors des eaux territoriales françaises, ont été cette fois conduits à terre par une vedette rapide de la marine et remis à la brigade de gendarmerie de Mururoa. – *(AFP.)*

□ **Projet de satellite européen pour l'étude de l'environnement.** – Le Comité français de l'espace a demandé au Centre national d'études spatiales (CNES) d'engager une négociation avec les autorités allemandes concernées, sur les possibilités de réalisation d'un satellite européen d'étude de l'environnement et des problèmes climatiques. Le comité, qui annonce cette décision dans un communiqué publié mardi 11 décembre, regroupe de hauts responsables de la défense, de l'industrie, de la recherche, du secteur spatial et de la météorologie nationale, sous la présidence de M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace. – *(AFP.)*

□ **Rectificatif.** – Contrairement à ce que nous indiquions dans notre article intitulé «La CEE et les émigrants des pays de l'Est» (*le Monde* daté 9-10 décembre), le gouvernement autrichien n'a pas procédé à l'expulsion de sept mille réfugiés roumains. L'ambassade d'Autriche à Paris nous précise que cette décision, annoncée le 13 novembre par le ministre de l'intérieur autrichien, M. Franz Loeschnak (*le Monde* du 15 novembre), a été finalement rapportée à la suite des protestations des Verts, de l'Eglise et de plusieurs associations.

SOCIÉTÉ

Le malaise de la justice

Les directeurs de prison souhaitent être associés à l'élaboration de la politique pénitentiaire

D'ordinaire plutôt discrets, les directeurs de prison syndiqués à Force ouvrière (c'est-à-dire 70 % des quelque trois cents directeurs et sous-directeurs) ont choisi de rendre publics leur grogne et leur malaise.

L'absence du garde des sceaux au congrès des directeurs de prison FO, qui s'est tenu pendant les premiers jours de décembre à Paris (1), leur a fait l'effet d'une gifle. Pour la première fois de leur histoire syndicale, ils avaient souhaité débattre en toute sérénité avec un ministre qu'ils perçoivent comme compétent et non partisan. Retenu par le conseil des ministres, M. Henri Nallet s'est fait excuser quelques heures à peine avant le rendez-vous prévu. Si, à la chancellerie, on est bien conscient de la gaffe, et si l'on en rend responsable un mauvais acheminement du courrier, les syndicalistes, eux, sont allés immédiatement déposer place Vendôme le discours du secrétaire général, M. Michel Beuzon.

Au-delà de ce simple geste de mauvaise humeur, la grogne est manifeste, à la tête des prisons françaises. Largement mis à contribution lors des mouvements de grève des personnels de surveillance, chargés de *« faire tourner la boutique »* dans des conditions très tendues, les directeurs ont bien conscience de ne pas avoir démérité : on leur doit, même si leurs collègues de la base les ont souvent traités de *« jaunes »*, d'avoir évité les dérapages, aussi bien entre surveillants et forces de l'ordre qu'avec les détenus.

Le corps des directeurs s'est, depuis quelques années, modifié en profondeur : il suffit d'examiner la pyramide des âges pour voir à quel point il s'est rajeuni, mais aussi féminisé. Les recrutements se font aujourd'hui à un niveau supérieur, et les directeurs sont de jeunes diplômés souvent titulaires de doctorats, qui n'ont plus grand rapport avec les images d'Epinal des gradés sortis du rang. Il n'est donc pas étonnant, alors que toute la fonction publique judiciaire comme pénitentiaire réclame une réforme statutaire, que les directeurs de prison s'y mettent à leur tour.

Leur modèle est celui du tout nouveau (1988) statut des directeurs d'hopitaux, destiné, espèrent-ils, à assurer un meilleur déroulement de carrière. Les directeurs aimeraient aussi être associés à l'élaboration de la politique pénitentiaire. Ils voient – ce n'est pas nouveau, mais il est nouveau qu'ils le disent avec autant de force – d'un fort mauvais œil que les *« bonnes places »* soient prises, à la chancellerie, par des magistrats dont ils contestent la capacité professionnelle à décider de ce qui doit se passer à l'intérieur des murs.

« Chantier social »

Les projets de déconcentration annoncés depuis plusieurs mois par la direction de l'administration pénitentiaire (dont l'ancien directeur est aujourd'hui le directeur de cabinet de M. Nallet) intéressent les directeurs de prison : simplement, ils aimeraient *« en être »* plutôt que d'assister, sans être consultés, à la mise en place de mesures qu'il leur revient au premier chef de mettre en œuvre. Ils ont aussi des revendications plus *« idéologiques »*, telle *« la nécessité de spécialiser certains établissements ou quartiers »*, le souhait que *« la gestion des mineurs soit assurée par d'autres institutions »* et que le pouvoir disciplinaire, comme la gestion des peines, soient du ressort des directeurs et non plus des magistrats.

Au ministère, on semble conscient à la fois de la nécessité de rattraper les maladresses (un rendez-vous entre le garde des sceaux et les directeurs de prison est prévu en janvier) et d'ouvrir un nouveau *« chantier social »* : les personnels de surveillance ne vont pas tarder à entrer en campagne électorale, dans le courant du mois de janvier. Il n'est pas absurde d'imaginer que l'on pourrait alors vivre quelques turbulences. Si, comme ils l'annoncent, les directeurs de prison sont résolus à *« ne plus faire de zèle et à entrer véritablement dans une phase revendicative »*, il serait adroit – la chancellerie l'a compris – de ne pas se les aliéner.

AGATHE LOGEART

(1) Le congrès a renouvelé son bureau. Ont été élus : secrétaire général, Michel Beuzon (direction régionale de Paris) ; secrétaires adjoints, Daniel Philippon (direction régionale de Rennes) et Jean-Jacques Marchand (direction régionale de Paris) ; trésorier : Daniel Dru (maison d'arrêt de Bois-d'Arcy) ; trésorier adjoint : Jean Mage (direction régionale de Bordeaux) ; assesseurs : Jean-Charles Geray (Mission 13 000), Béatrice Bluntzer (maison centrale d'Ensisheim), Jacques Picton (centre de détention de Melun), Maurice Barate (maison d'arrêt de Caen) et Dominique Corcostegui (maison d'arrêt de Besançon).

EN BREF

□ **Le dernier évadé de la prison de Lannemezan arrêté en Algérie.** – Le dernier évadé de la prison de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) encore en cavale a été arrêté, à la fin du mois de novembre, à la frontière algérienne. Hamid Mazouz, trente-sept ans, de nationalité algérienne, s'était échappé le 5 novembre avec trois complices (*le Monde* du 7 novembre) qui tous, avaient été repris le lendemain à Huesca et Saragosse (Espagne). Recherché dans son pays pour homicide volontaire, il purgeait en France une peine de réclusion criminelle à perpétuité.

□ **Le complice de Jean-Charles Willoquet interpellé à Versailles.** – Alain Guilleminot, le complice de Jean-Charles Willoquet – abattu le 16 décembre à Alençon (Orne), – a été interpellé mardi 18 décembre au soir à Versailles (Yvelines). Plusieurs dizaines de policiers du SRPJ de Versailles, du SRPJ de Rouen et de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la préfecture de police de Paris, ont investi l'immeuble où Alain Guilleminot se cachait. Originaire des Yvelines, ce dernier faisait équipe avec Jean-Charles Willoquet tué par un policier à Alençon après une agression au domicile d'une vieille dame (*le Monde* du 11 décembre). Alain Guilleminot, blessé au pied, avait réussi à prendre la fuite. Retrouvé dans sa « planque » de Versailles, il s'est rendu sans opposer de résistance et, placé en garde à vue, a été transféré vers Alençon.

Les fausses factures de l'immobilier

Le PDG de la COGEDIM a été remis en liberté

Inculpés d'usage de faux et d'escroquerie, deux dirigeants de la COGEDIM, MM. Michel Mauer, PDG de la société, et Gilbert Chapron, directeur des marchés, ont été remis en liberté, mardi 11 décembre, par le juge d'instruction, M. David Peyron, chargé au tribunal de Paris d'enquêter sur l'affaire des fausses factures de l'immobilier. Désormais placé sous contrôle judiciaire, M. Michel Mauer avait été écroué le 29 novembre, quelques jours après son inculpation à la suite des accusations formulées par M. Carino Cesco, patron de la CTMT, une entreprise de démolition (*le Monde* du 1er décembre et du 4 décembre).

Une affaire tentaculaire

Selon M. Cesco, la CTMT aurait à plusieurs reprises sous-traité des travaux pour la COGEDIM en les surfacturant au profit de celle-ci. Les enquêteurs ont en effet relevé des anomalies comptables dans les bilans établis par la CTMT, notamment dans certaines transactions passées avec la COGEDIM, mais aucune preuve de détournement d'argent n'aurait été formellement établie. Dans la journée de lundi, les dirigeants de la prestigieuse société immobilière, MM. Michel Mauer, Gilbert Chapron, Maurice Portail et Alain Shrantz, et M. Bernard Roth, directeur de la filiale parisienne, ont tous nié en bloc les accusations du sous-traitant au cours d'interrogatoires qui se sont poursuivis jusqu'à 23 h 30. Une confrontation entre M. Mauer et M. Cesco est prévue avant la fin décembre.

Tentaculaire, cette affaire de fausses factures porte sur plus de 500 millions de francs, implique des dizaines d'entreprises dont les plus grands noms de la construction et des travaux publics. Cinquante-huit personnes sont inculpées à ce jour. On ne connaît toujours pas cependant les bénéficiaires de cette étrange filière d'argent occulte.

(Lire aussi nos informations page 31)

D. L. G.

CULTURE

Cognacq-Jay du Boulevard au Marais

Le musée a quitté les Grands Boulevards où il avait été installé par son fondateur

Son déménagement est annoncé depuis un bon lustre. Mis en caisse depuis deux ans, le Musée Cognacq-Jay a enfin réussi à se glisser dans les habits étroits de l'hôtel de Donon, restauré pour la circonstance. L'inauguration prévue pour la fin de l'été a eu lieu le 11 décembre. L'atmosphère était plutôt fraîche. Le mariage d'une collection du dix-huitième siècle, rassemblée par un amateur mort il y a plus de soixante ans, et d'un bâtiment du seizième siècle, revu par un architecte contemporain, ne s'est pas fait sans mal. Les responsables des services culturels de la municipalité parisienne ont assisté à l'opération un peu gênés aux entournures.

Mais aussi, pourquoi abandonner le boulevard des Capucines ? Parce qu'il n'était pas dans un « circuit » culturel, répond-on, alors même que le fondateur de la Samaritaine, Ernest Cognacq, avait légué à la Ville de Paris ses collections sous condition qu'elles soient conservées et présentées dans le musée construit spécialement pour elles. Nous avons eu l'accord de ses héritiers légaux, rétorque-t-on à l'Hôtel de Ville. Légaux, certes – les actuels propriétaires de la Samaritaine – mais pas naturels : son petit-fils, Philippe Cognacq, n'a pas assisté à l'inauguration du « nouveau » musée.

Pourquoi avoir choisi l'hôtel de la rue Elzévir ? Parce que la Ville ne savait que faire de ce beau bâtiment fort décati et que, la juteuse opération immobilière du boulevard des Capucines étant réalisée, il fallait bien caser quelque part les collections du vieil Ernest.

L'architecte des Monuments historiques, M. Bernard Fonquernie, fut choisi pour retaper, non sans difficultés, l'hôtel maintes fois remanié au cours des siècles. Il a réussi, moyennant quelques partis pris contestables, à lui redonner belle allure. L'aménagement intérieur a été confié à un autre architecte, Reoven Vardi, à qui revenait la tâche délicate de concilier les vestiges du seizième siècle, avec un ensemble du dix-huitième siècle très contraignant.

Comment loger des boiseries dont les découpes et la hauteur ne coïncident pas avec la logique du bâtiment ? Comment concilier les exigences légitimes du conservateur, qui veut exposer les collections dont il a la charge, et celles de l'architecte, qui veut privilégier son parti pris décoratif ? Ce dernier a cru trouver une solution idéale : la poupée russe, la boîte dans la boîte. Aussi ne compte-t-on pas les fenêtres à demi dissimulées par les boiseries en porte-à-faux, les systèmes de faux plafonds approximatifs et les vélums translucides qui tentent de rectifier, tant bien que mal, le volume de certaines pièces. Et pour indiquer les ruptures, marquer ostensiblement le glissement des espaces, on a joué sur les couleurs : marron et gris pour le contemporain, bleu pour les zones de transition.

Le résultat, bancal, est aggravé par un mobilier contemporain dont la discrétion n'est pas la première qualité. Dans la cour, sous une arcade ouverte : un kiosque de sous-marin *métallique* pour l'accueil du public et la librairie. Les vitrines au dessin anguleux trônent au milieu des fauteuils Louis XV. Mais leurs piètements sont gris – ou marron – donc la morale est sauve. Comme la place est comptée, on aligne les meubles, jusque dans les couloirs. Un énorme lit à la polonaise – pièce superbe – étouffe. Les magnifiques pastels de Quentin Latour respirent mal. Les combles – très belle charpente, – conçus pour être une salle d'exposition temporaire accueillent le trop-plein des collections permanentes.

Mais, surtout, le charme un peu désuet du vieux Musée Cognacq-Jay a totalement disparu. L'ambition du fondateur de la Samaritaine, la personnalité du collectionneur, ses partis pris, ses choix – plus arrêtés qu'on n'a bien voulu le dire – sont absents de cette froide muséographie.

EMMANUEL DE ROUX

▶ Musée Cognacq-Jay, 8, rue Elzévir, 75003 Paris. Tel. : 42-74-33-66.

□ ***Prix Sadoul 1990.*** – Le Prix Georges Sadoul, attribué à des premiers ou seconds films, a été dédié cette année à Louis Marcorelles, collaborateur du *Monde*, mort en mai 1990. Le prix français a été attribué à *Fortune Express* d'Olivier Shatzky, et le prix étranger à *l'Enfant miroir*, de Philip Ridley.

SPORTS

Découverte dès 1988 par le fisc

Une double billetterie a fonctionné à l'AJ Auxerre

Après Toulon, Bordeaux et Marseille, Auxerre serait à son tour touché par une affaire de fraude fiscale. Dans son édition du mercredi 12 décembre, *le Canard enchaîné* annonce l'existence d'une double billetterie dans le club de football entraîné par Guy Roux. *« Ses recettes, probablement non déclarées, peuvent être estimées à environ 475 325 francs pour la période allant du 22 décembre 1986 au 12 décembre 1987 »*, indique le journal.

« Une note adressée, le 16 février 1988, à la direction des impôts de l'Yonne par le chef de brigade des recherches fiscales du département, établit sans conteste qu'une double billetterie a fonctionné à l'AJ Auxerre », poursuit *le Canard enchaîné*, qui précise qu'elle serait restée ignorée *« si Michel Charasse* (ministre du budget) *n'avait décidé de soumettre l'AJ Auxerre à un contrôle fiscal »*. Selon M. Jean-Claude Hamel, président de l'AJ Auxerre, cette double billeterie avait été le fait d'un guichetier indélicat qui avait agi *« à des fins personnelles »*. L'affaire avait alors été réglée par la mise à l'écart du guichetier sans qu'aucune plainte ait été déposée. Le président auxerrois conteste d'ailleurs l'ampleur de cette double billetterie.

M. Jean-Pierre Soisson, maire d'Auxerre et ministre du travail, a publié un communiqué pour exprimer *« sa complète solidarité avec l'équipe dirigeante mise en cause »*. Il explique que *« les problèmes de billetterie mis au jour en 1988 ont été examinés dans le cadre d'un contrôle fiscal décidé par Charasse »* et qu'*« il y a un redressement en cours »*.

FOOTBALL : l'AS Monaco éliminée en coupe de l'UEFA

Les rénovateurs du Torpedo de Moscou

L'AS Monaco a été éliminée en huitièmes de finale de la Coupe d'Europe de l'UEFA par l'équipe soviétique du Torpedo de Moscou, mardi 11 décembre, en Principauté. Déjà dominés lors du match aller à Moscou (2-1) deux semaines plus tôt, les Monégasques se sont une nouvelle fois inclinés (2-1) face à une très brillante formation soviétique.

MONACO

de notre envoyé spécial

Double signe des temps ? Ils étaient venus trente-huit plus une caméra-vidéo. Trente-huit supporters soviétiques qui avaient suivi l'équipe du Torpedo de Moscou pour son match de coupe d'Europe de l'UEFA à Monaco, mardi 11 décembre. Jadis, avant la perestroïka, les amateurs de football n'avaient jamais le droit de voyager à l'étranger. Aujourd'hui, ils ne s'en privent pas, et filment même leurs souvenirs tels des touristes japonais de passage en Principauté.

Le propriétaire de la caméra a immortalisé chaque seconde de la brillante victoire (2-1) des joueurs moscovites. Mais les spectateurs monégasques, eux non plus, ne sont pas près d'oublier la prestation de cette surprenante équipe du Torpedo, assurément la meilleure formation de club qu'ait connu le football soviétique depuis le Dynamo de Kiev, vainqueur de la Coupe des vainqueurs de coupes, en 1986, contre l'Atletico de Madrid à Lyon. Alors qu'elle était pourtant à court de compétition puisque le championnat soviétique est terminé depuis le 26 octobre, elle a pratiqué un jeu très rapide, vif et technique, reposant sur la contre-attaque (les deux buts ont été inscrits ainsi en seconde période). La jeunesse de ses éléments de base assure un bel avenir à cette formation entraînée par Valentin Ivanov, un ancien international – du temps du gardien Lev Yachine – jadis surnommé « la ballerine » pour la finesse de son dribble.

L'appel des devises

Pourtant, la prestation du Torpedo peut surprendre. A l'image de l'ensemble de la société soviétique, le football traverse, en effet, une période trouble et incertaine. La fronde des clubs géorgiens en est la démonstration la plus spectaculaire. Soucieux de s'impliquer dans la lutte pour l'indépendance et sans doute poussés par les mouvements politiques, ils ont quitté la fédération et créé leur propre compétition. Privé d'une équipe aussi populaire et prestigieuse que le Dynamo de Tbilissi (rebaptisée Ibéria), le championnat s'en est trouvé affaibli. Les « séparatistes » ont, d'ores et déjà, prévenu qu'ils n'avaient pas l'intention de revenir la saison prochaine.

Les joueurs n'échappent pas au malaise ambiant mais pour d'autres raisons. Toutes les vedettes des grands clubs à Moscou, Kiev ou Léningrad n'ont qu'une idée en tête : monnayer leurs talents dans un club de l'Ouest. Le Torpedo de Moscou vient ainsi de perdre son meilleur attaquant, Litovchenko enrôlé par l'équipe grecque d'Olympiakos. Mardi, aussitôt après son excellente performance contre Monaco, le gardien de but Valeri Saritchev confiait à un journaliste soviétique qu'il espérait bien avoir séduit des recruteurs étrangers.

Même si le Torpedo est le fleuron d'un puissant club omnisport (26 disciplines, 18 000 licenciés) financé par un important constructeur de camions – les trente-huit supporteurs étaient des employés de l'usine – il n'aura pas les moyens de retenir très longtemps ses éléments de talent. Ni les salaires, ni les primes – en nette augmentation – que touchent désormais officiellement les joueurs, ne sauront les faire résister à l'appel des devises, au moins dans l'immédiat.

Enfin, l'équipe nationale soviétique elle-même n'est pas épargnée. Eliminée sans gloire dès le premier tour de la dernière Coupe du monde en Italie, elle est en pleine reconstruction. Valéri Lobanovski, qui cumulait les fonctions de sélectionneur et d'entraîneur du Dynamo de Kiev a quitté ses fonctions, remplacé par un Moscovite, Anatoli Bychovets, également entraîneur du Dynamo de Moscou.

Le départ de Lobanovski a marqué la fin d'une époque pour l'ensemble du football soviétique. Cet Ukrainien, considéré comme l'un des plus brillants techniciens du monde, était l'homme de la perestroïka dans le football, le « Gorbatchev du ballon ». Il a longtemps milité en faveur du professionnalisme, désormais officialisé, et toujours prôné un jeu très rapide et très collectif. La victoire du Torpedo à Monaco a prouvé qu'il avait fait des émules.

PHILIPPE BROUSSARD

□ **La mairie de Bordeaux partie civile dans l'affaire des Girondins.** – M. Jacques Chaban-Delmas, le député-maire de Bordeaux, a proposé, mardi 11 décembre, à tous les élus bordelais réunis pour un conseil municipal privé, de se porter partie civile dans l'affaire des Girondins de Bordeaux. Cette délibération devrait être votée vendredi après-midi lors du dernier conseil municipal de l'année 1990. Le fait de se porter partie civile permettra à la ville d'avoir accès au dossier et de sauvegarder ses droits. Sous l'impulsion de son maire, le conseil municipal a garanti lors de ces dernières années plusieurs emprunts du club, dont le total s'élève à 91 millions de francs.

Le Monde

ÉDUCATION

L'éternel chantier des premiers cycles

Après le Comité d'évaluation, les étudiants de l'UNEF-ID et les experts du ministère s'interrogent sur l'avenir de l'Université. Avec des convergences prometteuses

LES universités françaises sont malades de leurs premiers cycles. Le constat n'est pas nouveau et cela fait des années que les médecins se sont penchés à leur chevet. Alain Savary avait testé en 1984 la politique de rénovation. Alain Devaquet avait tenté de prescrire, en 1986, une dose de sélection à l'entrée à l'université. Jacques Valade, en 1987, avait proposé la formule des *«collèges universitaires»*. Laurent Schwartz, ancien président du Conseil national d'évaluation, suggérait de son côté de distinguer premiers cycles courts, débouchant sur la vie active, et premiers cycles préparatoires aux études longues. D'autres encore préconisaient plus récemment de diversifier ou de décloisonner les premiers cycles.

Eussent-elles été appliquées, tant d'ordonnances contradictoires auraient probablement fait périr le malade. Elle sont le plus souvent restées lettre morte. Après bien des tâtonnements, il semble en effet que l'on commence à y voir clair. Il y a trois mois, c'est le Comité national d'évaluation (CNE) qui faisait un certain nombre de recommandations *(le Monde* du 27 septembre).

Elles viennent d'être reprises, pour une bonne part, par les étudiants de l'UNEF indépendante et démocratique dans leur projet de *«réforme des premiers cycles»*. Et elles ont manifestement nourri les réflexions en cours au ministère de l'éducation nationale pour rénover et adapter les formations universitaires *(le Monde* du 11 décembre).

La nouveauté tient au fait que les zones de convergences entre les experts, le ministère et les étudiants ne portent plus seulement sur le constat, mais aussi sur des réponses possibles. Le diagnostic semble maintenant bien établi : encaissant en première ligne le flux montant des bacheliers, les premiers cycles universitaires (au sens strict, les deux années préparant au diplôme d'études universitaires générales [DEUG]) sont de plus en plus surchargés, inefficaces et inadaptés.

Des quotas pour les IUT

Si les autres premiers cycles (le secteur sélectif et protégé des classes préparatoires, des instituts universitaires de technologie et des sections de techniciens supérieurs) ont connu depuis quelques années une progression plus ou moins forte de leurs effectifs, c'est à l'Université que les problèmes posés par l'enseignement supérieur de masse sont les plus brutaux ; avec plus de cinq cent mille étudiants, le premier cycle a changé de public et par conséquent de nature et de finalité.

En outre, l'Université servant de déversoir pour les bacheliers qui n'ont pu trouver de place dans les filières sélectives – en particulier les bacheliers technologiques, – tous les mécanismes d'orientation y sont biaisés par les taux d'échec et d'abandon.



C'est d'ailleurs le premier point sur lequel l'accord semble désormais très large : il est nécessaire de remettre le système sur ses pieds en redonnant aux premiers cycles universitaires leur vocation à préparer aux études longues et en incitant IUT et STS à accueillir prioritairement les bacheliers technologiques pour des formations courtes. Pour cela, le Comité d'évaluation avait suggéré que des quotas soient institués. L'UNEF-ID reprend cette idée et propose carrément *«la généralisation nationale de quotas, dans les IUT et les STS, d'accueil de bacheliers techniques et professionnels»*. Un quota minimum de 70 à 80 % lui semble réaliste. Quant aux réflexions du ministère, elles retiennent le principe de réserver les IUT en priorité aux bacheliers du technique et n'écartent pas l'idée de donner aux recteurs le pouvoir de fixer des quotas d'encadrement.

Mais, au-delà de ce rééquilibrage, le ministère envisage d'aller plus loin et de mettre en place un système de pilotage plus cohérent de l'ensemble des premiers cycles (universités, IUT, BTS et prépas), qui obéissent à des logiques administratives et pédagogiques très disparates. Cette cellule de coordination des premiers cycles, impliquant le secondaire et le supérieur, permettrait notamment de définir une carte nationale des premiers cycles, tenant compte à la fois des équilibres régionaux et sectoriels et de l'adéquation globale entre le développement de telle ou telle filière et les besoins prévisibles des différents secteurs économiques. Aux yeux du ministère, cette absence quasi-totale de coordination au plan national est pour beaucoup dans l'escamotage de la question des débouchés des formations.

Une orientation volontariste

Le second point de consensus est celui de l'orientation. Toutes les analyses soulignent en effet que l'orientation par l'échec qui prévaut aujourd'hui ne peut plus durer. Le CNE a formulé plusieurs propositions pour sortir du bricolage actuel, en particulier de mettre en œuvre, dès le lycée, les procédures de choix des filières par les futurs bacheliers et des possibilités de passerelles et de réorientation en cours de cursus.

Les étudiants de l'UNEF-ID abondent dans ce sens. Ils demandent en effet qu'une journée banalisée d'information soit organisée, chaque année, dans les lycées, pour les élèves de terminale. Ils préconisent également une période d'accueil de quinze jours pour les nouveaux étudiants avant leur choix définitif de filière. Enfin, ils suggèrent que l'orientation se fasse de façon progressive en cours de DEUG et qu'un *«système national d'équivalences»* permette des réorientations souples entre universités, IUT ou études de médecine par exemple.

Mais, là encore, le ministère de l'éducation va beaucoup plus loin. Pour réussir une régulation plus rationnelle des flux de premier cycle – sans passer par la sélection et les numerus clausus – il convient en effet de mettre le paquet sur l'information et l'orientation. D'une manière générale, le ministère, souhaitant obtenir un meilleur ajustement de l'offre et de la demande de formation, suggère de guider le choix des étudiants en leur indiquant, de manière aussi précise et claire que possible, les *«chances d'emplois»* dans la filière qu'ils souhaitent suivre.

De façon précise, le ministère a imaginé toute une série de dispositifs pour améliorer l'orientation. Sans vouloir imposer un système-type aux universités, il propose un canevas assez précis et modulable localement. Ainsi une semaine d'accueil serait organisée pour les nouveaux étudiants en début d'année et suivie de deux semaines d'orientation, comprenant notamment des conférences d'information et des entretiens individuels auprès des cellules d'orientation des universités, qui devraient être renforcées. Ce n'est qu'à l'issue de cette période que les étudiants feraient leur inscription pédagogique, dans le cadre d'un projet individuel formalisé par un dossier.

En outre, le ministère prévoit une possibilité de réorientation à la fin du premier semestre, en janvier. Cela permettrait notamment à des élèves de classes préparatoires de rejoindre l'université ou à des étudiants de DEUG de changer de voie et de rejoindre un IUT ou une STS. De telles passerelles supposeraient que l'enseignement en IUT soit organisé sur une base semestrielle et qu'une partie des promotions sorte en février; une hypothèse que n'écarte pas le ministère. Quant aux réorientations éventuelles tout au long du cursus, elles seraient largement facilitées par la nouvelle organisation pédagogique qui est envisagée.

C'est en effet le troisième terrain d'accord qui semble se dessiner : faire évoluer les premiers cycles vers un système plus simple, plus lisible et plus souple. Dans le prolongement du petit rapport remis en juillet 1989 par M. Hubert Coudanne, le ministère envisage en effet de concentrer les premiers cycles universitaires autour de six grands domaines de formation (sciences, technologie, lettres et civilisations, droit-économie-administration, sciences humaines, vie et santé). Il est donc moins maximaliste que l'UNEF-ID, qui suggère la création d'un grand ensemble scientifique comprenant à la fois la technologie et la santé.

Des modules capitalisables

Dans ces six secteurs, les enseignements seraient organisés en modules capitalisables dont le champ serait plus large que celui des actuelles unités de valeur. Le premier niveau de DEUG comprendrait six à huit modules conduisant à un nouveau diplôme, le certificat d'études universitaires. De façon très similaire, les étudiants de l'UNEF proposent l'instauration de «blocs pédagogiques capitalisables». Pour les étudiants comme pour le ministère, le passage en deuxième année de DEUG ne serait pas conditionné par l'obtention de la totalité des modules de première année. Enfin, les uns et les autres proposent l'instauration, en premier cycle, d'un système de tutorat assuré par les étudiants de troisième cycle ou de maîtrise et coordonné par des enseignants.

Diversifier les filières

Dernier point de convergence, enfin : la nécessité de diversifier les formations universitaires afin de tenir compte de l'hétérogénéité de plus en plus grande des étudiants. Mais si le Comité d'évaluation proposait de multiplier des formations courtes à finalité professionnelle, le ministère innove en écartant cette hypothèse. Après mûre réflexion, il estime en effet que la création de telles filières risquerait d'apparaître comme des IUT ou des STS de seconde zone.

Il préconise en revanche de donner une vocation professionnelle à tout un ensemble de formations universitaires, sur des domaines d'emploi bien définis (ingénierie, vente, administration, communication, etc.). Ces nouvelles formations, organisées largement en alternance dans les entreprises et associant de nombreux professionnels, seraient intégrés dans des instituts universitaires à finalité professionnelle *(le Monde* du 11 décembre). Les étudiants pourraient y entrer après un DEUG, un DUT ou un BTS, mais également dès la fin de la première année universitaire; dans ce cas, leur diplôme de premier cycle serait un DEUP (diplôme d'études universitaires professionnelles).

Aux yeux du ministère, ces nouvelles formations pourraient se prolonger jusqu'au troisième cycle, mais laisseraient des sorties possibles vers la vie active à chaque niveau. Elles ne prêteraient donc pas le flanc aux accusations traditionnelles de vouloir créer un enseignement supérieur à deux vitesses. Il s'agit là d'un louable effort d'imagination. Mais il n'en faudra pas moins pour formaliser ce qui reste encore un canevas, pour mettre en œuvre un projet qui va à contre-courant de bien des habitudes universitaires et enfin pour renforcer les moyens nécessaires à des formations plus professionnelles, et partant plus coûteuses que les filières générales actuelles. Loin d'être une potion magique, les propositions du ministère ressemblent plutôt à un traitement à long terme.

GÉRARD COURTOIS

Duke, Caroline-du-Nord

L'université au pays des merveilles

C'EST une ville à côté de la ville. Elle possède sa propre police, ses bureaux de poste, ses théâtres et ses cinémas, sa chaîne de télévision par câble, son journal quotidien gratuit, son golf, sa forêt, son hôpital de 1 100 lits, sa bibliothèque de 3,7 millions de livres et son église «gothique» inaugurée en 1930. Mais Duke est d'abord une université, l'une des plus prestigieuses des Etats-Unis, et l'une des plus coûteuses (70 000 francs par an, logement et livres non compris).

Créée par le magnat du tabac dont elle porte le nom, Duke University n'a cessé de s'agrandir tandis que, à ses portes, déclinait Durham, ville industrielle de Caroline-du-Nord dédiée au tabac et au coton, dont l'université a fini par devenir la principale raison d'exister.

Accompagnés de papa et maman, des jeunes gens et jeunes filles à l'allure saine et aux vêtements apprêtés font une visite guidée du campus peu avant Pâques, période des inscriptions. Parfois, c'est un pèlerinage car *daddy* a fait ses études ici. Dès la première promenade, les futurs étudiants sont séduits par les lieux. Sur les pelouses impeccables sont assis des petits groupes d'une quinzaine de jeunes : des cours ont lieu en plein air dès le premier rayon de soleil. Beaucoup d'étudiants, grands, blonds et souriants, le cheveu court chez les garçons, très long chez les filles, semblent sortis de l'univers des poupées Barbie et Ken.

«It's great, it's fun !»

En short ou en jean largement troué aux genoux, ils marchent ou roulent à vélo le long des allées ombragées, à moins qu'une somptueuse berline ne les attende sur un parking. *«Mon fils et mon argent vont à Duke»* proclame fièrement l'un des tee-shirts en vente au magasin de l'université. Ailleurs, on joue au Frisbee, on avale une pizza à l'ombre des magnolias, on dispute une partie de tennis. Le campus ouvre sur la forêt parsemée de bâtiments universitaires aux allures de villas. *«It's great, it's fun !»*, répètent invariablement les quelque 11 000 hôtes d'élite de ces lieux, dont une majorité sont de jeunes *undergraduate*, c'est-à-dire des étudiants des quatre premières années d'études polyvalentes *(college)*, sorte de propédeutique indispensable pour compenser les faiblesses de l'enseignement secondaire.

Par dérision autant que par conviction, les étudiants ont baptisé Duke, *the Gothic Wonderland* (le pays des merveilles gothique). Le raccourci serait tout à fait heureux s'il n'y avait ici tout de même davantage de Cambridge que de Disneyland. Car derrière les fausses vieilles pierres et les belles fenêtres à ogive on travaille, et durement. Les études, réservées, à Duke, aux enfants de familles très aisées triés sur le volet, s'effectuent dans des conditions idéales.

L'enseignement est essentiellement dispensé sous forme de séminaires d'une quinzaine d'étudiants et les amphithéâtres accueillent rarement plus de soixante auditeurs. On dialogue beaucoup, on interpelle le professeur. La boîte de Coca-Cola et le sachet de chips, strictement interdits à la bibliothèque, sont de rigueur pendant les cours, d'autant que certains enseignants donnent l'exemple. Ces derniers disposent d'un bureau où chaque étudiant les rencontre en tête à tête régulièrement.

Frénésie sportive

Duke n'est pas fait pour les touristes de l'université. Le sérieux de l'encadrement pédagogique, la lourdeur du travail exigé et la pression des parents qui ont tout de même consenti des sacrifices pour financer ces études prestigieuses à 6 000 francs par mois se conjuguent pour maintenir les étudiants dans le droit chemin. *«Beaucoup de parents répètent sans cesse : regarde ce que j'ai fait pour toi! Les miens répètent seulement : n'oublie pas que tu as de la chance!»*, constate, reconnaissante, Kerry, vingt-deux ans, qui termine au *college* des études d'histoire, sciences politiques, français, «études féminines» et... escrime.

Le prix des études est si astronomique que l'université a de fait une obligation de résultat : conduire chaque étudiant à la réussite. D'où l'étonnante absence d'esprit de compétition, au moins dans les premières années d'études, qui peuvent ainsi ménager une place importante au travail créatif et collectif. *«Les étudiants posent beaucoup de questions en cours parce qu'ils payent et estiment donc être en droit de tout savoir»*, confirme un professeur de langue.

Le poids du travail est tel qu'il n'est pas rare de découvrir des étudiants assoupis sur leurs livres à la bibliothèque. Surmenage certes, mais aussi résultat d'une vie nocturne passablement agitée. Condamné à réussir, le *duky* moyen ne dispose que de deux exutoires : le sport et les *parties*.

Coté sport, le choix est embarrassant, entre l'équitation, le golf, la natation, le *soccer* (football), le kayak, le yoga et autres séances de musculation, sans compter évidemment le jogging, pratiqué à toute heure le long des routes, en solitaire, une stéréo dans les oreilles. S'il est un sport qui fait réellement sortir Duke de ses gonds, c'est le basket. Les performances de son équipe, les Blue Devils (les « démons bleus »), dont les étudiants noirs constituent presque la moitié alors qu'ils ne représentent que 5 % des effectifs, sont des occasions d'intenses manifestations de défoulement, de patriotisme universitaire, et une source importante de revenus. La montée des Blue Devils en finale du championnat national, en avril dernier, a non seulement fait grimper la cote de Duke dans le monde universitaire, mais lui a rapporté 8,25 millions de francs payés par la chaîne de télévision CBS pour la retransmission nationale du match. Hot dogs, pizzas et pop corn étaient offerts à gogo aux milliers de spectateurs par la direction de l'université, le soir de la finale, disputée dans une ambiance de fête fiévreuse, mais qui a tourné au deuil étant donné le score final.

La frénésie sportive compense l'apparente pauvreté des relations entre garçons et filles. *«Malgré sa splendeur gothique, un printemps radieux et de jeunes gens et jeunes filles pleins d'énergie, l'atmosphère de l'université est aussi excitante que celle d'un terrain de pétanque»*, se lamentait un étudiant anonyme dans les colonnes du journal de l'université, le jour de la Saint Valentin.

Si leurs aînés avaient pu vivre un semblant de révolution sexuelle, les étudiants américains d'aujourd'hui ont renoué, Reagan et le sida aidant, avec le puritanisme de leurs ancêtres. Garçons et filles se promènent rarement ensemble et ne s'embrassent jamais en public. *«On est parfois témoin d'une torride DPA (démonstration publique d'affection), mais malheureusement, les participants regrettent souvent leur acte dès le lendemain matin»*, écrit encore notre commentateur, tandis que dans une autre livraison du journal s'exprime le fondateur d'une association d'étudiants qui prône l'abstinence comme moyen de lutte contre le sida. Cette pudibonderie ne va pas sans une certaine hypocrisie.

PHILIPPE BERNARD

(Lire la suite page 14.)

REPÈRES

CONCOURS GÉNÉRAL. Les épreuves du concours général 1991 réservées aux meilleurs élèves des classes de première et de terminale des lycées d'enseignement général et technique auront lieu entre le 11 mars et le 16 mai et les inscriptions seront closes le 16 janvier (*Journal officiel* du 6 décembre). La prestigieuse compétition a concerné, en 1990, 10 289 candidats sur un total de 805 791 élèves de première et de terminale. Cent quatre-vingt-quinze d'entre eux ont été primés.

ETUDIANTS HANDICAPÉS. Les universités françaises accueillent un nombre dérisoire d'étudiants handicapés (1500). C'est pourquoi la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) s'associe avec le secrétariat d'Etat aux handicapés pour l'organisation des Assises 1991 pour l'intégration des étudiants différents, handicapés, accidentés de la vie. L'opération se déroulera en plusieurs temps jusqu'en mai 1991. Dès la fin du mois de décembre, des groupes de travail réunissant des étudiants valides ou handicapés élaboreront des projets visant à améliorer les conditions de vie et d'étude des étudiants handicapés. Ces propositions feront l'objet d'un concours, et les lauréats seront récompensés par des séjours dans des villes universitaires, européennes et américaines. La synthèse de ces travaux et les projets lauréats seront présentés lors d'un colloque qui se tiendra en Sorbonne, au mois de mai 1991. Renseignements : 100 avenue Raymond-Poincaré 75116 Paris. Tél. : 40-67-88-88.

FRANCOPHONIE. La dixième assemblée de l'AUPELF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française) s'est réunie à Paris du 3 au 7 décembre:

Universitaires et chercheurs francophones ont décidé de relancer la coopération avec les pays du tiers-monde mais également avec les pays d'Europe centrale et orientale. Ils ont, d'autre part, procédé à l'élection du nouveau président de l'AUPELF, M. Abdellatif Benabdeljlil, recteur de l'université de Rabat, en remplacement de M. Bakary Tio-Touré, recteur de l'université de .Côte-d'Ivoire. Enfin, M. Michel Guillou a été nommé directeur général de l'UREF (Université de la francophonie), qui est l'un des projets pilotés de l'AUPELF.

INGÉNIEURS. Développement tous azimuts pour l'Ecole centrale. Après avoir crée un intergroupe d'écoles d'ingénieurs avec l'Ecole centrale de Lyon, celle de Lille (IDN) et l'Ecole supérieure de mécanique de Nantes, le directeur de Centrale, M. Daniel Gourisse, a signé, le 12 décembre, une convention avec le conseil régional d'Aquitaine pour créer, dans cette région, une école d'ingénieurs généralistes de haut niveau. Cette petite sœur de l'Ecole centrale va faire l'objet d'une étude de faisabilité dont les résultats devraient être connus avant l'été prochain.

NOSTALGIE. Le Musée national de l'éducation présente, jusqu'au 31 janvier 1991, à l'Institut national de recherche pédagogique (INRP), une exposition d'estampes et d'objets datant des débuts de l'école publique (de 1881 jusqu'aux années 30). Des cahiers et des manuels, des sarraus noirs et des croix d'honneur en laiton ont été sélectionnés parmi les quelque 100 000 pièces de la collection du musée, dont le siège est à Rouen.

INRP, 29, rue d'Ulm, 75005 Paris.

PATRIMOINE. L'exposition consacrée à l'architecte lorrain Jean Prouvé réalisée par le Centre Georges-Pompidou doit beaucoup aux élèves de l'enseignement technique de l'académie Nancy-Metz. Ce sont eux en effet, issus de treize lycées professionnels et techniques, qui ont réalisé, à partir des plans d'origine, les pièces qui constituent l'exposition consacrée à ce spécialiste de la « tôle pliée ». Pour reconstituer les éléments de charpente métallique, le mobilier scolaire ou encore ce prototype des actuels vélomoteurs, il a donc fallu traduire les plans selon les normes actuelles et adapter la réalisation aux machines d'aujourd'hui. Un bel exemple de partenariat et de travail interdisciplinaire puisque les enseignants d'histoire-géographie et de français ont été associés à l'entreprise à travers des projets d'action éducative (PAE). Cette initiative doit se prolonger par des projets réalisés en collaboration avec la ville de Nancy : un itinéraire Jean Prouvé est en cours de réalisation et sa maison, acquise par la ville, sera remise en état avec l'aide des lycées professionnels de la région.

Exposition réalisée par le Centre de création industriel (CCI) du Centre Georges-Pompidou . Jusqu'au 28 janvier 1991.

REDOUBLEMENTS. La baisse des redoublements, amorcée en 1982, se poursuit à l'école primaire selon une note d'information de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale. Globalement, du cours préparatoire (CP) au cours moyen deuxième année (CM2), le taux de redoublement est passé de 6,7 % à 5,5 % dans le public et de 4,9 % à 3,9 % dans le privé. C'est surtout au CM2 que la baisse est la plus sensible : de 10 % à 4,5 % depuis 1982. Le CP reste la classe où l'on redouble le plus même si le taux est passé de 12,3 % à 8,1 %. Enfin, les enfants scolarisés dans les académies de Aix-Marseille et Montpellier sont ceux qui redoublent le plus, ceux de Limoges, Nancy-Metz, Orléans-Tours et Paris, ceux qui redoublent le moins.

L'université au pays des merveilles

Suite de la page 13

Lorsque d'avenantes *dukies* supporters de l'équipe de basket se sont dévêtues dans *Playboy*, la présidence de l'université à publié un communiqué horrifié. Deux jours plus tard, on apprenait que Duke avait facturé des droits au photographe du magazine coquin, comme prix de son image, le quotidien géré par l'université ne se privant pas, par ailleurs, de publier moulte pages entières de publicité pour *Playboy*. Un débat entre machos et féministes, très virulentes sur le campus, devait s'ensuivre.

« Fraternités » et « sororités »

Mais le symbole le plus évident des réticences à la mixité réside dans l'organisations des étudiants en « fraternités » et « sororités », sortes de clubs semi-fermés baptisés d'initiales grecques, et qui perpétuent de génération en génération à travers tous les Etats-unis des traditions d'une douteuse modernité. Les sororités ressemblent à des patronages pour jeunes filles qui organisent causeries, voyages, compétitions sportives, et incitent à l'engagement dans des bonnes œuvres, comme les visites aux malades de l'hôpital. Leurs homologues pour garçons jouissent d'un statut bien supérieur : les fraternités bénéficient de locaux d'autant plus vastes et bien situés qu'elles recrutent dans un milieu social élevé. Au sommet trône la fraternité Sigma-alpha-epsilon, qui regroupe les étudiants qui roulent en BMW ou en Porsche. Puis vient Delta-tau, plutôt fréquentée par les minets machos, tandis que les fils à papa tendance jean en loques préfèrent Bêta-gamma-pi...

L'une des activités-phares des fraternités consiste à organiser, chaque jeudi soir, des *kegs* (traduction : « petits tonneaux »), des soirées où seuls les garçons membres du club sont admis, et où les filles sont soigneusement sélectionnées à l'entrée. Noyées par une sono assourdissante qui empêche pratiquement les conversations, les *kegs* commencent comme une soirée mondaine, le verre à la main. *« Les filles ont trop d'ambition professionnelle pour songer à se marier. Même l'as de la drague se plante tout le temps »*, commente un spécialiste. Ce n'est qu'à une heure avancée de la nuit que, la bière aidant, on commence à danser.

On joue aussi aux *quarters*, qui consistent à faire rebondir une pièce de 25 cents sur une table pour l'envoyer dans un verre de bière. *« Les* kegs *sont le seul moment où nous pouvons nous relaxer. Mais les étudiants ont besoin de la bière pour entrer en contact avec les autres »*, explique Jennifer. D'où la fréquence des viols d'après rendez-vous, ces *date rapes* qui sont la terreur des étudiantes. *« Ça commence comme ça »*, proclame d'ailleurs une publicité du comité anti-viol de Duke sur laquelle figure une chope de bière.

Sensibles aux signes extérieurs de richesse, les fraternités se font parfois gruger. Le Tout-Duke bruisse encore du scandale provoqué par Mauro Cortez, ce Texan d'origine mexicaine de trente-sept ans qui a réussi pendant des mois à se faire passer pour un baron français, Maurice de Rotschild, menant la grande vie aux frais de l'université et de « sa » fraternité, la très élitiste Sigma-alpha-epsilon. Il est vrai que seule une minorité voyante des étudiants de Duke appartiennent à l'une des confréries « grecques ». Beaucoup de *dukies* participent à des activités sociales, politiques ou humanitaires, très encouragées par certains professeurs, globalement beaucoup plus à gauche que leurs étudiants, sans donner l'impression d'accomplir seulement une « bonne action ». Environ 40 % des inscrits financent eux-mêmes leurs études, soit par un engagement dans l'armée, soit par un prêt bancaire, par une bourse, ou en travaillant.

Mais l'argent, justement parce que son rôle est déterminant, ne s'affiche pas. La plupart des étudiants disposent d'un compte alimenté par leurs parents et géré par l'université. Une carte magnétique spéciale sert de moyen de paiement aussi bien à la cafétéria qu'à la librairie ou à l'épicerie. *« On a l'impression de ne jamais rien payer alors que tout est facturé très cher à nos parents*, reconnaît Kerry. *L'important est d'être conscient que ce n'est pas la vraie vie »*, celle qui commence juste après le séjour au pays des merveilles.

PHILIPPE BERNARD

COURRIER

Génération Malik

Quatre ans après le mouvement de novembre-décembre 1986, *le Monde* choisit de célébrer à sa manière l'événement en prenant le parti de faire connaître à ses lecteurs ce que sont devenus *« Isabelle, Joël, Manuel et les autres »*, les animateurs du mouvement anti-Devaquet, ces *« trublions d'hier »*, qui hantent aujourd'hui *« les palais nationaux » (le Monde* du 6 décembre).

Une telle galerie de portraits laisse songeur l'immense majorité de ceux qui ont participé à ce mouvement. Car, pour ceux-là, le mouvement de 1986 ne s'est pas conclu par une adhésion à un parti ou à une organisation politique. Au contraire, il les a conduit à redoubler de méfiance devant cette scène politique qui a su « récupérer », par personnes interposées, l'histoire de ce mouvement. Les « leaders médiatiques » de 1986, aujourd'hui entrés en politique, ne peuvent donc en aucun cas suffire à représenter cette génération qu'en son temps on qualifia de « génération morale ».

Car cette génération existe. Et elle existera longtemps. Pour l'identifier, un nom suffit : Malik. Et un slogan : « Plus jamais ça. » A lui seul, ce souvenir condense les espoirs, les doutes et les désillusions de tous ceux qui se sont exprimés, il y a quatre ans, à propos de l'Université. Au fond d'eux-mêmes, ils savent désormais que le pouvoir n'est pas un vain mot et que la société dans laquelle ils vivent ne leur fera pas de cadeaux. Désormais, nombre d'entre eux refusent toute forme traditionnelle d'engagement.

Mais – on l'oublie trop souvent – le mouvement de 1986 représente aussi une action collective de grande envergure qui a permis à ses participants de mieux comprendre la façon dont ils pouvaient devenir de véritables acteurs de la société française, et non de simples spectateurs. Au lieu de se gargariser de l'intégration réussie d'une poignée d'anciens de 1986 dans leurs rangs, le Parti socialiste et le gouvernement feraient bien de chercher à décrypter ces messages que leur adresse en vain la jeunesse depuis plusieurs années. Chaque jour qui passe ne fait qu'en renforcer l'urgence, dans les lycées, les banlieues, bref dans la vie au quotidien des jeunes. C'est là un véritable enjeu pour la démocratie de demain.

DAMIEN BROCHIER
chargé d'études, ancien animateur du mouvement étudiant de 1986 à Aix-en-Provence
et NADINE RICHEZ
enseignante à l'Université.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 347
ISSN :0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33.

Le Monde PUBLICITE SA
André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oerlemans, directeur du développement
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Téléfax : 45-55-04-70. - Société filiale du journal *le Monde* et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE - ou 36-15 - Tapez *LM*

ABONNEMENTS — PP.Paris RP
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : ______ Prénom : ______
Adresse : ______
______ Code postal : ______
Localité : ______ Pays : ______
021 MON 01
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

– Micheline et Albert AKERBERG

ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

Estelle,

au foyer de

Ariane et Albert DAHAN,

le 9 décembre 1990.

– Mme Pierre GUICHARD,
Mme Henri CALEMARD,
M. et Mme Yves GUICHARD,
M. et Mme Henri MIJNO,

ont la très grande joie de s'associer à

Isabelle et Arnaud GUICHARD

pour faire part de la naissance de

Genest.

Domaine de la Guichardière,
Derboux,
84430 Mondragon.

Décès

– Le président et l'ensemble des personnels de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne s'associent à la douleur de la famille et des amis du doyen

Claude-Albert COLLIARD,
professeur émérite de l'Université,

décédé le 3 décembre 1990.

12, place du Panthéon,
75005 Paris.

(*Le Monde* daté 9-10 décembre.)

– La Société Eleris et ses collaborateurs
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain DELSIRIE,
président-directeur général,

survenu le 8 décembre 1990 à Saint-Witz.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 13 décembre, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– **Boris KOCHNO,**

nous a quittés le 8 décembre 1990.

De la part de
Hermine et Wladimir Augenblick,
sa nièce et son neveu,
Sa famille,
Ses amis, qui l'ont aimé et estimé.

Le service religieux sera célébré en la cathédrale Alexandre-Nevski, rue Daru, à Paris, le vendredi 14 décembre, à 10 h 30.

Fleurs blanches.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue Vauvenargues,
75018 Paris.

(Voir nos éditions du 11 décembre.)

– Friedrich Engelhorn,
son époux,
Anton Weber,
son fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Marta KUHN-WEBER,
artiste peintre,

survenu le 8 décembre 1990, à Paris.

Les obsèques auront lieu le 14 décembre, à 14 h 45, au cimetière du Montparnasse. Réunion porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e.

4, rue Coëtlogon,
75006 Paris.

– Mme Hélène Marty-Lavauzelle,
et ses enfants Thomas et Grégoire,
ont l'immense chagrin de faire part du décès de

M. Jean-Paul MARTY-LAVAUZELLE,
docteur en droit
de l'université de Paris,
avocat honoraire au barreau de Paris,
premier secrétaire
de la conférence des stages
du barreau de Paris,
directeur général
de la SGS Holding SA,

leur cher époux et père,
survenu le samedi 8 décembre 1990 à l'âge de cinquante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 12 décembre à Genève.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Domicile :
11, avenue des Cavaliers,
1224 Chêne-Bougeries,
Genève (Suisse).

– La direction et le personnel de la Société générale de surveillance Holding SA,
ont le pénible devoir de faire part du décès de

M. Jean-Paul MARTY-LAVAUZELLE,
directeur général,

à l'âge de cinquante-trois ans.
Ils garderont un souvenir ému d'un collègue et ami dont le dévouement a été exemplaire.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 12 décembre 1990 à Genève.

Domicile :
11, avenue des Cavaliers,
1224 Chêne-Bougeries,
Genève (Suisse).

– La direction et le personnel de la Société générale de surveillance SA,
ont le pénible devoir de faire part du décès de

M. Jean-Paul MARTY-LAVAUZELLE,
directeur général
de la SGS Holding SA,

à l'âge de cinquante-trois ans.
Ils garderont un souvenir ému d'un collègue et ami dont le dévouement a été exemplaire.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 12 décembre 1990 à Genève.

Domicile :
11, avenue des Cavaliers,
1224 Chêne-Bougeries,
Genève (Suisse).

– La présidente et les membres du conseil d'administration de la Société générale de surveillance Holding SA,
ont le pénible devoir de faire part du décès, à l'âge de cinquante-trois ans, de

M. Jean-Paul MARTY-LAVAUZELLE,
directeur général
de la SGS Holding SA,

son secrétaire dévoué et apprécié du conseil d'administration.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 12 décembre 1990 à Genève.

Domicile :
11, avenue des Cavaliers,
1224 Chêne-Bougeries,
Genève (Suisse).

– Elven. Le Tour-du-Parc. Vannes. Basse-Indre.

Nous avons la douleur d'informer du décès du

docteur Roger MICHEL,
ancien conseiller général,
maire honoraire d'Elven.

Le décès est survenu le samedi 8 décembre 1990, à Saint-Herblain.

L'incinération a eu lieu le mardi 11 décembre à Nantes.

Que tous ceux qui l'ont connu et apprécié aient une pensée pour lui.

De la part de
Mme Simone Michel,
son épouse,
M. et Mme Patrice Ratte,
M. et Mme Yves Michel,
ses enfants,
Katell, Fabien, Coralie, Jérémy, Marianne, Peggy, Pauline,
ses petits-enfants.

– Mme veuve Etienne Delaruelle,
sa mère,
M. Noël Museux,
son époux,
Emmanuel et Alexis,
ses enfants,
M. et Mme Olivier Delaruelle
et leurs enfants,
M. Philippe Delaruelle
et son fils,
M. et Mme Paul Museux
et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Museux
et leurs enfants,
M. et Mme Raphaël Museux
et leurs enfants,
ses frères, belles-sœurs et beaux-frères,
Mme veuve Théophile Simon,
sa tante,
Les familles Museux et Delaruelle,
Tous les parents et alliés,
ont la grande peine de faire part du décès de

Mme Danièle MUSEUX,
née Delaruelle,

survenu en Principauté, le 8 décembre 1990, à l'âge de cinquante-deux ans.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Europa Résidence,
Place des Moulins
MC-98000 Monaco.
157, rue de l'Université,
75007 Paris.

– Les Scouts de France,
ont la douleur d'annoncer le retour à Dieu de

Françoise PISTRE,

qui a dirigé la branche louveteaux sous l'Occupation et durant l'après-guerre.

Sous son impulsion, la branche louveteaux s'est considérablement développée.

Les obsèques auront lieu le jeudi 13 décembre 1990, à 13 h 45, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6e.

– Mme Roger Puget,
Marie-Françoise et Georges Lescuyer,
Sven Lescuyer,
M. et Mme Emile Puget,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger PUGET,
ancien secrétaire général adjoint
de l'Energie industrielle,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques auront lieu à Fixin (Côte-d'Or), le jeudi 13 décembre, à 15 heures.

Manoir de Charmorey,
27580 Bourth.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques	92 F
Abonnés et actionnaires	80 F
Communicat. diverses	95 F

Messes anniversaires

– Le quatrième anniversaire de la disparition de notre très cher et inoubliable

Serge LIFAR.

Une messe de souvenir sera célébrée en la cathédrale Saint-Alexandre-Nevsky, 12, rue Daru, Paris-8e, le samedi 15 décembre, à 17 heures.

– Pour le premier anniversaire du décès de

Jean-Pierre THENAULT,

une messe sera célébrée, le dimanche 16 décembre 1990, à 11 heures, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, à Paris.

Que ses amis par leur présence ou leur pensée s'associent à son souvenir.

Anniversaires

– Il y a un an, nous quittait

Hadj Ighilahriz Saïd FERHAT.

Que sa mémoire demeure vivante.

– Le 12 décembre 1942, à Paris, était tué par les Allemands,

Sloma SCHAUBER,
FTP-MOI,

né le 2 février 1914, à Czernovitz (Bukovine).

Nous pensons très fort à lui.

Hana Sauter, son épouse,
Mariana Bénézet-Sauber, sa fille,
Antonin Bénézet, son petit-fils.

Communications diverses

– Comme chaque année, l'Institut d'histoire sociale, présidé par M. André Bergeron, organise une vente de livres et de revues d'occasion, principalement d'intérêt historique. Cette vente aura lieu le 14 décembre, de 15 heures à 18 heures, dans la salle de lecture de la bibliothèque de l'Institut, 15, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e.

Manifestations du souvenir

– La Société des anciens élèves des Arts et métiers ravivera la flamme à l'Arc de triomphe, le 14 décembre, à 18 h 30.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

AUTOMOBILE

Sur deux breaks

Plus de 60 000 breaks ont été vendus en France en 1989. C'est certes encore modeste par rapport aux 170 000 voitures de ce type immatriculés en Allemagne l'an dernier, c'est néanmoins un chiffre qui ne faiblit pas et même se conforte d'année en année. Beaucoup de raisons expliquent l'état du marché que la seule utilisation professionnelle, on le sait, ne suffit plus à justifier. Aussi ne s'étonnera-t-on pas que toute nouvelle gamme de voitures aujourd'hui lancée comporte des versions breaks.

De la même façon ne sera-t-on pas surpris que les constructeurs s'efforcent de gagner à ce type de véhicules non plus seulement les pères de famille bricoleurs et autres voyageurs et leurs chiens, mais aussi les femmes, plus sensibles, elles, à l'élégance des voitures qu'elles conduisent. On en voudra pour preuve le soin mis par les marques à la finition, aux teintes, aux intérieurs et à la silhouette, surtout, de ces « wagons », comme disent les Américains, autrefois destinés à une clientèle essentiellement besogneuse.

Ainsi Fiat avec une Tempra SW (entendez station wagon) et Alfa Romeo, avec une 33 SW (entendez sport wagon... nuance !) viennent-ils de mettre à leur catalogue diverses variantes de breaks dont on admirera avant tout les lignes.

Chez Alfa, les motorisations sont nettement plus musclées que chez Fiat. Un groupe de 1712 centimètres cubes à injection et 16 soupapes est même distribué, ce qui fait de la voiture, effectivement, un véhicule de sport qui peut développer 137 CV à 6 500 tours. Cette version sera vendue en France, de même qu'une 1 300 centimètres cubes, toutes deux avec une direction assistée, signe, encore une fois, que les conductrices sont visées.

Chez Fiat, une 1 756 centimètres cubes à injection est proposée et un Diesel doté du fameux 1929 centimètres cubes turbo, qui n'est plus à vanter. Ces quatre breaks seront disponibles au début de 1991. On ignore encore quels seront les prix.

C. L.

Solo Zagato

Mes Hervé Poulain et Rémy Le Fur animeront le 17 décembre, à 20 heures, au Palais des Congrès, à Paris, une vente aux enchères de 16 automobiles de collection toutes issues des mains du fameux carrossier italien Ugo Zagato. Un nom qui pour les amateurs restera à jamais attaché à la fameuse épreuve des Mille Miglia dont chacune des éditions vit s'affronter des Ferrari, Fiat, Lancia et surtout Alfa Romeo carrossées par Zagato. Fleuron du plateau proposé au Palais des Congrès, une Ferrari 250 GT Zagato de 1956.

► Renseignements au 45-67-11-31.

□ Le titre de « Voiture de l'année 1990-1991 » a été attribué à la Clio de Renault, avec 312 points. La petite voiture de la Régie précède la Nissan Primera (258 points) et la Calibra d'Opel (183 points). Toutes ces voitures ont fait l'objet d'études parues dans *le Monde*.

□ RECTIFICATIF : la moto Honda CBR 600 F. – Cent chevaux pour atteindre 200 kilomètres à l'heure, ce ne serait déjà pas mal. Une erreur matérielle dans l'article publié jeudi 6 décembre sur l'essai de la moto Honda CBR 600 F a cependant déformé la vérité. C'est 240 kilomètres à l'heure que cette machine peut atteindre grâce à ses dernières améliorations techniques.

PARIS EN VISITES

JEUDI 13 DÉCEMBRE

« Musée d'Orsay : le réalisme », 9 h 15, 1, rue de Bellechasse, accueil des groupes (Association Palette).

« Chez M. Victor Hugo », 10 h 30, 6, place des Vosges (Approche de l'art).

« Les Boulevards au dix-neuvième siècle », 12 h 45, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Les « vanités » au dix-septième siècle », 12 h 45, Petit Palais (G. Marbeau-Caneri).

« Passages couverts autour de la butte aux Moulins », 14 h 30, métro Pyramides (Paris pittoresque et insolite).

« Caravage et les caravagesques français », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et caetera).

« Les appartements du palais Soubise », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Paris historique).

« Une heure à l'hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Fleuriot).

« Les salons rocaille de l'hôtel de Soubise. De la saint Barthélemy à l'affaire du collier », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (M. Pohyer).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'hôtel des archevêques de Sens, actuelle bibliothèque Forney » (limité à trente personnes), 15 heures, 1, rue du Figuier (Monuments historiques).

« L'art sacré au Musée de Cluny », 15 heures, entrée, 6, place Paul-Painlevé (Paris et son histoire).

« Le Palais de justice en activité », 15 heures, métro Cité, sortie marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les appartements du Grand Chancelier de la Légion d'honneur dans l'hôtel de Salm et quelques œuvres du musée » (nombre limité), 15 h 30, 2, rue de Bellechasse (D. Bouchard).

« L'hôtel de Chimay et l'Ecole des beaux-arts », 15 h 30, 13, quai Malaquais (S. Rojon-Kern).

CONFÉRENCES

270, rue Saint-Jacques, 14 h 30 : « Les finances et le commerce dans le monde musulman », par J.-P. Roux (Clio - Les amis de l'histoire).

Salle des Ingénieurs, 9 *bis*, avenue d'Iéna, 15 heures : « Ostie, port de Rome », par O. Boucher (Antiquité vivante).

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures : « Les multiples visages de Mercure-Hermès », avec A. d'Athis (Usfipes).

211, avenue Jean-Jaurès, cité administrative du parc de La Villette (salle Diderot), 14 h 30 : « Education et diffusion », avec G. Amsellem (Les jeudis de l'Institut de pédagogie musicale et chorégraphique. Tél. : 42-40-27-28).

Palais de la découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, 18 heures : « Initiation aux sciences de la Terre ».

Salle Albert-le-Grand, 228, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 19 heures : « La Russie après soixante-dix ans de communisme et de persécutions. Le moral et la foi des hommes et des peuples. Le projet de société de Soljenitsyne », avec MM. Eltchaninoff et Johannet et des interventions de témoins (Centrale catholique de conférences. Tél. : 42-60-56-32).

31, rue Jean-Goujon, 19 heures : « L'écrivain peut-il survivre en liberté ? », avec T. Lubienski (Institut polonais).

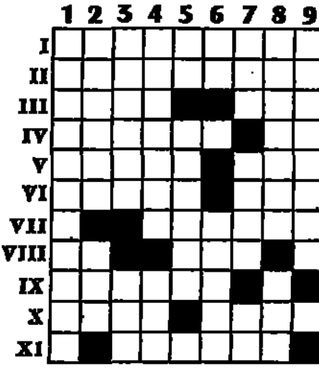
Centre culturel Saint-Thomas-d'Aquin, 14, boulevard Raspail, 19 h 30 : « Moïse et l'exode », par C. Arnould (Proche-Orient ancien).

Sorbonne (amphi annexe), 16 *bis*, rue de la Sorbonne, 20 heures : « Les auteurs rhénans (Echkart, Ruusbroec, Tauler) : la mystique du dépassement », par M.-M. Davy (Espace Expression).

18, rue de Varenne, 20 h 30 : « L'économie française d'une crise à l'autre ? », avec P. Dubois (Centre Varenne).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5411



HORIZONTALEMENT

I. Mettre à crans. – II. Poudre d'os. – III. Celui des marais n'est pas cultivé. Une fermeture étanche. – IV. Quand il se lève, ne voit rien de nouveau. Va avec tout. – V. Un seul vaut mieux que deux promesses. Pas une nuée. – VI. Que l'on a fait sauter. Outragèrent une reine. – VII. Qui ne se sont pas annoncés. – VIII. Fleuve. Une puissance pour les gnostiques. – IX. Comme la science quand on n'a rien à apprendre. – X. Huile d'Egypte. Peut nous rendre fou. – XI. Quand elle est grosse, se fait taper dessus.

VERTICALEMENT

1. Comme un roman où l'on suit tout à la lettre. – 2. Du vent. Une suite de mots. – 3. Qui a donc une bonne couverture. Bouton sur le bidet. – 4. Frappes fort. Ne laissa pas inemployé. – 5. Dans la Côte-d'Or. Les cornes et le cuir, par exemple. – 6. Mesure. Des gens qui ont fait la guerre. – 7. Près d'une ville. N'est pas du boulot quand il est de campagne. Le volant en a. – 8. Dressent. On le cache parfois quand on en a pris. – 9. Evidemment pas défoncé.

Solution du problème nº 5410

Horizontalement

I. Garagiste. – II. Ocarina. – III. Ur. Gr. Lee. – IV. Receleur. – V. Mu. Stop. – VI. Arêtes. Se. – VII. Toril. – VIII. Doué. Rive. – IX. Incinérer. – X. Suer. Ré. – XI. Réa. Son.

Verticalement

1. Gourmandise. – 2. Acteur. ONU. – 3. Râ. Epucer. – 4. Argent. Eire. – 5. Girl. Et. – 6. In. Essorer. – 7. Salut. Rires. – 8. Erosive. – 9. Eté. Pèlerin.

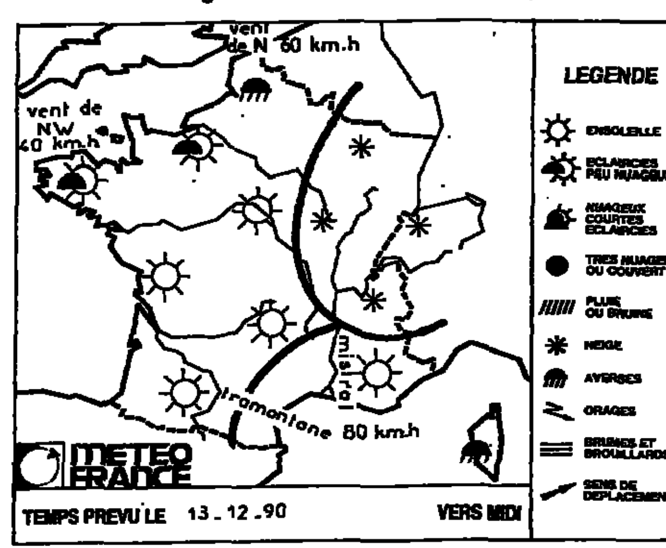
GUY BROUTY

AGENDA

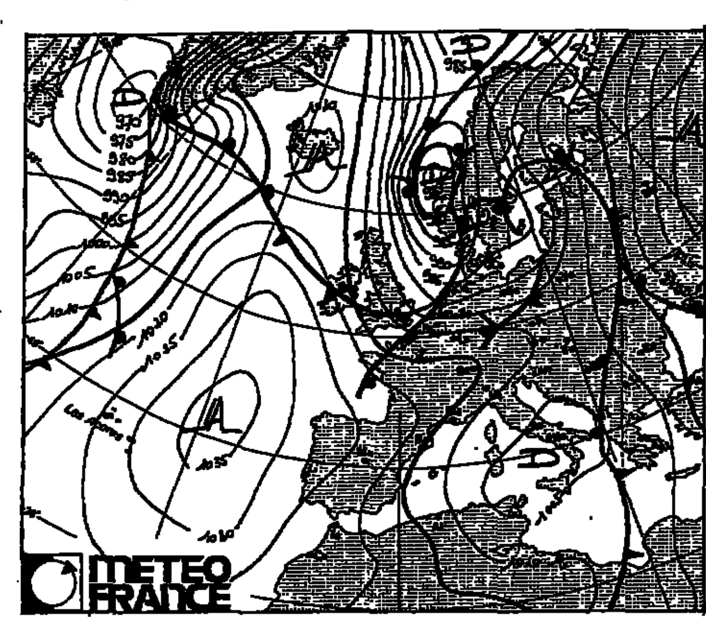
MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 13 décembre

Neige abondante sur l'est du pays



SITUATION LE 12 DÉCEMBRE 1990 A 0 HEURE TU



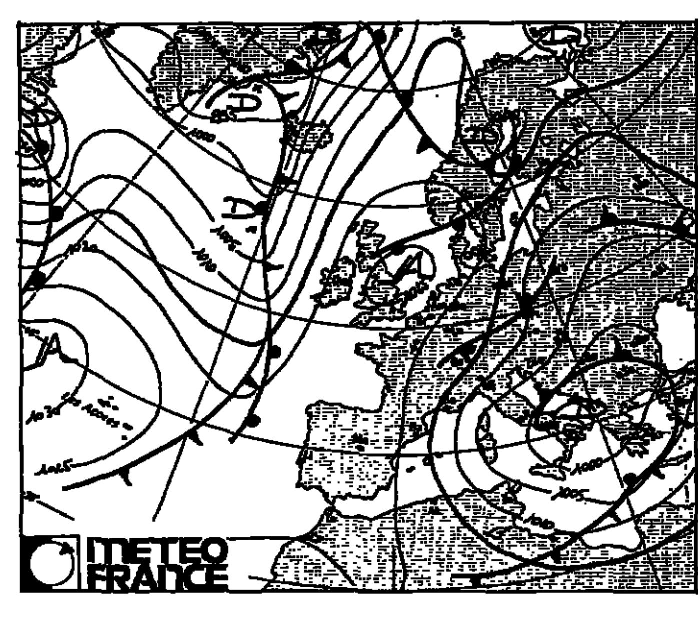
Le temps froid sera de retour pour la fin de la semaine. De plus le ciel sera souvent gris et brumeux et de petites chutes de neige éparses sont à envisager.

Vendredi : froid, beaucoup de nuages. – La journée sera froide et grise sur une grande partie de la France. Il y aura de petites chutes de neige *intermittentes sur la Lorraine, l'Alsace,* la Bourgogne, la Franche-Comté, la région Rhône-Alpes.

Sur la Bretagne, la couche de nuages sera moins dense et le soleil se montrera par moments. Cependant c'est sur le pourtour méditerranéen que les *éclaircies seront les plus belles, mais le* vent du nord soufflera fort en basse vallée du Rhône, ainsi que sur le Languedoc et le Roussillon.

Les températures du matin seront de – 2 degrés à – 5 degrés. L'après-midi, elles ne dépasseront guère zéro degré, sauf sur les côtes, où elles seront de 2 degrés à 4 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 14 DÉCEMBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 11-12-90 à 6 heures TU et le 12-12-90 à 6 heures TU — le 12-12-90

FRANCE			
AJACCIO	12	1	D
BIARRITZ	10	6	–
BORDEAUX	8	4	P
BOURGES	2	1	P
BREST	9	7	P
CAEN	7	5	N
CHERBOURG	10	6	P
CLERMONT-FER.	1	0	*
DIJON	0	-8	*
GRENOBLE SM-H	0	-1	B
LILLE	5	3	A
LIMOGES	0	0	P
LYON	0	-4	*
MARSEILLE-MAR.	3	-1	N
NANCY	1	0	*
NANTES	8	4	P
NICE	9	3	D
PARIS-MONTS	7	5	P
PAU	6	3	C
PERPIGNAN	8	5	D
RENNES	8	4	P
ST-ETIENNE	0	-5	*
STRASBOURG	1	-2	*
TOURS	5	3	P
TOULOUSE	4	3	P
POINTE-A-PITRE	31	21	D

ÉTRANGER			
ALGER	–	–	–
AMSTERDAM	5	4	P
ATHÈNES	18	17	C
BANGKOK	32	24	N
BARCELONE	11	0	D
BELGRADE	12	4	C
BERLIN	1	1	*
BRUXELLES	3	2	A
LE CAIRE	23	11	D
COPENHAGUE	3	0	*
DAKAR	25	21	D
DELHI	24	10	D
DJERBA	15	9	N
GENÈVE	3	-4	*
HONGKONG	–	–	–
ISTANBUL	16	16	N
JÉRUSALEM	20	11	N
LISBONNE	13	9	D
LONDRES	7	6	P
LOS ANGELES	23	12	A
LUXEMBOURG	1	0	*
MADRID	12	4	D
MARRAKECH	16	5	D
MEXICO	23	4	B
MILAN	8	-2	B
MONTRÉAL	-8	-12	C
MOSCOU	0	-1	*
NAIROBI	23	15	C
NEW-YORK	12	-1	N
OSLO	-2	-8	*
PALMA-DE-MAJ.	12	2	D
PÉKIN	0	-10	D
RIO-DE-JANEIRO	29	24	C
ROME	10	5	D
SINGAPOUR	29	25	O
STOCKHOLM	2	0	*
SYDNEY	23	15	D
TOKYO	17	8	D
TUNIS	15	8	C
VARSOVIE	7	-1	D
VENISE	9	2	D
VIENNE	6	1	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 12 décembre

TF 1

20.40 Sport : Football. Coupe d'Europe de l'UEFA : Girondins de Bordeaux-AS Rome, en direct de Bordeaux. A la mi-temps, tirage du Loto.
22.40 Téléfilm : Les lendemains qui tuent.
0.15 Journal, Météo et Bourse.
0.35 Championnat du monde d'échecs.
1.15 TF1 nuit.

A 2

20.40 Feuilleton : Le mari de l'ambassadeur. De François Velle (dernier épisode).
21.45 Série : Hôtel de police.
22.35 Documentaire : Derniers Far-West.
23.35 *Journal et Météo.*
23.55 Sport : Tennis. Coupe du Grand Chelem.

FR 3

20.40 ▶ Magazine : La marche du siècle. *La rage de savoir.* Invités : Gilbert Trigano, Pierre Bérégovoy, Marcel Bleustein-Blanchet, César, Jacques Lanzmann, Dominique Frémy, Bruno Lussato, Marion Vanier, Jacqueline de Romilly.
22.20 Journal.
22.40 Magazine : *Faut pas rêver.* *Yémen : Kuhlan, le nid d'aigle ;* USA : un bus nommé Greyhound ; France : le paradis d'Utelle.
23.35 Documentaire : Eugène Boudin.
0.15 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Cop. ■■ Film américain de James B. Harris (1988).
22.45 Flash d'informations.

22.50 Cinéma : Voyageur malgré lui. ■ Film américain de Lawrence Kasdan (1988). Avec William Hurt, Kathleen Turner, Geena Davis (v.o.).
0.50 Cinéma : Les amitiés particulières. ■ Film français de Jean Delannoy (1964). Avec Michel Bouquet, Didier Haudepin.

LA 5

20.40 Histoires vraies. Sauve qui peut ! Téléfilm de Paul Wendkos.
22.20 Débat : Le divorce.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Téléfilm : Aide-toi.

M 6

20.35 Téléfilm : A cœur perdu. De Richard Lang.
22.15 Série : Brigade de nuit.
23.10 Documentaire : **Solidarnosc.** De Jean-Michel Meurice. *Histoire d'une révolution. Histoire d'un homme.*
0.05 Six minutes d'informations.
0.10 *Magazine* : Dazibao.
0.15 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

21.00 Documentaire : *Qui a peur du charbonnier ?* De Heike Misselwitz.
21.55 Cinéma d'animation : Images.
22.00 Documentaire : Vivre et tisser. De Volker Koepp.
22.25 Cinéma d'animation : Images.
22.35 Cinéma : Céleste. ■■ Film allemand de Percy Adlon (1984).
0.15 Court métrage.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Espace littéraire franco-maghrébin.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Les nuits magnétiques. *Trois autres diasporas :* arménienne, chinoise, palestinienne.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Jardins divers.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 juillet lors du Festival d'Aix-en-Provence) : Pygmalion, Anacréon, de Rameau, par Les Arts florissants, dir. William Christie ; sol. : Jean-Paul Fouchecourt, haute-contre ; Sandrine Piau, Claron Mac Fadden, Noémi Rime, sopranos (pour Pygmalion) ; Nicolas Rivenq, basse, Claron Mac Fadden, Noémi Rime, Jean-Paul Fouchecourt (pour Anacréon).
23.07 Poussières d'étoiles. Jazz-club en direct *du Petit Opportun, à Paris :* Le quartet du contrebassiste Ron McClure avec : Jeff Gardner, piano ; Celso Mendes, guitare ; et Bernard Doucin, batterie.

Jeudi 13 décembre

TF 1

14.25 Feuilleton : Un comédien dans un jeu de quilles (3e épisode).
15.50 Série : Tribunal.
16.25 Tiercé à Vincennes.
16.30 Club Dorothée.
17.30 Série : Starsky et Hutch.
18.20 Jeu : *Une famille en or.*
18.50 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.45 Divertissement : Le bébête show.
19.50 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Loto sportif *Météo et Tapis vert.*
20.40 Téléfilm : Deux flics à Belleville. De Sylvain Madigan, avec Patrick Timsit.
22.05 Ex libris. Le guide des plaisirs. Invités : Claude Duneton (*Le bouquet des expressions imagées*), Maurice Rheims (*Les fortunes d'Apollon*), Paul Bocuse (*Cuisine de France*), Jean Tulard (*Dictionnaire des films*), Hughes Johnson (*Histoire mondiale du vin*). Avec une interview de Ronald Reagan.
23.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
0.00 *Journal,* Météo et Bourse.

A 2

14.30 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. Maigret chez le ministre.
16.00 Feuilleton : Le jeune homme vert. De Roger Pigaut (1er épisode).
17.05 Magazine : Eve raconte. Sophia Loren (4e partie).
17.30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.55 Magazine : Giga.
18.30 Magazine : Une fois par jour. Présenté par Claude Sérillon et Isabelle Giordano.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Magazine : *Envoyé spécial.* La taupe, nom de code : Farewell, de Dominique Tierce, Hervé Brusini et Jean-Marie Lequertier. *Investigation sur un espion du KGB.*
22.00 Cinéma : Le sixième sens. ■ Film américain de Michael Mann (1986). *Avec William Petersen, Kim Greist.*
0.00 Journal et Météo.
0.20 Sport : Tennis. Coupe du Grand Chelem, à Munich.

FR 3

14.05 Série : *Bizarre, bizarre.*
14.30 Questions au gouvernement. En direct du Sénat.
17.05 Série : Durrell en Russie.
17.30 Allô Bibizz.
18.15 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : *Questions pour un champion.*
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région
20.10 Jeux : La classe.
20.40 Cinéma : *L'homme qui en savait trop.* ■■ Film américain d'Alfred Hitchcock (1956).
22.40 Journal et Météo.
23.00 Portrait : Alfred Hitchcock. De Richard Schickel (v.o.).
0.00 Musique : *Carnet de notes.* Sérénade mouvement nº 4, de Tchaïkovski.

CANAL PLUS

15.00 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.05 Documentaire : Namib, un désert animé. De David Hughes.
16.30 Téléfilm : La dernière illusion. De Tom Cowan.
17.55 Cabou cadin.
— En clair jusqu'à 20.30 —
18.30 Dessins animés : Ça cartoon.
18.50 Top albums. Présenté par Marc Toesca.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma : Pentimento. ■ Film français de Tonie Marschall (1989). Avec Patricia Dinev, Antoine de Caunes, Magali Noël.
21.55 Flash d'informations.
22.00 Sport : Basket Coupe d'Europe des clubs champions : Tel-Aviv-Limoges. En direct de Tel-Aviv.
23.25 Cinéma : Imagine, John Lennon. ■■ Film américain de Andrew Solt (1988). Avec John Lennon, Yoko Ono, Julian Lennon (v.o.).
1.05 Cinéma : Derrière la porte verte 2. Film américain, classé X, de Jim et Artie Mitchell (1986).

LA 5

15.20 Série : Le renard.
16.25 Dessins animés.
18.30 Série : Happy days.
19.00 Série : Arnold et Willy.
19.30 Série : *Tel père, tel fils.*
20.00 Journal.
20.35 Drôles d'histoires.
20.40 Série : Secrets de femmes. Que justice soit faite.
22.20 Magazine : Reporters. Présenté par Patrick de Carolis.
23.45 Magazine : Equations.
0.00 Journal de minuit.

M 6

15.30 Variétés : Bleu, blanc, clip. Présentée par Valérie Pascale.
16.45 Série : Vegas.
17.35 Variétés : Tungstène. *Emission présentée par Fatine.*
18.00 Jeu : Zygomusic.
18.25 Six minutes d'informations.
18.30 Série : Campus show.
19.00 Série : Magnum.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Cinéma : Elle cause plus, elle flingue. □ Film français de Michel Audiard (1972). Avec Annie Girardot, Bernard Blier, Maurice Biraud.
22.15 Magazine : Ciné 6.
22.30 Cinéma : Sacco et Vanzetti. ■■ Film italien de Giuliano Montaldo (1971). Avec Riccardo Cucciola, Gian Maria Volonte, Cyril Cusak.
0.30 Six minutes d'informations.
0.35 Magazine : Dazibao.
0.40 Sexy clip.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

18.00 Spécial cinéma d'animation Conte pour la route ; Château de sable ; Ecoutez voir !
18.30 Documentaire : Ici bat la vie (Le coucou).
19.00 Documentaire : L'Europe de la Toison d'or (dernière partie).
19.55 Chronique : Le dessous des cartes.
20.00 Spécial cinéma d'animation.
20.30 Documentaire : Ici bat la vie (Le pic).
21.00 Danse : The Catherine Wheel. De Twyla Tharp.
22.30 Musique : Franz Schubert, **Schwanengesang.**
23.00 Débat : Dialogue.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. L'oiseau de fer, de Clarisse Nicoïdski.
21.30 Profils perdus. René Goscinny (1re partie).
22.40 Les nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

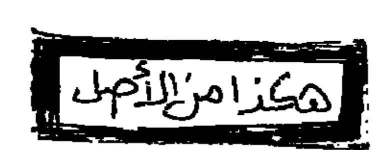
20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : Meeresstille und glückliche Fahrt, ouverture op. 27, de Mendelssohn ; Symphonie nº 4, de Ives ; Symphonie nº 8 en fa majeur op. 93, de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. Karl-Anton Rickenbacher.
23.07 Poussières d'étoiles. La boîte de Pandore (œuvres de Lully, Philidor, Muffat) ; *Outre-Alpes* (Sonate pour flûte traversière, de Galuppi) ; Pour le salon et le plein-air (œuvres de Couperin, Philidor, Bach, Telemann, Bach, Haendel) ; Outre-Manche (œuvres de Haendel, Boyce, Mozart, Devienne, Bach, Beethoven) ; Et après... *(œuvres de Schumann, R. Strauss,* Debussy).
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Jardins divers.

Audience TV du 11 décembre 1990

Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	54,2	Roue fortune 23,5	Une fois... 10,0	Max... 4,5	Bande ann. 5,1	Arnold... 6,0	Magnum 4,7
19 h 45	60,8	Roue fortune 33,0	Une fois... 7,7	Café-Théâtre 3,9	Nulle part 6,8	Tel père... 3,8	Magnum 5,1
20 h 16	72,5	Journal 31,9	Journal 19,9	La classe 8,0	Pub 3,4	Journal 4,6	Mme est servie 5,8
20 h 55	76,5	La smala 31,5	Dossiers écran 21,2	Vol d'enfant 9,5	Football 7,0	Héritage fatal 5,3	Vagabond... 4,3
22 h 8	68,5	La smala 35,7	Coul. argent 17,7	Ramdam 3,0	Football 7,1	Héritage fatal 3,9	Vagabond... 5,0
22 h 44	44,2	Ciel... 18,0	Coul. argent 19,8	Ouragan 1,1	Noce blanche 1,5	Goool 3,7	L'indiscrétion 2,2





Le Monde

SECTION C

ARTS • SPECTACLES



Projet de Jacques Tardi pour l'affiche d'*Uranus*.

« URANUS », LE NOUVEAU FILM DE CLAUDE BERRI, D'APRÈS MARCEL AYMÉ

Le temps des coquins

CE n'est pas à une odyssée de l'espace mais à un voyage dans le temps que convie Claude Berri en se lançant dans l'exploration d'*Uranus*. Son adaptation du roman de Marcel Aymé met sur orbite une période que le cinéma, à l'instar des discours officiels, a depuis quarante-cinq ans préféré passer sous silence : l'époque trouble de l'épuration. Ce retour historique se double d'un voyage cinéphilique : le film de Claude Berri retrouve le ton caustique, le goût de la référence littéraire et la glorification du numéro d'acteur chers au cinéma français des années 45-55. Dans la veine de *la Traversée de Paris* d'Autant-Lara, déjà d'après Aymé.

De l'écrivain, transposé à l'écran aussi fidèlement que l'avait été le solaire et optimiste Pagnol avec *Jean de Florette* et *Manon des sources*, Berri apprivoise la noirceur et le pessimisme – loin du chaleureux *Vieil Homme et l'Enfant* ou même de la rédemption de *Tchao Pantin*. Mais où Marcel Aymé, furieux des reniements et des mensonges qui suivirent la Libération, écrivait un pamphlet dont les communistes constituaient la principale cible, le cinéaste filme une fable où toute l'espèce humaine en prend pour son grade. Le seul « pur », Léopold, cafetier poète incarné par Gérard Depardieu, en sera la victime expiatoire.

Si le propos du film est sombre, sa narration est généreuse. Elle offre des grands rôles, impeccablements tenus, à pas moins de huit grands comédiens. Film « choral », *Uranus* fait entendre une musique grinçante où pourtant murmure encore la bienveillance de son réalisateur.

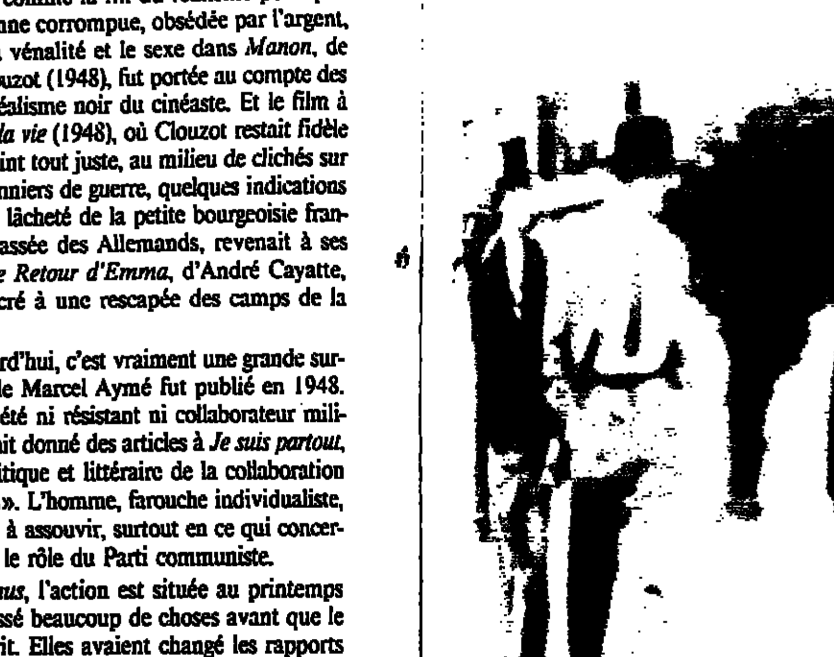
Un réalisateur qui, non content de tenir, lui, tous les grands rôles de l'industrie du cinéma – producteur à succès et puissant distributeur, – consacre encore une part de son insatiable énergie à son autre passion, la peinture contemporaine *(lire nos articles pages 18 et 19)*.

JEAN-MICHEL FRODON

CINÉMA







« URANUS »,

Les rescapés

Gérard Depardieu dans le rôle de Léopold.

Clarté du récit et distribution prestigieuse, *Uranus* pourrait avoir été réalisé pendant la période qu'il décrit : l'immédiat après-guerre. Mais il aurait fallu que le cinéma ait eu plus tôt l'audace de briser un double consensus : l' « héroïsme » des Français pendant la guerre et leur « unité » à la Libération. Après *Jean de Florette*, Claude Berri réalise, dans la meilleure tradition, une œuvre courageuse et forte.

LE cinéma français, réorganisé après la Libération, en 1945, célèbre la Résistance et ses héros, par des films où la France, telle qu'elle fut sous l'occupation allemande et le régime du maréchal Pétain, est laissée dans l'ombre. Pas de divisions, pas d'ambiguïtés : c'est un peuple tout entier qui, dans l'action clandestine ou sous l'uniforme, s'est opposé aux Allemands et à quelques poignées de collaborateurs. Quelle qu'ait été leur qualité artistique – et il y en eut d'excellents, d'importants, – les «films de résistance» ont cautionné l'idée d'un consensus national pendant les années noires. Et cela correspondait aux nécessités politiques de l'après-guerre.

Il faudra attendre 1971 pour que ce consensus vole en éclats sans qu'on puisse jamais en recoller les morceaux. La sortie en salles du *Chagrin et la Pitié*, film de documents et d'entretiens réalisé par Marcel Ophüls, d'abord destiné à la télévision, fait, enfin, apparaître la réalité profonde et la véritable part de la Résistance en France, entre 1940 et 1944. Une nouvelle génération découvre, par le cinéma, ce que le cinéma avait masqué sous les certitudes imposées.

1990 : Claude Berri met fin, avec *Uranus*, à un autre consensus qui a eu la vie plus longue : celui de l'état de grâce, de l'union d'une France libérée prête, dès 1945, à «retrousser ses manches» pour reconstruire le pays. *Uranus*, adaptation d'un roman de Marcel Aymé, est un film de fiction, un film romanesque interprété par de grands acteurs. Rien à voir, dans la forme, l'esprit, le réalisme historique, avec *le Chagrin et la Pitié*. Mais il comble – et on va voir de quelle façon – un vide. On ne s'y attendait pas.

En 1946, dans l'épilogue du *Père tranquille*, Noël-Noël, Français moyen du nom de Martin et résistant glorieux, plaidait pour le bon sens, c'est-à-dire le rassemblement national sous l'égide du général de Gaulle. De l'épuration et de la manière dont elle fut menée, des fractures profondes de la société française, il ne fut pour ainsi dire pas question dans un cinéma qui allait, dès 1945, éviter les problèmes trop brûlants.

La description d'un microcosme social contemporain, quartier Barbès-Rochechouart, en février 1945, dans *les Portes de la nuit* de Prévert et Carné (1946), fut perçue seulement comme la fin du réalisme poétique. La société parisienne corrompue, obsédée par l'argent, le marché noir, la vénalité et le sexe dans *Manon*, de Henri-Georges Clouzot (1948), fut portée au compte des obsessions et du réalisme noir du cinéaste. Et le film à sketches *Retour à la vie* (1948), où Clouzot restait fidèle à sa noirceur, contint tout juste, au milieu de clichés sur le retour des prisonniers de guerre, quelques indications sur l'égoïsme et la lâcheté de la petite bourgeoisie française, qui, débarrassée des Allemands, revenait à ses habitudes (dans *le Retour d'Emma*, d'André Cayatte, seul sketch consacré à une rescapée des camps de la mort).

Uranus, aujourd'hui, c'est vraiment une grande surprise. Le roman de Marcel Aymé fut publié en 1948. L'écrivain n'avait été ni résistant ni collaborateur militant, même s'il avait donné des articles à *Je suis partout*, hebdomadaire politique et littéraire de la collaboration pour «intellectuels». L'homme, farouche individualiste, avait des rancunes à assouvir, surtout en ce qui concernait l'épuration et le rôle du Parti communiste.

Si, dans *Uranus*, l'action est située au printemps 1945, il s'était passé beaucoup de choses avant que le roman ne soit écrit. Elles avaient changé les rapports entre les anciens alliés, les vainqueurs du nazisme. Le 5 mars 1945, à Fulton (Missouri), l'homme d'État anglais Winston Churchill avait ouvert l'ère de la guerre froide aux côtés des Etats-Unis, par un retentissant discours sur le rideau de fer construit par Staline en Europe. En 1946, l'existence des camps de concentra-

ENTRETIEN

Un amateur

« Vous avez longtemps réalisé des films d'après vos propres scénarios originaux, sur des sujets autobiographiques. Pourquoi préférer désormais les adaptations littéraires, *Uranus*, après *Jean de Florette* ?

– *Le Vieil Homme et l'Enfant, Mazel Tov, le Pistonné, le Cinéma de papa* et jusqu'à *Je vous aime* concernaient des expériences que j'avais vécues, racontaient mon enfance, mon service militaire, mes rapports avec les femmes, le mariage, le cinéma. Puis le moment est venu où j'ai eu envie de parler d'autre chose que de moi, mais je n'ai pas une imagination de romancier. Le matériau que je ne puisais pas dans ma vie, je l'ai trouvé dans des livres. Mais je ferai un jour de nouveau un film personnel, sur mon rapport avec mes fils.

– *Uranus* renoue avec la période du *Vieil Homme et l'Enfant*.

– C'est une période importante de ma vie d'homme, et de cinéaste, même si je n'ai pas de souvenir personnel de l'épuration, si je n'ai pas vu cette violence. Il y a une parenté entre les deux films : dans le premier on voyait l'enfant ; dans *Uranus*, l'histoire est vue avec un regard d'enfant.

– Votre film est très pessimiste.

– Cette noirceur vient de Marcel Aymé. Quand il a écrit le livre, en 1948, il venait d'être accusé injustement, il avait été choqué par l'exécution de Brasillach, il admirait Céline. Surtout, il souffrait de l'hypocrisie ambiante. Mais il partage aussi la philosophie bienveillante de Watrin, qui s'arrange de tout. Le livre raconte la souffrance de l'écrivain, pas la mienne.

– Avez-vous apporté des modifications au texte ?

– *Uranus* est l'œuvre d'un écrivain-dramaturge, avec beaucoup de dialogues. J'en ai supprimé mais, après avoir hésité, j'ai décidé de conserver le monologue de Watrin : une tirade de sept minutes, c'est très long dans un film, mais un si beau texte, et si important... Et quand c'est Philippe Noiret qui le dit !

» La construction du film était difficile, du fait du grand nombre de personnages principaux. Elle s'est surtout faite à l'écriture du scénario, puis au montage. Il fallait conserver une relative égalité entre les protagonistes, même si le rôle de Léopold est le plus spectaculaire, et que Gérard Depardieu en donne une interprétation exceptionnelle. L'essentiel reste la clarté du récit : avec mon monteur, Hervé De Luze, nous avons supprimé des scènes superbes parce qu'elles ralentissaient le rythme.

– Avez-vous aussi pratiqué des changements sur le fond ?

– J'ai modifié le personnage de Gaigneux, l'ouvrier communiste qu'interprète Michel Blanc. J'en ai fait un démocrate. A la différence du livre, je ne voulais pas que tous les communistes soient des personnages négatifs. D'une manière générale, j'ai plus de tendresse pour les protagonistes que n'en avait Marcel Aymé.

– Le film reste féroce pour les communistes. Et il présente les Français de l'époque sous un jour particulièrement sombre.

– La collaboration, active ou passive, fait tout de même partie de l'Histoire ! C'est incroyable qu'il y ait eu tant de films sur la Résistance et aucun sur l'épuration. Personne ne s'émeut que, dans *la Bataille du rail*, on ne voie pas un seul collabo. Je souhaite que le film suscite des débats, qu'on le montre aux lycéens. *Uranus* n'est pas un film militant, qui indique au spectateur ce qu'il doit penser. C'est un risque : après *le Vieil Homme et l'Enfant*, on m'a traité d'antisémite parce que j'avais rendu le personnage de Michel Simon sympathique ! L'objectif du film est de susciter l'émotion pendant la projection, la discussion ensuite.

» En ce qui concerne les communistes, leur rôle est celui que Marcel Aymé leur avait assigné. Mais *c'est un rôle symbolique d'une certaine attitude*, qu'on retrouve lors de tous les bouleversements historiques, quand le pouvoir change de mains. Cette attitude est une composante de l'âme humaine qui fait qu'on abuse de son pouvoir, qu'on succombe à l'appétit de vengeance. Il est bien qu'un homme comme Serge Klarsfeld poursuive les grands criminels de guerre, mais les personnages d'*Uranus* ne sont pas des criminels de guerre.

– *Uranus* n'est pas un film anticommuniste ?

– Non. D'ailleurs, aujourd'hui, ça n'aurait plus guère de sens. Je ne suis pas anticommuniste, je garde un souvenir ému des immenses manifestations auxquelles m'emmenait mon père, qui votait PC, dans les années 50. Ces gens-là étaient de braves gens, qui rêvaient d'un monde plus juste. Et on sait bien que la participation des communistes à la Résistance a été considérable et admirable. Le communisme était une grande idée qui a été pervertie, mais je n'ai pas renoncé à l'espoir d'un monde meilleur.

– Pourquoi avez-vous choisi de réunir dans *Uranus* la plupart des vedettes masculines du cinéma français ?

– C'est à la fois une idée de producteur et de réalisateur. *Uranus* est un film cher, la présence des vedettes est un atout pour attirer le public. Mais j'ai surtout choisi les acteurs en fonction des personnages. De plus, faire appel à des vedettes me permettait de transformer les personnages en archétypes : *Uranus* n'est pas un film réaliste, c'est une fable.

– Combien coûte le film ?

– Quatre-vingts millions de francs. Il est financé *par Renn Productions, ma société, avec des participations* d'Antenne 2, Canal Plus et de sofica (sociétés collectrices d'investissements dans le cinéma). C'est cher, mais c'est le prix d'un film d'époque, en costumes, avec des vedettes et des conditions de tournage confortables. Et je n'ai pas pris d'énormes risques financiers en produisant *Tess* de Polanski, *l'Ours* de Jean-Jacques Annaud ou *Valmont* de Milos Forman pour me restreindre quand je mets moi-même en scène. Claude Berri producteur est exclu du plateau de Claude Berri réalisateur.

» Pour rentabiliser un tel film sur le marché français, il faut un énorme succès... ou la capacité d'attendre le cinquième ou sixième passage à la télévision, dans dix ans. Et la nature du sujet ne ferme pas forcément les marchés étrangers : *Jean de Florette*, qui était aussi «très français», a été un succès international.

– Le style d'*Uranus* est très classique, plus proche de ce qu'on a appelé la « qualité française » que du cinéma de vos amis de la nouvelle vague.

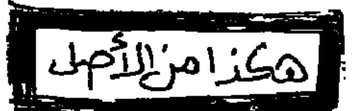
– Le sujet et l'époque ont commandé ces choix. Il *ne fallait pas une mise en scène sophistiquée, il fallait* la clarté du récit, une stylisation qui donnait la dimension d'une fable universelle. De toute façon, je ne suis pas un styliste. J'admire infiniment le Jean Renoir d'*Une Partie de campagne*, qui fait d'une petite chronique où il ne se passe presque rien une merveille de poésie. Mais j'ai tendance à privilégier le récit sur la forme.

– Vos inclinations de cinéaste sont donc différentes de vos goûts d'amateur d'art, passionné par la peinture contemporaine la plus avant-gardiste ?

– La peinture est un art en avance sur le cinéma, qui, à quelques rares exceptions comme Godard, en est toujours à la représentation figurative. Et il a



Claude Berri, indiquant une scène d'« Uranus ».



DE CLAUDE BERRI, D'APRÈS LE ROMAN DE MARCEL AYMÉ

de la planète noire

tion soviétiques avait été révélée par le livre du transfuge Kravchenko, *J'ai choisi la liberté*. Les hivers 1947 et 1948 avaient été marqués en France par de rudes grèves soutenues par le Parti communiste, et réprimées par Jules Moch, ministre de l'intérieur socialiste (SFIO). On avait parlé de tentatives insurrectionnelles. Enfin, 1948, année de la parution d'*Uranus*, est aussi celle du blocus de Berlin par les Soviétiques, et de la prise de pouvoir des communistes staliniens en Tchécoslovaquie.

Il y a donc, dans le roman, une projection de certaines hantises provoquées par ces événements, et qui n'existaient pas en 1945. Hantises trouvant à la fois leur expression angoissée et leur exorcisme dans le discours sur Uranus, la planète noire, tenu par l'un des héros de l'œuvre, le professeur Watrin. Un discours philosophique. Aussi ne doit-on pas reprocher à Claude Berri certaines erreurs historiques, qui ne sont, en fait, que des anticipations.

En 1945, le Parti communiste français, qui, pour avoir payé un lourd tribut à l'Occupation et à la Résistance, s'était attribué le titre de «parti des fusillés», bénéficiait encore auprès des Français, et pas seulement ceux de la classe ouvrière, d'un capital de confiance pour les réformes sociales. Groupés en FTP (francs-tireurs et partisans) au sein de la Résistance officielle, les communistes avaient bien, au moment de la libération du territoire, tenu certains leviers de commande en Limousin et en Languedoc. Mais ils s'étaient rangés au côté du pouvoir légal. Et s'ils espéraient arriver au pouvoir désormais, c'était par la voie démocratique, les élections. Ce qui apparaît fort bien, dans le film, à travers le personnage du prolétaire Gaigneux, quelque peu modifié, il est vrai, par Claude Berri.



Philippe Noiret, Jean-Pierre Marielle, Michel Blanc et Gérard Desarthe.

La réussite de la transposition cinématographique est d'avoir joué à la fois sur l'année 1945 et l'année 1948. Claude Berri a construit, tourné et fait interpréter son film comme une œuvre relevant du réalisme psychologique avec numéros d'acteurs, qui aurait pu être réalisée entre 1945 et 1948, justement. Et comme il s'agit de la description des comportements dans une petite ville de province endommagée par les bombardements, on pourrait voir cela comme une suite du *Corbeau* de Clouzot qui, en 1943, sans être ouvertement situé sous l'Occupation, était bien un film de l'Occupation.

A Clouzot, Claude Berri a emprunté le thème de l'ambiguïté de la nature humaine, devenu, chez Marcel Aymé, une hypocrisie à peu près générale. Mais *Uranus* est un film en couleurs et les images superbement modelées de Renato Berta, dans des décors de studio, créent une véritable distance historique. C'est bien le regard d'un cinéaste contemporain – et, du même coup, le regard de ses spectateurs – qui est porté sur une société jamais montrée à l'écran. Il a suffi de nouer quelques fils dramatiques pour rassembler des types humains sortis plus ou moins indemnes de l'Occupation. Ils flottent dans une sorte de no man's land borné par des ruines toutes fraîches et un monument aux morts, maintenant dérisoire, de la première guerre mondiale.

Archambaud et sa femme, bourgeois chrétiens, semble-t-il, si l'on se fie à une réplique de la dame, sont obligés de partager leur appartement avec des sinistrés : Gaigneux le communiste et sa petite famille ; le professeur Watrin qui a tout perdu, sa femme, son logement, sa salle de classe. Dans cet appartement, où il est pourtant difficile de s'isoler, les Archambaud cachent, avec la complicité de Watrin, Maxime Loin, qui a cru à la collaboration. Devenu un paria, il est menacé de mort s'il est arrêté. Watrin donne ses cours dans la salle du café de Léopold, ancien Hercule de foire et grande gueule, alcoolique, littéralement foudroyé de bonheur par la révélation de l'*Andromaque* de Racine. Léopold se met à composer des alexandrins pour une *Andromaque* à sa manière. Perdu dans son rêve de poète, il va s'attirer l'inimitié de Rochart, épurateur trop zélé, qui a pris sa carte du PCF à la Libération, du riche Monglat, collaborateur qui est passé au travers de l'épuration, et des gendarmes qui servent le nouveau gouvernement probablement comme ils ont servi celui de Vichy.

Tous les faisceaux de l'intrigue (où apparaissent aussi Jourdan, jeune professeur communiste fils de petits-bourgeois, la femme usée par l'âge de Léopold, la fille des Archambaud et le fils Monglat) convergent vers Léopold, auquel Gérard Depardieu prête son imposante stature, son délire verbal et une espèce d'innocence poétique faisant de lui un funambule à la Marcel Aymé, proche de son «passe-muraille». C'est que Léopold est destiné à être la victime expiatoire de l'hypocrisie, des haines, des fautes et de l'indifférence de cette communauté, épinglée avec férocité par Marcel Aymé, peinte avec plus d'indulgence et de curiosité par Claude Berri.

On ne trouve pas dans *Uranus*, le film, le vitriol du *Corbeau*. Claude Berri est un humaniste tendre – tout juste un peu pervers sur les bords, dans l'humour, – et on ne le changera pas. Il expose, sans didactisme, les raisons de chacun, les raisons de tout le monde. Cela ne veut pas dire qu'il les approuve. Mais la relecture d'*Uranus* par le cinéma, à laquelle il nous convie, sait faire la part du feu, tout en préservant la vérité d'une époque. Et si le personnage de Léopold est plus attachant que les autres, y compris par ses défauts, si Depardieu se montre admirable, particulièrement dans ses dernières scènes, il n'y a pas ici un personnage qui soit négligé.

Oui, *Uranus* relève du réalisme psychologique, oui, les dialogues fourmillent de mots d'auteurs, oui, les numéros d'acteurs sont époustouflants, parfois jusqu'à l'excès (Jean-Pierre Marielle, Danièle Lebrun, Michel Blanc, Michel Galabru, Daniel Prévost, Fabrice Luchini, Gérard Desarthe, Josiane Levêque, Florence Darel), mais c'est comme cela que Claude Berri nous comble, en nous faisant réfléchir sur une drôle d'époque.

JACQUES SICLIER

AVEC LE RÉALISATEUR

professionnel

encore plus besoin de l'adhésion du grand public, qui est encore moins réceptif à la recherche sur un écran que sur un tableau.

– La peinture occupe aujourd'hui une place prépondérante dans votre vie ?

– Le seul point commun entre mes activités de cinéaste et d'amateur d'art, c'est l'émotion. J'ai vraiment découvert ma passion pour la peinture pendant le tournage de *Jean de Florette* quand on m'a volé les quelques tableaux que je possédais. J'ai éprouvé un manque, une douleur qui m'ont surpris. C'est à ce moment que j'ai commencé non seulement à acheter mais à m'initier systématiquement aux courants contemporains. Je suis allé de découverte en découverte avec un appétit insatiable, j'ai vendu la moitié de mes parts dans Renn Productions à Jérome Seydoux pour pouvoir m'acheter des tableaux. Aujourd'hui, mon envie est moins de posséder des toiles que de faire partager mon intérêt.

– C'est pour cela que vous avez filmé ces entretiens avec Leo Castelli que vous venez de publier (1) ?

– J'ai également filmé un portrait du marchand suisse Ernst Beyeler, qui a été le marchand de Picasso, de Giacometti, de Dubuffet. Il est en train de faire construire un musée pour montrer ses collections près de Bâle. C'est exemplaire. Quant à Castelli, il a révélé Jasper Johns, Warhol, Rauschenberg, Liechtenstein, l'art minimal, il est un personnage clé de la peinture contemporaine, le Kahnweiller de la deuxième moitié du siècle. Je vais poursuivre cette méthode du documentaire relayé par un livre à propos de Dubuffet.

» Simultanément, j'ouvrirai prochainement rue de Lille un lieu d'exposition d'art contemporain. Avec le collectionneur suisse Urs Raussmuller, qui dispose à Shaffausen, près de Zurich, d'un musée d'art contemporain unique en Europe. Nous y organiserons des expositions temporaires des créateurs d'aujourd'hui. Je veux montrer et faire aimer Ryman, Kunelis, Mangold, Judd, Flavin, Bruce Nauman... ainsi que leurs prédécesseurs immédiats, Barnett Newman ou Rothko. Et à chaque fois Renn publiera un livre pour redoubler et pérenniser l'exposition. J'ai fait appel à un petit diffuseur, Distique, pour distribuer les livres et je compte sur les libraires pour relayer notre travail.

– Quels projets cinéma après *Uranus* ?

– Comme metteur en scène, j'ai renoncé à tourner *Mon chien stupide*, d'après John Fante, à Hollywood. Mon mauvais usage de l'anglais s'est avéré un obstacle insurmontable. Mais j'ai en projet l'adaptation de *Germinal* (2). Côté production, Renn a coproduit sous la responsabilité de mon associé Paul Rassam le nouveau film de l'auteur de *Sexe, mensonges et vidéo*, Steven Soderberg, intitulé *Kafka*. Le tournage de *l'Amant*, réalisé par Jean-Jacques Annaud d'après Marguerite Duras, vient de commencer au Vietnam. Et je vais me mettre en campagne pour associer des partenaires européens à un autre grand projet, *la Reine Margot*, adapté d'Alexandre Dumas, que doit mettre en scène Patrice Chéreau avec Isabelle Adjani.

– Vous êtes également l'animateur de l'ARP (Association des réalisateurs producteurs), qui regroupe presque tous les grands noms du cinéma français...

– Nous comptons devenir une organisation européenne, l'Anglais Roland Joffé vient de rejoindre les quelque quatre-vingts membres de l'ARP, Wim Wenders devrait faire de même. Il est essentiel que les créateurs soient unis à l'échelle de l'Europe quand des décisions vitales pour toute la profession sont prises à Bruxelles. Par ailleurs, l'ARP a créé une sofica et récemment une société de diffusion vidéo, les Nouvelles Messageries vidéo. Il existe aussi un projet de chaîne câblée thématique consacrée au cinéma, qui serait directement gérée par les professionnels. Enfin nous comptons demander audience à Lionel Jospin pour étudier avec lui comment le cinéma pourrait mieux pénétrer dans les écoles et les lycées.

– Jérôme Seydoux, qui possède comme vous le disiez la moitié de Renn Productions, est depuis cet été le propriétaire de Pathé. Qu'est-ce que cela change pour vous ?

– Rien. Je reste maître de mes choix de producteur. J'appartiens au conseil d'administration de Pathé pour donner des conseils. La principale activité de Pathé concerne les salles : il faut préparer les lieux de spectacle de l'avenir. Il n'est pas question, autant que je sache, que Pathé se lance dans la production cinéma, mais dans la production télé. Cela ne me concerne pas. Je ne m'intéresse qu'à la haute couture : le grand cinéma. Et à l'art contemporain. »

Propos recueillis par
JEAN-MICHEL FRODON

(1) *Claude Berri rencontre Leo Castelli* (édité par Renn, 240 pages, 390 F) est un véritable dialogue socratique dans lequel le cinéaste, jouant les disciples néophytes, «accouche» le marchand d'art d'une passionnante histoire de l'art moderne à travers le récit de sa vie.

(2) *Germinal* est sans doute, avec *la Condition humaine*, le roman français qui a suscité le plus de velléités d'adaptation. Seul un film d'Yves Allégret en 1963 a vu le jour jusqu'à présent.

Galabru fait le ménage

En une scène d'*Uranus*, Michel Galabru est entré sans effraction dans le club des très grands. On ne sait pas exactement pourquoi, ni surtout comment, mais tout à coup le comédien qu'on aime bien, qui se galvaude en grommelant depuis tant d'années, disparaît. Sur l'écran, il y a Monglat, seulement Monglat, le personnage que voulait jouer Claude Berri, un spécimen rare de salaud pitoyable, dégoulinant de l'argent du marché noir et de dégoût de soi. Et Galabru, soudain d'une sobriété impitoyable, est ce Monglat-là. L'émotion qu'il provoque ne trompe pas, Raimu donnait la même : cette façon de tailler un rôle dans la masse, pas en surface, ce regard, cette épaisseur, ce poids inespéré d'humanité...

Vous évitant aimablement tout embarras, Michel Galabru, à peine l'a-t-on félicité pour sa prestation dans *Uranus*, répond à la question que vous n'osiez pas poser : *«Ah ! Oui ! Il fallait ça ! Ça rattrape un tas de merdes que j'ai tournées ! Ces films auxquels vous pensez, je les appelle des «ménages». Dans notre jargon, «faire un ménage» signifie qu'on n'est pas vraiment impliqué, on passe chercher le chèque... Mon excuse, c'est que ma tête convenait pour toute une série de gaudrioles un peu franchouillardes, et il faut bien avouer que plus c'était mauvais, plus c'était payé.*

» Mon frère, qui est médecin à Troyes, avait pris l'habitude de me dire : «Quand tu es à l'affiche, on sait qu'il ne faut pas y aller». Combien j'en ai tourné de mauvais ? Je ne sais pas, il paraît que c'est écrasant, 150, 160 peut-être, mais n'oublions pas que là-dedans, il y a des rôles d'une demi-journée. Au cours de ma carrière, je signale tout de même que j'ai fait huit films gratuitement, pour faire plaisir, et que dans certains je suis allé jusqu'à payer mon costume... L'homme n'est pas complètement mauvais. »

Tout comme le palmarès de Galabru qui compte, on le sait, de gratifiants succès au théâtre (*la Femme du boulanger*, mise en scène par Savary récemment) et quelques films notables. Ainsi *le Juge et l'Assassin* de Bertrand Tavernier, en 1976. *«Ah ! oui ! Ça valait la peine, l'assassin, c'est-à-dire moi, avait soudain un alibi. Hélas, un alibi, ça n'est pas éternel. Je me rappelle un vieux comédien, Le Goff, qui n'avait été l'homme que d'un seul rôle. Je me trouvais avec lui devant le tableau de service du Français. Il était très triste : «Vous voyez, je n'ai rien, je ne joue dans rien.» Et moi, pour lui faire plaisir : «Mais vous avez triomphé dans* le Paquebot Tenacity, *de Charles Vildrac.» Et lui : «Comment pouvez-vous vous en souvenir,*



D.R.

***vous n'étiez pas né...»* Le Juge et l'Assassin, *c'était jusqu'ici mon* Paquebot Tenacity...**

Ce sera désormais *Uranus*. Galabru est-il un admirateur de Marcel Aymé ? *«Oui, j'avais souvent rêvé de le jouer. J'aime bien le miroir qu'il nous tend. Ce qu'on voit dedans n'est pas très brillant, mais, quand on se connaît un peu, on voit bien qu'il n'a pas tort. Il était mon voisin de campagne à Grosrouvres. On ne peut pas dire que j'aie réussi à trouver le contact...*

» Quand je suis arrivé sur le plateau d'*Uranus*, pour six jours seulement, alors que les autres étaient là depuis deux mois, ça n'était pas facile non plus. J'avais quelque chose à prouver à Claude Berri. Mme Pagnol m'avait recommandé à lui pour* Jean de Florette, *ça ne s'était pas fait. J'avais été jugé «un peu trop théâtre» ... Bon me voilà devant la scène de Monglat. Il y a beaucoup de texte, j'ai peur, et Dominique Bluzet, qui joue mon fils, aussi. «Tu me crois toujours le bon vivant d'avant-guerre, le papa rigolard qui rencontrait son fils au bordel à deux heures du matin. Tu ne comprends pas que je n'ai plus d'ami, plus de plaisir, que ma seule joie, c'est la souffrance des autres»... Des répliques comme celle-là, il faut les dire... Berri me donne des indications excellentes, je sais que je ne devrais pas faire beaucoup de prises, parce qu'après je me dédouble, comme si je me regardais jouer. Et voilà que la première est la bonne. D'abord un peu de silence, puis les techniciens applaudissent. Bon, c'est vrai, ça fait une petite sensation. Comme un morceau de sucre quand on est cheval. Et qu'on a gagné le tiercé.»

DANIÈLE HEYMANN

« AFGHAN BREAKDOWN », PREMIÈRE SUPERPRODUCTION SOVIÉTIQUE SUR LA GUERRE D'AFGHANISTAN

En mémoire de l'armée rouge

Vladimir Bortko, cinéaste russe, vient de tourner au Tadjikistan soviétique, et en pleine émeute, *Afghan Breakdown*, la première fiction « hollywoodienne » sur la guerre d'Afghanistan. Dans le rôle principal : les forces de l'armée rouge, pourtant mal remises du conflit le plus absurde de leur histoire. Associés au scénario, ces officiers qui, il y a peu encore, auraient tout tenté pour sauver leur peau et la couleur de leur drapeau. Le film devrait sortir en avant-première à Moscou, en présence de Mikhaïl Gorbatchev soi-même. Ironie du sort, le tournage a eu lieu dans une province de l'empire en rébellion ouverte contre Moscou. Des faux obus aux vraies balles, deux combats désespérés pour une souveraineté authentique se télescopent.

Le cinéaste Vladimir Bortko

DOUCHANBÉ (Tadjikistan soviétique)

de notre envoyé spécial

ECRASÉ par un soleil brûlant, le village ocre et silencieux semble dormir. D'abord un léger bourdonnement, là-bas au loin, derrière les montagnes pelées. Quelques secondes plus tard, déchirant l'azur de leurs puissants rotors, un, deux... cinq Hind-24, en formation de combat. Cinq gros frelons d'acier, porteurs de mort ornés de l'étoile rouge. Haut dans le ciel, les hélicoptères passent en vrombissant à la verticale du hameau.

Coups de tonnerre. Des flammes jaillissent, des gerbes de pierraille s'élèvent dans les airs et un monstrueux champignon de poussière amorce une lente ascension vers le soleil. *« Coupez ! »* A cinquante mètres en contrebas, sous l'ombre accueillante d'un vieux noyer, un grand bonhomme rougeaud, chemise bariolée et chapeau de brousse maculé, s'est saisi d'un porte-voix. Quelques applaudissements, et c'est la ruée vers une drôle de buvette adossée à un char d'assaut.

Eté 1990, dans les contreforts soviétiques de la grande chaîne montagneuse du Pamir. Moins de deux ans après la penaude évacuation de l'armée rouge d'Afghanistan, un cinéaste russe de quarante-quatre ans, Vladimir Vladimirovitch Bortko, tourne le premier « méga-culpa » national sur Celluloïd. La référence aux films post-Vietnam de Hollywood est fortement revendiquée par l'auteur. A l'instar des œuvres de Francis Coppola, Michael Cimino et Oliver Stone, ce ne sont pas les valeureux militaires qui sont les méchants dans le film de Bortko, c'est le pouvoir, l'ancien, le « mauvais », celui de la « stagnation ». Johnson, Nixon, Brejnev, même combat...

« Même si nos pertes (officiellement chiffrées à quinze mille soldats tués en neuf ans de guerre) *furent beaucoup plus limitées que celles des Américains*, dit Vladimir Bortko, *nous souffrirons longtemps, en URSS, du syndrome afghan. C'est ainsi avec toutes les guerres, même quand elles sont justes. Et Dieu sait que celle que nous avons menée en Afghanistan fut l'une des plus absurdes et des plus injustes jamais entreprises par mon pays. »* Fin de la séquence explication-justification-mortification.

Les producteurs d'*Afghan Breakdown* – titre provisoire de l'œuvre – se sont assuré la bénédiction, puis *« le plein appui »* des plus hautes instances militaires de Moscou. Ancien commandant en chef des forces d'occupation en Afghanistan, le général Varennikov lui-même, aujourd'hui grand patron de l'infanterie, a donné le premier son martial feu vert. Il fournit le matériel de guerre, les figurants-troupiers et les conseillers de plateau. Deux *« héros authentiques »* de la *« sale guerre »*, le commandant Baxanov et le jeune et beau lieutenant Pougatchov ont été mis à la disposition du film : acteurs et experts en explosifs.

Torse nu barré d'une lourde et photogénique cartouchière de mitrailleuse, le blond lieutenant Sergueï Pougatchov (vingt-huit ans dont quatre passés sur le champ de bataille) estime que les scènes de combat auxquelles il participe sont assez proches de la réalité. Sergueï pourtant n'est pas tout à fait d'accord avec la thèse sous-jacente du film : *« Je ne crois pas qu'on ait eu tort d'aller là-bas, mais je pense qu'on aurait dû s'en retirer beaucoup plus tôt. »*

Mais foin d'état d'âme, les ordres sont les ordres. *« J'essaie,* continue le jeune héros, *de faire ce travail aussi bien que possible. Ne serait-ce qu'en mémoire de mes camarades qui sont restés là-bas. »* Les populations afghanes qui, elles, ont été sacrifiées par centaines de milliers sur l'autel de la grande fraternité internationale prolétarienne, se contenteront d'un rôle de figuration. Pourtant le cinéaste connaît le pays, il y a séjourné deux fois, en compagnie d'un ami journaliste, tué dans un bombardement des moudjahidins. Mais *Afghan Breakdown* n'est pas un film historique, c'est une super-production commerciale, avec effets spéciaux en veux-tu, en voilà, du sang par hectolitres et assez de poudre pour faire sauter Leningrad. Coût prévu de l'opération : 10 à 12 millions de dollars, soit, au bas mot, l'équivalent d'une bonne vingtaine de productions russes traditionnelles. Sans compter les services gracieux de la grande armée rouge... Hélicoptères de combat, avions de chasse, bombardiers, chars d'assaut, divisions blindées, etc. A côté de son film, laisse comprendre Vladimir Bortko, fasciné comme tout bon antimilitariste par les engins de guerre, même *Apocalypse Now* ressemblera à un pique-nique pour jeunes filles. L'armée rouge, qui ne sait plus trop quoi faire de toute sa ferraille, virtuellement réformée pour cause de perestroïka, y veillera... *« J'ai vu le film de Coppola plusieurs fois*, raconte d'ailleurs le réalisateur. *Au plus fort de la fameuse attaque américaine contre le village vietnamien, sur fond wagnérien, j'ai compté treize hélicos sur l'écran. J'en ai donc réclamé trois fois plus pour mon film. »* Pour la dernière grande scène d'*Afghan Breakdown*, on verra donc quarante Hind-24, toutes pales dehors, se lancer à l'attaque du bastion montagneux des « douchman » (l'ennemi).

« L'idée, reprend Bortko, *est de montrer qu'une armée, aussi puissante soit-elle – et Dieu sait que la nôtre l'était, – ne peut rien contre la détermination d'un peuple. »* Banalité postcoloniale ? Certes. Mais aussi tragique ironie de l'histoire d'un film pavé de bonnes intentions. La frontière afghane est tout près, à portée de canon de Douchanbé et les Tadjiks musulmans de cette République soviétique sont même moins nombreux que leurs cousins tadjiks de l'ancien royaume voisin.

Larges avenues ombragées, coquettes datchas perdues dans une luxuriante verdure, architecture stalinienne pour les bâtiments publics et circulation paisible autour du parc des Pionniers : la ville tadjik a toutes les apparences de ce qu'elle est, une sous-préfecture coloniale russe, tranquille et proprette. Mais là comme ailleurs au pays d'Octobre, les logements sont rares et les familles autochtones les plus pauvres s'entassent misérablement à la périphérie. En février 1990, alors même que le tournage d'*Afghan Breakdown* se mettait en place depuis une semaine, une émeute *« islamiste »* éclatait. Prétexte : les autorités locales ont laissé entendre que, à la demande de Moscou, la capitale de la République va accueillir deux à trois mille réfugiés arméniens terrorisés par les musulmans azéris.

En quelques heures à peine, la nouvelle de « l'invasion arménienne » connue, *« une horde de jeunes islamistes fanatisés »*, dixit la gazette locale, se répand dans la ville et s'attaque aux symboles de l'Etat. Le siège du parti est mis à sac. Dans les rues, les « colonialistes » russes qui représentent plus de 40 % des cinq cent mille habitants de la cité sont insultés et malmenés. Des femmes tadjiks jugées trop occidentalisées sont battues en public, des fonctionnaires massacrés à coups de couteau et des policiers lynchés à la barre de fer. Quand les autorités se décident à appeler la troupe à leur rescousse, on compte déjà vingt-six cadavres et l'hôpital est débordé. Le Tadjikistan vit sa première grande émeute contre l'empire.

Cependant, à vingt kilomètres du drame, dans les montagnes, cinq cents moujiks de l'armée rouge jouent *à la guéguerre devant une caméra. Afghan Breakdown* suit son cours, l'équipe ne se doute de rien. Emmitouflé dans un treillis matelassé, l'Italien Michele Placido s'évertue à gommer de son jeu les tics gestuels typiquement transalpins qui ont fait sa gloire sur le petit écran. *« Le réalisateur*, confiera-t-il en souriant comme un bon élève, *m'a expliqué qu'un Russe a toujours une lueur mélancolique dans le regard. Je m'applique. »*

Au fond, le commissaire anti-mafia de *la Pieuvre* – série de la RAI vue en France sous le titre de *Raid contre la mafia* qui a apporté à l'acteur une certaine célébrité internationale, – est un peu de la même famille que le major Bandura, héros principal d'*Afghan Breakdown*, celle des demi-dieux tragiques, trahis et abandonnés dans des combats perdus d'avance. Lâché par ses supérieurs, écœuré par les flots de sang qu'il est contraint de verser, bouleversé par les cadavres de tous ces jeunes paras qui rentrent par dizaines chaque semaine dans les soutes de « la tulipe noire », le gros Antonov-12 qui ramenait les cercueils des soldats tombés au champ d'honneur, Bandura-Placido comprend finalement *« l'absurdité et l'injustice »* de cette guerre finissante. Il ne rentrera plus jamais chez lui.

La Pieuvre a obtenu un succès considérable en Union soviétique et c'est grâce à elle que Placido fut choisi. Lenfilm, le studio de Leningrad, principal producteur d'*Afghan Breakdown*, fera tout pour dissuader Bortko d'engager un Italien pour camper un héros si typiquement soviétique. Alexandre Goloutva, directeur du studio, a pourtant de grandes ambitions dans le domaine des coproductions internationales, mais pour cette histoire de guerre, vraiment, il aurait souhaité l'estampille nationale exclusive.

Mais le réalisateur et, au bout du compte, Lenfilm n'ont pas eu à s'en plaindre. Apportant 30 % du budget, la société Clemi Cinematografica, qui a signé un contrat de trois films avec l'acteur italien, s'est finalement révélée un partenaire très utile. D'abord pour payer le cachet de Placido. Ensuite parce que la Clemi fournit une pellicule de qualité et du matériel sophistiqué pour le montage (en échange, la firme romaine obtenait l'exclusivité de la vente du film en Occident). Et, avantage imprévu, la présence de la vedette de *la Pieuvre* a peut-être sauvé *Afghan Breakdown* d'un désastre.

Car le 13 février dernier, quand Douchanbé s'enflammait, Michele Placido était là. Plié en deux à l'intérieur d'un char de l'armée rouge, il rentrait du site de tournage. Toute l'équipe suivait, ignorante de ce qui se passait en ville. Tout à coup, des manifestants ont cerné en hurlant le petit convoi blindé. *« J'ai entendu les balles siffler dans les rues avoisinantes »*, se souvient l'acteur. *« Cette fois, ce n'était plus du cinéma. Alors, presque instinctivement, je suis sorti sur la tourelle. Et là ce fut le miracle !* « C'est le commissaire Catani ! », *a hurlé quelqu'un. On m'a serré les mains, j'ai signé des autographes et nous avons tous pu regagner l'hôtel sans encombre. »* Deux heures plus tard, alors qu'il s'approchait d'une fenêtre pour photographier l'émeute, un employé administratif de la production s'écroula, raide mort, atteint d'une balle en pleine tête.

A Kaboul, quand sortira *Afghan Breakdown* au début de l'an prochain, il est possible que le régime communiste du camarade-président Najibullah soit encore en place. A Douchanbé, une semaine après la fin du tournage d'août, le Parlement local s'est réuni. Et il a décrété *« l'indépendance »* de la République socialiste du Tadjikistan. Pour de vrai...

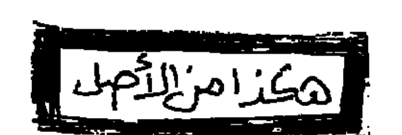
PATRICE CLAUDE





Michele Placido dans le rôle du major russe Bandura

D.R.



« LES TORTUES NINJA », UN FILM DE STEVE BARRON

Avoir cinq ans dans les égouts

Il va bien falloir s'y faire. Sur nos écrans de cinéma débarquent, en direct des égouts de Manhattan, quatre amours de tortues qui font le bien à coup de manchettes. Les enfants craquent, et les parents trinquent. Dans la vitrine des grands magasins, tout l'attirail des bébêtes à l'usage des enfants sages.

« T*ON truc, c'est géant. Kawabanga !* » Théo Beauchamp (ça se prononce Beecham) a cinq ans, il habite New-York, le « tortue » est sa deuxième langue : *« Hey, dude », « Awesome »* et *« Cowabunga »* – locutions qui ont le don de hérisser ses parents – font partie de son vocabulaire quotidien. Il est l'exemple-type de l'effet Tortues ninja qui déferle depuis huit mois sur l'Amérique et qui, avec la sortie en France de *Tortues ninja*, le film, aborde nos rivages.

Tout héros de bande dessinée a ses petits travers : Batman dort suspendu par les pieds dans sa bat-cave ; Superman se déshabille dans les cabines téléphoniques ; les tortues ninja vivent dans les égouts, font du karaté, ne mangent que des pizzas – et rapportent un argent fou. Elles sont partout : dans les albums de bande dessinée, à la télévision, sur scène (spectacle musical), chez les marchands de jouets où les recettes (avant la période de Noël) approchent les 150 millions de dollars, presque autant que le film depuis sa sortie américaine le 30 mars dernier.

En traversant aujourd'hui l'Atlantique, les Tortues simplifient leur fiche signalétique. En France, elles ne sont plus « teenagers » ni « mutantes » – le titre original du film est *Teenage Mutant Ninja Turtles*, – elles ne sont que ninja. En Grande-Bretagne, elles demeurent adolescentes et mutantes ; en revanche, elles ne sont plus ninja mais « héroïques ».

Deux illustrateurs-scénaristes, Peter Laird et Kevin Eastman, sont à l'origine des *Tortues* (ninja, adolescentes *et* mutantes). Visant la parodie des super-héros de *comics*, ils inventent en 1983 un rat nommé Splinter, mascotte d'un noble maître en arts martiaux (les ninja sont de super-samouraïs) doté de pouvoirs spirituels et magiques. Lorsque celui-ci est tué par Shredder le Balafré, Splinter se réfugie dans les égouts de Manhattan. New-York étant la capitale mondiale de l'« incident technique », sa tanière est bientôt inondée par une vague de déchets radioactifs apportant dans son sillage quatre bébés tortues. Suite aux radiations, Splinter devient un maître ninja (?!), il prend les petites tortues sous sa protection, leur donne des noms de peintres de la Renaissance (Michel-Ange, Raphaël, Léonard et Donatello), les initie à la philosophie et aux arts martiaux (nos héroïnes s'initieront d'elles-mêmes à l'adolescence « normale » au cours d'escapades nocturnes).

En 1988, le « concept » des tortues se voit plus précisément « ciblé » sur les enfants de cinq à dix ans. Le triomphe est fulgurant : plus de six cents produits sont lancés sur le marché sous le label Tortues ninja ; le processus est amplifié par un feuilleton d'animation à la télévision. Moralité : la violence s'atténue et la bière disparaît. Pour le passage au cinéma – le film mêle les « créatures » aux humains, – les masques et les visages ont été fabriqués dans les ateliers londoniens de Jim Henson, l'inventeur des Muppets récemment disparu ; « New-York » est en fait un décor érigé dans les studios De Laurentiis en Caroline-du-Nord ; il servit de cadre à *l'Année du dragon*, de Michael Cimino...


D.R.
Michel-Ange, Raphaël, Léonard et Donatello

On retrouve la permanence, chère à Joseph Campbell, des mythes et des légendes recyclés par George Lucas. Si Splinter et Shredder sont des variations du Yoda et de Darth Vader de *la Guerre des étoiles*, les quatre Tortues évoquent *les Trois Mousquetaires (« Un pour tous, tous pour un »)*.

« On regarde la télé, on mange ce qu'on veut et autant qu'on veut, on est entre copains, on se sent protégé, on s'entraide », poursuit le petit Théo Beauchamp, qui rêve depuis huit mois d'être une tortue. *« Le karaté, c'est bien*, ajoute-t-il, *parce qu'on se défend, on fait pas mal. Et puis ça demande de la concentration. Je me concentre mieux à l'école, maintenant. »* Théo n'exhorte plus ses parents à emménager dans les égouts. Passant devant un geyser provoqué par la rupture d'une conduite d'eau principale – le lot quotidien des rues de Manhattan, – il réfléchit puis dit : *« C'est dangereux, là-dessous. Maintenant, je comprends pourquoi il faut que j'attende d'avoir treize ans pour y habiter. »*

Mais les Tortues n'ont pas que des fans. Si, reconnaît la Coalition nationale contre la violence à la télévision, le bien triomphe ici du mal, elle s'inquiète d'une certaine valorisation du combat et de son impact sur un public qui fait encore mal la part du fantasme et de la réalité. L'univers décrit par *les Tortues ninja* est par essence belliqueux, estime la Coalition.

Parenthèse. Transposé chez les adultes, l'infâme Shredder pourrait s'appeller Khomeiny (hier), Saddam Hussein (aujourd'hui) ou encore Extrême-Oriental (toujours). Faut-il y voir un reflet de l'inquiétude américaine devant le rachat progressif des Etats-Unis par le Japon ? L'hypothèse n'est pas complètement absurde. *« Je suis de nouveau en retard sur mon paiement à Sony ! »*, s'écrie le (seul) personnage féminin (humain) du film lorsqu'il est coincé dans une ruelle par les affidés de Shredder. Fin de la parenthèse.

A la télévision américaine, l'audience du samedi matin concerne la tranche d'âge – entre deux et onze ans – la plus recherchée par les annonceurs, surtout à l'approche des fêtes de fin d'année. Lanterne rouge des *networks* depuis près de dix ans pour cette tranche, CBS vient, grâce à *Tortues ninja*, de passer en tête des sondages.

L'industrie qui s'y rapporte représenterait, selon l'hebdomadaire *Variety*, un chiffre d'affaires de 350 millions de dollars. Par conséquent, les *Tortues ninja 2* sortiront aux Etats-Unis le 22 mars 1991. Courage...

HENRI BÉHAR

★ Lire ci-contre sous la rubrique « Films nouveaux » la liste des salles.

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît dans *le Monde* du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Montalvo et l'Enfant

de Claude Mouriéras, avec Mathilde Altaraz, Christophe Delachaux, Robert Seyfried, Jean-Claude Gallotta, Michel Ducret. Français, noir et blanc (1 h 15).

Autour de l'univers du chorégraphe Jean-Claude Gallotta, la découverte du monde des adultes par un enfant à travers des métaphores tauromachiques.

VO : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

Raspad

de Mikhail Belikov, avec Sergei Shakurov, Tatiana Kochemasova, Stanislav Stankevich, Georgi Drozd, Alexi Cerebriakov. Soviético-américain (1 h 45).

Une « fiction » tragiquement réelle consacrée à la catastrophe de Tchernobyl, à ses conséquences et à ce qu'elle symbolise : l'implosion d'un système social meurtrier.

VO : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

Rez-de-chaussée

de Igor Minalev, avec Maxim Kiseliev, Evguenia Dobrovolskaia, Svetlana Kruchkova, Nicolai Tokar, Ludmila Davidova, Alexandre Berda. Soviétique, noir et blanc (1 h 10).

Sur fond d'effondrement des valeurs du socialisme réel, un jeune homme découvre l'amour au contact d'une jeune femme aux mœurs trop libres, à l'appétit de vie trop insatiable pour lui. Humour, sensualité et regard acerbe sur le quotidien russe, servis par un noir et blanc superbe.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Rose des sables

de Mohamed Rachid Benhadj, avec Boubakeur Belaroussi, Dalila Helilou, Atmane Ariouet, Boumedienne Serat, Nawal Zaatar, Karima Hadjar. Algérien (1 h 50).

Cette poétique évocation des rapports entre un frère et une sœur dans une oasis du grand Sud algérien a remporté le Tanit d'argent au dernier Festival de Carthage.

VO : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

Step Across the Border

film musical de Nicolas Humbert et Werner Penzel avec les musiciens Fred Frith, Joey Baron, Iva Bitova, Tom Cora, Jean Derome, Pavel Fajt, Eitetsu Hayashi. Suisse allemand noir et blanc (1 h 30)

« Ecoute, et pense » demande le texte de la chanson qui donne son titre au film, en incitant à faire *« un pas au-delà de la frontière »* : le guitariste anglais Fred Frith et une joyeuse bande d'acolytes invitent à un voyage aux limites de la musique et du cinéma, qui passe par des paysages oniriques, des notations surréalistes, le recyclage des objets et des bruits quotidiens pour retrouver sur l'écran les équivalences visuelles des interprétations de l'instrumentiste. Un *road movie* à suivre en dansant, les oreilles et les yeux grands ouverts, au gré de cette improvisation à quatre mains qui donne même place à une apparition du grand Robert Franck.

14 Juillet Parnasse 6e (43-26-58-00).

Les Tortues ninja

de Steve Barron, avec Judith Hoag, Elias Koteas, Josh Pais, Michelan Sisti, Leif Tilden, David Forman. Américain (1 h 32).

Lire notre article ci-contre.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, dolby, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; U.G.C. Biarritz, 8e (45-62-20-40).
VF : Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; Rex, dolby, 2e (42-36-83-93) ; U.G.C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, dolby, 9e (47-70-33-88) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Uranus

de Claude Berri, avec Philippe Noiret, Gérard Depardieu, Jean-Pierre Marielle, Michel Blanc, Fabrice Luchini, Michel Galabru, Gérard Desarthe. Français (1 h 40).

(Lire nos articles page 18 et 19.)

Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapés, dolby, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; Bretagne, dolby, 6e (42-22-57-97) ; U.G.C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; George V, THX, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, dolby, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, handicapés, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; U.G.C. Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

La Vidéothèque fait chanter Paris

Pendant plus d'un mois, du 12 décembre au 27 janvier 1991, la Vidéothèque de Paris, en cent films et soixante séances, propose aux fous chantants une traversée de la capitale en musique : *« Paris qui chante »*.

Tous les genres de l'image et de la musique seront représentés. Fictions, documentaires, dessins animés, publicités chantées, scopitones, variétés télévisées, clips, autant de supports pour la chanson populaire du tournant du siècle, l'opérette, le rock et les musiques du monde, qui ont toujours trouvé à Paris un public fervent dans des salles souvent devenues mythiques. Toutes les après-midi du mercredi seront consacrées, à partir de 14 h 30, au jeune public en deux heures de programmes courts. Quatre « cartes blanches » ont été par ailleurs données à des professionnels. La première, du vendredi 14 décembre (à partir de 20 h 30) au dimanche 16 décembre, est organisée par la SEPT et son magazine Mégamix. Au programme, reprise des magazines consacrés au Proche-Orient, à Paris, capitale des musiques du monde, et à la Yougoslavie (le 14 à 20 h 30), spécial Antilles (le 15 à 14 h 30) et spécial rock français (le 16 à 18 h 30).

La deuxième carte blanche a été donnée le mercredi 19 décembre au critique et réalisateur Philippe Collin, qui a choisi de projeter *Femmes Femmes*, film de Paul Vecchiali (18 h 30), et un film-montage sur le cinéma musical des années 30 qu'il a lui-même réalisé : *Ciné-Follies* (20 h 30). Le 9 janvier, troisième carte blanche en compagnie de Chantal Akerman. Elle commence à 18 h 30 avec un reportage de 1932 sur Fréhel, suivi de *Rue de la Gaîté*, film de Jean-Marie Drot réalisé en 1963, et de *Damia*, film de Juliet Berto réalisé en 1989. A 20 h 30 sera projetée la comédie musicale réalisée par Chantal Akerman en 1985, *The Golden Eighties*.

Retour à la chanson populaire pour l'ultime carte blanche proposée par le chanteur Mouloudji le 23 janvier. Hommage (à partir de 18 h 30) à Aristide Bruant avec un documentaire de François Guillen, à Maurice Chevalier, aux années 30 avec une émission de la série « Dim Dam Dom », de Gérard Poitou, et à Edith Piaf avec la projection d'*Etoile sans lumière*, de Marcel Blistène (20 h 30).

De très nombreux hommages seront rendus aux grandes voix du passé et d'aujourd'hui : Juliette Gréco (le 20 décembre à 15 heures), Brassens avec le film *Porte des Lilas*, de René Clair (le 20 décembre à 18 h 30), Bécaud (le 29 décembre à 16 h 30), Hallyday (le 5 janvier à 14 h 30), Gainsbourg (le 5 janvier à 18 h 30), Barbara (le 14 janvier à 18 heures), Ferré (le 15 janvier à 16 h 30), entre beaucoup d'autres.

★ « Paris qui chante ». Vidéothèque de Paris, porte Saint-Eustache, Grande Galerie du Forum des Halles. Tél. : 40-26-34-30. *Minitel* : 3614 VDP14 et 3615 VDP15.

CINÉMA

SÉLECTION PARIS

Les Affranchis

de Martin Scorsese, avec Robert De Niro, Ray Liotta, Joe Pesci, Lorraine Bracco, Paul Sorvino. Américain (2 h 21).

L'ascension et la chute d'un second couteau de la Mafia new-yorkaise sert de prétexte à Martin Scorsese pour un film « total » sur un univers avec ses lois, sa langue, son code de l'honneur et sa violence, son humour et même sa gastronomie. D'une virtuosité éblouissante, changeant sans cesse de registre mais conservant une tension qui ne se relâche pas, *les Affranchis* est, tout simplement, un grand film.

VO : U.G.C. Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07). VF : U.G.C. Opéra, 9e (45-74-95-40).

L'Aiguillon de la mort

de Kohei Oguri, avec Keiko Matsuzaka, Ittoku Kishibe, Takenori Matsumura, Yuri Chikamori, Midori Kiuchi. Japonais (1 h 54).

Lui ne comprend pas comment il n'est pas mort durant la guerre qui vient de s'achever. Elle ne comprend comment il a pu la tromper avec une autre femme. De ces déchirements d'un couple, Kohei Oguri fait un vertigineux poème de sensations, de terreurs et de beauté, qui fascine inoubliablement.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

La Cité des douleurs

Hou Hsiao-Hsien, avec Toni Leung, Hsin Shu-Fen, Chen Sown-Yung, Kao Jai, Li Tien-Lu, Wu Yi-Fang. Chinois de Taïwan (2 h 38).

Les destinées croisées de trois frères servent de fil conducteur à cette évocation de Taïwan entre la fin de la domination japonaise et sa transformation en base de repli des nationalistes chinois. La complexité et la maîtrise de sa mise en scène révèlent un cinéaste.

VO : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, handicapés, 14e (43-21-41-01).

Darkman

de Sam Raimi, avec Liam Neeson, Frances McDormand, Colin Friels, Larry Drake, Nelson Mashita. Américain (1 h 35).

Un savant génial pillé et laissé pour mort par une bande d'affreux revient d'entre les ombres pour exercer sa terrible vengeance. Ou la preuve par le bruit et la fureur qu'un scénario de série B horrifique peut encore donner de jolis résultats, pourvu qu'un vrai cinéaste tienne la caméra.

VO : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, dolby, 8e (45-62-41-46). VF : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

La Désenchantée

de Benoît Jacquot, avec Judith Godrèche, Marcel Bozonnet, Yan Desny, Malcolm Conradt, Thérèse Liotard, Thomas Salsman. Français (1 h 18).

Trois jours dans la vie d'une adolescente, trois rencontres avec trois hommes différents, ce sont autant d'épreuves de passage franchies par l'héroïne avec finesse, avec élégance, dans un élan vital de se préserver sans se fermer au monde. Le portrait d'une jeune fille d'aujourd'hui sans complaisance ni clinquant dessiné par un cinéaste attentif, et incarné par une jeune actrice épatante.

Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).





D. R.

Si la Belgique occupe une place relativement modeste au sein des cinématographies du monde, elle peut être le pays où l'on s'est le plus intéressé aux liens entre cinéma et peinture, qu'il s'agisse de documents sur l'art, de fictions ou de films réalisés par des peintres en relation avec leur travail. L'exposition « L'Art en Belgique, Flandre et Wallonie au XXe siècle » *(lire l'article de Geneviève Breerette page 27)* trouve donc un heureux complément en présentant un florilège de ces réalisations. Photos ci-contre : *Monsieur Fantomas,* d'Ernst Moerman (1937) et en dessous *Fêtes en Belgique,* d'Henri Storck (1972). (Du 13 décembre au 10 mars au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Tél. : 47-23-61-27.)

La Discrète

de Christian Vincent, avec Fabrice Luchini, Judith Henry, Maurice Garrel, Marie Bunel, François Toumarkine, Brice Beaugier. Français (1 h 35).

Le *« elle est immonde ! »* de Fabrice Luchini deviendra-t-il une réplique célèbre du cinéma français ? Il le mériterait tant ce premier film construit autour d'une manipulation amoureuse qui se transforme en vérité sentimentale enchante et fait rire.

Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, handicapés, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, handicapés, 18e (45-22-47-94).

Pepi, Luci, Bom et autres filles du quartier

de Pedro Almodovar, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotaeta, Pedro Almodovar. Espagnol (1 h 18).

Avant de devenir la figure de proue du cinéma espagnol actuel, Almodovar était déjà un esprit trublion, délirant joyeusement sur des canevas de polar et de roman-photo. Pour son premier long métrage, réalisé avec quelques copines et une poignée de pesetas, il s'amusait sans complexe. Il amuse toujours.

VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

Printemps perdu

d'Alain Mazars, avec Song Xiao Chuan, Ru Ping, Ding Jiaqing, Zhang Jiqing, Xu Hua, Fu Cai. Français (1 h 32).

En reconstituant l'éternel triangle amoureux dans la Chine au lendemain de la révolution culturelle, Alain Mazars parvient à la fois à évoquer la dureté de la réalité chinoise et à raconter un émouvant poème d'amour fou.

VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

Tante Julia et le scribouillard

de Jon Amiel, avec Peter Falk, Barbara Hershey, Keanu Reeves, Bill McCutcheon, Patricia Clarkson, Richard Portnow. Américain (1 h 45).

Adaptée du roman de Vargas Llosa, la très délirante et très hilarante histoire de Pedro, l'auteur de feuilletons radio et de comment il organisa les amours entre un adolescent coincé et une beauté fatale. Peter Falk déchaîné, Barbara Hershey éblouissante.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79). VF : U.G.C. Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

Taxi Blues

de Pavel Lounguine, avec Piotr Mamonov, Piotr Zaitchenko, Vladimir Kachpour, Natalia Koliakanova, Hal Singer, Elena Saphonova. Franco-soviétique (1 h 50).

De la rencontre entre un musicien ivrogne (c'est-à-dire qui boit encore plus que la moyenne des Russes) et un chauffeur de taxi au front bas et au grand cœur, Pavel Lounguine fait une vertigineuse descente aux enfers dans le Moscou d'aujourd'hui.

VO : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

Tilaï

d'Idrissa Ouedraogo, avec Rasmane Ouedraogo, Ina Cisse, Roukietou Barry, Assane Ouedraogo, Sibidou Sidibe, Moumouni Ouedraogo. Burkinabé (1 h 21).

Une histoire d'amour et de trahison, une histoire de liberté aussi, qui fonce droit à l'essentiel dans la somptueuse mise en scène d'un réalisateur qui, après *Yaaba*, se confirme comme un nom important du cinéma mondial.

VO : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, handicapés, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

Un thé au Sahara

de Bernardo Bertolucci, avec Debra Winger, John Malkovich, Campbell Scott, Jill Bennett, Timothy Spall, Amina Annabi. Britannique (2 h 15).

Moins l'avancée dans le désert de trois voyageurs américains que leur éloignement progressif des artifices, du langage, des faux-semblants. Le voyage peut être mortel, il est sans fin. Pas à pas la mise en scène épouse le parcours du récit en une épure où l'émotion augmente en intensité en se débarrassant du romanesque. Du grand Bertolucci.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, TodAO, 1er (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, TodAO, 8e (43-59-04-67) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, TodAO, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, handicapés, dolby, TodAO, 15e (43-06-50-50). VF : Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

REPRISES

L'Italien des roses

de Charles Matton, avec Richard Bohringer, Isabelle Mercanton, Chantal Darget, Cécile Vassort, Pierre Santini, François Brincourt. Français, 1972 (1 h 30).

Il y a des nuits trop chaudes où trop de silence fait qu'on se retrouve sur un toit, en équilibre. Et la foule en bas qui attend qu'on saute... Poème noir de lucidité, blême de fureur contre la laideur et l'injustice, poème en noir et blanc où brille pourtant la compassion, *l'Italien des roses* qui révélait Richard Bohringer en acteur signalait aussi la naissance d'un beau cinéaste. Dix huit ans plus tard, on attend toujours la suite.

L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

M le Maudit

de Fritz Lang, avec Peter Lorre, Otto Wernicke, Gustaw Gründgens, Ellen Widmann, Inge Landgut, Theodor Loos. Allemand, 1931, noir et blanc (1 h 58).

C'était la traque d'un tueur d'enfants dans les rues de la grande ville par la police et la pègre dérangées par ce sanglant disturbateur. C'était une métaphore du nazisme montant en même temps qu'un suspens bouleversant. C'était la révélation de l'acteur Peter Lorre. C'était surtout le premier film parlant de Fritz Lang, un pur chef-d'œuvre. L'avoir déjà vu à la télé compte pour du beurre, c'est au cinéma que *M* est vraiment grand.

VO : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Cinémathèque française salle du Palais de Tokyo, 16e (47-04-24-24).

Le Magicien d'Oz

de Victor Fleming, avec Judy Garland, Billie Burke, Margaret Hamilton, Ray Bolger, Jack Haley, Bert Lahr. Américain, 1939 (1 h 42).

En chemin pour voir le magicien, le merveilleux magicien d'Oz, Dorothy, l'épouvantail, l'homme de fer blanc et le lion trouillard sur la route de briques jaunes ont enchanté des génération de spectateurs et il n'y a aucune raison pour que cela change : les tribulations de la gamine en escarpins de rubis restent ce qu'on a fait de mieux en matière de fantastique joyeux.

VO : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Action Champs-Elysées, 8e (43-25-71-89).

To Be or not to Be

d'Ernst Lubitsch, avec Carole Lombard, Jack Benny, Robert Stack. Américain, 1942, noir et blanc (1 h 40).

Sur le canevas loufoque et périlleux d'un quiproquo organisé par des comédiens polonais pour berner l'occupant nazi, Lubitsch construisait le plus élégant et le plus hilarant des hommages au monde du spectacle.

VO : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

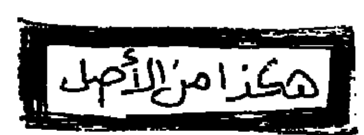
Un homme qui dort

de Georges Perec, Bernard Queysanne, avec Jacques Spiesser, la voix de Ludmila Mikael. Franco-tunisien, 1974, noir et blanc (1 h 21).

En adaptant son roman au cinéma, Georges Perec faisait d'un exercice littéraire ascétique consacré au retrait du monde d'un jeune homme qui tente de réduire sa vie aux fonctions les plus élémentaires, une sorte de rêve éveillé à travers Paris qui traduisait le malaise de toute une génération. Et fascinait l'œil.

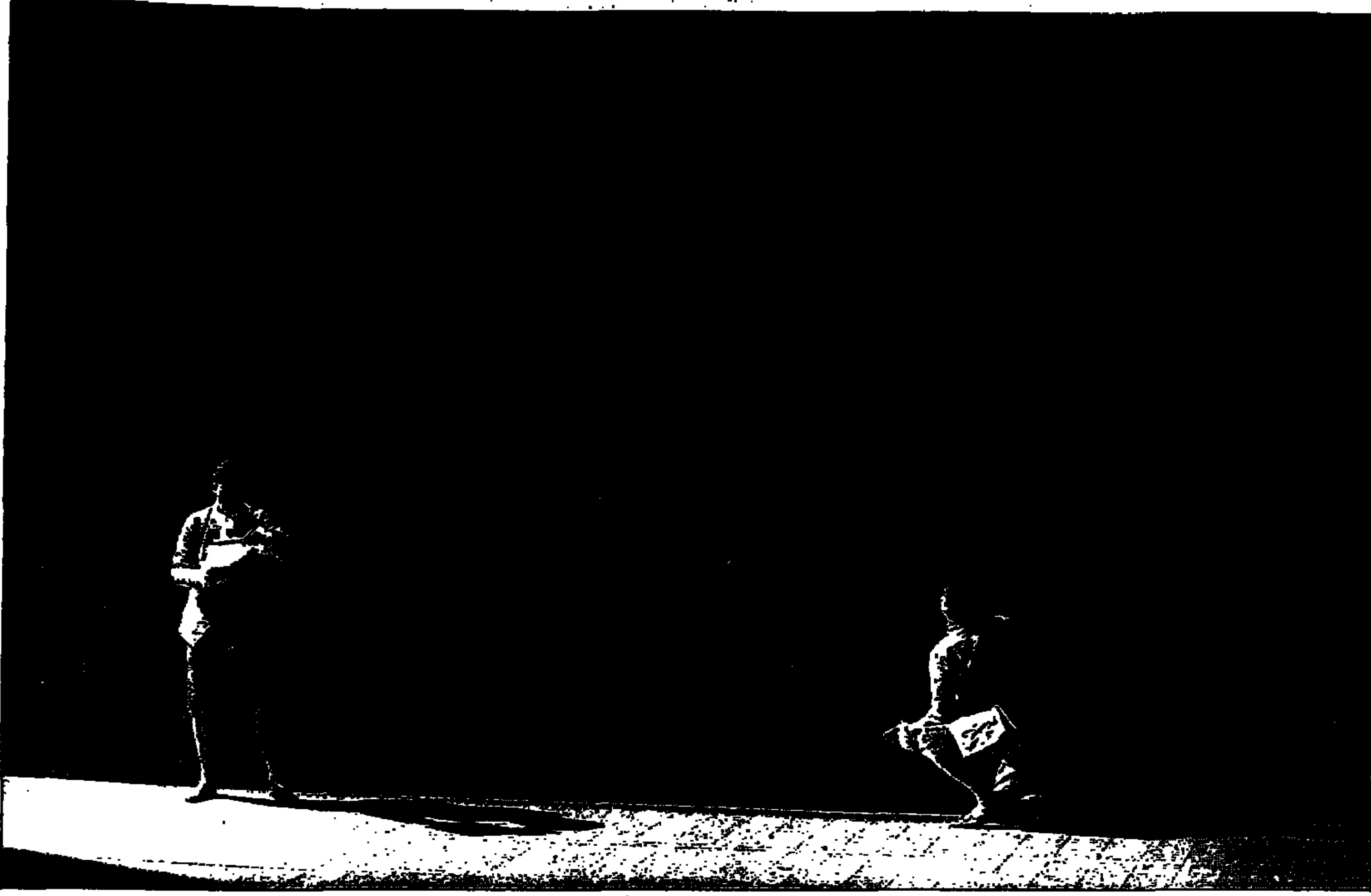
L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

La sélection « cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon



« LE BARBIER DE SÉVILLE », A LA COMÉDIE-FRANÇAISE

L'endiablé de Madrid



MARC ENGUERAND

Thierry Hancisse et Jean-Pierre Michael.

Huit ans avant d'écrire son *Barbier*, Beaumarchais avait séjourné près d'un an à Madrid. Si sa pièce ne doit rien ou peu aux mœurs ibériques, elle est l'occasion de s'interroger sur les siennes. Il fut dépêché là-bas pour affaires, en profita pour intriguer beaucoup avant que d'être prié fermement par le représentant du roi de France de bien vouloir se tenir à carreau.

L'ESPAGNE, il y avait fait, huit ans avant d'écrire la pièce, un séjour animé. De mai 1764 à mars 1765. Pourquoi donc? Pour réaliser un projet d'un grand homme d'affaires parisien : Joseph Pâris-Duverney. Sans ce Pâris-Duverney, Beaumarchais aurait pu rester horloger. Peut-être bien n'aurait pas écrit. Financier chevronné, Duverney avait atteint, en 1723, le poste de contrôleur général des finances. Mais trois ans plus tard il était démis, pour « imprudences ». S'ensuivent pour lui des temps difficiles, lorsque, en 1745, Mme de Pompadour, qui s'est entichée de lui, le remet en selle, un peu, pour des opérations privées : il reste mal vu par le roi. Jusqu'en 1760.

Cette année-là, notre Beaumarchais, qui n'est pas encore remarqué, qui tire le diable par la queue, et qui, pour gagner quelques louis donne des leçons de musique aux quatre filles de Louis XV, rencontre chez elles Pâris-Duverney. Il voit à l'instant en lui le mécène de ses rêves, et, pour l'amadouer, il convainc Adélaïde, Victoire, Sophie et Louise, d'obtenir de leur roi-papa qu'il aille visiter en personne de grands bâtiments que Duverney vient de construire : un hôtel des Invalides.

Chose suppliée par les petites, chose obtenue : le geste du roi relance, re-accrédite Duverney, qui en éprouve pour Beaumarchais une reconnaissance infinie : il lui fait plusieurs ponts d'or. D'autant plus qu'il flaire en Beaumarchais un homme d'affaires accrocheur, efficace, un vrai fonceur. Et de lui confier, en 1764, une mission d'envergure : se rendre à Madrid, afin de décrocher le monopole du transport des esclaves vers les possessions espagnoles d'Amérique. Un contrat d'énormes profits que détiennent, bien sûr, les Anglais. Du même coup, obtenir le marché de la mise en valeur des terres de la Louisiane et d'une région d'Andalousie alors presque désertique, à l'est de Cadix, la sierra Morena. En échange, Duverney s'engage à ravitailler, notamment en blé et en orge, l'ensemble des troupes espagnoles cantonnées outre-mer, qui, depuis quelque temps, claquent du bec.

Beaumarchais part pour Madrid, avec quatre atouts. Le premier : des montagnes d'argent, avancées par Duverney (la traite des Noirs rapportera tellement plus !). Le deuxième : un « brevet » accréditif, signé par Louis XV. Le troisième : une lettre tout affectueuse que Mgr de Jarente, évêque d'Orléans (ami de Beaumarchais) adresse à sa nièce, qui est devenue l'épouse d'un Madrilène de conséquence, le marquis de La Croix. Le quatrième atout : la sœur aînée de Beaumarchais, Marie-Josèphe, vit à Madrid. Son mari, Louis Guibert, un maître-maçon, est parti s'y installer en 1748 ; avec le jeune ménage est partie une autre sœur de Beaumarchais, Lisette, qui est fiancée, là-bas, à un modeste négociant, Jean Durand. Côté famille, ce n'est pas trop brillant, mais c'est tout de même un point de chute, et une entremise pour des relations éventuelles.

A Madrid, Beaumarchais commence par devenir l'ami très cher de la cousine de l'évêque. Avec le marquis de La Croix, commandant en chef du génie, cela fait un trio de belle humeur. Et Beaumarchais, pas jaloux, s'emploie, dans la foulée, pour donner un coup de pouce à ses desseins économiques, à ce que la marquise devienne la favorite du roi d'Espagne. Mais, surtout, il découvre vite que sa sœur Lisette, qui est sur le point d'épouser le petit Durand, a été la victime, consentante puis délaissée, d'un personnage très « utile », archiviste de la couronne, directeur du journal *El Pensado*, Joseph Clavijo.

Comptant pour rien les sentiments de sa sœur, Beaumarchais s'ingénie d'abord à faire échouer le mariage Durand : *« Il m'a fallu user de moyens doux pour rompre un lien que l'espérance et l'habitude avaient cimenté de l'une et l'autre part. »* Après quoi Beaumarchais fait irruption chez Clavijo, lui pointe (réellement) un pistolet sur la gorge et lui fait écrire et signer une déclaration : *« J'ai trompé Mlle Caron, par la promesse d'honneur mille fois réitérée de l'épouser, à laquelle j'ai manqué, sans qu'aucune faute ou faiblesse de sa part ait pu servir de prétexte... »* Clavijo, soufflé et assez fasciné aussi par la *furia francese* de Beaumarchais, va lui jurer plusieurs fois d'épouser enfin Lisette, mais toujours se dérobera. Et Lisette se retrouvera sans aucun des deux fiancés : *« J'ai déterminé ma sœur à rester fille »*, écrit froidement Beaumarchais. Et le pauvre Durand, éploré, mais soumis au culot d'acier de l'auteur du *Barbier*, se laissera exploiter par lui, fera ses courses, rédigera ses lettres courantes.

Après des subterfuges sans fin (par exemple perdre exprès des fortunes au jeu chez l'ambassadeur de Russie pour s'obtenir l'attention des heureux gagnants), Beaumarchais va échouer sur toute la ligne. Notre ambassadeur à Madrid lui écrira : *« Je vous conseille de demeurer entièrement tranquille en paroles, en écrits, et en actions »*. Le ministre des affaires économiques, Campomanes, prendra lui-même en main la colonisation de la sierra Morena. Et, mettant un point final aux espérances de traite des Noirs, le premier ministre, marquis de Grimaldi, écrit à Beaumarchais : *« J'ai été, Monsieur, fort aise de vous connaître... Vos projets n'étaient pas compatibles avec la Constitution de l'Amérique espagnole. On a dû céder à des difficultés insurmontables qui s'opposaient à leur exécution. »*

Beaumarchais devait publier, en 1774, un récit, très drôle et brillant, mais en grande partie mensonger, de ses châteaux en Espagne. Noms de personnes et de lieux mis à part, son *Barbier de Séville* ne doit rien aux *« mœurs espagnoles »*. A Madrid, Londres, Nuremberg, Paris, Vienne, La Rochelle, Hambourg ou Rotterdam, Beaumarchais n'a jamais observé, suivi, que des mœurs très singulières : les siennes propres.

MICHEL COURNOT

★ Comédie-Française, en alternance, tél. : 40-15-00-15.

SPECTACLES NOUVEAUX

A Kind of Alaska and Victoria Station

de Harold Pinter, mise en scène de Bob Meyer, avec Judith Burnett, Patricia Kessler, Nick Calderbank, Edmond Robinson, Ali Ni Charain et Karen Strassmann.

Deux courtes pièces de Pinter – en VO – particulièrement troubles : les bizarres relations entre un chauffeur de taxi et son patron, les bizarres réactions d'une femme après vingt-neuf ans de sommeil.

The Sweeny, 18, rue Laplace, 5e. A partir du 16 décembre. Les lundi et dimanche à 20 heures. Tél. : 46-33-28-12. Durée : 1 heures. 35 F.

Comment Wang-Fô fut sauvé

de Marguerite Yourcenar, mise en scène d'André Loncin, avec la Compagnie André Loncin.

La longue marche d'un peintre chinois et de son disciple, évocation de leur rencontre. Marguerite Yourcenar est à la mode.

Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, 11e. A partir du 18 décembre. Le mardi à 14 h 30. Tél. : 43-57-05-35. 80 F et 100 F.

Extase

d'après des textes de Victor Hugo, mise en scène d'Olivier Roy, avec Rainer Bopp, Jean-Louis Galli, Béatrice Heckmann, Valérie Marchandier-Mening, Marie-Pierre Neskovic, Corinne Pipereau et Stéphane Pommepuy.

Victor Hugo poète, prophète.

Théâtre Montorgueil, 46, rue Montorgueil, 2e. A partir du 12 décembre. Du lundi au dimanche à 21 heures. Tél. : 43-38-43-50. 50 F.

Jacob seul

de Jean Louvet, mise en scène de Nabil El Azan, avec Albert Delpy.

Seul dans la nuit, Albert Delpy en scientifique affolé par ses machines en panne, parle à un interlocuteur invisible, prétexte à évoquer toutes sortes de personnages plus ou moins ambigus.

Beaunord-Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, 4e. A partir du 14 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-71-26-16. 70 F et 100 F.

Le Misanthrope

de Molière, mise en scène de Simon Eine, avec Simon Eine, Alain Pralon, Claire Vernet, Yves Gasc, Guy Michel, Catherine Sauval, François Barbin, Sylvia Bergé, Jean-Pierre Michaël et Stéphanie Merceron-Vicat.

Molière chez lui (en reprise de bon ton).

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1er. A partir du 17 décembre. Le lundi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-16. De 40 F à 180 F.

Le Poète dans les coulisses

de Nao Sawada, mise en scène de l'auteur, avec H. Uchiyama, J.-C. Rebaque, T. Margalet, M.-L. Spéri, C. Hayashi, K. Iwase et M. Kobiki.

Pour dire que le Japon n'est pas seulement un pays enrichi par l'électronique et les voitures.

Fondation Deutsch-de-La-Meurthe, 37, bd Jourdan, 14e. A partir du 15 décembre. Le 15 décembre, 21 heures (et les 19 et 21 décembre). Tél. : 45-88-91-98. 40 F et 70 F.

Popeck

avec l'auteur.

L'accent à couper au couteau et l'humour yiddish du « schnorer » type : c'est Popeck.

Olympia, 28, bd des Capucines, 9e. A partir du 18 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-42-25-49. 150 F et 180 F.

Rhinocéros

d'Eugène Ionesco, mise en scène de Jean-Pierre Fontaine, avec Anne-Marie Maïlfer, Yvette Petit, Pascal Germain, Jean-Pierre Fontaine, Marie Menant, David Clair, Frédéric Gay, Michel Parrier, Claude Aubert et Jean-Pierre Lebrun.

Comment et pourquoi on devient un « rhinocéros ». Ecrite à propos de la plaie nazie, la pièce, dans l'humour de l'absurde, traite du mécanisme universel de la dépersonnalisation.

Théâtre, 167, av. Charles-de-Gaulle, 92000 Neuilly-sur-Seine. A partir du 18 décembre. Le mardi à 14 h 30 et 20 h 30. Tél. : 46-37-05-50. 90 F et 120 F.

Spectacle Guitry-Feydeau

avec Victoire Theismann, Emmanuel Curtil, Patrick Massiah.

THÉATRE

Jean-Luc Mirande
et Xavier Mussel.

Deux petites perles de deux misogynes.

Théâtre de Nesle, 8, rue de Nesle, 6e. A partir du 17 décembre. Du lundi au samedi à 19 h 15. Tél. : 46-34-61-04. 70 F et 100 F.

La Toile éclatée

d'après les peintures d'Emma Srncova,
avec la Troupe Ta Fantastika-Tchécoslovaquie.

Les Tchèques dans ce qui est leur spécialité : un théâtre d'images et d'illusion, de féérie et de faux-semblants, de vraie poésie.

Théâtre, 60, rue de la Belle-Feuille, 92000 Boulogne. A partir du 14 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-03-60-44. 110 F et 130 F.

Le Voyage de Mozart à Prague

d'après Mörike,
mise en scène
de Nicolas Bataille,
avec Pierre Jacquemont,
Geneviève Lacombe,
Pierre-Yves Duchêne,
Félix Marek,
Philippe Biais,
Guy Moign,
Mélanie Jackson,
Marie Zamora,
Stéphane Fizet
et Véronique Briel.

Prologue à l'année Mozart, au bout de laquelle on saura tout sur les fantasmes provoqués par le plus provocateur des gamins, le plus merveilleux des musiciens.

Orphée-Théâtre, 3 bis, rue Papin, 3e. A partir du 17 décembre. Les lundi et mardi à 21 heures. Tél. : 42-76-00-05. Durée : 1 h 30. 130 F et 150 F.

COLETTE MASSON/ENGUERAND

Au temps de la Grande Dépression, la comédie musicale était à son apogée. Broadway était le point de rencontre des meilleurs danseurs, des filles les plus belles, qui se contentaient d'une place de *chorus girl*. Elles avaient tant de talent, qu'elles pouvaient à tout moment remplacer la vedette, et c'est parfois, sinon souvent, ce qui se passait. C'est écrit dans *42e Rue*, c'est donc vrai, puisque cette œuvre, qui a inspiré un film très célèbre, est l'essence même de la comédie musicale, avec tous les stéréotypes, une allure gracieusement rétro et des ballets époustouflants.



SÉLECTION PARIS

42nd Street

d'après le roman
de Bradford Ropes,
mise en scène
de George Martin,
avec Patrick Wetzel,
Dean Crocker,
William Gilinsky,
Karen Prunczik,
Elizabeth French,
Art Ostrin,
Oliver Woodall,
Catherine Wydner,
Neva Leigh Edrington
et Amiee Turner.

Voir notre photo légendée ci-contre.

Châtelet-Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, 1er. Du mardi au dimanche à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 180 F à 335 F.

Aïda vaincue

de René Kalisky,
mise en scène
de Patrice Kerbrat,
avec Dominique Constanza,
Claude Mathieu,
Alberte Aveline,
Jean-Yves Dubois
et Eric Frey.

Violence des affrontements dans une famille juive. Un texte musclé, dynamique. Féroce.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 1 h 30. 130 F.

Le Château de Cène

d'après le roman
de Bernard Noël,
mise en scène
de Patrick Brunie,
avec Philippe Léotard,
Sumako Koseki (danse),
Nathalie Cannet,
Sapho (voix)
et Tcheky Karyo (voix).

Lancé à corps perdu dans ce texte incandescent, Philippe Léotard donne tout son cœur et la rage qu'on lui connaît.

Bataclan, 50, bd Voltaire, 11e. Du mardi au dimanche à 20 h 30. Tél. : 47-00-30-12. Durée : 1 h 45. 140 F et 190 F.

Les Clowns de Leningrad

avec Licedeï.

La vie. La vie tissée d'émotion et de burlesque dans un débordement de fantaisie. Une vraie fête.

Ranelagh, 5, rue des Vignes, 16e. Les mercredi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 42-88-64-44. De 80 F à 150 F.

Conversation sur l'infinité des passions

de Louise Doutreligne,
mise en scène
scénographie
de Jean-Luc Paliès,
avec Claudine Fievet
et Jean-Luc Paliès.

Les affres de la passion et du libertinage ; le drame de la jalousie et de la rupture à travers trois siècles de mots doux. Une soirée très galante.

Hôtel Lutétia (salon Saint-Germain), 45, bd Raspail, 6e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 47-70-32-63. Durée : 1 h 40. 100 F et 130 F.

Dialogues d'exilés

de Bertolt Brecht,
mise en scène
de Jean-Yves Lazennec,
avec Michel Dubois
et Jean-Marie Frin.

Une conversation – l'un des premiers charmes de l'exil, selon Brecht – endiablée, rayonnante d'ironie et d'esprit.

Théâtre 71, place du 11-Novembre, 92000 Malakoff. Du mercredi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 18 heures. Tél. : 46-55-43-45. 90 F et 130 F. *Dernière représentation le 16 décembre.*

Emmanuel et ses ombres, le Piège

d'après Emmanuel Bove,
mise en scène
de Didier Bezace,
avec Jean-Claude Frissung,
Philippe Paimblanc,
Patricia Jeanneau
et Michel Baudinat.

Mensonge, illusion, stratagème, quand un fan de Pétain traduit l'aveuglement presque collectif d'un peuple devant le régime de Vichy. Du théâtre dans le théâtre.

Cartoucherie. Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-74-99-61. Durée : 1 h 50. De 50 F à 100 F.

L'Enfer et Compagnie

de Jean-François Josselin,
mise en scène
de Marcel Maréchal,
avec Françoise Fabian,
Michel Duchaussoy,
Annie Le Youdec
et Richard Guedj.

Nuit après nuit, l'alcool aidant, un homme et une femme finissent par trouver les mots, si douloureusement cachés, pour révéler, mentir ou oser le désir. Françoise Fabian et Michel Duchaussoy sont superbes.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20e. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 1 h 30. De 55 F à 130 F.

Les Frères Zénith

de Jérôme Deschamps,
mise en scène
de Macha Makeïeff,
avec Jean-Marc Bihour,
Jérôme Deschamps,
Philippe Duquesne,
François Morel
et Philippe Rouèche.

Tout l'art de Jérôme Deschamps résumé derrière un bout de mur. Un époustouflant *best of*.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée, samedi et dimanche à 17 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 30. De 100 F à 140 F.

Iphigénie
d'Euripide.

Agamemnon
d'Eschyle,
mise en scène
d'Ariane Mnouchkine
avec la Troupe
du Théâtre du Soleil.

Comédiens fardés, lourds costumes orientaux, traduction « purifiée » : la tragédie grecque vue par Ariane Mnouchkine est bien plus qu'un retour aux sources. C'est l'intelligence, la sensibilité même du théâtre. Un spectacle intense.

Cartoucherie, Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Le samedi, à 15 h 30 et 19 h 30 ; le dimanche à 13 heures. Tél. : 43-74-24-08. 100 F et 130 F.

Les Liaisons dangereuses

d'après le roman de Laclos,
mise en scène
de David Leveaux,
avec Dougie Wilson,
Emma Piper,
Kate Dyson,
Leigh Funnelle,
Pip Miller,
Jono Gero,
Venetia Barrett,
Jane Snowden,
Polly Irvin
et Christopher Hollis.

Après les « tragédiens » du National Theater, l'autre illustre troupe britannique, la Royal Shakespeare Company, visite Paris avec le plus classique de ses succès boulevardiers.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-60-70. De 80 F à 220 F.

La Maman et la Putain

d'après Jean Eustache,
mise en scène
de Jean-Louis Martinelli,
avec Catherine Anne,
Gérard Barreaux,
Charles Berling,
Anouk Grinberg
et Sylvie Milhaud.

Une lecture lumineuse du film de Jean Eustache. Et la révélation d'une « énorme » comédienne : Anouk Grinberg.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 3 h 15. 90 F et 120 F.

Le Misanthrope

de Molière,
mise en scène
de Christian Colin,
avec Christian Colin,
Claire-Indgrid Cottanceau,
Jean de Coninck,
Jean-François Delacour,
Jean-Pierre Girard,
Gilbert Marcangnini,
Madeleine Marion,
Agnès Sourdillon,
Jean-Philippe Vidal
et Eric Vigner.

Molière revu par Artaud.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. Durée : 2 h 15. 80 F et 110 F.

Le Misanthrope

de Molière,
mise en scène
de Jacques Weber,
avec Jacques Weber,
Emmanuelle Béart,
Roger Dumas,
Hervé Briaux,
Alison Hornus,
Evelyne Buyle
et Pierre Gérard.

Drame de la jalousie.

Porte Saint-Martin, 16, bd Saint-Martin, 10e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 16 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 2 h 30. De 90 F à 230 F.

Monsieur de Pourceaugnac

de Molière,
mise en scène
d'Ivan Morane,
avec Jean-Paul Audrain,
Philippe Leary,
Hélène Cinque,
Claire Rigollier,
Christian Neupont,
Daniel-Miguel Maréchal,
Serge Noël
et Bernard Delettre.

Ou quand l'humiliation mène droit à la folie. Ce beau spectacle violent et grinçant prouve, s'il le fallait encore, que Molière est l'incontestable vedette de la saison.

Théâtre Le Vanves, 12, rue Sadi-Carnot, 92000 Vanves. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-45-46-47. Durée : 1 h 40. 50 F et 80 F.

Revue

de Marc Dugowson,
mise en scène
de l'auteur,
avec André Cellier,
Jeanne David,
Claire Lasne
et Didier Lesour.

Quand les faits divers les plus sordides deviennent réalité pour une famille de comédiens minables. Franchement rigolard et décapant.

Artistic-Athévains, 45 bis, rue Richard-Lenoir, 11e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 16 heures. Tél. : 48-06-36-02. Durée : 1 h 30. De 65 F à 110 F.

Le Songe d'une nuit d'été

de William Shakespeare,
mise en scène
de Jérôme Savary,
avec Natacha Amal,
Jean-Marie Bon,
Régis Bouquet,
Michèle Bruhat,
Olivier Capelier,
Daniel Dublet,
Patrick Dupont-Deshais,
Mona Heftre,
Jacky Henser
et F. Laval.

Une fantaisie sur les désordres de l'amour et la féerie de Savary.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 h 10. De 100 F à 140 F.

Le Souper

de Jean-Claude Brisville,
mise en scène
de Jean-Pierre Miquel,
avec Claude Rich,
Claude Brasseur,
Serge Krakowski
et Laurent Rey.

L'un des grands succès de la saison dernière, le seul souper qui ne fera pas grossir en ces temps de ripailles.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14e. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. *Matinée dimanche à 15 h 30.* Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 40. De 90 F à 230 F.

Théâtre équestre Zingaro

avec vingt-quatre acteurs,
musiciens,
cavaliers,
danseurs,
dresseurs,
seize chevaux de douze races différentes,
trois ânes,
etc.

Virevoltant au rythme des musiques tziganes dans la cathédrale de bois tout entière consacrée à leur gloire, les chevaux de Zingaro sont des acteurs sauvages.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-78-75-00. De 100 F à 200 F.

Une des dernières soirées de carnaval

de Carlo Goldoni,
mise en scène
de Jean-Claude Penchenat,
avec Guilhem Pellegrin,
Sophie Lahayville,
Mathieu Buscatto,
Louis-Basile Samier,
Nadine Alari,
Maurice Tuech,
Catherine Berriane,
Mathias Mlékuz,
Raphaëlle Gitlis
et Bénédicte Wenders.

Le Théâtre du Campagnol se donne à cœur joie dans cette brillante joute oratoire autour d'une table de jeu et d'un repas qui promet d'être fameux. Pour notre plus grand plaisir.

Théâtre du Campagnol, 254, av. de la Division-Leclerc, 92000 Châtenay-Malabry. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-61-33-33. Durée : 2 h 30. De 60 F à 100 F.

Zone libre

de Jean-Claude Grumberg,
mise en scène
de Maurice Bénichou,
avec Raphaëline Goupilleau,
Jean-Claude Grumberg,
Ralf Hofmann,
Monique Mélinand,
Geneviève Mnich,
Brigitte Mounier,
Jérôme Nicolin,
Benjamin Rataud,
Jean-Paul Roussillon
et Georges Trillat.

Les souvenirs d'enfance de Jean-Claude Grumberg sur les années de peur de la seconde guerre mondiale. Cinquante ans après, l'auteur joue Simon, le père de la famille exilée, avec le tact et la conscience de la mémoire.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 h 10. 130 F.

RÉGIONS

La Rochelle

Les Enfants Tanner

de Robert Walser,
mise en scène
de Joël Jouanneau,
avec Philippe Demarle,
Marieff Guittier,
Virginie Michaud,
Michel Raskine,
Christian Ruche,
Yvette Theraulaz
et David Warrilow.

Il y a toute la sincérité, toute la sensibilité de Joël Jouanneau dans cette cohorte d'existences espérées, usées, anéanties. Le théâtre dans ce qu'il a de plus pur.

La Coursive, 4, rue Saint-Jean-du-Perrot, 17000 La Rochelle. Le jeudi à 20 h 30. Tél. : 46-51-54-00. De 60 F à 100 F.

Limoges

Grand'peur et misère du IIIe Reich

de Brecht,
mise en scène
de Pierre Meyrand.

Brecht revient en force. Les dangers qu'il dénonce n'ont pas disparu, comme on pouvait le croire il y a peu. Nul mieux que lui n'a décrit la tentation fasciste.

La Limousine, 20, rue des Coopérateurs, 87006 Limoges. Tél. : 57-79-90-00. Mercredi, vendredi, samedi à 20 h 30. Jeudi à 18 h 30. Dimanche à 16 heures. Jusqu'au 21 décembre.

Marseille

La Robe verte

de Tawfiq al-Hakim,
mise en scène
d'Hervé Dubourjal,
avec Denise Gence,
Pierre Tabard
et Yves Grenier.

Une femme disparaît, reparaît. Un conte de fées de l'un des plus grands écrivains égyptiens mené avec justesse par Denise Gence.

La Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Le mercredi à 19 heures, du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et 120 F. *Dernière représentation le 16 décembre.*

La sélection « théâtre » a été établie par :
Colette Godard
et Bénédicte Mathieu

LES NITS AU CASINO DE PARIS

Musique pour un intérieur hollandais

Avec une discrétion remarquable, les Nits tiennent le haut du pavé de la scène néerlandaise depuis plus de dix ans. Le 17 décembre, le trio interrompt une tournée de soixante concerts à travers les Pays-Bas le temps d'une soirée à Paris. L'occasion de reprendre contact avec leur musique intimiste, intemporelle, à l'abri des tumultes de la mode.

TILBURG (Pays-Bas)
de notre envoyé spécial

LES Nits finissent leur spectacle par une reprise de *Norwegian Wood* des Beatles. Une chanson de chambre, une miniature mélancolique qui évoque *«la meilleure part de l'automne»*. C'est ainsi que Henk Hofstede, fondateur, animateur du groupe, définit le monde des Nits. En ce mois de novembre, à Tilburg, près d'Eindhoven, les Nits sont chez eux, au milieu d'une tournée de soixante concerts qui les mène de Schouwburg (théâtre municipal) en Schouwburg. Ils ont sorti leur onzième album *Giant Normal Dwarf*. Ils fêtent leur quinzième anniversaire. Les Nits font partie du paysage hollandais. A la fin du concert, une auditrice qui ignorait le nom du groupe s'est aperçue qu'elle connaissait déjà la moitié des chansons.



CLAUDE GASSIAN

Un trio en autarcie.

Les Nits se sont réunis en 1975 autour de Hofstede, dans une école d'art d'Amsterdam. Le groupe s'est formé en réaction contre le rock symphonique qui jetait à l'époque ses derniers feux. Hofstede et ses amis opérèrent un repli stratégique sur les formats du milieu des années 60, chansons courtes et mélodiques sur le modèle des Beatles et des Kinks. Le contre-pied était bien pensé, mais l'histoire du rock en réservait un autres aux Nits. En 1977, la vague punk déferlait, emportant à la fois l'héritage des Stones et celui de Yes. Lès Nits, à leur corps défendant, se trouvèrent pris dans le flot, à cause de leur jeunesse et de leur nom monosyllabique. *«Nous jouions entre deux groupes punks, et les gens nous crachaient dessus comme sur les autres, même si notre musique n'avait rien à voir avec le punk»*, se souvient Hofstede.

Après un album autoédité, les Nits signèrent chez CBS, label auquel ils sont restés fidèles depuis. De la formation originale, il ne reste que Hofstede. Mais le mode de fonctionnement mis en place à la fin des années 70 n'a pas changé : *«Nous ne faisons aucun effort pour rester hors des modes. C'est comme ça, c'est tout»*, dit Hofstede, grand bonhomme placide. Dès le départ, les Nits avaient choisi de chanter en anglais *«parce qu'il n'existe pas de tradition d'expression musicale en néerlandais»*, ce qui ne les empêche pas d'être tout à fait hollandais.

Le groupe, dont les effectifs n'ont jamais dépassé le quintet, vit en autarcie, autour d'un studio d'Amsterdam construit et perpétuellement réaménagé pour le seul usage des Nits. Ils y répètent, y enregistrent, y tournent leurs vidéos, y construisent les décors de leurs spectacles. Aujourd'hui les Nits ne sont plus que trois personnes sur scène : Henk Hofstede qui chante, joue de la guitare et se charge plus généralement de l'animation de la soirée, Rob Kloet, le batteur, et Robert Jan Stips aux claviers. Joke Geraets, la bassiste, est empêchée de jouer depuis plus d'un an par la maladie, mais elle fait théoriquement toujours partie du groupe.

C'est donc un trio qui a enregistré *Giant Normal Dwarf*. L'album vient après le succès colossal de *Urk*, un triple album (ou double CD) enregistré en public. Urk racontait l'histoire des Nits, de l'école d'art au succès de masse en passant par le moment *«où nous nous sommes rendu compte que sans avoir rien fait pour, nous gagnions notre vie en jouant de la musique»*. La mélancolie douillette de l'univers sonore, le surréalisme tranquille des textes, qui auraient presque pu cacher l'inventivité des arrangements, la richesse des mélodies, établissaient une fois pour toutes l'identité du groupe sur la scène européenne.

Giant Normal Dwarf aurait pu marquer un nouveau départ. Mais pour ça, il aurait fallu que les Nits raisonnent en termes de carrière, de progression. *«Je me suis seulement dit que mes chansons étaient de plus en plus mélancoliques, j'ai voulu retrouver une qualité enfantine, dans les textes et dans les musiques»*, dit Hofstede. L'album a été enregistré aux heures de bureau, en faisant l'économie des sessions nocturnes. Tout les matins, le premier des Nits se rendait au studio en vélo. Les musiciens se sont débrouillés entre eux, sans la cohorte d'amis et de connaissances qui accompagnait d'habitude les séances d'enregistrement, renforçant ainsi un peu plus l'autarcie – qui frise parfois l'autisme – du groupe.

Quand est arrivé le moment d'organiser des tournées, les Nits ont décidé de faire autrement : *«Il existe en Hollande un circuit rock d'excellente qualité*, explique Hofstede. *Le gouvernement subventionne les clubs, qui sont bien aménagés, et dont l'entrée reste à un prix raisonnable. Nous y jouons depuis 1975. C'est pour ça que nous avons décidé de tourner dans les théâtres municipaux. Nous aurons plus de place sur scène. Nous nous sentirons moins obligés de jouer rock.»*

C'est vrai, les Nits ne sont que trois, et ils ne bougent pas beaucoup, pourtant ils ont besoin de place. Avec quelques autres (les Rita Mitsouko en France, David Byrne aux Etats-Unis), ils cherchent à sortir du carcan du concert rock. Dès que le rideau se lève, devant sept cents spectateurs sagement assis, on remarque le batteur placé côté cour, de profil, au mépris de la disposition habituelle qui le place au centre de la scène. Côté jardin, les claviers de Robert Jan Stips, au centre, presque perdu, Henk Hofstede, les cheveux teints en roux, qui s'agite sans hâte sous des éclairages de théâtre qui rompent avec la logique illustrative (rouge quand ça va vite, bleu quand c'est triste, vert quand ça fait peur) qui fossilise les concerts rock.

Au fur et à mesure du spectacle, deux grandes tours noires animées investissent la scène, volent la vedette aux musiciens. Elles ressemblent aux véhicules des Martiens dans *la Guerre des mondes* de Wells, comme Obélix ressemble à Vercingétorix. Elles éclairent, engloutissent, cachent ou révèlent les musiciens, font un contrepoint idéal à la folie douce du trio. Pendant ce spectacle, il est permis de rêver, de rêvasser, pour toujours revenir à la séduction tranquille des Nits.

THOMAS SOTINEL

★ Le 17 décembre à 20 heures au Casino de Paris. 110 F. Locations Fnac, Virgin Megastore, Casino de Paris.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Mozart
Sonates KV 310, KV 533-494

Beethoven
Sonates nº 17 op. 31, nº 14 « Clair de lune »
Alexei Lubimov (pianoforte).

Erato vient de prendre sous contrat d'exclusivité et de publier le premier disque – qui est en fait le dernier d'une intégrale des sonates de Mozart – de ce pianofortiste soviétique. Tout le contraire d'un « baroqueux » coincé. Suffisamment intéressé par la musique de son temps – new wave, en particulier – pour faire partie des organisateurs du Festival d'art moderne de Moscou. Et désormais, Français d'adoption. Une drôle de tête, qui joue en artisan.

Le 12. Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 70 F à 90 F.

Rozycki
Pièces pour piano

Szymanowski
Mythes pour violon et piano

Zarebski
Quintette pour piano et cordes
Ensemble Musique oblique.

Il y a eu les Hongrois au Festival d'automne ; les Tchèques ont suivi à l'auditorium du Louvre. Et voici les Polonais, jeunes et moins jeunes, au Théâtre Grévin. Un mur serait-il tombé quelque-part ?

Le 17. Théâtre Grévin, 20 h 30. Tél. : 43-58-75-10.

Henry
La Grande Apocalypse 1990
Jean Négroni (récitant).

C'était il y a vingt-deux ans. Soit en 1968, l'année de tous les excès. En mai, les étudiants occupaient le Conservatoire de la rue de Madrid et débordaient jusqu'à la Sorbonne pour réinventer les lois de l'enseignement musical avec, à leur tête, un certain Maurice Fleuret. En octobre, les Journées de musique contemporaine et leur maître de cérémonie (le même Maurice Fleuret) consacraient une très longue nuit au compositeur le plus sulfureux de l'époque. Pierre Henry, co-inventeur de la musique concrète avec Pierre Schaeffer, avait déjà fourvoyé ses micros, ses magnétos et ses haut-parleurs aux abords de l'opérette (*la Reine verte*), du rituel rock (*Messe pour le temps présent*), et entrepris la collaboration la plus étroite avec Maurice Béjart, le pape de la danse moderne des années 60. A l'avant-gardiste Pierre Henry, l'année 68 reconnaissante allait donc consacrer un concert-marathon : vint-six heures non stop au Théâtre de Paris, couronnées par la création d'une *Apocalypse* pour bande enregistrée et récitant. Vingt-deux ans après, Pierre Henry reprend, en grand, cette *Apocalypse de Jean* (l'agencement des parties a été modifié, dix séquence ajoutées). Négroni est toujours présent, et doublement : *live*, et enregistré.

Le 18. Auditorium des Halles, 20 h 30. Tél. : 42-33-43-00. Location Fnac, agences. 80 F.

SÉLECTION PARIS

Mercredi 12 décembre

Mozart
Les Noces de Figaro
Serguei Leiferkus/ Malcolm Walker (barytons), Lucia Popp/ Renee Fleming, Joan Rodgers/ Ruth-Ann Swenson (sopranos), Ferruccio Furlanetto/ Michele Pertusi, François Loup (basses), Cécilia Bartoli/ Martine Mahé, Jane Berbié (mezzo-sopranos), Michel Sénéchal (ténor), Orchestre et Chœurs de l'Opéra de Paris,

➡

MUSIQUES

➜
Gabriele Ferro (direction), Marina Bianchi (mise en scène).

Ces *Noces* avaient donné un coup d'envoi fracassant à l'« ère Liebermann ». Elles furent plusieurs fois reprises depuis. On croyait qu'elles l'avaient été à satiété. Mais, sous l'irrésistible poussée de l'Année Mozart, il fallait bien que la Bastille tire au plus tôt son chapeau à Amadeus, en évitant si possible d'avoir à bâtir une nouvelle production (l'établissement le plus onéreux de France en est encore réduit à ces petites économies). Seul inconvénient, mais de taille : Giorgio Strehler, champion incontesté de l'opération en 1973, refuse aujourd'hui de figurer au générique. Pourquoi ne signe-t-il plus sa mise en scène ? La Bastille ne s'est pas expliquée sur ce point.

Opéra de la Bastille, 19 h 30 (+ le 14). Tél. : 40-01-16-16. De 40 F à 520 F. Les 12, 14, 20, 24, 29, 31 décembre, 2, 5, 8, 14, 16, 18 janvier à 19 h 30.

Bowles
La Cueiga
Huapango

Crumb
Makrokosmos

Gershwin
« Porgy and Bess », suite

Ives
Scene Episode
Jay Gottlieb (piano).

Un nom longtemps confidentiel, en tant que musicien du moins. Paul Bowles n'a pas écrit que des romans (dont *Un thé au Sahara*, comme chacun le sait désormais grâce à Bertolucci). Il a aussi semé sa vie, avec une discrétion de Petit Poucet, de pièces pour piano qui ont le ton de messages d'amitié : faites pour être exécutées paresseusement, destinées à charmer, pas à troubler, ponctuées de réminiscences feutrées à Satie, autre non-violent. Jay Gottlieb leur avait consacré tout un concert pour le Festival MANCA de Michel Redolfi à Nice. On est content de le retrouver, interprète toujours zélé de ses compatriotes américains.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 35 F.

Schumann
Fantasiestücke op. 73

Brahms
Sonate op. 38

Fauré
Elégie

Franck
Sonate
Sonia Wieder-Atherton (violoncelle). Catherine Collard (piano).

On a vu cette jolie violoncelliste pleine de talent lors d'une émission d'Alain Duault sur FR 3. Il lui arrive d'être en meilleure forme. Pourquoi pas le 12 décembre ?

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 100 F à 180 F.

Bizet
Symphonie en ut

Saint-Saëns
Concerto pour piano n° 2

Dutilleux
Mystère de l'instant

Ravel
Daphnis et Chloé, suite n° 2
Jean-Philippe Collard (piano). Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction).

Tout comme Pascal Rogé (qui jouait le *Cinquième Concerto* de Saint-Saëns à Strasbourg la semaine dernière), Jean-Philippe Collard fait partie de ces pianistes français auxquels on propose tout naturellement ce genre d'œuvres, de grande virtuosité. Pour l'ancien Prix Cziffra, pianiste aimé de Lorin Maazel, dont l'essentiel de la carrière s'est fait à l'étranger, au Japon en particulier, le choix s'est arrêté sur le *Deuxième Concerto* du même. Bychkov et l'Orchestre de Paris partent ensuite en tournée avec lui.

(Voir notre photo légendée ci-contre.)

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 13). Tél. : 45-63-88-73. De 50 F à 210 F.

Offenbach
La Vie parisienne
Gabriel Bacquier (baryton), Eliane Lublin (soprano), Bernard Alane (ténor), Pierre-Michel Durand (direction musicale), Olivier Benezech (mise en scène).

Autour de Gabriel Bacquier, une distribution un peu appliquée, mais dramatiquement juste, pour un divertissement opportunément ciblé, une petite fête pour les fêtes. Le public s'amuse, accompagne les *cancans* en battant des mains, participe à une mise en scène que l'on oubliera vite (contrairement à celle de Jean-Louis Barrault en 1958) mais qui a les qualités de sa modestie : l'absence de vulgarité, l'efficacité. L'affiche fait croire à un spectacle coquin ; il ne faut pas se laisser abuser ; les danseuses sont seulement bien entraînées, sans le brin de grivoiserie qui fut la marque de l'époque et dont Offenbach sut si joliment jouer. L'orchestre est bien, et cela, c'est inespéré.

Opéra-Comique. Salle Favart (les 12, 13, 14, 15 et 18, 20 heures ; le 16, 17 heures). Tél. : 42-86-88-83. De 60 F à 350 F.

Vendredi 14

Bruckner
Te Deum
Symphonie n° 9
Julia Faulkner (soprano), Pietra Malakova (alto), Kenneth Garrison (ténor), Ivan Urbas (basse), Chœur et Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski (direction).

Un contrat lie l'Orchestre philharmonique et Marek Janowski à la marque Virgin pour une intégrale des symphonies de Bruckner. Et voici le *Te Deum* en prime.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 70 F à 175 F.

Samedi 15

Schœnberg
La Nuit transfigurée

Beethoven
Concerto pour piano n° 3
Aldo Ciccolini (piano). Ensemble orchestral de Paris, Armin Jordan (direction).

On n'attend pas Aldo Ciccolini, coutumier de chemins plus détournés, dans le plus joué des concertos de Beethoven. On n'attend pas l'Ensemble instrumental, qui ne joue pas toujours très juste, dans *la Nuit transfigurée*, épreuve absolue d'intonation et de phrasé pour les cordes. Mais, finalement, toujours l'inattendu survient...

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 135 F à 170 F.



BERTHELOT/EMI

Jean-Philippe Collard joue deux fois le *Concerto en sol mineur* de Camille Saint-Saëns, sous la direction de Semyon Bychkov, avec l'Orchestre de Paris, salle Pleyel, les 12 et 13, avant de partir, avec les mêmes, en tournée, pour la Grande-Bretagne. Un concerto élégant, souvent programmé, trop peut-être.

RÉGIONS

Bordeaux

Verdi
Falstaff
Enzo Capuano (basse), Donna Brown (soprano), Viorica Cortez (mezzo-soprano), Matteo Manuguerra (baryton), Rémy Corazza (ténor), Orchestre national Bordeaux Aquitaine, Alain Lombard (direction).

L'ultime opéra de Verdi est aussi le plus « écrit », le plus minutieusement architecturé selon des modules empruntés à la musique de chambre. Le plus drôle aussi, sans qu'il soit tout à fait utile d'y insister par la mise en scène. *Falstaff*, en concert, est donc une idée acceptable, un bon exercice de virtuosité pour l'Orchestre de Bordeaux Aquitaine, que Lombard mène décidément tambour battant (bientôt *Tristan*, sur scène !).

Le 14, 20 heures ; le 16, 14 h 30. Palais des Sports. Tél. : 56-48-58-54. De 50 F à 150 F.

ROCK

Elmer Food Beat

C'est du rock, trois accords et quatre temps. Mais c'est surtout de la chanson de corps de garde, celle qui fait ricaner potaches et troufions depuis l'aube de la conscription et de l'internat. Pour arriver au sommet (ils sont déjà disque d'or, avant même que leur maison de disques n'ait eu le temps de s'en apercevoir), Elmer Food Beat n'a rien sacrifié de sa démagogie.

Le 12. Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-49. 90 F.

Rita Mitsouko

Les Rita ont installé un studio sur scène, voudraient transformer la Cigale en piste de danse et en auditorium. Les Rita sont ambitieux, ils ont les moyens (technique irréprochable et surtout une bande d'excellents musiciens pour les entourer) de cette ambition. Soirée à surprises, soirée à plaisirs.

Les 12, 13, 14, 15, 16 et 18. La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-52-98-23. 140 F.

Eddy Mitchell

Après le Casino, le Zénith, le rock d'Eddy Mitchell est le même que celui du rocking-chair. Un mouvement tranquille, fait pour durer, pour charmer.

Le 12. Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-08-60-00. Location Fnac. 215 F.

INXS

Il semblerait qu'INXS ait du mal à remplir les salles pour sa tournée française. C'est assez injuste, car, si *X*, leur dernier album, n'est guère passionnant, INXS fait plaisir à voir sur scène. Pour des gens qui jouent dans la division halls de gare et grands stades, Michael Hutchence et ses camarades ont gardé une énergie et une fraîcheur qui font passer leur rock plutôt limité.

Le 13. Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 heures. Location Fnac. 160 F.

Zouk Machine

Sophistiquées et un peu vulgaires, magnifiques et rigolotes, les trois dames de Zouk Machine ont porté en haut du Top 50 une mélodie et un rythme qu'on imaginait jusqu'alors hors de portée des larges masses. Les voilà sur scène, toujours pour les mêmes raisons : faire danser et jeter de la poudre aux yeux.

Les 13, 14 et 15. Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-08-60-00. 162 F.

Murray Head

Ancien elfe de la pop trans-Manche (la France a toujours eu un faible pour Murray Head, l'acteur et le chanteur), le créateur de *Say It ain't So* remonte sur scène à la faveur d'une compilation.

Les 14 et 15. Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. 140 F.

Absent Friend

Ce groupe australien ouvre en ce moment le spectacle de INXS. Pot-pourri d'influences (funk, rock FM), la manière y est, pas la substance.

Le 14. Locomotive, 0 heure. Tél. : 42-57-37-37.

Kid Pharaon and the Mercenaries Tony Truant

Le nouveau disque de Kid Pharaon (chez Danceteria) est plus que brillant. Avec quelques mercenaires, le Bordelais sort de sa retraite et reprend la scène.

Le 14. Ris-Orangis. Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Rhys Chatham

Cent guitares électriques, le cauchemar d'un ingénieur du son ? Plutôt le rêve d'un musicien, Rhys Chatham, qui a déjà réussi ce miracle à Lille et à Dunkerque.

Les 14 et 15. Suresnes. Théâtre Jean-Vilar, 21 heures. Tél. : 46-97-98-10. De 80 F à 100 F.

Charlie McCoy

Honnête artisan de l'harmonica country qui a joué avec tout le monde (et c'est vrai, de Bob Dylan à Yvette Horner). Pour boire du bourbon et pleurer dans sa bière.

Le 15. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Crime and the City Solution

Groupe étrange, composite (morceaux des Bad Seeds de Nick Cave et des industriels allemands d'Einstürzende Neubauten), capable de l'horreur la plus profonde comme de la séduction la plus perverse.

Le 17. New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41. Location Fnac, Virgin Megastore. 140 F.

Arno

Avec l'hiver revient Arno, le Belge à la voix cassée (ce qui permet une assimilation superficielle avec Tom Waits). Au programme, blues absurdes et comptines tristes.

Le 18. Elysée-Montmartre, 19 h 30. 90 F.

CHANSON

Le Mystère des voix bulgares

Le plus connu des ensembles vocaux féminins de Bulgarie. Une musique sophistiquée (il ne s'agit pas de chansons traditionnelles), un peu différente de l'image brute qu'on voudrait lui donner. Mais les voix n'ont rien perdu de leur mystère ni les harmonies de leur éclat.

Le 17. Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. De 120 F à 150 F.

DANSE

Welcome to Paradise
Bouvier/Obadia

Repris pour cause de grand succès la saison dernière. La beauté, l'intelligence et l'émotion sont au rendez-vous de Joëlle Bouvier et Régis Obadia, pour ce duo qui nous captive avec la toute simple histoire d'une rencontre entre un homme et une femme.

Théâtre de la Ville. Le 17 à 20 h 30. Du 20 au 22 à 18 h 30. Durée : 1 heure. Tél. : 42-74-22-77.

Sinfonia Eroica
Michèle Anne de Mey

Le coup de cœur du dernier Festival de Montpellier. Les rapports de séduction, le couple et la solitude, mille choses tendres et drôles racontées avec un charme et un talent fous.

Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. Les 14 et 15 à 20 h 30 ; le 16 à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17.

Comedia Tempio
Théâtre Jel/ Josef Nadj

La nouvelle création de Nadj : une tentative pour recréer la pièce sans paroles que voulait réaliser l'écrivain hongrois Geza Csath.

Théâtre de la Ville. Jusqu'au 15, à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 95 F.

Capriccio, Quatuor, Aunis, Sinfonietta
Ballet de l'Opéra de Paris

Dernier soir pour voir le programme Balanchine, Lubovitch (création mondiale), Garnier, Kylian.

Palais Garnier. Le 13 décembre, à 19 h 30. Tél. : 47-42-57-50. De 30 F à 320 F.

Angers

Appassionata
Hervé Robbe

Une création qui est l'aboutissement d'une résidence au Centre de danse contemporaine d'Angers. Hervé Robbe est un jeune chorégraphe dont chaque pièce semble meilleure que la précédente. A suivre, donc.

Théâtre municipal. Les 14 et 15 décembre, à 20 h 30. Tél. : 41-88-99-99. 65 F et 90 F.

La Rochelle

Insurrection
Odile Duboc

Le chef-d'œuvre, à ce jour, d'Odile Duboc. Comment, dans l'ordre établi, s'ouvre une brèche par laquelle vont s'engouffrer le changement, la liberté. Une progression magistrale de l'ombre à la lumière, de l'oppression à l'allégresse.

La Coursive. Le 18, à 20 h 30. Tél. : 46-51-54-02. De 80 F à 120 F.

La sélection « Musiques » a été établie par : Anne Rey. « Rock » : Thomas Sotinel. « Danse » : Sylvie de Nussac.

Retenez vos places

Le piano est à la « mode », comme il ne l'a jamais été : plus de quatre-vingts pianistes se produisent à Paris avant l'été et sa cohorte de festivals. Le 22 novembre dernier, nous publiions la liste des récitals ; cette semaine, place au dialogue avec l'orchestre.

SALLE PLEYEL : ORCHESTRE DE PARIS

Florent Boffard, les 23 et 24 janvier (Ligeti). **Sergei Edelmann**, le 1er février (Mendelssohn). **Katia et Marielle Labèque**, les 20 et 21 février (Mendelssohn). **Martha Argerich**, les 27 et 28 mars (Prokofiev). **Andras Schiff**, les 4 et 5 avril (Bartok). **Dmitri Bashkirov**, le 12 avril (Mozart). **Jean-Bernard Pommier**, les 17 et 18 avril (Stravinski). **Philippe Bianconi**, les 24 et 25 avril (Brahms). **Radu Lupu**, les 23, 24 et et 25 mai (Mozart).

★ Renseignements, Minitel 3615 COM 21 CODE OR, location, tél. : 45-63-07-96 (14 jours avant le premier concert de chaque semaine).

THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES

Maria Joao Pirès, le 18 décembre (Mozart, Debussy, Schubert), le 11 janvier, le 25 janvier, le 7 mars, les 4 et 25 avril (Mozart, avec l'Orchestre national). **Christian Zacharias**, le 20 janvier et le 21 avril (Beethoven). **Nelson Freire et Martha Argerich**, le 27 janvier (Debussy, Rachmaninov). **Valery Afanassiev**, le 12 février (Beethoven). **Charles Rosen**, le 22 février (Carter). **Jay Gottlieb, Marianne Schröder**, le 21 février (Ives, Antheil, Wolpe, Cowell, Crumb). **Hakon Austbö et Claude Helffer**, le 2 mars (Ives, Crumb). **Anthony Newman, Ursula Oppens, Frédéric Rzewski**, le 3 mars (Newman, Harbison, Wuorinen, Nancarrow, Rzewski) et le 4 mars (trois lectures pour une sonate : la *Sonate « Hammerklavier »*, de Beethoven). **Anne Queffélec**, le 3 mars (Beethoven, Ravel). **Cécile Ousset**, le 18 avril (Mendelssohn, avec l'Orchestre national). **Alain Planès**, le 22 avril (Schubert, Debussy). **François-René Duchable**, le 5 mai (Beethoven, Schumann). **Hommage à Wilhelm Kempff**, du 26 juin au 4 juillet.

★ Renseignements par audiphone, tél. : 47-23-47-77, location, tél. : 47-20-36-37 (21 jours avant la date du concert, au plus tard 3 jours avant), Minitel 3615 THEA.

THÉATRE DU CHATELET AUDITORIUM DES HALLES

Daniel Barenboïm, le 7 janvier (programme non communiqué). **Christian Ivaldi**, le 12 février (Fauré). **Jean-Philippe Collard**, le 22 février (Saint-Saëns, avec l'Orchestre philharmonique). **Vlado Perlemuter**, le 23 janvier (Fauré, Ravel). **Michel Béroff**, le 21 mars (Ravel, avec l'Orchestre symphonique de Londres). **Catherine Collard**, le 25 mars (D'Indy, avec l'Orchestre philharmonique), et le 9 avril (Haydn, Brahms, Schumann). **Lazar Berman**, le 26 mars (Schubert, Liszt). **Rian de Waal**, le 27 mars (Fauré, Schumann, avec le Quatuor Orlando). **Ekaterina Skavani**, le 4 avril (programme non communiqué). **Stanislav Bunin**, le 10 avril (programme non communiqué). **Alan Gampel**, le 12 avril (programme non communiqué). **Alicia de Larrocha**, le 14 mai (programme non communiqué). **Maria Joao Pirès**, les 20 et 21 juin (Mozart, avec l'Orchestre national).

★ Renseignements, tél. : 42-33-00-00, location, tél. : 40-28-28-40, Minitel : 3615 CHATELET.

ARTS

« L'ART EN BELGIQUE » AU MUSÉE D'ART MODERNE DE PARIS

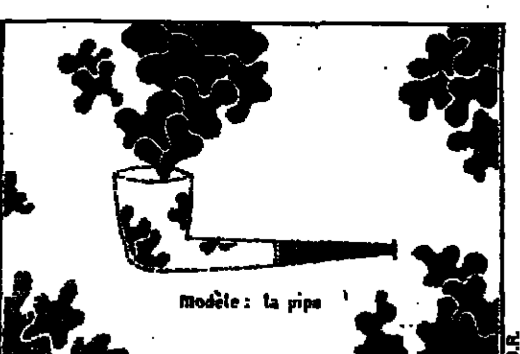
Un puzzle signé Broodthaers

En douze ans d'activités artistiques, Marcel Broodthaers a brassé quantité d'idées, parfois très peu plastiques, ce qui ne l'a pas empêché de couler ses jeux de mots dans des moules, justement en plastique. Ce fils de Magritte occupe une place privilégiée dans le panorama de l'art en Belgique que propose le Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

MARCEL BROODTHAERS est né à Bruxelles, sous le signe du surréalisme, en 1924, l'année du premier *Manifeste*, et tout naturellement, à vingt ans, il publie des poèmes dans la revue surréaliste *le Ciel bleu*. Il s'agite, et cosigne, en 1947, un manifeste dirigé contre Breton : *Pas de quartiers dans la révolution*. Magritte, Dotremont, Mariën et bien d'autres sont dans le coup, qui penchent très fortement pour le Parti communiste.

Poète avant toute chose, Broodthaers écrit et publie, mais de la poésie il ne vit pas. Pour subvenir à ses besoins, il se fait libraire, journaliste, tâte de la pellicule, réalise son premier film en 1957, un poème cinématographique en l'honneur de Kurt Schwitters, donne dans la photo, dans la critique d'art, joue au guide-conférencier au Palais des beaux-arts de Bruxelles. Où il fait d'intéressantes rencontres, par exemple, en 1962, celle de l'Italien Piero Manzoni (le « monochrome blanc ») qui, apposant sa signature sur lui, le déclare *« œuvre d'art authentique et véritable »*.

Après quoi Broodthaers ne tardera pas à se manifester sur le terrain des arts plastiques, sans que l'on sache d'ailleurs trop s'il faut lui accorder des débuts dans le pop art et le nouveau réalisme « à 40 degrés au-dessus de dada », ou dans le prolongement du surréalisme à la façon belge, c'est-à-dire sans grande inclination pour le lyrisme solaire et la magie. Face à l'échec de son quatrième recueil de poèmes, *le Pense-Bête*, dont il ne vend que quelques exemplaires, il en plâtre à moitié un paquet de cinquante exemplaires. Tel sera son premier geste d'artiste, qui, sur le mode de l'autodérision, inaugure des recherches et des jeux autour des mots, des images et des objets. Des jeux sans règles explicites, à tenter de déchiffrer comme des rébus.



« Modèle : la pipe » (détail), 1972. D.R.

« Le Corbeau et le Renard » (détail), 1967. D.R.

Entre 1963 et 1967, il produit une quantité d'œuvres en tous genres. Certaines – à l'évidence – ont pour origine la pipe légendaire de Magritte, celle qui justement n'en est pas une. Mais Broodthaers, contrairement à son aîné, se garde bien d'en tirer quelque affirmation se rapportant à la réalité des images. D'autres manifestent un attachement au pop art, mais, au lieu d'être à base de nouveaux produits commerciaux, elles intègrent des objets de consommation traditionnelle, très belge : les coquilles de moules, en rosaces, en casseroles, en marmites, ou encore épinglées comme des papillons noirs à des porte-manteaux, ou comme des notes de musique à des pupitres. Si proliférantes même que, pour un peu, on en viendrait à douter de l'authenticité de certains plats qui, ici et là, nous sont servis.

Au consommateur d'y prendre garde, en se souvenant que Broodthaers, le cumulateur, l'emballeur, le metteur de sourires et de visages en pot, intéressé, entre autres, par *« la reproduction de la reproduction d'une réalité reproduite »*, n'a jamais envisagé ses œuvres comme des placements de tout repos.

Cela dit, dans le même temps où il s'occupe de la moule, *« cette roublarde* [qui] *a évité le moule de la société »*, l'artiste entreprend *« la peinture à l'œuf »*, à base de coquilles d'œufs, de coquetiers et de poussins. Une façon dérisoire de remonter aux origines de la vie, comme de la peinture... Une idée en amenant une autre, et puisqu'il est question de sources, Broodthaers, archéologue, invente dans la foulée, en 1967, un *Fémur d'homme belge* : l'os long est peint aux couleurs du drapeau national.

Rien de tout cela ne fait sérieux, et ça ne l'est pas tellement. Pourtant, à travers ces multiples propositions ironiques et désordonnées, lancées un peu comme des bouteilles à la mer, s'impose une figure de créateur très singulier, à l'esprit remuant et indépendant, qui se mêle de tout, et dont l'œuvre, insaisissable et particulièrement irréductible à toute approche du genre catalogue raisonné, lance et relance nombre de débats que l'on aurait tort de croire absolument dépassés. Par exemple, autour de la fonction et du rôle du musée, dont il traite pendant plusieurs années, à travers le « Musée d'art moderne » qu'il inaugure à la fin de 1968 dans sa propre maison (en y mettant des caisses empruntées à une firme de transporteurs d'œuvres d'art, et en présentant des cartes postales de tableaux de maîtres) et qu'ensuite il enrichit de plusieurs départements, multipliant les entrées relevant de considérations politiques, économiques et sociales ; tout en se gardant toujours de formuler quoi que ce soit clairement.

Broodthaers a eu le bonheur de découvrir les vertus des plaques en plastique thermoformées, qui lui permettent de faire mouler, comme des gaufres (encore l'idée de moule), des lettres, des mots, des phrases, en les rehaussant ou non de couleurs pour en compliquer la lecture. Et il s'en sert pour baliser son musée. Pour nourrir aussi ses « décors », salles de diverses couleurs ou « jardins », qu'il installe cette fois dans les musées où il est invité à exposer. Dans cette dernière étape de son œuvre, à renfort de plantes vertes et de mobilier ordinaire, il reconstitue des lieux communs, semble-t-il, laissant à chacun le soin de greffer le discours de son choix sur la quiétude d'un cadre de vie dans lequel les armes à feu sont bien rangées sur une console, non loin de la table de jardin, des fauteuils et des parasols.

Marcel Broodthaers est mort en 1976, à Cologne. Depuis 1970, il avait quitté la Belgique pour s'installer d'abord à Düsseldorf, puis à Londres. Ce nomadisme a sans aucun doute aidé à faire découvrir son œuvre hétéroclite, volontiers hermétique, difficile à cerner, et qu'il faudra creuser, si l'on veut apprendre, au fond, qui se cache derrière, et à quels secrets mobiles répondent ces bribes de poèmes, ces objets, ces images, ces livres, ces interventions de toute nature. A cette recherche chère aux surréalistes *« d'un point de l'esprit où la vie et la mort, le réel et l'imaginaire, le passé et le futur, le communicable et l'incommunicable, le haut et le bas, cessent d'être perçus contradictoirement »* (deuxième *Manifeste*, 1929) ? Peut-être.

En tout cas, si pour l'instant les pièces du puzzle Broodthaers s'emboîtent mal, le jeu est aujourd'hui tenu en haute estime, en Belgique et ailleurs. Il perpétue l'image d'une création révoltée et libre, pourfend l'esprit de sérieux, comme celui d'un James Ensor. Tout Belge, si complètement belge qu'il soit, son parcours des moules (une version nouvelle du parcours des masques ?) n'en est pas moins conçu à la croisée de questions qui partout ont agité l'art contemporain. Et qui l'agitent toujours. A preuve ces jeunes tentés par l'aventure de l'objet, qui ne sont pas forcément belges, et pour qui Broodthaers est une référence.

GENEVIÈVE BREERETTE

★ Lire les renseignements pratiques concernant l'exposition « L'Art en Belgique » sous notre rubrique « Nouvelles expositions » ci-contre.

★ Un ensemble d'œuvres de Broodthaers est présenté à la galerie Isy Brachot, 35, rue Guénégaud, jusqu'au 12 janvier.

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît dans *le Monde* du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

L'Art en Belgique – Flandre et Wallonie – au XXe siècle

Un point de vue sur l'art du XXe siècle en Flandre et en Wallonie, dans la foulée de Wiertz, Rops, Khnopff et Ensor. Où le surréalisme fait poids et loi ; où, dans la foulée de Magritte, la subversion des images est de mise. (*Lire notre article ci-contre*).

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Du 13 décembre au 10 mars 1991. 15 F.

Daniel Tremblay

Un jeune artiste des années 80, disparu dans un accident de voiture, il y a cinq ans. Dans ses œuvres à base d'objets ordinaires, qui tiennent du relief et de la peinture, modestement, il a mis de la poésie, sans faire bête.

Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8e. Tél. : 45-63-90-55. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Du 12 décembre au 28 janvier 1991.

Mulhouse

Dessins et dessins

Un point de vue, celui d'Olivier Kaeppelin, sur le dessin contemporain en France. Y sont proposées des œuvres de Jean-Pierre Bertrand, François Bouillon, Pierre Buraglio, Thierry Delaroyère, Daniel Dezeuze, Wolfgang Gafgen, Jean-François Lacalmontie et Georges Touzénis.

Musée des Beaux-Arts, 4, place Guillaume-Tell, 68100. Tél. : 89-32-58-46. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, jeudi jusqu'à 21 heures. Du 13 décembre 1990 au 10 février 1991.

SÉLECTION PARIS

Art et publicité

Des photos d'Atget et Seeberger témoignant des formes de la publicité urbaine vers 1900 aux artistes d'aujourd'hui qui détournent les idées et le langage publicitaire, l'histoire d'une relation d'exécration-fascination. En 1 200 œuvres rassemblées au centre Pompidou par le musée, le CCI et la BPI. Non sans quelque confusion.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie 5e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 25 février 1991. 16 F.

Artistes tchèques et slovaques

Que font les peintres tchèques, moraves et slovaques depuis les années 60 ? Une triple exposition, au Musée du Luxembourg, sous la coupole du Printemps Haussmann et à la Défense, permet de s'en faire une idée. Elle réunit une quarantaine d'artistes qui parfois ont quitté le pays. Certains, comme Vladimir Bostik, Rudolf Fila, Jiri Kolar, Miloslav Moucha ou Vladimir Skoda, sont connus, les autres à découvrir.

Musée du Luxembourg, 15, rue de Vaugirard, Paris 6e. Tél. : 42-34-25-95. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 janvier 1991.

Jacques Charlier

Pour résumer en deux mots l'œuvre de Jacques Charlier, artiste belge d'aujourd'hui (figurant d'ailleurs dans le panorama du Musée d'art moderne), on pourrait dire qu'elle est le produit fantaisiste et détonant d'un peintre qui aime la peinture plus que peindre.

Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New-York, Paris 16e. Tél. : 47-23-38-88. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Fermé les 24, 25 et 31 décembre et le 1er janvier 1991. Jusqu'au 12 janvier 1991.

Euphronios, peintre à Athènes au VIe siècle avant Jésus-Christ

Les peintres de vases grecs avaient des noms, dans l'Antiquité, comme les artistes d'aujourd'hui. Euphronios était l'un d'eux. Il a bénéficié d'un nouveau type d'archéologie, le dépoussiérage muséographique, qui profite tout particulièrement à cette forme de la création hellénique. Le Musée du Louvre, en outre, n'a rien négligé pour redorer la renommée du bel et bon Euphronios.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1er. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi et le 25 décembre de 12 heures à 22 heures. Visites-conf. jusqu'au 29 déc. les lundi à 19 heures (sauf 24/12), jeudi et samedi à 15 h 30. Jusqu'au 31 décembre. 25 F.

➡

ARTS

➡

Il y a cent ans ils ont donné l'« Olympia »

Le Musée d'Orsay fête l'entrée, en novembre 1890, de l'*Olympia* de Manet dans les collections nationales. Cette entrée n'allait pas de soi. Un dossier rappelle « l'affaire » : la souscription à l'initiative de Monet, et le don accepté à regret. Parallèlement sont exposés soixante-dix dessins et pastels du peintre.

Musée d'Orsay, entrée quai Anatole-France, pl. Henry-de-Montherlant, Paris 7e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Visite de groupes, rens. au 45-49-45-46. Jusqu'au 20 janvier 1991. 25 F (dimanche : 18 F.). Billet *jumelé exposition musée* : 40 F.

Joël Kermarrec

Peintures, dessins et objets d'un artiste, chef d'atelier aux Beaux-Arts depuis 1987. Avec lui, l'école du quai Malaquais inaugure une série d'expositions consacrées aux travaux des professeurs ou des élèves.

Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 17, quai Malaquais, Paris 6e. Tél. : 42-60-34-57. Tous les jours sauf mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 janvier 1991.

La Rome baroque de Maratti à Piranese

De Carlo Maratti à Giovanni Battista Piranese, une évocation de la Rome baroque, en cent soixante dessins, études pour des tableaux ou des grandes décorations. Cet ensemble inaugure les nouvelles salles d'exposition du pavillon de Flore.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard – côté jardin des Tuileries, Paris 1er. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi et les 25 décembre et 1er janvier de 9 heures à 17 h 15. Jusqu'au 18 février 1991. 27 F (prix d'entrée du musée).

Les Vanités dans la peinture au XVIIe siècle

Où le crâne occupe une place d'honneur sur les tables, parmi les fleurs, les bijoux, l'argent, les portraits et les miroirs... en des compositions savantes invitant l'homme à réfléchir sur sa destinée, la brièveté de la vie, l'inanité des biens terrestres. Une exposition conçue par le Musée des beaux-arts de Caen, qui l'a présentée cet été.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 15 janvier 1991. 28 F.

Mémoires d'Egypte

Trois cents pièces en provenance des plus grands musées, pour une exposition tout aussi scientifique que spectaculaire, dont la mise en scène a été confiée aux décorateurs de « Cités-Cinés ». Tel s'annonce à Paris l'hommage de l'Europe à Champollion, qui remporta cet été, à Strasbourg, un vif succès.

Bibliothèque nationale, 1, rue Vivienne, Paris 2e. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Nocturne le samedi jusqu'à 23 heures. Jusqu'au 17 mars 1991. 35 F.

Papiers peints panoramiques

Les bourgeois aisés du dix-neuvième siècle avaient trouvé un excellent moyen de rêver, de plonger dans l'histoire, de voyager sans quitter leur salon ou leur salle à manger : en en couvrant les murs de grands paysages imprimés sur vingt à trente lés de papier peint. Presque du cinémascope, en somme.

Musée des arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli, Paris 1er. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 janvier 1991. 20 F.

Picasso, une nouvelle dation

Une nouvelle dation, celle de l'héritière de Jacqueline Picasso. Elle comporte beaucoup d'œuvres, peintures, céramiques, dessins, lithographies des dernières années, mais aussi des carnets, de précieux carnets concernant, par exemple, la genèse des *Demoiselles d'Avignon* ou des *Trois femmes* et un formidable papier collé de Braque : *Tivoli-cinéma* de 1913.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Général-Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 janvier 1991. 25 F (dim. : 16 F).

Jean Prouvé

Prouvé, le grand Prouvé dont chacun se réclame aujourd'hui, aura eu le bonheur de mourir avant de *voir le CNIT, auquel fut* associé son talent d'ingénieur, défiguré par les lois du marché. De son vivant, on avait un peu tendance à en faire un martyr de l'indifférence, un artiste maudit. Le CCI lui restitue la lumière et la gloire, dans un espace signé Renzo Piano.

Centre Georges-Pompidou, galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 28 janvier 1991. 16 F.

Simon Vouet

Ce n'est pas à une mince entreprise que se sont attelés les responsables de cette exposition Vouet. L'essentiel de son œuvre décorative a disparu, et nombre des tableaux sortis de son atelier ont été peints par des élèves auxquels il savait insuffler son propre talent. Soixante tableaux autographes ont toutefois pu être réunis, qui rappellent le séjour en Italie de Vouet et son inspiration caravagesque, ou qui relèvent de la veine française, plus légère, de ce peintre favori de Louis XIII.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 42-89-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 11 février 1991. 33 F.

D. R.

On ne peut imaginer écriture plus « griffée » que celle du sculpteur Germaine Richier, l'une des figures que l'on croise au Musée de Saint-Etienne, dans une exposition au titre un peu trompeur. Par le jeu des rapprochements imprévus, celle-ci invite à relire et redécouvrir des individualités sans partage, et, à travers elles, à reconsidérer toute une problématique de la représentation du réel dans les années 30, 40 et 50.

GALERIES

Jonathan Borofsky

L'Américain Jonathan Borofsky est un artiste capricieux et changeant, une sorte de transavantgardiste, qui manipule toutes sortes d'images et de matériaux, mêle volontiers peinture, dessin et sculpture, privilégie les installations. Dans son exposition chez Yvon Lambert, il traite la lumière et tourne autour de l'idée de spectre.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 10 janvier 1991.

Victor Brauner

Cinquante œuvres importantes de cet artiste d'origine roumaine, disparu en 1966 et dont la dernière grande rétrospective remonte à 1972. C'est un moderne, après un bref passage surréaliste, et avant d'être simplement un peintre solitaire qui livre ses obsessions et ses inquiétudes, explorant tour à tour les palettes de l'inconscient et de l'ésotérisme.

Galerie Didier Imbert Fine Arts, 19, av. Matignon, Paris 8e. Tél. : 45-62-10-40. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 décembre.

100 dessins

De M. Ingres à ... Sempé, en passant par les nabis (une spécialité de la maison), Cézanne, Seurat, Kupka, Balthus, Dali et beaucoup d'autres : cent dessins, au choix.

Galerie Bellier, 7, quai Voltaire, Paris 7e. Tél. : 42-60-74-72. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 décembre.

Marc Chagall noir et blanc

Un Chagall inhabituel, « hors couleurs », qui dessine au crayon, au lavis, à l'encre de Chine sur papier Japon, et sculpte. Trente-huit œuvres de 1941 à 1980.

Galerie Enrico Navarra, 75, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Tél. : 47-42-65-66. Tous les jours, sauf dimanche et lundi. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 décembre.

Hélène Delprat

Cette jeune artiste active et passionnée, qui, ces derniers temps, travaille beaucoup pour le théâtre, inaugure la nouvelle galerie Maeght, rue Saint-Merri. Avec ses toiles les plus récentes.

Galerie Maeght, hôtel Le Rebours, 12, rue Saint-Merri, Paris 4e. Tél. : 42-78-43-44. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 février 1991.

Jacques Doucet

Un peintre dans le genre véhément, resté fidèle à l'esprit du mouvement Cobra auquel il a participé dès 1948. Un choix de tableaux *depuis cette période et* des gouaches récentes le montre, chez Boulakia (rive gauche, pour les tableaux ; rive droite, pour les gouaches).

Galerie Fabien Boulakia, 20, rue Bonaparte, Paris 6e. Tél. : 43-26-56-79. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 janvier 1991.

André Masson

42 huiles de 1922 à 1966, 24 pastels et dessins, 11 sculptures pour une exposition qui doit, après Paris, aller en Suisse et au Japon. Parmi les œuvres les plus importantes : la *Vue emblématique de Tolède*, de 1936-1939, un tableau apocalyptique avec feu, sang, cristal et Minotaure, lourd de toutes les mythologies developpées par André Masson au fil de sa vie.

Galerie Odermatt-Cazeau, 85 *bis*, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Tél. : 42-66-92-58. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 février 1991.

Arnulf Rainer, Alberto Giacometti

Le corps à corps avec la peinture d'un artiste autrichien qui applique la couleur directement, à main nue, la fait dégouliner sur ses tableaux en forme de croix, ou par-dessus des photos. Outre les œuvres récentes de Rainer, la galerie Lelong propose une exposition Giacometti, cet autre déchiré, à l'occasion de la publication de ses écrits (chez Hermann).

Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran, Paris 8e. Tél. : 45-63-13-19. Tous les jours, sauf dimanche, de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 11 janvier 1991.

RÉGIONS

Antibes

Henri Nouveau

On connaît mal Henri Nouveau (1901-1959), compositeur de musique et peintre originaire de Transylvanie, fixé à Paris. Dont les recherches abstraites s'inscrivent dans la lignée du Bauhaus. C'est d'ailleurs lors d'un séjour au Bauhaus, en 1928, que Nouveau conçut, sur une partition de Bach, la sculpture musicale présentée à Antibes parmi les huiles, les dessins, les collages de l'artiste.

Musée Picasso, château Grimaldi, 06600. Tél. : 93-34-91-91. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 janvier 1991. 20 F.

Evreux

Vies d'artistes

De Ben à Zush, en passant par Boltanski, Messager, Penone et Rainer, tout un dictionnaire contemporain, qui trouve dans les *Vies* de Giorgio Vasari, publiées en 1550, son modèle et son prétexte. Comme pour forcer le destin à prendre date, dès à présent, avec les renommées encore fragiles du présent.

Musée d'Evreux, ancien évêché, 6, rue Charles-Corbeau, 27000. Tél. : 32-31-52-29. Tous les jours, sauf lundi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 janvier 1991.

Grenoble

Anish Kapoor

Il est né à Bombay (en 1954), il vit à Londres, il expose partout en Europe depuis une dizaine d'années. Sa sculpture aux formes organiques, couverte de poudre noire, jaune, rouge, blanche ou bleue, fascine. A Grenoble, il expose certaines des grandes pièces présentées à la Biennale de Venise, ainsi qu'une nouvelle série créée spécialement pour le Magasin.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berriat, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours, sauf lundi, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 janvier 1991. 8 F.

Lyon

Le Démon des anges

Il s'agit d'une exposition d'œuvres d'artistes chicanos vivant du côté de Los Angeles. Les plus âgés d'entre eux ont participé, autour de 1970, à la réalisation de grands muraux, où ils ont fixé les thèmes de leur culture, sinon les termes de la peinture que les plus jeunes pratiquent aujourd'hui. L'exposition, organisée à Nantes il y a un an, s'est promenée à l'étranger avant d'arriver à Lyon.

Espace lyonnais d'art contemporain, centre d'échanges de Perrache, 69002. Tél. : 78-42-27-39. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 31 décembre.

Nancy

Autour de Maurice Denis

Les œuvres majeures du Musée du Prieuré de Saint-Germain-en-Laye sont à Nancy, où elles entourent celles des nabis conservées au Musée des beaux-arts grâce à la donation Henri Galilée (1875-1937). Une heureuse rencontre, dont Maurice Denis, Bonnard, Vuillard, Sérusier, Roussel, Valloton et Maillol sont les acteurs.

Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-65-01. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h 30 à 18 heures, lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 février 1991.

Nîmes

Robert Filliou

Quatre-vingts œuvres en tout genre, pour illustrer la production insolite et turbulente d'un artiste « touche à tout » qui, partageant les vues des néo-dadaïstes du mouvement Fluxus, s'est déclaré pour la créativité permanente et l'abolition des frontières entre l'art et la vie.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc, 30033. Tél. : 66-76-73-47. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 janvier 1991.

Quimper

La Compagnie des objets

Mais oui, il arrive aux artistes d'aujourd'hui de peindre des natures mortes. A preuve, les œuvres d'Alberola, Barcelo, Garouste, Laget, Polke ou Sicilia présentées en compagnie des objets de quelques grands aînés comme Braque, Morandi et Picasso. Pour inaugurer le Quartier, le nouveau centre d'art contemporain de Quimper.

Le Quartier, centre d'art contemporain. Place du 137e R.I., 29000. Tél. : 98-55-55-77. Tous les jours, sauf lundi, de 11 heures à 19 heures, samedi de 14 heures à 18 heures, dimanche de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 28 février 1991. 20 F.

Rennes

Designo

Au dix-huitième siècle, un parlementaire rennais achetait des dessins de Vinci, de Bellini et de Donatello. Le musée de la ville en a, enfin, dressé l'inventaire et les expose comme ils méritent de l'être.

Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél. : 99-28-55-85. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, jeudi jusqu'à 20 heures. Visites commentées gratuites jeudi à 18 heures, dimanche à 15 heures et 16 h 30. Jusqu'au 7 janvier 1991. 11 F (gratuit dimanche 16 décembre).

Rochechouart

Richard Long

Cercles d'ardoise et de pierre, lignes de bois flottés, anneaux de terre et de boue, d'un Anglais dont l'œuvre est le produit simple et beau d'un désir profond de dialogue avec la nature et les éléments fondamentaux de l'univers.

Musée départemental, Château, 87600. Tél. : 55-45-10-16. Tous les jours, sauf lundi et mardi, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 janvier 1991. 8 F.

Saint-Etienne

L'Ecriture griffée

Un propos, une réflexion sur le dessin tel que certains artistes, des années 30 aux années 50, le pratiquent. Par exemple Artaud, Dubuffet, Fautrier, Giacometti, Gruber, Wols.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-58. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 février 1991. 22 F.

(Voir notre photo légendée ci-contre.)

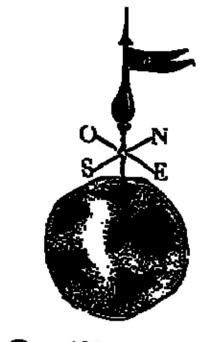
Tours

Zao Wou-Ki

Du plus français des peintres extrême-orientaux, le Musée de Tours propose un choix de peintures, d'encres de Chine et d'estampes. Depuis *le Vent*, (1954) du Musée national d'art moderne, jusqu'aux grandes abstractions récentes.

Musée des beaux-arts, 18, place François-Sicard, 37000. Tél. : 47-05-68-73. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés, de 9 heures à 12 h 45 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 février 1991.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breerette.



BILLET

L'an III du RMI

Deux ans après sa création, le revenu minimum d'insertion (RMI) paraît avoir réussi sa montée en charge. La communication que M. Claude Evin, ministre de la solidarité, devait présenter lors du conseil des ministres du mercredi 12 décembre, indique que la croissance du nombre d'allocataires est actuellement de l'ordre de 3 500 par mois contre 8 000 entre juillet 1989 et juin 1990.

Alors qu'en deux ans, 700 000 foyers, soit 1,5 million de bénéficiaires, auront été couverts par le RMI, on découvre aujourd'hui que 200 000 allocataires ont quitté le dispositif. Depuis janvier, ce mouvement concerne 11 000 personnes chaque mois. Pour près de 8 500, il s'agit d'une « sortie durable » (retour à une activité professionnelle, stage ou obtention d'une prestation sociale permettant de disposer de ressources suffisantes).

Des chiffres encourageants car le RMI ne doit pas constituer un statut social durable. Sa vocation est plutôt de jouer un rôle de prestation d'attente (1 800 F par mois en moyenne). Objectif le plus ambitieux de la réforme, l'insertion devient donc peu à peu une réalité. Pour 38 % des RMIstes, un « contrat » individualisé a été élaboré en ce sens. Malgré tout, de sérieux progrès restent encore à accomplir car l'implication des partenaires locaux – administration, élus, associations – apparaît très inégale.

Ainsi, selon les départements, le pourcentage de bénéficiaires disposant d'un contrat d'insertion varie de un à quatre et le taux d'accès aux mesures du plan emploi de un à treize. Certains font état de résultats tangibles (Pas-de-Calais, Seine-Maritime, Haute-Marne, Ille-et-Vilaine, Meuse, Jura), alors que d'autres sont visiblement à la traîne (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Corse, Charente, Loire, Eure-et-Loir, Alpes-Maritimes).

Certes, ces écarts s'expliquent en partie par la pluralité des situations économiques et sociales, mais ils résultent également de différences de mobilisation. La preuve : sur un potentiel de 1,5 milliard de francs, environ la moitié seulement des crédits d'insertion des départements aura été effectivement dépensée en 1990.

J.- M. N.

Enorme succès pour la privatisation de l'électricité en Grande-Bretagne

La privatisation des compagnies régionales d'électricité continue de remporter un grand succès : demandés déjà par environ un Anglais sur dix – soit par 5,75 millions de personnes. – les titres ont battu tous les records lors de leur introduction à la Bourse de Londres, mardi 11 décembre : les primes ont atteint entre 45 % et 77 % sur leur prix d'émission partiel de 100 pence (les investisseurs doivent encore régler 140 pence en deux versements d'ici à 1992). En moyenne, la plus-value des douze sociétés s'est établie à 54 % dans les premières minutes de transactions, reflétant la pénurie d'actions créée par le succès de l'opération.

Les compagnies, vendues 5,2 milliards de livres (52 milliards de francs), ont en effet suscité une demande plus de dix fois supérieure à l'offre, et les actions ont été distribuées avec parcimonie. La compagnie plébiscitée a été Manweb, qui dessert la région de Manchester : ses titres se sont envolés à 177 pence, soit une plus-value de 77 %. Au bout d'une heure, la London Electricity détenait la lanterne rouge avec une avance de 42,5 %.

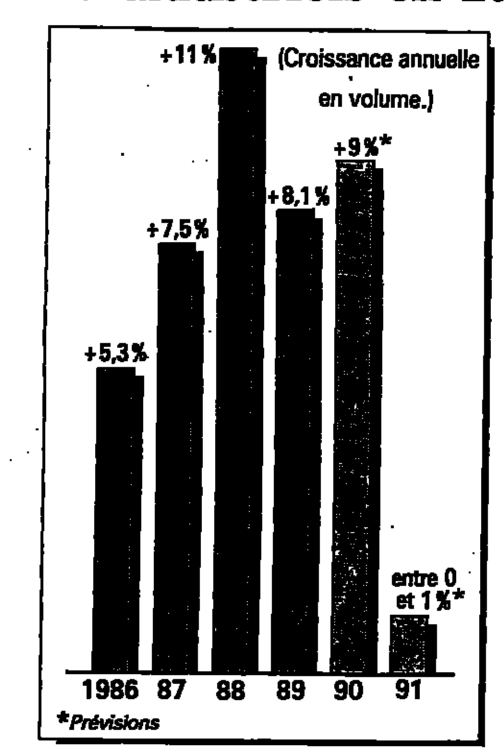
L'enquête de novembre auprès des chefs d'entreprise

L'INSEE prévoit une pause des investissements industriels en 1991

Les entreprises industrielles pourraient marquer une pause l'année prochaine dans leurs investissements. Telle est l'information que fournit l'INSEE au vu de son enquête de novembre dans l'industrie. Les réponses des chefs d'entreprise représentent une augmentation de 4 % en valeur des dépenses d'équipement, ce qui, compte tenu de la hausse des prix, doit correspondre en volume à une quasi-stagnation.

L'enquête montre aussi que les entreprises donneront la priorité aux investissements de modernisation sur les investissements destinés à accroître les capacités.

L'expérience montre que les prévisions formulées en novembre pour l'année suivante sous-estiment régulièrement les dépenses effectivement réalisées. Quoi qu'il en soit, et même si les industriels révisent dans quelques mois à la hausse leurs projets, une pause – ou un net ralentissement – de la croissance des dépenses d'équipement serait logique.



Tout d'abord parce que cette pause va survenir après une période de forte progression : + 32 % en volume depuis trois ans, + 50 % depuis 1985. Si la crise du Golfe amplifie probablement la « réserve » actuelle des industriels, c'est bien le ralentissement de la croissance économique dans le monde – ou plutôt le ralentissement de la demande – qui crée le phénomène et le rend presque inévitable. D'autant que l'épargne brute des firmes a maintenant tendance à se dégrader.

La pause prévisible des investissements sera probablement plus le fait en 1991 des petites et moyennes entreprises que des grosses qui, elles, réagissent avec la lenteur des gros navires.

Si le climat international devait rester mauvais et la demande mondiale déprimée, c'est en 1992 que la pause des investissements des grandes entreprises se ferait surtout sentir.

Un entretien avec les opposants au tracé du TGV Méditerranée

« Faut-il démolir la Provence pour gagner vingt minutes entre Paris et Marseille ? »

Quelques semaines avant le choix du tracé définitif du TGV Méditerranée vers Marseille et Nice par le ministre de l'équipement, les opposants réunis dans la CARDE (Coordination associative régionale de défense de l'environnement) changent de tactique. Ils renonceraient à bloquer les voies ferrées et publient, le 12 décembre, une étude démontrant que les voies à grande vitesse peuvent emprunter les couloirs ferroviaires existants. Dans l'entretien qu'ils nous ont accordé, MM. Francis Wishart, secrétaire de la CARDE et par ailleurs membre fondateur, et Eric Pourchier expliquent pourquoi.

« Pourquoi la CARDE renoncera-t-elle au blocage des voies ferrées ?

– Nous ne sommes ni contre la SNCF ni contre le train ni contre le TGV même si nous avons été obligés de donner une image un peu caricaturale de notre action. Les blocages de trains confortaient cette image, gênaient les voyageurs qui n'y pouvaient rien et heurtaient les cheminots FO, CGT et CFDT qui sont proches de nos vues.

– Les dégâts que cette infrastructure d'intérêt public et national causent aux propriétés privées sont indéniables. Mais ne grossissez-vous pas à outrance les nuisances du TGV, vous, associations provençales qui avez laissé construire des autoroutes autrement destructrices ?

– C'est vrai : nous nous réveillons un peu tard. Chacune de nos associations se battait dans son coin pour défendre son cadre de vie. Nous nous sommes trouvés confrontés à un projet de TGV qui a joué un rôle de catalyseur. C'est paradoxal, car le train est le moins polluant des modes de transport, mais il est plus facile de mobiliser contre un projet de cette envergure que contre des tronçons d'autoroute. Nous déciderons prochainement d'élargir notre action à d'autres dossiers. Il existe aujourd'hui dans notre région une prise de conscience que la Provence est belle et fragile et que les trente dernières années ont été catastrophiques pour son environnement. L'urbanisation y a été forte et la pression foncière demeure élevée. Il était inévitable que nous réagissions à un projet de TGV qui promet de sabrer dans la Provence la plus pure, celle de l'arrière-pays, et qui pourrait consommer 7 500 hectares uniquement dans le département des Bouches-du-Rhône.

« Nous défendons un pays que nous aimons »

– Est-ce que vous ne représentez pas surtout les intérêts des propriétaires menacés d'expropriation ?

– Il est vrai que le gros de nos troupes est composé de riverains du projet de voie à grande vitesse. Nous sommes un certain nombre à n'avoir aucun intérêt dans l'affaire, sinon celui de défendre un pays que nous aimons. De toute façon, il est bon que les citoyens se prennent en charge en matière d'environnement.

– Le train que vous qualifiez vous-mêmes de mode de transport le moins polluant n'a pas d'avenir face à l'avion et à la voiture s'il ne roule pas à grande vitesse. Votre opposition n'est-elle pas en contradiction avec votre sympathie pour le chemin de fer ?

– Nous croyons à l'aménagement des couloirs ferroviaires existants entre Valence et Marseille et à la construction de voies nouvelles situées à 95 % sur l'emprise actuelle de la SNCF. Le profil de ces voies autoriserait des vitesses comprises entre 160 et 220 km/heure. D'accord, ce ne serait pas de la grande vitesse, mais cette allure permettrait de relier Paris à Marseille en 3 h 28 alors qu'on nous annonce, au mieux, 3 h 06 pour le projet officiel.

– Vous refusez la construction d'une ligne directe vers Fréjus et Nice. Est-ce que, ce faisant, vous ne faites pas preuve d'égoïsme puisque le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône profitent déjà des bienfaits du TGV tandis que les Alpes-Maritimes y aspirent encore ?

– Le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur qui a demandé à la SNCF de revoir son projet représente l'ensemble de la région. D'autre part, la desserte de Fréjus et de Nice n'est pas urgente. La SNCF ne souhaite pas tant satisfaire la demande actuelle qu'en créer une de façon artificielle. Il nous semble plus intéressant de desservir avec le TGV toute la côte par les lignes existantes, certes tortueuses, mais qui profiteraient pleinement du TGV pendulaire en cours d'étude chez GEC-Alsthom.

« Le littoral touristique est proche de l'apoplexie »

– Dans vos rangs, des voix se sont élevées contre un TGV vers Nice destiné aux touristes. Cet ostracisme est-il bien raisonnable alors que la Provence et la Côte d'Azur vivent largement de la venue des vacanciers ?

– Le littoral touristique est déjà proche de l'apoplexie. Ce serait triste d'abandonner le Midi au tourisme et de réduire les Méridionaux à des tâches de garçons de café. Nous voulons une région où l'agriculture conserve son rôle.

– Pourquoi ne vous battez-vous pas plutôt pour obliger la SNCF et les pouvoirs publics à réaliser un maximum d'ouvrages pour inscrire convenablement le TGV dans les sites ?

– Malgré cela, le TGV créerait de nouveaux couloirs de nuisances. Les élus et les propriétaires vendraient à terme les terrains situés en bordure de la voie nouvelle à des promoteurs d'entrepôts ou de bureaux qui se moquent du bruit ou du silence. La vocation de la Provence se trouverait bouleversée. Les technocrates ont méconnu la renommée de notre pays et sous-estimé le tort qui risquait de lui être infligé.

– Si l'Aude, la Champagne, la Touraine et l'ensemble des régions traversées par une ligne à grande vitesse adoptaient votre attitude, il n'y aurait plus de TGV en France...

– Toutes les régions de France ont leur spécificité et leur richesse. Il faut les respecter. Le progrès, c'est aussi quand l'homme mesure les conséquences de ses actions. Est-il rationnel de gagner 22 minutes entre Valence et Marseille en démolissant la Provence ? De rouler à 300 km/heure pour faire chic ? De dépenser 9 milliards de francs en tunnels, en tranchées, en écrans anti-bruit entre Aix et Fréjus alors que la région n'arrive pas à créer une desserte ferroviaire entre Aix, Marseille et Vitrolles ? Nous croyons que le génie technologique ne doit pas étouffer le génie culturel.

Propos recueillis par **ALAIN FAUJAS**

La conférence du cartel du pétrole à Vienne

Le risque de guerre paralyse les travaux de l'OPEP

« Le marché n'attend rien de cette réunion. L'importance de l'OPEP est totalement effacée par les événements internationaux. Le mieux qu'ils puissent faire, c'est de ne rien changer ! » **A la veille de la réunion du cartel, le mercredi 12 décembre à Vienne, le patron de la compagnie Coastal Corps, en bon Texan, ne mâche pas ses mots. Pourtant, il suffit de humer l'atmosphère du palace viennois où logent les treize délégations de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour comprendre qu'il a raison.**

VIENNE

de notre envoyée spéciale

Pas de *trader*, peu de compagnies, des observateurs en nombre limité, c'est dans une atmosphère délétère que se réunit, le 12 décembre, le trop célèbre cartel aujourd'hui totalement impuissant à maîtriser des prix du pétrole de plus en plus instables, qui fluctuent largement depuis le 2 août entre 26 à 40 dollars par baril au gré des caprices politiques de la crise au Proche-Orient.

Guerre ou paix ? C'est pourtant un véritable dilemme qui se pose en cette fin d'année à l'OPEP. Car pour le cartel plus encore que pour les marchés financiers, les banques ou les responsables économiques l'issue de la crise du Golfe est vitale.

Depuis l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août dernier, les treize pays exportateurs de pétrole, réduits de fait à onze par le blocus qui gèle la production de deux pays membres, ont fait de leur mieux pour limiter les dégâts. En levant toutes les contraintes qui pesaient sur l'extraction (plafond, quotas, etc.), le cartel a permis aux six pays qui en avaient les capacités (1) de produire au maximum et ainsi remplacé en totalité les approvisionnements manquant.

Signal d'alarme sans ambiguïté

Quatre mois après le début du conflit, l'OPEP à onze produit autant que l'OPEP à treize et le marché pétrolier est mieux approvisonné que jamais. Presque trop même, compte tenu de la récession qui partout en Occident réduit depuis deux mois la demande. Selon les dernières statistiques de l'Agence internationale de l'énergie, la production du cartel a retrouvé, à près de 23 millions de barils par jour, son niveau du mois de juillet alors que la demande baissait de 1,5 %, et les stocks sont au plus haut depuis 1981.

C'est là que le bât blesse. Car, les cours n'étant plus soutenus que par la peur de la guerre, il ne fait pas de doute que si le conflit trouve enfin une issue pacifique, ils risquent de s'effondrer au moins aussi brutalement qu'ils s'étaient envolés. La rechute des prix enregistrée la semaine dernière – moins 7 dollars en quatre jours – constitue un signal d'alarme sans ambiguïté.

L'organisation, si elle se comportait en vrai cartel, devrait donc en bonne logique d'ores et déjà amorcer un retour vers une limitation de sa production. Car il sera très difficile, une fois le conflit terminé de ramener rapidement chaque pays membre à la discipline. C'est d'ailleurs ce que suggère la délégation iranienne, qui, mardi, à la veille de la conférence, a souhaité une baisse immédiate de la production au niveau fixé en juillet dernier (22,5 millions de barils par jour) et la fixation de quotas pays par pays applicable dès la fin de la crise.

Mais l'OPEP peut-elle prendre une telle décision tant que l'hypothèque de la guerre n'est pas complètement levée ? En cas de conflit armé, l'approvisionnement du marché, aujourd'hui trop abondant risque alors de se retrouver bien juste, surtout si l'Arabie saoudite est touchée, et les stocks constitués par les compagnies et les pays producteurs du Golfe (Arabie saoudite, Iran notamment) depuis l'automne, qui pèsent sur les cours, ne seront pas de trop.

Dans cette hypothèse, les cours risquent de s'emballer à nouveau bien au-delà des 41 dollars atteint le 10 octobre dernier, au plus fort de la tension. L'OPEP, qui jusqu'ici a manifesté sa bonne volonté vis-à-vis des consommateurs, apparaitrait une fois de plus comme le responsable d'un nouveau choc pétrolier, lequel risquerait de détourner définitivement les pays occidentaux du pétrole.

Politiquement, cette décision équivaudrait en outre à nier l'hypothèse de la guerre, clé de voûte du dispositif destiné à amener M. Saddam Hussein à la raison. Une décision inacceptable pour l'Arabie saoudite, principal allié du Koweït et des Etats-Unis, directement menacé par l'invasion irakienne. Or le royaume saoudien, premier producteur de l'OPEP, a les moyens d'imposer ses vues. Il est celui qui depuis quatre mois a, de loin, fourni le principal effort, en gonflant sa production de 5,4 à plus de 8,2 millions de barils par jour, au point d'assurer aujourd'hui à lui seul un tiers environ de toutes les exportations mondiales.

Pris entre ces deux périls extrêmes, et déchiré par la crise la plus grave qu'il ait jamais connu on voit mal comment le cartel pourrait décider autre chose qu'une prolongation du *statu quo*. Bien heureux encore s'il parvient à éviter que l'Irak et le Koweït, tous deux représentés à Vienne, ne transforment la réunion en forum politique.

VÉRONIQUE MAURUS

(1) Arabie saoudite, Iran, Venezuela, Emirats arabes unis, Libye et Nigeria.

Les éditeurs de programmes poursuivent leur action

Deux firmes prises en flagrant délit de piratage de logiciels

A la suite d'un contrôle effectué dans leurs locaux par l'Afel (Association française des éditeurs de logiciels micro-informatique), deux sociétés, Rhône-Poulenc Film et France Distribution Système (du groupe Bolloré) ont été prises en flagrant délit de piratage de logiciels. Elles risquent de ce fait des peines allant de trois mois à deux ans de prison pour les responsables de la fraude et une amende de 6 000 à 120 000 F.

Rien de plus facile en effet que d'effectuer une copie de programme, qu'il soit ou non protégé contre la fraude. Et les entreprises ne s'en privent pas. Le manque à gagner pour les éditeurs de logiciels s'élèverait en France à plus de 4 milliards de francs, estime M. Hugues Leblanc, PDG de la Commande Electronique, société spécialisée dans l'édition et la distribution de logiciels et président de l'Afel.

Si l'on pirate plus en France qu'aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, certains pays européens pourraient battre l'Hexagone sur le poteau dans ce sport peu recommandable. Ainsi en serait-il de l'Allemagne et de la Suisse, selon l'Afel qui établit ce palmarès en se fondant sur le nombre de logiciels vendus par ordinateur installé.

Pour remédier à cet état de fait, l'Afel a donc décidé de multiplier les contrôles, poursuivant l'action engagée en octobre dans les locaux de l'INPI (Institut national de la propriété industrielle). Des logiciels piratés avaient alors été saisis dans cet organisme pourtant chargé de protection industrielle.

En octobre 1989, des copies frauduleuses de programmes avaient également été saisies chez TDF (Télédiffusion de France) et Paribas. Les contrôles avaient alors été effectués par la Business Software Alliance (BSA), association regroupant les principaux éditeurs de logiciels américains et dont l'Afel est le correspondant français. Le litige vient de se terminer par un règlement à l'amiable et l'on peut penser qu'il en sera de même pour les entreprises incriminées ces derniers jours.

A. K.

ÉCONOMIE

INDUSTRIES

Alliance entre SCA et MoDo

Regroupement au sommet chez les papetiers suédois

STOCKHOLM

de notre correspondant

M. Matts Carlgren, soixante-treize ans, a cédé *« l'œuvre de sa vie »*, le groupe forestier et papetier suédois MoDo, à l'un de ses principaux concurrents dans le secteur, Svenska Cellulosa (SCA). De trois, le nombre de géants du bois et du papier suédois risque de passer à deux. Associés, SCA et MoDo parlent désormais à armes égales avec Stora – qui s'est illustré cette année en rachetant l'allemand Feldmühle Nobel – devenant le premier fabricant de papier européen (47 milliards de francs de chiffre d'affaires). En 1987, M. Carlgren avait entrepris de faire de MoDo un concurrent direct de SCA et de Stora en rachetant Holmen et Iggesund, des fabricants plus petits. Trois ans plus tard, il a dû renoncer.

M. Carlgren a évité le pire : devoir vendre ses titres au financier suédois exilé en Suisse, M. Fredrik Lundberg, qui tentait depuis plusieurs mois de prendre le contrôle de MoDo. SCA qui, aux yeux de M. Carlgren présente l'inestimable avantage d'être issu du milieu forestier, a fait la même offre que M. Lundberg, soit trois fois au-dessus de l'action MoDo. Au passage, il a récupéré les actions que le groupe de presse Marieberg détenait dans le groupe. SCA contrôle maintenant 16 % du capital de MoDo, 32 % des droits de vote et a conclu un accord de réciprocité en cas de cession de titres avec la fondation Kempe du nom du grand-père maternel. A eux deux, SCA et la fondation détiennent plus de 50 % des droits de vote, ce qui leur permet de tenir M. Lundberg en respect.

Svenska Cellulosa va devoir s'acquitter d'une facture plutôt lourde (1,4 milliard de francs) et financer son investissement en cédant plusieurs de ses filiales. Cette opération prouve en tout cas que les papetiers ont pris acte des inflexions récentes de la politique de leur gouvernement tant vis-à-vis de l'énergie que de l'Europe.

(Intérim)

□ **General Motors se lance avec Alcatel dans le radiotéléphone.** – General Motors, le premier fabricant américain d'automobiles, a annoncé mardi 11 décembre son intention d'entrer sur le marché du radiotéléphone numérique, choisissant Alcatel NV (groupe CGE) comme partenaire dans cette opération. General Motors s'appuiera sur sa filiale Hughes Network Systems (HNS), spécialisée dans les télécommunications et sur son propre réseau commercial. HNS a signé un accord à long terme avec Alcatel pour la fourniture des équipements de commutation.

DÉMOGRAPHIE

L'INSEE saisit le procureur de Saint-Etienne à propos des résultats du recensement

LYON

de notre bureau régional

Ayant jugé suspects deux mille bulletins du dernier recensement à Saint-Etienne, la direction Rhône-Alpes de l'INSEE a saisi le procureur de la République de cette ville. Une enquête a été confiée au SRPJ. Alors que les services municipaux ont totalisé 203 493 habitants, l'INSEE, après vérifications, n'en a retenu que 201 569, en y incluant les « doubles comptes », 199 388 sans ceux-ci.

Le maire (UDF-CDS) de Saint-Etienne, M. François Dubanchet, défend le travail réalisé par les 450 recenseurs sous l'autorité d'un de ses adjoints : *« Dès le début du recensement, de mauvaises relations se sont établies avec les gens de l'INSEE,* dit-il. *J'ai eu le sentiment que l'INSEE voulait que nous perdions des habitants. »* M. Dubanchet attend sereinement les conclusions de l'enquête, en faisant observer que sa ville, même selon les chiffres de l'INSEE, reste au-dessus de la barre des 200 000 habitants.

La direction régionale de l'INSEE, elle, rappelle seulement qu'elle a pour tâche de faire des vérifications avant de publier les résultats officiels du recensement et d'effectuer les corrections nécessaires. Mais on sait que lorsqu'elle croit à une fraude, elle transmet le dossier à la justice.

B. C.

CONSOMMATION

M. Pierre Bérégovoy se prononce en faveur de la publicité comparative

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, s'est prononcé pour l'introduction en France de la publicité comparative, dans un communiqué publié mardi 11 décembre. Le ministre *« souhaite que le Parlement puisse prochainement autoriser en France l'usage de cette liberté dans le respect scrupuleux de la loyauté des transactions »*.

M. Bérégovoy répond ainsi aux orateurs intervenus récemment au Sénat, lors de l'examen du budget de son ministère et de celui du secrétariat d'Etat à la consommation. Il a également fait savoir qu'il considérait comme injustifiées les réactions du CNPF contre l'introduction de la publicité comparative, annonceurs et agences de publicité craignant les excès de petits producteurs et distributeurs, soucieux de récupérer la notoriété de grandes marques en les dénigrant. M. Bérégovoy a *« constaté que, dans de nombreux pays développés, ce procédé publicitaire existe, stimule la concurrence et est entièrement au service du consommateur lorsqu'il s'appuie sur une déontologie claire »*.

La publicité comparative est aussi souhaitée par Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation.

ÉTRANGER

Les gouverneurs des banques centrales européennes s'inquiètent du déficit budgétaire allemand

Au cours de leur réunion mensuelle, tenue mardi 11 décembre, les gouverneurs des banques centrales des pays de la CEE se sont inquiétés de l'accumulation des déficits publics en Allemagne. Pays traditionnellement vertueux de la Communauté, l'Allemagne pourrait enregistrer dès l'an prochain un déficit budgétaire de 150 milliards de marks (510 milliards de francs, soit 5 % du produit national brut) en raison du coût du financement de l'unification.

M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank et du comité des gouverneurs européens a déclaré à l'issue de la réunion que l'actuel *« dosage des politiques économiques en Allemagne fait peser une charge trop lourde sur la politique monétaire »*. *« Une réduction du déficit public est nécessaire parce que sinon des tensions pourraient surgir au sein du SME »*, a-t-il ajouté.

Depuis son succès électoral du 2 décembre, le chancelier Kohl n'a pas exprimé son intention d'accroître la pression fiscale, et de nombreux responsables monétaires redoutent que le recours massif à l'emprunt pour financer le déficit provoque une hausse des taux d'intérêt en Allemagne et, de là, dans les autres pays européens.

A l'issue de la réunion, le directeur général de la banque centrale italienne M. Lamberto Dini, a confirmé qu'une réunion du groupe des sept pays industrialisés devrait se tenir à la mi-janvier.

SOCIAL

Plusieurs milliers de suppressions de postes attendues chez Thomson

Thomson-CSF devrait annoncer jeudi et vendredi à son comité central d'entreprise la suppression de plusieurs milliers de postes dans son secteur électronique système de défense (28 000 personnes), afin d'adapter les effectifs à la chute de son activité, prévue par son président (20 % dans les trois prochaines années, *le Monde* du 24 novembre).

De source syndicale, l'estimation avancée oscille entre 3 000 et 3 800 suppressions mais les documents de prévisions d'emplois pour 1991, 1992 et 1993 ne seront donnés par la direction qu'en cours de réunion. D'ores et déjà, pourtant, des comités d'établissement se sont tenus dans la division « radar contre-mesures » le 29 novembre : il en ressortait que 628 postes devaient êtres supprimés à Malakoff, dans la région parisienne, 264 à Brest (auxquels s'ajoutaient 83 essaimages), 180 à Pessac et 63 à Morlaix (auxquels s'ajoutaient une filialisation concernant 306 personnes). Ces 1 524 réductions sont comprises dans la fourchette citée plus haut.

Selon la direction, les licenciements se situeraient en dessous de 3 000 unités.

EN BREF

□ **Europe sociale : FO, la CFDT et la CFTC favorables à la règle de la majorité.** – Reçus mardi 11 décembre par le président de la République, les dirigeants de FO, de la CFDT et de la CFTC, les trois syndicats français membres de la Confédération européenne des syndicats (CES), ont souhaité l'élargissement du recours à la majorité qualifiée dans le domaine des dispositions sociales européennes. Selon MM. Blondel, Kaspar et Drilleaud, le prochain sommet de Rome doit permettre *« d'affirmer la place du social comme un enjeu essentiel de la construction européenne »*.

□ **Philips va supprimer huit-cents emplois en France.** – La filiale française de Philips, Philips Electronique grand public, a annoncé le 10 décembre dans un communiqué son intention de supprimer plus de 800 emplois dans les usines françaises. Le centre du Mans (Sarthe) va perdre 496 emplois, celui de Louviers (Eure) diminuera ses effectifs de 169 personnes et celui de Dreux (Eure-et-Loir) de 70 autres. La réorganisation concernera également le centre de Suresnes (Hauts-de-Seine)

□ **La COB transmet le dossier Girardet à la justice.** – La Commission des opérations de Bourse (COB) a annoncé mardi 11 décembre qu'elle allait transmettre au tribunal de grande instance de Lyon le dossier de la société de Bourse Girardet SA, soupçonnée d'avoir effectué des opérations *« à caractère irrégulier et frauduleux, au détriment de clients, notamment des fonds communs de placement »*.

Dans un communiqué, la COB précise que les opérations réalisées par les sociétés Girardet, L. Finance SA, Lugdunum Gestion SA, et Carim SARL sont susceptibles notamment de recevoir les qualifications *« d'escroquerie, abus de confiance, faux et usage »*.

COMMUNICATION

Reflet de la crise qui affecte la presse new-yorkaise

La grande grève du « Daily News »

Le conseil d'administration de la Tribune Company of Chicago, société éditrice du *Daily News*, en grève depuis le 25 octobre, s'est réuni le 11 décembre pour décider du sort du quotidien. Toutes les options ont été examinées, y compris l'éventuelle cessation de publication de l'un des plus forts tirages de la presse américaine. La direction va provisoirement poursuivre la diffusion du journal en espérant que sera bientôt trouvée une issue au conflit. Un conflit révélateur de la grave crise que traverse la presse new-yorkaise.

NEW-YORK

de notre correspondant

Des dizaines de blessés dont certains grièvement atteints, des menaces de mort, des camionnettes de livraison en feu tous les matins, une centaine d'arrestations, la police municipale en accusation, des concurrents qui augmentent le tirage et cassent les prix de la publicité pour affaiblir l'adversaire et, pour finir, des engins explosifs désamorcés à temps sur certains sites d'impression. Depuis quelques semaines, la presse new-yorkaise est en guerre. La direction du *Daily News*, propriétaire du quotidien affichant l'un des plus forts tirages de la presse américaine (plus d'un million d'exemplaires), et les 2 400 salariés de l'entreprise regroupés au sein de neuf syndicats se livrent la plus dure bataille que la ville ait connue depuis de nombreuses années. Sur le terrain et devant les tribunaux où les deux parties se réclament réciproquement des dizaines de millions de dollars de dommages et intérêts.

Les médiateurs, pourtant, n'ont pas manqué. Le maire de la ville, M. David Dinkins, le gouverneur de l'Etat de New-York, M. Mario Cuomo, le cardinal John O'Connor, connu pour ses positions souvent conservatrices, et l'incontournable révérend Jesse Jackson ont offert leurs bons offices. En vain. Un médiateur fédéral a même été nommé en la personne de M. Bernard DeLury, directeur du service des conciliations à Washington, mais sa proposition de tenir une réunion séparément avec chacune des parties au conflit s'est heurtée à l'opposition de M. George McDonald, le président de la puissante Allied Printing Trades Council, l'intersyndicale qui regroupe non seulement les salariés syndiqués du *Daily News*, mais aussi ceux de ses rivaux, le *New York Post* et le *New York Times*. Le leader syndical préconisait une réunion commune, impossible dans le contexte actuel. La Tribune Company of Chicago, la société éditrice du quotidien, a encore le choix entre une fermeture pure et simple du *Daily News* et le début de véritables négociations qui permettraient d'obtenir, à l'arraché, quelques concessions de part et d'autre. A l'image de l'accord conclu *in extremis* en septembre dernier au *New York Post* et qui a permis de sauver de peu ce journal d'une faillite assurée. Depuis plus d'un an, maintenant, MM. James Hoge, patron du *Daily News*, et McDonald savaient qu'ils allaient s'affronter bientôt. Commencée à l'automne 1989, la négociation du contrat salarial venant à échéance en mars 1990 était déjà dans l'impasse. Décidé à faire des économies en vue de moderniser un équipement qui, comme chez la plupart de ses confrères, accuse un important retard technologique, le directeur du journal dénonçait régulièrement les dérives salariales, prenant notamment l'exemple des dix chauffeurs de camionnettes de livraison les mieux payés qui, selon lui, gagnaient 100 000 dollars (500 000 F) par an, heures supplémentaires comprises. De leur côté, les syndicats, désireux de conserver les avantages acquis, soupçonnaient de plus en plus la société-mère éditrice de ne pas vraiment chercher à négocier mais plutôt à obtenir d'importantes concessions avant de vendre le *Daily News*, voire de créer le motif d'une grève pour fermer ensuite le quotidien de façon à se soustraire au versement des indemnités légales.

Trois cents incidents violents

La grève a éclaté dans la nuit du 25 octobre dernier lorsque, à la suite du licenciement d'un conducteur, employé de longue date dans l'entreprise. Ses collègues ont décidé de cesser le travail, tandis que la direction, qui avait prévu la réaction, faisait entrer dans l'imprimerie d'où était parti le mouvement revendicatif un car de « chauffeurs de remplacement ». Depuis, le conflit n'a fait que s'amplifier. Venus soutenir le syndicat des conducteurs du *Daily News*, lequel regroupe 740 adhérents, les neuf autres organisations syndicales regroupant l'ensemble des catégories de personnel, y compris les 780 reporters, rédacteurs, photographes, responsables de la publicité et des abonnements appartenant à la Newspaper Guild of New York, sont à leur tour entrées dans l'arène.

Nuit et jour, les grévistes, qui se voient réclamer 650 millions de dollars de compensation pour *« conspiration et terrorisme à l'encontre des vendeurs »*, défilent inlassablement au milieu des barrières mises en place par la police devant l'immeuble du quotidien. Parallèlement à cette manifestation pacifique, plus de trois cents incidents violents ont été enregistrés par les forces de l'ordre, notamment des attaques de kiosquiers acceptant de vendre l'édition du journal réalisée par des non-grévistes. Pour compenser la perturbation de son réseau de distribution, la direction a fait appel à des vendeurs occasionnels, des anciens combattants et des sans-abri faciles à trouver parmi les 80 000 *homeless* que compte l'agglomération. Une aubaine pour ces derniers, qui conservent le produit intégral de la vente (15 à 20 dollars par jour), à condition d'échapper à la surveillance musclée des diffuseurs grévistes.

Les quatre derniers quotidiens

A l'heure des comptes, le bilan est lourd. Le *Daily News* a déjà perdu plus de 100 millions de dollars à ce jour. Ses budgets publicitaires ont été sensiblement réduits quand ils n'ont pas été transférés en totalité à la concurrence. Tombée à 570 000 exemplaires par jour, la diffusion a diminué de moitié. Il y a vingt ans, elle dépassait les 2 millions de copies quotidiennes. De plus, le quotidien a perdu quelques-uns de ses *columnists*, ces chroniqueurs vedettes qui impriment la marque du journal, partis en signe de protestation contre l'attitude de la direction.

Cette longue grève intervient à un moment critique pour la presse new-yorkaise. Tous les journaux (quotidiens et magazines) sont confrontés à une baisse importante du volume de la publicité en raison de la crise économique que connaît le pays, encore plus accentuée sur la côte est des Etats-Unis. Dans le même temps, les lecteurs se font moins nombreux. En une génération, leur nombre a diminué de 20 %, essentiellement sous l'effet de la concurrence livrée par la télévision. New-York, qui comptait jusqu'à seize quotidiens dans les années 60, n'en possède plus que quatre. Trois tabloïds : le *Daily News*, publié en 1920 et épaulé par le groupe Tribune Company ; le *New York Post*, repris en mars 1988 à M. Rupert Murdoch par un promoteur immobilier new-yorkais, M. Peter S. Kalikow, et le *New York News Day*, le dernier venu sur le marché (1985), un quotidien appartenant au groupe Times Mirror (le *Los Angeles Times*) et qui effectue une belle percée. Enfin, le prestigieux *New York Times*.

Celui-ci doit faire face aussi à quelques problèmes, si l'on en juge par l'annonce d'une chute de 44 % de ses bénéfices au troisième trimestre 1990, conséquence directe de la morosité du marché publicitaire. Pour les spécialistes de la presse new-yorkaise, les difficultés du *Daily News* et, avant lui, du *New York Post*, confirment qu'à un avenir plus ou moins rapproché, Manhattan et sa périphérie n'auront plus qu'un tabloïd, celui des trois qui aura survécu, et un quotidien haut de gamme, contraint, lui aussi, de s'adapter pour conserver un lectorat de « cols blancs » mis à dure épreuve par la passe difficile que traverse New-York en ce moment.

SERGE MARTI

Rompant l'alliance internationale HDM

Eurocom regroupe ses forces sous une seule bannière publicitaire

Eurocom, la filiale publicitaire d'Havas, rompt son alliance au sein de HDM avec Young & Rubicam et Dentsu, les géants américain et japonais de la publicité. Fusionnant sous une seule bannière la partie européenne d'HDM et son réseau mondial EWDB, Eurocom Advertising devient le premier réseau publicitaire d'Europe, et le neuvième mondial.

Créé en 1987, HDM (Havas, Dentsu, Marsteller) avait vocation à être une « trilatérale de la publicité » conjuguant les forces de ses actionnaires, le français Eurocom, le japonais Dentsu et l'américain Young & Rubicam. Dans cette troïka planétaire, chacun restait majoritaire sur son continent et partageait les bénéfices attendus d'une implantation mondiale.

Mais ce trépied allait se révéler bancal. Fort en Europe, où il réalise 63 % de son activité et 90 % de ses profits, HDM végétait aux Etats-Unis. Lassé de s'en plaindre auprès de Young & Rubicam, la maison mère de Marsteller, Eurocom a préféré quitter l'alliance. Concrètement, Eurocom verse à ses ex-associés 50 millions de dollars, leur cède ses participations dans HDM USA (35 %) et dans HDM Asie-Pacifique (20 %), et reçoit les 49 % d'HDM Europe qu'il ne détenait pas encore.

Dans la foulée, HDM Europe est fusionné avec l'autre réseau international d'Eurocom, EWDB. Et l'ensemble prend le nom d'Eurocom Advertising. La nouvelle entité, avec 609 millions de dollars de marge brute en 1989 (plus de 3 milliards de francs), devient le premier réseau publicitaire d'Europe, dépassant Publicis-FCB et Young & Rubicam. Enfin, Eurocom, qui figurait au classement mondial des réseaux publicitaires aux 16e et 17e rangs avec EWDB et HDM, se hisse au neuvième rang. L'accord ainsi passé marque un double tournant dans la stratégie internationale d'Eurocom : il met fin à la dispersion des efforts et fait pour la première fois d'Eurocom une marque publicitaire, et non plus un nom de holding financière. La stratégie du « chalut » – une flottille d'agences pour satisfaire la diversité des clients, – qui avait réussi dans les années 70 en France, a en effet sinon échoué, du moins piétiné sur le plan international dans les années 80.

Dans la compétition mondiale, Eurocom a accumulé les déconvenues. Alliances avortées, accords mouvants : il y a à peine deux ans, Eurocom était certes présente dans cinq réseaux internationaux : HDM, WCRS, Bozell, CDP et Univas. Mais elle ne contrôlait que ce dernier, à l'existence fantomatique. Dès son arrivée à la tête du groupe en avril 1989, M. Alain de Pouzilhac affirme avoir tracé la nouvelle stratégie : *« Diversité en France, unicité à l'international »*. C'est l'élagage des petits réseaux et, en 1989, la prise de contrôle de WCRS, devenu sous le nom d'EWDB le cheval de bataille du groupe à l'étranger (*le Monde* du 19 octobre 1989). Mais ce nom d'EWDB restait inconnu des cénacles internationaux : il disparaît au profit de la bannière Eurocom. Ainsi le groupe n'aura-t-il plus qu'un seul réseau international dans chacun de ses cinq métiers : publicité, achat d'espaces (avec Carat), relations publiques, promotion des ventes et marketing direct.

Ayant émergé des luttes de barons du groupe, M. de Pouzilhac est maintenant à la barre d'un navire qui ne bat plus pavillon de complaisance. Un navire qui va devoir affronter les tempêtes du marché publicitaire, dont la croissance se ralentit sévèrement.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

PARIS - ILE-DE-FRANCE

Permis de construire annulés à Levallois-Perret

Front du refus contre Front de Paris

L'immobilier n'est plus ce qu'il était. On y récolte en ce moment davantage de mauvais coups que de bénéfices. La commune de Levallois-Perret en fait l'expérience. La voilà victime du scandale de la COGEDIM, dont le patron, M. Michel Mauer, inculpé d'usage de faux et d'escroquerie pour avoir, disent ses accusateurs, fait des fausses factures. Car la COGEDIM a choisi Levallois, et, plus précisément, sa ZAC dite du Front de Paris, pour édifier son nouveau siège social. Il s'agit d'un audacieux bâtiment de 8 000 mètres carrés de plancher qui, par faveur spéciale, doit enjamber la rue Jean-Jaurès. Pour rendre possible ce geste architectural, il a fallu déclasser la rue, d'une voie départementale de 17 mètres en faire une voie communale de 12 mètres. La ZAC abrite déjà les bureaux de la société Auguste Thouard, spécialisée dans la construction de bureaux.

Que ne ferait-on pas pour avoir, en supplément, l'honneur d'héberger sur son territoire l'un des mastodontes de l'immobilier français? *Las !* ce beau projet est à présent compromis. Il l'est d'autant plus que la fameuse ZAC du Front de Paris a, elle aussi, du plomb dans l'aile. Cet ensemble d'immeubles de 25 à 30 mètres de haut doit remplacer un vieux quartier aux rues étroites bordées de maisons basses et d'ateliers de mécanique automobile. Depuis 1986, M. Patrick Balkany, le maire RPR, veut effacer cette image du Levallois d'antan pour y substituer un front de grandes bâtisses regardant vers Paris. On veut entasser dans des programmes de *« grand standing »* 4 000 habitants nouveaux. Or on s'est aperçu que la Ville de Paris, de l'autre côté de la frontière communale – matérialisée par une modeste rue, – en a fait autant avec la ZAC Champerret, édifiée sur l'ex-ceinture verte autour du périphérique : 6 000 habitants. MM. Balkany et Chirac ont oublié de se concerter. Deux municipalités voisines, politiquement du même bord, ont organisé, avec la bénédiction des services de l'équipement et de ceux de la préfecture, un des plus beaux points de congestion de l'agglomération capitale.

« Dents creuses »

Des deux côtés, les habitants ont manifesté leur étonnement, puis crié leur colère. A leur demande, jugeant que le plan d'aménagement de la ZAC Front de Paris prévoyait trop de béton, pas assez d'espaces verts et d'équipements publics, le tribunal administratif de Paris a annulé le projet de M. Balkany en juin 1988. Du coup, tous les permis de construire déjà délivrés par le préfet de l'Ile-de-France sont devenus caducs. Levallois et le ministère de l'équipement ont fait appel de cette décision. Il y a quelques semaines, le 5 octobre 1990, le Conseil d'Etat leur a donné tort une nouvelle fois. Le plan Front de Paris cuvée 1988 ne vaut rien. Les urbanistes ont donc refait leur copie en abaissant certaines hauteurs, en supprimant quelques carrés de bureaux et en verdissant les interstices. Pas assez au gré de l'association des riverains qui a attaqué le plan d'aménagement de zone, le PAZ numéro 2, devant le tribunal administratif et pour les mêmes motifs, mais en demandant cette fois qu'on arrête le chantier. Car, pendant ces péripéties juridiques, les constructeurs ont travaillé tout de même. La ZAC est quasiment pleine, à l'exception de quelques « dents creuses ». Parmi celles-ci, l'espace réservé au siège de la COGEDIM. Si le tribunal se range encore aux côtés des défenseurs de la qualité de la vie et si M. Mauer continue à avoir des démêlés avec d'autres juridictions, l'immeuble enjambeur pourrait bien rester dans les cartons. Décidément, le Front de Paris, pourtant établi avec les parrainages les plus officiels, ressemble à celui de l'an 40. Il est passablement enfoncé.

MARC AMBROISE-RENDU

Humeur

Noël à tout casser

Noël à Paris, c'est la fête des étoiles dans la Ville Lumière, on imagine difficilement plus éblouissant. Pourtant, même s'il est vrai que les Champs-Elysées rayonnent quand la nuit vient, les éclairages de Paris et sa banlieue prennent cette année une lueur teintée d'amertume.

Ces vitrines de boules rouges, de sapins et d'étoiles font ressurgir d'un coup l'existence des casseurs. Malaise. Juste cette petite vitrine de rien du tout, et l'ensemble serait à portée de main.

Même si on ne peut pas demander aux commerçants de faire laid, ce surcroît de paillettes dérange un peu. N'y-a-t-il pas des passants chez qui se réveille, aussi, le syndrome de « la pie voleuse », juste parce que ça brille trop ?

On dit que les jeunes sont matérialistes. Ils ne se contentent plus de mots. Pourtant ces anges dorés dans les vitrines et cette neige artificielle sur les articles ont en commun avec les beaux discours de cacher l'essentiel. Quand le prix d'un blouson est astucieusement masqué par une branche de houx, c'est la difficulté à obtenir l'argent de l'achat que l'on dissimule.

Mais surtout, la féerie des ornements de Noël choisit ses quartiers. Les guirlandes et les décorations se balancent de préférence dans les rues marchandes en banlieue, sur les Champs-Elysées ou dans le Quartier latin à Paris. La fête est-elle donc inconnue rue de Normandie à Courbevoie ou rue Omer-Talon dans le 11e arrondissement ?

Ne pourrait-on pas imaginer que, pour changer, on illumine les rues sans prestige, sans magasin, sans rien d'autre finalement que le rêve de se prendre, une fois l'an, pour les Champs-Elysées ? Que tout l'argent qui passe dans les rues commerçantes ou d'autres points stratégiques revienne exceptionnellement à des quartiers plus ordinaires où les habitants se contentent d'habiter. Peut-être alors sentirait-on moins le décalage entre l'endroit où les casseurs dorment et celui où ils se servent ?

ADELINE CHENON

L'insoluble galère de la famille Diouara

Une évacuation nocturne de sans-abri

La préfecture de police a fait procéder, mercredi 5 décembre à 6 h 20, à l'évacuation de trois familles immigrées qui campaient, depuis le 23 septembre dernier, en face de la mairie du 18e arrondissement à Paris. Saisi par la Mairie de Paris, le tribunal administratif avait en effet jugé, le 29 novembre, que la présence de la tente et de ses treize occupants sur la voie publique *« portait atteinte à la tranquillité, à la sécurité et à la salubrité publique »*.

Quand, à 7 heures du matin, le père Li a entrepris d'ouvrir grand les portes de sa « Notre-Dame de Clignancourt », la place Jules-Joffrin lui a semblé changée, mais sans qu'il sache d'abord pourquoi. Et le propriétaire du « Nord-Sud », qui serrait ses cafés à la même heure, n'a, lui, rien remarqué du tout. Et puis, un peu plus tard, en voyant *« ces barrières de flics »* qui couronnaient la place et ces arroseurs zélés occupés à effacer, au plus vite, les miettes de trois mois et de treize vies, l'ecclésiastique et le cafetier ont compris : *« les gens de la tente »* avaient été déménagés pendant la nuit.

On s'était habitué à leur présence, à la sortie du métro. Indifférence ? Sans doute. Compassion, tout de même, quand les matins se faisaient plus froids. Admiration, car il y avait un vrai défi physique à se tenir là, sur la place publique, entre l'église et la mairie, entre le bureau d'Aide sociale et l'autel de la Charité. La famille Diouara était venue en pionnière dans cette tente louée par le Comité des mal-logés pour tous les sans-logis du coin, en septembre dernier. Sept personnes à eux seuls, sans compter le bébé de Saba, qui devrait naître dans une dizaine de jours. Une histoire triste, simple, exemplaire. L'histoire d'une famille et d'une intégration ratée. Celle d'un jeune Sénégalais qui, en 1971, à dix-neuf ans, quitte les champs de manioc et de blé de sa verte Casamance pour travailler à la chaîne chez Citroën, aux fonderies Arthur-Martin, et, aujourd'hui, s'épuiser tous les jours à vider les poubelles-containers de Saint-Brice, près de Sarcelles. Douta Diouara est en situation régulière, jouit d'un contrat de travail, et touche, au bout du mois, 5 500 francs brut de salaire pour faire vivre la famille.

Saturnisme

Heureusement, il y a les allocations familiales. Avec ses quatre enfants, la famille Diouara double ses revenus mensuels. Et vit – vivait – *« assez heureuse »*, puisque *« grâce à Dieu »*, répète Douta le musulman, *« les deux épouses s'entendent bien »*. Se débrouillant toujours, même quand il faut payer 2 500 francs la nuit d'hôpital pour Fatou qui accouche mais ne peut, à cause de cette situation bigame – *« illégale, mais tolérée et largement répandue »*, confesse-t-on au bureau d'aide sociale de la mairie du 18e – cotiser à la Sécurité sociale. *« Chez nous, on n'a jamais mendié la nourriture ou les vêtements »*, confiait-elle fièrement dans la tente au parfum de riz, de poisson bouilli du marché Dejean et d'épices des « Chinois » de la Goutte-d'Or.

D'ailleurs, ils s'y sentaient bien, dans ce 18e où, depuis leur arrivée en France, ils ont toujours habité. Même si, dans les deux petites pièces en vis-à-vis de dix mètres carrés chacune, au sixième étage du 18, boulevard Barbès, si consciencieusement mansardées que *« au bout, le petit Bambou ne tenait pas tout droit »*, l'un de ses frères grattait les vieilles peintures avec ses ongles et contractait le saturnisme. Même si, dans cet arrondissement au taux de natalité réjouissant et aux infrastructures scolaires toujours insuffisantes, seul l'un des enfants a trouvé place à la maternelle. Feront-ils comme tous les autres, iront-ils dans ces banlieues dont pourtant on veut ne pas faire des ghettos ? Impensable, M. Diouara le sait bien, de trouver aujourd'hui un logement à 1 000 francs par mois, comme ce deux-pièces dont le nouveau propriétaire les a, pour recouvrer l'usage de son bien, assez légitimement expulsés, en septembre dernier. Après « l'évacuation » plus brutale de ce 5 décembre, le bureau d'Aide sociale de la ville de Paris a accepté de payer deux chambres d'hôtel pour la famille, rue des Martyrs, la bien nommée. Mais pour une semaine seulement...

Dans le hall de la mairie, place Jules-Joffrin, Douta Diouara pleure. *« Vindieu ! Quelle vie ! »*, répète-t-il en serrant les poings. Au premier étage, à l'Aide sociale, on ne propose pas de réponses, puisqu'il n'y en a pas de claires. On parle de la *« responsabilité individuelle »* de ces gens qui émigrent avec la promesse d'hébergement gratuit, qui font des enfants et des grandes familles, qui prennent le risque de mettre en péril la santé de petits bébés en résistant dans une tente et en refusant les foyers. M. Diouara sort de son portefeuille la carte d'identité de son père, cordonnier et artilleur à ses heures, qui *« combattit fièrement »*, en 14 et en 39, aux côtés de l'armée française. *« En France, pas de reconnaissance »*, soupire M. Diouara.

Dehors, à l'endroit précis où se tenait cette tente et dont la *« libération »*, le matin, *« revêtait »*, pour la mairie de Paris *« un caractère d'urgence »*, il y aura sans doute, demain ou après-demain et comme tous les ans, un sapin de Noël enguirlandé de lumière.

ARIANE CHEMIN

INITIATIVES

Les visites très prisées de l'Hôtel Drouot

« Peut-on tout vendre aux enchères ? » « Quand on achète, faut-il payer tout de suite ? » « Y a-t-il des vols à Drouot ? » « Des gens habitent-ils dans cet « hôtel » ? » « Gagnez-vous beaucoup d'argent ? » Réunis autour de Me Eric Couturier, vingt-cinq enfants, élèves de CM2 à l'école communale de la rue du Mont-Cenis, assaillent le commissaire-priseur de questions.

Confortablement installés rue de la Grange-Batelière, dans la grande salle où siège, tous les jeudis soir, la chambre de discipline de la Compagnie de Paris, les « enfants du rectorat », comme on les appelle ici (1), font en ce bel après-midi d'automne leurs premiers pas vers l'art. Ainsi intitulée, l'initiation que leur propose la Fondation Drouot vise à leur faire prendre conscience de la richesse de leur patrimoine, de la provenance et de la destination des objets comme de leur valeur marchande et de la passion qu'ils suscitent.

Passionnés, ils le sont eux-mêmes tout à fait, surtout par les chiffres. Qu'on puisse *« se ruiner pour acheter quelque chose »* – ce que leur confirme le commissaire-priseur – contribue à faire monter folles enchères et bruyantes exclamations. Et ce n'est certes pas l'annonce de l'adjudication-record prononcée le 30 novembre 1989 pour *les Noces de Pierrette*, de Picasso, qui fera retomber la fébrilité dont ils sont tout embrasés. *« 300 millions de francs, nouveaux ou anciens ? »*, se fait quand même préciser, par acquit de conscience, un garçonnet né quelque vingt ans après la transformation de la monnaie...

Concours de grimaces

De la théorie à la pratique, il n'y a qu'une rue à traverser. Escorté par sa volée de poulbots, Me Couturier franchit donc les portes du 9, rue Drouot. *« Tiens, les gosses, un jour, ils sont dans la rue, le lendemain à l'hôtel des ventes »*, remarque bon enfant un quidam qui, lui étant majeur, a légitimement le droit d'y venir pour acheter ou vendre. Et eux de s'égailler – mais en bon ordre, l'instituteur y veille – dans les salles d'exposition. Chacune d'entre elles leur réserve son lot de surprises.

Ici, tous les instruments d'un orchestre pour qui a dû sonner le dernier *la* de la faillite. Là, une splendide collection de tableaux qui sera dispersée le lendemain.

« Mais pourquoi peint-on surtout des femmes nues ? », s'étonne Aline, sans savoir qu'elle vient de mettre, ingénument, le doigt sur un point que les résultats des ventes ne font que confirmer : les individus de sexe masculin sont, en peinture ou en dessin, très dévalués par rapport aux femmes et, parmi celles-ci, les plus chères sont aussi les moins habillées (2).

Passant d'un groupe d'étains à une rutilante ménagère – mais c'est décidément ce gros angelot joufflu en stuc qui semble les fasciner, – les écoliers pénètrent ensuite, par les coulisses, dans le saint des saints : une salle où se déroule une vente. Plus question de lever la main : aucun n'y songe d'ailleurs, stupéfiés qu'ils sont par le curieux spectacle qui s'offre à eux.

Familiers du « juste prix » et autres mises à l'encan télévisées, les enfants voient, en direct, les adultes s'affronter dans un formidable concours de grimaces. Une défense d'éléphant et un crocodile en ébène, trois éventails et deux fragments d'améthyste : le marteau retombe dans la salle des ventes et les écoliers – adjugé, il faut filer – d'être arrachés à la représentation. Ils ne regretteront pas, en fin de compte, cette interruption de séance car, inestimable privilège, Me Couturier les entraîne à présent au troisième sous-sol, dans le « magasin » où sont entreposés les objets que leurs nouveaux propriétaires n'ont pas encore emportés.

Sous la haute surveillance de quelques sympathiques cerbères, les commodes, vasques et lustres semblent bien calmes maintenant que plus personne ne fait mine de s'y intéresser. Bien sûr, le précieux bulletin (3) qui y est accroché renvoie, comme en écho, le cri du plus fort et dernier enchérisseur. Bien sûr, le même petit comptable qui discutait tout à l'heure le prix du Picasso promet d'acquérir plus tard, *« quand il aurait plein d'or »*, un coffre qui ressemble à la malle entr'aperçue au fond du capharnaüm.

Mais la fièvre est soudain retombée à « El Drouot ». Comme le chante si éloquemment Barbara, *« les choses ont leurs secrets, les choses ont leurs légendes, mais les choses murmurent, si nous savons entendre »*. Songeurs et recueillis, les enfants sont tout ouïe.

CAROLINE HELFTER

(1) Pour participer à une visite, les classes (de CM2 exclusivement) doivent en effet s'inscrire auprès du rectorat (12-20, rue Curial, 19e. Tél. 42-00-67-46): Animations gratuites, mais très demandées. Il est également possible aux adultes (25 personnes maximum) de participer à une telle visite de Drouot sous la houlette d'un commissaire-priseur (14 h 30-16 h, le mardi ou le jeudi de préférence, tarif : 500 F). Réserver environ un mois à l'avance, auprès de Brigitte Mamani, Fondation Drouot. Tél. 48-00-20-20.

(2) Cf. les exemples donnés par François Duret-Robert *in Connaissance des Arts*, numéro spécial consacré aux ventes parisiennes (mai 1988, 50 F).

(3) Sorte de ticket de vestiaire coupé en deux morceaux, l'un fixé à l'objet, l'autre remis à l'adjudicataire quand il règle son achat. Le bulletin est le seul justificatif qui permette d'entrer en possession de son acquisition.

BIBLIOGRAPHIE

Un dictionnaire des architectes

Ils ont bâti le Paris d'hier

Ce premier tome du *Dictionnaire, par noms d'architectes, des constructions élevées à Paris aux XIXe et XXe siècles* passionnera tous ceux, chercheurs et curieux, qui étudient l'histoire de l'architecture et de l'urbanisme de la capitale. Il intéressera également les défenseurs du patrimoine de la ville, qui disposeront désormais d'une « bible » pour étayer leurs arguments. Les autres volumes (les trois suivants paraîtront d'ici à 1992), consacrés au XIXe siècle, offriront à leurs lecteurs un inventaire complet des demandes de permis de construire délivrés pour les vingt arrondissements parisiens, du 15 juillet 1876 au 31 décembre 1899.

C'est un travail de bénédictins qu'ont accompli M. Michel Fleury, secrétaire général de la commission du Vieux-Paris et ses assistantes, Anne Dugast et Isabelle Parizet. Certaines rues ont en effet changé de nom et de numérotation, et de nombreuses confusions existaient à propos des architectes. Ainsi, par exemple, ce M. Conqlacheux, bâtisseur imaginaire, dont le nom a été fabriqué à partir de deux noms d'architectes qui ont réellement existé, MM. Correy et Cacheux.

Gravures anciennes et photographies

En cette fin du XIXe siècle, certains architectes se taillent – déjà – la part belle du marché. Lucien Bernard bâtit trente-six immeubles dans le 13e arrondissement, Henri Audiger, cinquante-cinq dans le 15e et le prolixe Edmond Andrieu, cent treize dans le 14e.

On se souviendra aussi que le projet, avorté en 1972, de création d'une cité financière à Paris a permis de lancer le premier recensement *« des rues et des sites représentatifs du XIXe siècle »* dessinés au cœur de la capitale. En effet, certains édiles, pour mieux affûter leurs discours contre l'irrespectueux aménagement qui se préparait pour construire entre la Madeleine et la place des Victoires, *« 420 000 à 600 000 mètres carrés de bureaux »*, demandèrent un inventaire du bâti des quartiers concernés. La qualité architecturale des immeubles que l'on voulait jeter bas s'imposa, et on rangea bien vite dans les cartons le projet iconoclaste.

Le volume s'achève par un index topographique particulièrement utile. Il est illustré par d'anciennes gravures ou photographies d'édifices hélas transformés ou détruits, de façades de bâtiments publics et d'hôtels particuliers que le flâneur pourra toujours admirer, et de décorations intérieures représentatives d'une époque. Le Paris d'hier ne manquait ni de charme ni d'architectes de bon goût.

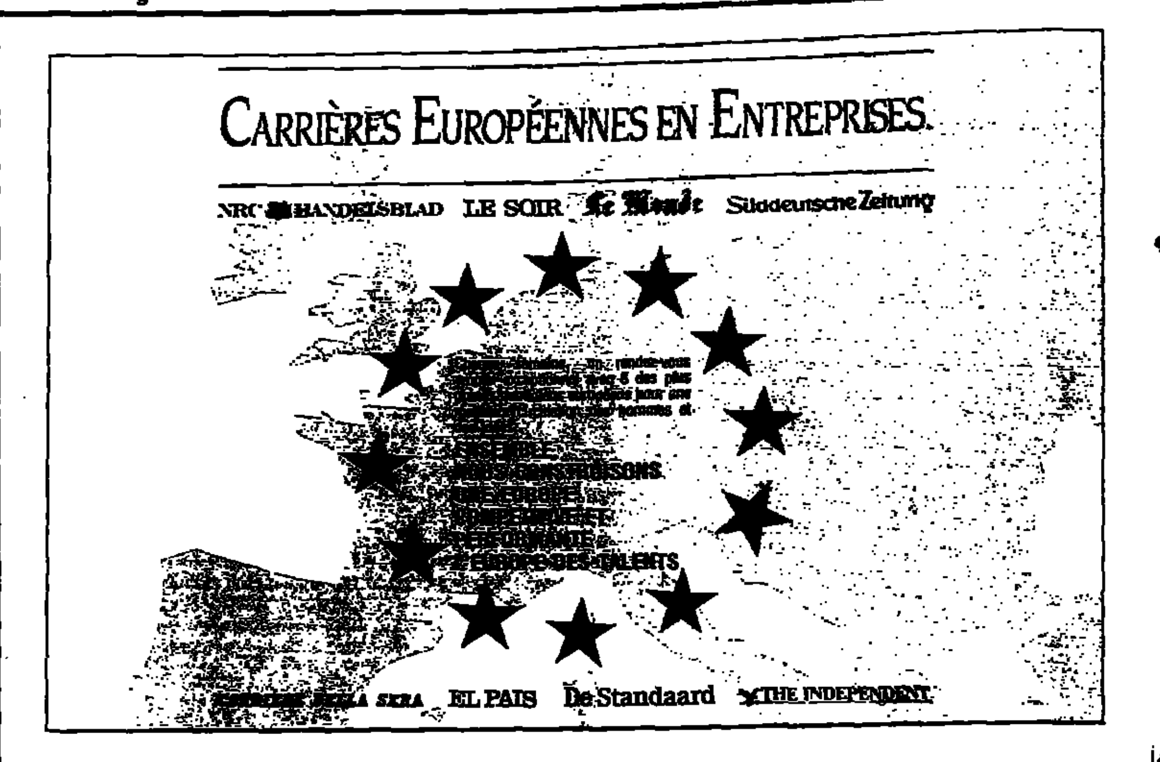
JEAN PERRIN

► ***Dictionnaire par noms d'architectes des constructions élevées à Paris aux XIXe et XXe siècles*, de Michel Fleury. 147 pages. 195 francs. Service des Travaux historiques de la Ville de Paris, 24, rue Pavée, 75004 Paris.**



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC HANDELSBLAD LE SOIR Le Monde Süddeutsche Zeitung CORRIERE DELLA SERA EL PAIS De Standaard THE INDEPENDENT



Le Monde de l'International

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.



Importante société d'installation d'équipements industriels (l'un des leaders dans son domaine d'activité) recherche pour son siège dans la Région RHONE-ALPES son

Directeur commercial adjoint

H.E.C., E.S.S.E.C., SUP DE CO (ou équivalent)

Directement rattaché au Directeur Commercial, il aura en charge l'étude des éléments du marché permettant l'élaboration de la stratégie commerciale globale.
Interlocuteur privilégié de tous les intervenants du Groupe, il coordonnera les relations internes entre les techniciens et les commerciaux et assurera la tenue ainsi que le suivi de l'ensemble des dossiers clients.

Le candidat idéal aura environ 30 ans et pourra justifier d'une expérience de 5 ans dans un poste similaire.
Homme de terrain, rigoureux, autonome, véritable animateur doté d'une bonne approche de l'organisation des métiers à dominante mécanique, il alliera le sens de l'analyse et de la précision à celui de l'écoute pour intégrer une équipe privilégiant la qualité des relations à tous les niveaux.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre Conseil: Cabinet René Greco, La Fauconnière II, 62 rue de la Fauconnière, 38170 Seyssinet Pariset.



MEDIA-SYSTEM

CADENCE INFORMATIQUE

DIRECTEUR D'AGENCE

FUTUR DIRECTEUR ASSOCIE 500 KF +

CADENCE INFORMATIQUE, société de Service et d'Ingénierie informatique offre des prestations complètes dans le secteur tertiaire. Dans le cadre d'une ouverture à d'autres secteurs nous recherchons un Directeur d'Agence.

Vous gérerez, à partir d'un budget d'exploitation, un centre de profit que vous développerez en toute autonomie. Vous connaissez impérativement l'environnement informatique et avez une solide expérience de la vente et du service.

Vos excellentes qualités commerciales alliées à des capacités d'encadrement et d'animation vous permettront, à terme, de prendre une participation significative au capital de la société et de vous associer à notre réussite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence IK/LM/03 à CADENCE INFORMATIQUE 8, rue Blanche - 75009 PARIS - Tél. 45.26.13.48.

MEDIAPA

propositions diverses

Etre cadre chômeur et vouloir s'en sortir

C'est parce qu'ils pensent que le chômage n'est pas une fatalité qu'une equipe bénévole de cadres et dirigeants d'entreprises anime, au sein du M.C.C. (Mouvement des Cadres Chrétiens), le GROUPE RECHERCHE D'EMPLOI.
Professionnels des fonctions personnel et marketing, les animateurs de cette équipe ont pour objectif d'aider gratuitement les cadres au chômage à «en sortir».
Leur méthode : une formation aux techniques de recherche d'emploi et le travail en groupe.
Plus de 90 groupes et près de 1 200 cadres ont déjà participé aux sessions organisées et un grand nombre d'entre eux a pu réussir ainsi sa réinsertion professionnelle.
Les prochaines sessions du G.R.E. débuteront les :
7 janvier 91 et 4 mars 91 (12 séances de travail le soir à Paris pour chaque session).

Contactez le secrétariat du G.R.E. - M.C.C -
18, rue de Varenne 75007 PARIS - Tél (1) 42.22.18.56.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

SOCIÉTÉ DE COMMUNICATION ET D'EDITIONS

recrute

JOURNALISTE

Bonne formation universitaire, connaissant les problèmes de communication (presse écrite – audiovisuelle – techniques nouvelles de communication – publicité – relations publiques)

Adresser CV + photo sous n° 8183
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 Paris

Le centre de Recherche d'Échange et de Diffusion pour l'Art contemporain d'Ivry-sur-Seine recrute

UN DIRECTEUR(TRICE)

Exp. de terrain, gestion, organisation, connaissance approfondie de l'Art contemporain dans ses développements les plus récents.
Adresser candidatures avec CV avant le 24-12-90 à :
Thierry SIGG
93, av. Georges-Gosnat
94200 Ivry-sur-Seine

SETEC TRAVAUX PUBLICS ET INDUSTRIELS recherche

INGÉNIEURS

Formation génie civil (ENPC, ESTP, CHEBAP, etc.) 0 à 10 ans d'ancienneté pour études de structures béton armé et précontraint, charpente métallique
Ecrire avec CV à :
SETEC TPI — M. NÉRAUD
58, quai de la Rapée
75583 PARIS CEDEX 12

Le Centre d'action culturelle de Saint-Cyr-l'Ecole (Yvelines)

recrute

UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

UN RESPONSABLE DES RELATIONS AUX PUBLICS

Formation et expérience exigées

Envoyer CV, détaillé, photo et prétentions à :
Monsieur le Directeur du CAC
4, square Henri-Wallon
78210 Saint-Cyr-l'Ecole

DEMANDES D'EMPLOIS

Prof. all. de franç./hist. étud. à Paris, 2 ans exp. enseignement, allemand langue étrangère ch. emploi à Paris. E. Alt, Schillemannstr. 6, 41 Duisburg 12, RFA

AUTEUR-RÉDACTEUR 34 ans, bilingue excellente réf., imaginatif et créatif, conseiller en rédaction, ch. poste conception de projets, communication, articles. Tél. 42-58-83-49.

J.H. Ancien promoteur, marchand de biens avec portefeuille d'affaire. Rech. poste responsable immo., libre rapid. 60-84-18-68

CADRE ASSURANCE
Responsable branche maritime et transports de compagnie et de cabinet de courtage, 12 ans d'expérience souscription, sinistres, corps et facultés. Animation d'une équipe et gestion d'un service. Bonnes connaissances micro-informatique. Recherche poste similaire.
TÉL. : 34-22-02-76

Allemand, installé à Paris, US business degree, fra., angl., esp., longue expérience réussie commerce inter., cherche direction exp. ou chef de zone.
Ecrire sous réf. 8172
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 Paris

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

2e arrdt

BOURSE OPÉRA
85 m² PLEIN SUD
ASC. 3 920 000 F
TÉL. 43-54-25-70

3e arrdt

Mº ARTS-ET-MÉTIERS calme, baigné de soleil, en duplex, gd living dble + 1 chbre + s. de b. 46-22-03-80 43-59-68-04, p. 22

BASTILLE. Beaumarchais Pptaire vd ds imm., asc. : CHARMANT 3 PCES rénové. Cuis. éq., chauff. central individuel. 45-04-24-30.

TEMPLE
Beau 4 P., dble séjour, tt cft, cuis. équipée. Dans imm. pierre de T. Idéal profess. libér. 4e étg asc. 2 150 000 F – 42-71-87-24

3e – TEMPLE
2 Beaux studios, tt confort, kitch équipée. Parties communes, refaites digicode, interphone 355 000 et 410 000 F – 42-71-87-24

RUE DE SAINTONGE
Gd 3 P. 125 m², poutres, cheminée, 2 chbres, 2 bns. Prix 3 700 000 F. Tél. : 42-76-01-58

4e arrdt

PLACE DES VOSGES
imm. luxueux, appt 100 m² env., entr. living + 2 chbres, 2 s. de b., park. 46-22-03-80 43-59-68-04, p. 22

ILE ST-LOUIS
charme, caractère Imm. XVIIe, env. 45 m², living avec pte mezzanine + chbre, cuis. s. de b., murs pierre apparentes, cheminée pierre XVIIe, 3,30 m sous poutres, tomettes anciennes 46-22-03-80 43-59-68-04, p. 22

MARAIS
Mº SULLY-MORLAND
BEAU 2 P. + MEZZANINE. Confort poss. 650 000 F. Crédit poss. 48-04-84-48.

EXCEPTIONNEL
Dans hôtel partic. XVIIe 250 m² entre cour et jardin. EMBASSY - 45-62-16-40

5e arrdt

RARE
Près Maubert, neuf jamais habité
Ancien imm. XVIIe réhabilité
Appt ht de gamme env. 115 m², living 50 m² + 2 chbres, s. de b., s. d'eau. 46-22-03-80 43-59-68-07, p. 22

ST-MÉDARD, imm. pierre de t., 3/4 p., parfait état, bon plan. 2 350 000 F F. FAURE 45-49-22-70

PANTHÉON, bel imm. 4 p., rue et cour, soleil. 3 150 000 F F. FAURE 45-49-22-70

SQUARE ST-MÉDARD. Pptaire vend ds imm. ravalé, asc., tapis. BEAU 2/3 PCES rén. Cuis. éq., tt cft. Cdal ou bourgeois. 45-04-24-30.

JARDIN DES PLANTES FACS Part. vend 2 P. 55 m². R.-D.-C. sur verdure. Cuisine, s. de bns, wc. Cave. 1 450 000 F. 43-31-15-48 ou 45-87-38-01

6e arrdt

LUXEMBOURG
6 p., verdure, park., serv. 3e asc. 7 900 000 F 42-22-69-50

VAVIN imm. récent 3e ét. 4/5 p. + 2 boxes Prix : 5 200 000 F F. FAURE 45-49-22-70

RUE DE RENNES
Imm. P. de t., dble liv. + 2 chbres, cuis., bns. Part. état 3 800000 F. 43-45-37-00

A SAISIR
STUDETTE 440 000
Clair, calme. Bel imm. ANGLE R. CHERCHE-MIDI Mº VANEAU – 45-66-43-43

7e arrdt

BAC, remise 30 m² environ, 4,20 m de haut 600 000 F 45-49-22-70

ÉCOLE MILITAIRE
Dans imm. ancien pierre de taille, standing
APPART. 4 PIÈCES
séjour, 2 chbres, cuisine, salle de bains, wc, cave.
CHBRE DE BONNE 12 m²
8e étage, rue Invalides Prix : 5 500 000 F
Pour visites et renseignements : Mº A. Groslambert, notaire à Reims 4, bd de la Paix. Tél. : (16) 26-47-65-98

SAINT-FRANÇOIS-XAVIER Pierre de t., 210 m², 6e ét. Vue exceptionnelle. Service, park. 45-62-62-51

RUE CHAMP-DE-MARS
2 P. 1 160 000 F
3e étg asc., clair calme – 45-66-43-43

INVALIDES RARE
GD APT D'EXCEPTION
6 P, belles réceptions, gd balc., 8e étg asc. Superbe. Pierre de taille. VUE TOUR EIFFEL, INVALIDES. 7 600 000 F – 45-66-43-43

VANEAU. A SAISIR
STUDIO 690 000
STUDETTE, TT CFT 530 000 LA TRIBUNE – 45-66-43-43

AVENUE SUFFREN
Chbre non mansardée, 7e étg. asc. VUE TOUR EIFFEL ds magnifique imm., P de T. 315 000 F – 42-71-87-24

AV. MOTTE-PICQUET
BEAU SÉJOUR + CHBRE 55 m² - 1 750 000 F. EMBASSY - 45-62-16-40

INVALIDES
Séj. + chbre en mezzanine, tt cft, parfait état 1 500 000 F. 43-25-34-75

8e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche) Idéal prof. lib. 210 m² env. Bcp de charme, entr. dble living + burx + 3 chbres, 2 bains, travaux à prévoir. 46-22-03-80 43-59-68-04, p. 22

SAINT-AUGUSTIN
MALESHERBES
240 m² + STUDIO
LUXUEUX, IMPEC. PPTAIRE : 45-02-13-43

9e arrdt

HAVRE-CAUMARTIN
SITUATION IDÉALE
Secteur piétonnier
GRAND STUDIO
Cuis. séparée, sal. de bains 900 000 F – 45-66-43-43

RUE DE BRUXELLES
Beau studio, tt cft, cuis. équipée. Dans imm. pierre de tail., interphone 465 000 F – 42-71-87-24

CARACTÈRE
4/5 PCES. Beaux volumes. 1 950 000 F. 45-87-09-09.

10e arrdt

GARE DU NORD
Chbre 12 m² env. Balcon. Imm. P. de T., quart. commerçant. Prix : 730 000 F
3615 IMMOB
43-87-86-76

Mº CHATEAU-D'EAU RARE. Dans imm. rénové. Studio ref. nf, 1er ét. s/rue. Cuis. éq., tt confit. Crédit. 250 000 F. 48-04-84-48.

HOPITAL SAINT-LOUIS Pierre de t., BEAU 2 P. sur rue. Cuisine, tout conft. Balcon, soleil. 570 000 F. Crédit poss. 48-04-85-85.

11e arrdt

AV. RÉPUBLIQUE (près) SUPERBE DBLE LIVING s/rue. Cuisine équipée, salle de bains, w.-c. 560 000 F. Crédit poss. 48-04-84-48.

PRÈS BASTILLE
Refait nf. STUDIO coin cuisine, tout confort. TERRASSE – 369 000 F CRÉDIT – 43-70-04-64

BASTILLE. Gd 2 P., s. de bns, cuis., chff. indiv. gaz possible. Artiste. Imm. hist. sur gde cour, clair, charme. 1 380 000 F. 48-05-62-68

R. FAIDHERBE. Imm. pierre. 6e asc. Digicode. Cave. Beau 2 P. 45 m². Balc. Cuis. éq. Tt cft. Cheminée. Parquet. 1 230 000 F. 43-73-48-98

12e arrdt

Mº DUGOMMIER
SUPERBE 2 PCES S/RUE. *Cuis. équipée, tout conft.* BELLES PRESTATIONS. 750 000 F. 48-04-85-85.

Mº DUGOMMIER. Rue Charenton. A SAISIR. Beau 2 P., cuis. amér., bns, w.-c. sépar. Ravalem. payé. 730 000 F. 43-27-95-83.

BASTILLE s/Port Plaisance Dble séj., tout confort. *Grande hauteur s/plafond*, caractère. Style petit LOFT 725 000 F – 42-71-87-24

13e arrdt

PRÈS ARAGO, 4 P. 90 m² 3e ét. asc. Loggia SOLEIL 2 150 000 F. 42-85-77-88

14e arrdt

ALESIA. Pierre de T., 3/4 P. tout confort 80 m². ALESIA. Réc. liv. 4 chbres, 102 m², balcons, parking. DENFERT, très bel anc. liv., 2 ou 3 chbres, 85 à 135 m². Tél. 43-35-18-38.

ALÉSIA. GRAND 2 PCES Cuis. améric., salle de bains, 3 fenêtres sur rue. Bon état. Cave. URGENT. 1 150 000 F. 43-27-81-10.

MONTSOURIS (près). Idéal étudiant : STUDIO. Cuis., salle eau, w.-c. Clair. Vue dégagée. Crédit possible. 469 000 F. 43-27-95-83.

SUPERBE ATELIER
SUR JARDIN. 3 PCES. REFAIT NEUF. EMBASSY. 45-62-16-40

15e arrdt

EMILE-ZOLA
Part. vend 80 m² Dble liv., 2 chbres, belle salle de bain, gd balcon, CALME. ENSOLEILLÉ. 8e étage
45-72-50-50

SEGUR. BEAU 3 P
Balc., imm. récent. Parfait état. Dble expo. CHBRES s/jard., park poss. 2 700 000 F – 45-66-43-43

CONVENTION
BEAU 2 P, 5e ETG ASC. Cuis. s.-de-bains, baies vitrées. Balc., très clair, calme 1 560 000 F – 45-66-43-43

PASTEUR NICOLAS-CHARLET
3/4 p., calme, balc. 5e ét. asc. 2 300 000 F. Part. (1) 43-06-30-12, ap. 19 h.

MONTPARNASSE
RÉCENT, STUDIO 30 m² LOGGIA 5 m², 14e ET. PKG CAVE, 1 100 000 F MICHEL BERNARD. 45-02-13-43

16e arrdt

16e NORD
Mº KLEBER. RARE imm. récent, env. 100 m², gd living + 2 chbres + 2 s. de b., park. imm. 4 410 000 F 46-22-03-80 43-59-68-04, p. 22

EXCEPTIONNEL
16e Nord, pche Etoile 6e ét., soleil, imm. ancien, magnif. appt, triple récept. + 4 ch. + 3 s. de b. + 1 s. d'eau, 1 gde cuis. installée + appt. de service + park. Prix élevé justifié 46-22-03-80 43-59-68-04, p. 22

MARCHÉ DES NOTAIRES
56, rue Pergolèse.
Pierre de taille. Gd stand., 5e ét., seul appartement à l'étage. Balcons sur façades. Pièces princip. avec cheminée. 6 P, 226 m² env. Hall d'entrée, gd salon-boiserie Régence – salle à manger, 2 chbres, 2 bns. Roberie. 2 P servitude dont 1 avec salle eau. Cave. Libre. Mise à prix : 5 600 000 F. Visite demain, 14 h à 17 h. Mº LABOURDETTE. Tél. : 46-61-34-34.

BOULEVARD FLANDRIN
Dble liv., 4 chbres cuis., équipée 2 chbre serv., box, ét. élevé 45-62-05-50

100m FOCH
6 P. 226 m²
Très belles boiseries + 2 serv. contiguës
Par Marché des Notaires 46-61-34-34, M. LINTZER

Mº MUETTE, résidence *stand., bel appt 80 m²*, 1er ét., salon, séj., s. de bns, pas de vis-à-vis. URGENT 2 600 000 F. Ag. Hautière 43-81-96-43 / 43-76-82-44

PL. MEXICO (près)
Bel imm. pierre de t., asc. Liv. + chbre, tt cft, ref. neuf. 2 600 000 F. 43-45-37-00.

BOULAINVILLIERS. *Récent.* stand. 2e ét. Living dble + chambre. Refait neuf. 2 400 000 F. 42-88-64-01.

Mº JASMIN. Pierre de t., moderne, sur rue. Asc. Beau 2 PCES. Refait neuf. 1 600 000 F. 42-88-64-01.

16e. PORTE ST-CLOUD *Rue Le Marois. Imm. récent.* 4/5 pièces, tout confort. Grands balcons. Parking. 4 100 000 F. 48-04-84-48.

AV. PAUL-DOUMER (même) Imm. pierre de t. Pptaire vend dern. ét., beau GRAND 2 PCES. Rénové. Bains, cuis. équipée. 45-04-23-15.

16e RANELAGH
GD 5-6 PCES
en duplex clair, calme 4 400 000 F – 45-66-43-43

AV. FOCH
Studio immeuble récent grand standing, calme Tél. : 43-25-34-75

Part. vd près Mozart, bel imm., séjour, 2 chb., s. de bns, 65 m², clair, r. de ch., possibilité professionnel. 2 150 000. T. (1) 43-65-84-41

Part. vd. av. Président-Wilson, vue tour Eiffel et Seine, bel appt, 5e ét. asc., ouest, séj. dble, 2 chb., 2 park. 6 475 000. T. (1) 48-08-06-38

17e arrdt

BONNE AFFAIRE
Pte Maillot (pche), appt. bourgeois env. 115 m², living dble 45 m² + 2 chbres + cuis. + s. de b., chbre sce, avec asc. 46-22-03-80 43-59-68-04, p. 22

SQ. BATIGNOLLES (près) Ravissant 2P., cuis. sép., bains, w.-c. Soleil, calme. Imm. ravalé. URGT. A saisir. 580 000 F. 43-27-81-10.

Pte MAILLOT, superbe imm. 45, bd GOUVION-ST-CYR
STUDIO 520 000 F
Tt cft, très clair, calme créd. total poss. 45-66-01-00

PEREIRE
Dble séj., tt cft, bains, WC indépend., cuis. équipée. Gde haut. s/plafond. Baies vitrées, très clair 998 000 F – 42-71-87-24

F2 40 m², très calme, sur cour intérieure. Mº Pereire. PRIX 850 000 F. Tél. : 48-92-04-00

18e arrdt

SACRÉ-CŒUR (pied) SUPERBE STUDIO s/rue. Cuisine équipée, tt conft. Rangem., cave. 460 000 F. Crédit poss. 48-04-85-85.

Rue TORCY. GRAND 2 P. Cuisine, w.-c. Poss. salle d'eau. PLEIN SUD. CALME. SACRIFIÉ vu urgence. 519 000 F. 43-27-95-83.

18e A SAISIR
GD STUDIO 450 000 F
2 P, CUIS., WC, 525 000 F Plein sud, sans vis-à-vis, Mº M.-DORMOY, créd. tot. poss. – 45-66-01-00

EXCEPTIONNEL
45, R. MARX-DORMOY
Gd 2 P, gd balcon
A rénover, 4e étg, bel imm. pierre de tail. 840 000 F à débattre – 45-66-01-00

PROCHE MAIRIE 18e
Beau studio tout confort, cuis. équipée, immeuble ravalé. TRÈS CLAIR 355 000 F – 42-71-87-24

Près bd Ornano, beau 2 P. *48 m² tt cft 750 000 F* Mº Château-Rouge 3 P tt cft, 50 m² 840 000 F 3 P tt cft, refait neuf, chauf. central, 68 m², balcon exceptionnel 1 300 000 F Immo Marcadet 42-52-01-82

19e arrdt

126-130, rue Compans
Immeuble neuf de qualité du 2 au 5 pièces
Réalisation :
PARK PROMOTION
42-03-71-22

50 m BUTTES-CHAUMONT Except. 2 P à rénover, dans bon imm. Bien situé. Px 535 000 F, crédit total possible – 45-66-01-00

GAMBETTA. Près MÉTRO. Propriétaire vend 2 PIÈCES, cuis. tout confort, double exposition 565 000 F. CRÉDIT – 43-70-04-64

20e arrdt

PRÈS NATION
Refait nf., 2 P. cuis., tout confort, digicode 520 000 F CRÉDIT 43-70-04-64

PELLEPORT
2 MAISONS 110 m²
Petit atelier. Parfait état. 2 700 000 F. 42-72-40-19.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY. ROULE
Bon immeuble. 2e étage. Living, 2 chbres. Tt conf. Chambre service. Tél. : 42-08-47-79.

93 Seine-Saint-Denis

LE RAINCY (Résistance). Imm. pierre de t., prox. commerces et transports. Appart. 4 PIÈCES, 92 m², séjour dble, bains, tt cft. 1 420 000 F. Ag. Hautière. 43-81-96-43 43-76-82-44

94 Val-de-Marne

VINCENNES. Imm. stand. 3 PCES. Cuis., w.-c., bains. SUR RUE ET COUR, Balcon. 725 000 F. CRÉDIT. 43-70-04-64.

Part. vd Vincennes, face au bois, bel appt av. terrasse + jdin priv., séj. dble, 2 chb., box, cave. Alarme. 3 290 000 F. Tél. : (1) 43-65-84-41

Province

CORSE. Au cœur d'Ile-Rousse
Dans un cadre de verdure, vue sur mer et montagne.
A vendre appartements.
F3 à partir de 350 000 F
F4 à partir de 430 000 F
F5 à partir de 470 000 F
salon étage.
Tél. matin de 9 h à 12 h. Soir de 18 h à 21 h 45-63-68-97

immeubles

MARCHÉ NOTAIRES
93, rue Marcadet (18e)
Imm. 2 nivx sur caves comprenant 4 boutiques dont 4 avec logt. 1 appt 83 m² env. et autre local 95 m² env. Cour. SDPHO 359 m². Revenus : 121 980 F. Mise à prix : 3 000 000 F. *Visite demain 14 h à 16 h.* Mº DELESALLE : 42-47-12-17.

INVESTISSEURS
ST-MAUR 94. Près RER. Pptaire vd imm. récent de bureaux libres. R + 6, asc. 18 parks. 43-46-00-75.

hôtels particuliers

17e PÉREIRE (proche) H. part. R + 3, petit jardin, terrasse, possib. prof. lib., surf. env. 350 m², 3 récept. + 8/9 ch. 20 m². 46-22-03-80 ou 43-59-68-04 p. 22.

Part. vd 94 Nogent/Marne, + de 300 m² habit., sur 160 m² terrain, arts déco, fer forgé, 5 bns, sauna, 2 park. 4 950 000 F. Tél. : 48-08-06-38

appartements achats

CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, 8e
Recherche de toute urgence
BEAUX APPTS DE STANDING
Petites et grandes surfaces.
ÉVALUATION GRATUITE
sur demande
46-22-03-80
43-59-68-04 poste 22.

Rech. URGENT 100 à 120 m² Paris. Préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, 9e. Paiement comptant. Tél. : 48-73-35-43.

EMBASSY SERVICE
rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS, APPTS à PARIS de 200 à 400 m².

EMBASSY BROKER
rech. pour INVESTISSEURS ÉTRANGERS et INSTITUTIONNELS, IMMEUBLES en totalité Paris-province, commerciaux et habitations.
(1) 45-62-16-40
ou FAX : 42-89-21-54.

Rech. pour PIED-A-TERRE STUDIO OU 2 PIÈCES Décision rapide. Paiement comptant. M. MESNIL : 42-71-93-00.

LA TRIBUNE
DE L'IMMOBILIER
80, rue de Sèvres, Paris 7e rech. POUR SA CLIENTÈLE BEAUX APPTS : 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e. 45-66-91-91.

VOUS DÉSIREZ VENDRE
un immeuble, un appt ou un local cdal. Adressez-vous à un spécialiste
Immo Marcadet 42-52-01-82
88, rue Marcadet, 75018 Paris

locations non meublées offres

Paris

Mº SAINT-JACQUES
Dans imm. de stand. Beau 2 P. : 5 900 F + 540 F ch. Box : 750 F + 50 F ch. 45-87-71-00 le matin.

Mº GOBELINS
Dans bel imm. de stand. Beau 2 P. avec terrasse et park : 7 230 F + 595 F ch. Beau 3 P. avec terrasse et box : 9 000 F + 850 F ch. 45-87-71-00 le matin.

CADET
2 P., 35 m² env. Imm. ancien sur cour. Digicode, gardien. 3 480 F ch. compr.
3615 LOCAT
43-87-86-76.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS. HOTELS PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST. *Tél. : (1) 45-62-78-99.*

MASTER GROUP
Recherche apparts vides ou meublés. Du studio au 7 P. Pour CADRES et DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS. 47, rue VANEAU, Paris 7e. 42-22-14-61 42-22-24-66

RÉSIDENCE CITY
URGENT. Rech. pour dirigeants étrangers, d'importants groupes anglo-saxons, LUXUEUX APPTS MEUBLÉS. DURÉE 1 à 2 ANS. LOYERS GARANTIS.
(1) 45-27-12-19.

Artiste lyrique rêve (?) *mécénat en forme appt* à louer ds Paris, loyer et caution abordables. Tél. province : 61-21-73-14

maisons individuelles

MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE
Villa 7 P. sur 900 m² terrain, terr. 200 m². RC : séjour dble cathédrale, chem., 2 ch., sal. de bains, cuis. équipée, w.-c., buanderie. 1er ét. : 2 ch., s. de bains, dressing. Gar. 2 voit., quartier résid., proche comm., écoles, lycée, équip. sportifs, golf, tennis, centre équestre. 1 600 000 F à débattre. 45-98-12-78 après 19 h.

L'HAY-LES-ROSES
TOUT PRÈS DE PARIS
MAISON 5 P.
1 195 000 F
Cuis. éq., gar., véranda. Beau jard. clos. 45-66-01-00.

ISSY Mº MAIRIE
Situation exceptionnelle dans verdure. Calme. Soleil. Maison avec beaucoup de charme. 5 P. tt cft 112 m². Très belles prestations. Terrasse. 3 100 000 F. - 46-44-10-40

villas

PRESLES
A vdre maison de caractère tout confort. 160 m² habit. Jardin arboré 1 131 m². 2 230 000 F. Frais de vente inclus. 30-34-93-40 heures bur.

propriétés

EDF-GDF SERVICE
NANCY-LORRAINE
Vend maison de maître *avec annexes à NANCY*. 19, rue de la Ravinelle. Parcelle de 880 m². Tél. : 83-92-83-83

hôtels particuliers

NOGENT BOIS
TRIPLE RÉCEPT. 3 CHBRES 2 BAINS, DRESSING, CUIS. EQUIP. JARD. 250 m², TERRASSE 200 m² MICHEL BERNARD 45-02-13-43.

terrains

AIX-EN-PROVENCE
Face à Sainte-Victoire de 7 ha d'un domaine d'exception, proche centre ville, qq très beaux terrains pour demeures d'exception.
IMMOBILIER CONSEIL
42-27-61-78.

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

Locations

PLACE DE L'EUROPE (8e)
A louer bail précaire
Hôtel particulier 400 m² R + 4, 16 burx + s. réunion entièrement équipée, bon état avec hôtesse, accueil, standard. Loyer annuel : 900 000 F HT + ch. 30 % IMMO CENTER 47-23-61-82

11e MIROMESNIL
SANS REPRISE 320 m² de bureau env. 3 500 F HT/m²/AN
3615 BURCOM
43-87-89-29

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitution de sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques
43-55-17-50

A PARTIR DE 50 F HT/mois Votre ADRESSE COMMERCIALE PARIS 1er, 8e, 9e, 12e, 15e, 17e LOCATION DE BUREAUX INTERDOM 43-40-31-45

VOTRE SIÈGE SOCIAL
8e – LA BOETIE
BUREAUX-Ttes PRESTATIONS
42-68-12-03

BUREAUX ÉQUIPÉS
salles de réunions, ttes durées, domiciliations, SIÈGES SOCIAUX. Démarches, formalités et CRÉATIONS immédiates ttes entreprises. Serv. personnalisés : courrier/téléph./fax.

GROUPE ASPAC
1er RÉSEAU NATIONAL DE CENTRE D'AFFAIRES
ÉTOILE 16e : 47-23-61-58
GRENELLE, 15e : 47-23-61-61
ST-LAZARE 8e : 42-93-50-54
LA FAYETTE 9e : 47-23-61-61
BOULOGNE 92 : 46-20-22-25
VERSAILLES 78 : 30-21-49-49
+ 20 Centres en France
Infos Minitel : 3616 ASPAC

ETOILE 16e – av. d'Iéna Burx standing. Entièrement équipés, *ttes prestations* 9 500 à 17 000 F HT/HC mens. ASPAC : 47-23-61-58

DOMICILIATION 8e
BURX, TÉLEX, TÉLÉCOPIE
AGECO 42-94-95-28

locaux commerciaux

Locations

A LOUER
MAGASIN 5 VITRINES
faisant angle, 200 m²
Av. Parmentier, Paris-11e
Tél. : 47-36-56-33
à partir de 19 h 30

PLEIN CŒUR DU MARAIS
ANGLE RUE TEMPLE ET RUE CHAPON
rénov. prestige. Divers locaux clairs. Excellentes prestations. Toutes surfaces + parking à venir
RÉSERVATIONS
Etude INTERCONTINENTALE
42-86-02-23

8e. Loue Boutique
200 m² r.d.c. S/sol 150 m². 1er ét. 100 m² soit total 450 m². 1 MF. Loyer HT/an. Tél. : 30-82-01-26

Ventes

Imm. cdal entièrement neuf. 800 m² r + 4 + ss park. Livré 91. Prix : 17,5 MF Tél. : 43-80-44-76.

fonds de commerce

Ventes

A vendre entreprise vidange, assainissement en Touraine, cause départ à la retraite. Pour tout renseignement, téléphoner au 47-59-07-61.

L'AGENDA

Bijoux

GILLET
SPÉCIALISTE bijoux anciens
19, r. d'Arcole, Paris-4e
43-54-00-83

Peinture

Noël. Peintre Beaux-Arts propose portraits cours. 43-88-19-05 et 40-33-43-81

Téléphone

Cause départ vends TÉLÉPHONE SANS FIL PANASONIC KXT 3832. 1 100 F. Tél. (dom.) 46-47-86-47 (bur.) 45-55-91-82, p. 4379

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV

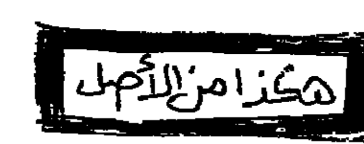
Ibiza SXI (100 cv dir.), 7 CV fiscaux. Avril 90, glace et fermeture électriques, rétro droit, essuie-glace arrière, antibrouillards, radio K 7, 1re main 15 000 km. Neuf : 73 500 F, vendue : 57 900 F, vignette incluse. JABOU RECK 30-24-78-72

de 8 à 11 CV

IMMATRICULÉES, 0 KM AUDI 80 1,8 I S 80 000 km + options, AUDI 80 évol. 1,8 I, 89 000 F + options Tél. : (16-1) 46-77-22-33

Vds cause double emploi
GOLF GTI 16S
Modèle 88, couleur gris anthracite, toit ouvrant, alarme Ekron, 73 000 km, 8 CV, Garant. 16 ms. VAG. Parfait état
Tél. : 43-76-31-00
M. Régis DELUMEAU

A VENDRE
BMW 320 I, 4 portes. Mod. 87. 71 000 km. 8 ch. Peinture métallisée. Alarme. PX : 55 800. Garantie 6 ms. Tél. : 69-04-44-57



LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

PARIS

9e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 98 m² 2e étage	44, rue Blanche **AGF 42-44-00-44** Frais commission	6 592 + 1 000 4 690

11e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jardin	HOME PLAZZA NATION **HOME PLAZZA 40-09-40-00**	5 500 + 825
2 PCES MEUBLÉES 50 m² sur jardin	HOME PLAZZA BASTILLE **HOME PLAZZA 40-21-22-23**	8 500 + 1 275

12e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES Parking, 88 m² 5e étage	32, rue de Picpus **SOLVEG 40-67-06-99** Frais de commission	7 597 + 1 414 6 098

14e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES Parking, 87 m² 5e étage	199, avenue du Maine **LOC INTER 47-45-15-58**	9 800 + 703

15e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES Parking, 42 m² 6e étage	9, rue Duguesclin **AGF 42-44-00-44** Frais de commission	4 800 + 670 3 451
2 PIÈCES Parking, 49 m² 2e ét., balcon	126, rue Lecourbe **LOC INTER 47-45-15-84**	4 770 + 585

16e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 127 m² 4e étage	67-69, av. Victor-Hugo **SAGGEL 47-42-44-44** Frais de commission	18 034 + 1 799 12 833

17e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 71 m², 4e étage Balcon 10 m²	15-17, r. Nicolas-Chuquet **L'ÉPARGNE DE FRANCE 40-54-25-72**	10 600 + 900

18e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES Park., 55 m², 1er ét. Balcon, dispo. 3/91	75, r. Philippe-de-Girard **CIGIMO 48-00-89-89** Honoraires de location	2 915 + 810 2 369

19e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 77 m², parking, 3e ét. Immeuble neuf	46 *bis*, rue de Mouzaïa **SAGGEL 47-42-44-44** Frais de commission	6 650 + 859 4 732

78 - YVELINES

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES Parking, 74 m² 4e étage	**CHATOU** 8, rue de la Liberté **SAGGEL 47-78-15-85** Frais de commission	4 400 + 1 019 3 132
MAISON DE VILLE 5 pièces 103 m², garage	**ST-GERMAIN-EN-LAYE** 20-22, rue Schnaper **SAGGEL 47-78-15-85** Frais de commission	7 000 + 741 4 981
5 PIÈCES Parking, 111 m² 2e étage	**ST-GERMAIN-EN-LAYE** 40 *quater*, rue des Ursulines **AGF 42-44-00-44** Frais de commission	7 930 + 990 7 108
MAISON INDIVIDUELLE 5 pièces, 124 m² Garage	**ST-NOM-LA-BRETÈCHE** 4, rue J.-C. Richard **SOLVEG 40-67-06-99** Frais de commission	8 581 + 467 6 837
PAVILLON Parking 4 pièces, 109 m² Jardin 506 m²	**VERNEUIL** 8, allée Frédéric-Chopin **AGIFRANCE 47-42-17-61** Frais de commission	5 000 + 372 3 913
4 PIÈCES Parking, 84 m² 4e étage	**VERSAILLES** 96, avenue de Paris **SAGGEL 46-08-95-70** **46-08-95-69** Frais de commission	5 360 + 815 3 814

91 – ESSONNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
MAISON INDIVIDUELLE 5 pièces, 115 m² Garage	**EVRY** 9, rue de la Tour **SOLVEG 40-67-06-99** Frais de commission	5 485 + 167 4 514

92 – HAUTS-DE-SEINE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4/5 PIÈCES Parking, 105 m² 1er étage Immeuble neuf	**ASNIÈRES** 25, av. d'Argenteuil **SAGGEL 47-78-15-85** Frais de commission	7 100 + 1 234 5 052
STUDIO Parking, 56 m² 1er étage	**BOULOGNE** 33-35, rue Anna-Jacquin **AGF 42-44-00-44** Frais de commission	4 000 + 1 140 2 846
3 PIÈCES Parking, 83 m² 3e étage, balcon	**BOULOGNE** 197, r. du Général-Gallieni **LOC INTER 47-45-16-09**	8 586 + 650
3 PIÈCES Poss. parking 90 m² 1er étage	**COURBEVOIE** 179, r. J.-Baptiste-Charcot **CIGIMO 48-00-89-89** Frais de commission	6 000 + 400 4 590
2/3 PIÈCES Parking, 75 m² 2e étage Balcon	**GARCHES** 11*bis*, rue des Suisses **CIGIMO 48-00-89-89** Frais de commission	4 960 + 650 3 840
3 PIÈCES Parking, 78 m² 1er étage	**GARCHES** 11, rue des Quatre-Vents **SAGGEL 46-08-80-36** **46-08-95-70** Frais de commission	4 280 + 1 099 3 046
3 PIÈCES Parking 70 m² 2e étage	**MEUDON** 2, rue des Capucins **SAGGEL 46-08-80-36** **46-08-95-70** Frais de commission	6 350 + 835 4 519
3 PIÈCES Parking, 73 m² 1er étage Immeuble neuf	**MEUDON** 68-76, r. de la République **SAGGEL 47-42-44-44** Frais de commission	5 500 + 1 083 3 914
4 PIÈCES 2 parkings, 85 m² 3e étage Immeuble neuf	**MEUDON** 68-76, r. de la République **SAGGEL 47-42-44-44** Frais de commission	6 850 + 1 282 4 874
4/5 PIÈCES Parking, 107 m² 1er étage Immeuble neuf	**MEUDON** 68-76, rue de la République **SAGGEL 47-42-44-44** Frais de commission	8 200 + 1 592 5 835
4 PIÈCES Parking 96 m² 2e étage	**PUTEAUX** 1, rue Volta **AGF 42-44-00-44** Frais de commission	7 200 + 800 5 123
4 PIÈCES Parking 96 m² 2e étage	**RUEIL-MALMAISON** 33, rue du Docteur-Zamenhoff **SAGGEL 47-78-15-85** Frais de commission	5 400 + 896 3 843
STUDIO Parking 40 m² Rez-de-chaussée	**SAINT-CLOUD** 1, square Clotilde **SAGGEL 46-08-95-69** Frais de commission	3 650 + 280 2 598
4 PIÈCES Parking 80 m² 3e étage	**SÈVRES** 10, route des Postillons **SAGGEL 46-08-95-70** **46-08-80-36** Frais de commission	4 700 + 944 3 345
3 PIÈCES Parking 79 m², r.-de-chaussée Immeuble neuf	**SURESNES** 27, av. Georges-Pompidou **SAGGEL 47-42-44-44** Frais de commission	5 600 + 1 165 3 985
4 PIÈCES 2 parkings 93 m² 3e étage	**SURESNES** 27, av. Georges-Pompidou **SAGGEL 47-42-44-44** Frais de commission	6 700 + 1 375 4 768
5 PIÈCES Parking 127 m² 1er étage	**VANVES** 114, av. Victor-Hugo **SAGGEL 47-42-44-44** Frais de commission	8 128 + 1 699 5 784

93 – SEINE-SAINT-DENIS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 65 m² Parking 4e étage	**ÉPINAY** 2, avenue Gallieni **SAGGEL 47-78-15-85** Frais de commission	3 624 + 606 2 579
4 PIÈCES Parking 88 m² 7e étage	**ÉPINAY** 2, avenue Gallieni **SAGGEL 47-78-15-85** Frais de commission	4 800 + 811 3 416
2 PIÈCES Parking 53 m², 2e étage	**PANTIN** 31-33, rue Jean-Lolive **LOC INTER 47-45-15-84**	3 150 + 540

94 – VAL-DE-MARNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES Parking, 69 m² 4e ét., loggia	**CHARENTON** 160, rue de Paris **LOC INTER 47-45-15-84**	5 140 + 857
3 PIÈCES Parking 69 m² 2e étage	**NOGENT-SUR-MARNE** 68, r. François-Rolland **SOLVEG 40-67-06-99** Frais de commission	6 484 + 852 5 264
2 PIÈCES Parking 55 m², 5e ét. Terrasse	**SAINT-MANDÉ** 5, rue Faÿs **LOC INTER 47-45-15-71**	4 960 + 558
3 PIÈCES Parking 74 m², 2e ét. Balcon	**SAINT-MANDÉ** 31-33, avenue Joffre **LOC INTER 47-45-16-09**	6 150 + 877
4 PIÈCES Parking, 89 m² 5e ét., balcon	**SAINT-MANDÉ** 31-33, avenue Joffre **LOC INTER 47-45-16-09**	6 875 + 1 039

95 – VAL-D'OISE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES Parking 48 m² 4e étage	**ENGHIEN** 101-103, av. du Général-de-Gaulle **SAGGEL 47-78-15-85** Frais de commission	4 200 + 632 2 989
2 PIÈCES Parking 40 m², 1er étage Dispo. 3/91	**MONTMORENCY** 126, av. du Général-de-Gaulle **CIGIMO 49-00-89-89** Honoraires de location	2 485 + 850 2 060

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

















MARCHÉS FINANCIERS

En annonçant qu'il détient 33,08 % du capital

Le groupe Pelège repart à l'assaut de la SAE

M. Michel Pelège est reparti à l'assaut de la Société auxiliaire d'entreprises (SAE). Mardi 11 décembre, dans un communiqué, le patron du groupe diversifié Pelège (immobilier, communication, hôtellerie...) a indiqué qu'il venait de porter sa participation de 23 % à 33,08 % du capital *(nos dernières éditions du 12 décembre)*. Autrement dit, M. Pelège se retrouve dans la SAE, numéro un français du bâtiment (26 milliards de francs de chiffre d'affaires), juste en dessous de la minorité de blocage (33,33 %). S'il atteignait ce seuil, les nouvelles règles boursières l'obligeraient à lancer une OPA.

Selon M. Pelège, cette montée en puissance s'explique par le fait que la SAE, dirigée par M. Jean-Claude Jammes, a tenté de constituer un pacte d'actionnaires sur 32 % au moins de son capital sans en référer au groupe Pelège. Ces opérations, selon M. Pelège, *« auraient vidé de sens l'accord conclu le 18 juin 1990, qui prévoyait que la SAE, avec l'aide de son principal actionnaire, recherchera de nouveaux partenaires permettant de consolider son capital »*.

Au mois d'août dernier, M. Jammes avait affirmé qu'il disposait d'une minorité de blocage du capital et de la majorité absolue des droits de vote avec l'appui de la Société générale (5 %), de Paribas (4,9 %), de l'autocontrôle (5 %), du personnel et des cadres dirigeants (3 %), des familles des anciens dirigeants (2,5 %), du Comptoir des entrepreneurs (4 %), de la Société mutuelle d'assurances du BTP (4 %) et du groupe espagnol Ocisa (qui détenait à l'époque 2,5 % et qui, depuis, a porté sa participation à 10,29 %). Mais, samedi 8 décembre, le groupe espagnol a annoncé qu'il n'avait pas l'intention de rejoindre le pacte d'actionnaires pour défendre la direction de la SAE.

La Commission des opérations de Bourse (COB), qui avait épinglé M. Pelège voilà quelques jours, pour diffusion d'informations *« trompeuses »* lors de sa première offensive contre la SAE, a annoncé l'ouverture d'une enquête sur le marché des actions SAE depuis le 1er octobre.

Des rencontres entre M. Pelège et les différents actionnaires ont commencé mardi. De leur issue dépendra la poursuite de la bataille. En attendant, plusieurs questions se posent : qui finance Michel Pelège ? Pas le Crédit lyonnais, qui a démenti toute participation à cette seconde offensive. Il est vrai qu'en juin les grands du BTP français s'étaient ligués pour faire savoir à M. Jean-Yves Haberer, PDG du Lyonnais, que le soutien apporté à M. Pelège leur déplaisait fortement. Très présent dans le secteur, le Lyonnais a donc fait machine arrière. M. Pelège roule-t-il pour un tiers ? Ce tiers est-il l'espagnol Ocisa ? L'attitude de ce dernier sera en tout cas décisive.

Y. M.

Le CCF négocie la vente de l'Européenne de banque à la Barclay's

Le Crédit commercial de France (CCF) a annoncé le 12 décembre l'ouverture de négociations avec la Barclay's, première banque britannique, pour la cession de sa filiale, l'Européenne de banque (ex-banque Rothschild), spécialisée dans la gestion de patrimoines (16,5 milliards de francs sur un total de 21 milliards d'actifs gérés). Intéressée par l'Européenne, la Barclay's, déjà fortement présente en France, s'était vu devancer en mai dernier par la Natwest, autre banque britannique. Les discussions entre celle-ci et le CCF ayant finalement échoué en octobre, la Barclays semble être repartie à l'assaut avec cette fois-ci plus de chance. Echaudé par un premier revers, le CCF souhaite en effet assurer rapidement l'avenir, hors du groupe, de sa filiale dont l'activité fait double emploi avec la sienne. La cession pourrait intervenir avant la fin de l'année, même si elle ne se réalise pas en une seule étape. Dans un environnement financier difficile, l'Européenne de banque, qui n'échappera pas à la baisse des résultats observée dans la profession (ils pourraient être en recul de 10 % sur les 62 millions de francs de bénéfices de 1989), a tout intérêt à s'intégrer le plus vite possible à un groupe qui épaulera son développement.

NEW-YORK, 11 décembre ↓

Fléchissement

Les meilleures dispositions affichées par Wall Street en début de semaine n'ont pas tenu. Et après une ouverture relativement ferme, la Bourse américaine a reperdu tout le terrain gagné, et même au-delà. A la clôture, l'indice Dow Jones s'établissait à 2 586,14, soit à 10,64 points en-dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée a, lui, fait ressortir de façon plus marquée le fléchissement des cours. Sur 2 023 valeurs traitées, 559 seulement ont monté, mais, en revanche, 983 se sont repliées, tandis que 481 restaient inchangées.

Wall Street a surtout souffert du renversement de tendance enregistré dans le compartiment des valeurs de haute technologie, dû en majeure partie à la chute pour novembre de l'indicateur-clé de l'industrie des semi-conducteurs.

Mais l'événement de la séance a été constitué par l'assez forte hausse de l'action Occidental Petroleum, en liaison avec l'annonce du décès de son président, Armand Hemmer, à l'âge de quatre-vingt-douze ans. Dans les milieux financiers, l'on estime que désormais la compagnie pétrolière va être en mesure de se restructurer et, par exemple, de revendre sa participation de 51 % dans IBP une unité de conserves de bœuf.

VALEURS	Cours du 10 décembre	Cours du 11 décembre
Alcoa	57 1/2	57 1/4
ATT	29 7/8	29 1/2
Boeing	44 3/4	45 1/8
Chase Manhattan Bank	11 1/2	11 3/8
Du Pont de Nemours	36 3/4	36 1/2
Eastman Kodak	41 1/8	41 1/4
Exxon	49 7/8	49 3/4
Ford	27 7/8	27 1/2
General Electric	57 1/8	58 3/4
General Motors	36 7/8	35 5/8
Goodyear	16 1/8	17 1/4
IBM	113 1/2	112 7/8
ITT	49	48 5/8
Mobil Oil	58	57 3/8
Pfizer	79 7/8	79 1/2
Schlumberger	65	63 3/8
Texaco	57 3/4	57
UAL Corp. ex-Allegis	107	106 1/2
Union Carbide	16 3/8	16 3/8
USX	30 5/8	30 5/8
Westinghouse	27 7/8	27 1/4
Xerox Corp.	37 3/4	37 1/4

LONDRES, 11 décembre ↓

Alourdissement

La Bourse de Londres a terminé la séance de mardi sur une nette baisse. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a abandonné 16,7 points au terme des échanges, soit un repli de 0,8 %.

La clôture officielle est intervenue une heure et demie plus tard que de coutume pour permettre d'écouler le volume des transactions sur les douze compagnies régionales d'électricité nouvellement privatisées et dont c'était la première séance de cotation officielle. Au total, les échanges ont porté sur 826 millions d'actions contre 315 la veille. Les douze compagnies de distribution électrique ont enregistré des plus-values massives sur le prix d'émission partiel de 100 pence, comprises entre 42 % pour London Electricity et Seeboard et 66 % pour Manweb.

PARIS, 12 décembre ↑

Modeste reprise

Après trois jours de consolidation et environ 1,7 % de baisse, une légère reprise s'est produite mercredi à la Bourse de Paris. Virtuellement au point d'équilibre à l'ouverture matinale (+ 0,04 %), l'indice CAC 40 commençait ensuite à progresser lentement, à telle enseigne que vers 11 heures, il avait pris une avance de 0,7 %. L'allure se ralentissait toutefois et, dans l'après-midi, le thermomètre du marché n'enregistrait plus qu'une hausse modeste de 0,35 %. Cette reprise, si tant est que cela en soit vraiment une, semble s'être appuyée sur l'espoir d'une désescalade des taux d'intérêt aux Etats-Unis, « capable », disaient les spécialistes, *« de favoriser une détente de ce côté de l'Atlantique »*. Possible. En fait, deux éléments ont joué : la perspective d'un excellent indice des prix pour novembre, négatif, paraît-il, pour la première fois depuis février 1986 ; la proximité de la fin de l'année qui, avec l'arrivée des retardataires soucieux de bénéficier des exonérations d'impôt, procure aux OPCVM des liquidités plus abondantes, que ces derniers cherchent à replacer tranquillement sur le marché. Cela étant, les affaires n'ont pas été très importantes, preuve quand même d'un certain attentisme à l'approche des fêtes de fin d'année. Ajoutons que les hésitations de Wall Street ne sont pas non plus de nature à favoriser une véritable reprise des achats.

Les boursiers ont appris pendant la séance que la Barclays, premier groupe bancaire britannique, allait racheter au groupe CCF l'Européenne de Banque, ce, en deux temps. Le 31 décembre prochain, ce groupe devrait déjà avoir pris le contrôle de l'établissement à 51 %. L'affaire pourrait être complètement bouclée à la fin du mois de février 1991.

TOKYO, 12 décembre ↑

La hausse ralentit

Septième séance de hausse mercredi au Kabuto-Cho. Mais le mouvement a eu tendance à se ralentir. En repli à l'ouverture, l'indice Nikkei devait ensuite se raffermir en fin de matinée (+ 0,9 %), avant de repiquer du nez dans l'après-midi. A la clôture, il s'établissait à 23 999,41 avec un gain réduit de 42,44 points (+ 0,18 %).

Selon les spécialistes, le marché a fait preuve d'une grande instabilité en termes d'activité, à cause des rumeurs persistantes sur un assouplissement des conditions de crédit, aux achats concertés des teneurs de marché et à des opérations sur indices.

Le bilan de la journée a été meilleur que l'image qu'en donnaient les différents indices, puisque l'on dénombrait 603 valeurs en hausse, seulement 359 en baisse et 153 inchangées. L'activité s'est accrue et 600 millions de titres ont changé de mains (contre moins de 400 millions la veille), chiffre le plus important enregistré depuis le 25 octobre dernier.

VALEURS	Cours du 11 déc.	Cours du 12 déc.
Akai	571	602
Bridgestone	1 050	1 050
Canon	1 280	1 270
Fuji Bank	2 170	2 180
Honda Motors	1 270	1 280
Matsushita Electric	1 650	1 680
Mitsubishi Heavy	695	710
Sony Corp.	6 010	5 850
Toyota Motors	1 800	1 800

FAITS ET RÉSULTATS

□ **M. Porta nommé président d'Enimont.** – Après plus d'un an de vacance due aux divergences des deux grands actionnaires, ENI (groupe d'Etat) et Ferruzzi Montedison, le poste de président chez Enimont, firme chimique italienne aujourd'hui propriété entière d'ENI, est de nouveau pourvu depuis le week-end dernier. M. Giorgio Porta, président de l'Association nationale de l'industrie chimique italienne, a été nommé à ce poste. Mais déjà des voix s'élèvent pour dénoncer cette nomination, faite par le comité exécutif de l'ENI, notamment au sein du parti chrétien-démocrate, trop habitué, il est vrai, à placer ses hommes au sommet chez Enimont.

□ **Wall Street : Merrill Lynch veut fidéliser ses employés.** – La firme américaine Merrill Lynch a annoncé mardi 11 décembre un programme de formation de ses employés, analystes et courtiers, comprenant notamment une prime d'ancienneté de 100 000 dollars (500 000 francs), pour mettre un terme à une rotation de personnel jugée excessive. *« Notre message est qu'il y a d'excellentes occasions à long terme à Wall Street »*, a déclaré le président-directeur général de Merrill Lynch, M. Daniel Tully. La société a créé cette prime pour empêcher les autres concurrents de débaucher son personnel chèrement formé. Cette formation coûterait entre 25 000 et 45 000 dollars à la firme. Environ 10 500 employés de Merrill Lynch sont concernés par ce programme. La prime d'ancienneté pourra être touchée au bout de dix ans.

□ **OPA sur NCR : ATT obtient une ligne de crédit de 6 milliards de dollars.** – American Telephone and Telegraph (ATT), premier groupe mondial de télécommunications, a indiqué, mardi 11 décembre, avoir obtenu un engagement suffisant de plusieurs banques pour financer son OPA de 6,12 milliards de dollars au comptant (30,6 milliards de francs) sur le groupe informatique NCR. Le consortium de cinquante banques conduit par Chemical Banking Corp. est parvenu à monter une ligne de crédit de 6 milliards de dollars.

□ **Aggravation des pertes de Ferranti.** – Ferranti (électronique de défense) a annoncé, mardi 11 décembre, une perte imposable en aggravation de 33 % à 20,4 millions de livres (200,4 millions de francs) pour les six premiers mois de son exercice (commencé en avril 1990). Le PDG du groupe, M. Eugène Anderson, avait pourtant annoncé en septembre que la tension dans le Golfe pourrait déboucher sur de *« nouvelles commandes inattendues »*, mais il a reconnu que 1990-1991 sera une année de transition. Le chiffre d'affaires a baissé de 40 %, passant à 251,2 millions de livres, à la suite de la vente des radars à GEC au début de l'année. La compagnie, qui a divisé par trois son endettement, avait souffert en septembre 1989 d'une fraude aux Etats-Unis pour laquelle il cherche toujours à recevoir des dommages et intérêts. Elle a déjà obtenu un paiement de 189,9 millions de dollars (1 milliard de francs) en juillet dernier.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	370	360
Asystel	105	....
B.A.C.	155	148 80
B.I.C.M.	830	830
Boiron (Ly)	415	413
Boisset (Lyon)	173 50	170
Câbles de Lyon	3188	3170
C.A.L.-de-Fr. (C.C.L.)	899	882
Calberson	310	304
Cardif	436	436
C.E.G.E.P.	180	180
C.F.P.I.	269	261
C.N.I.M.	791	790
Codetour	285	285
Comareg	292	286
Conforama	900	900
Creeks	220	225
Dauphin	418	447
Delmas	700	700
Demachy Worms Cie	500	500
Desquenne et Giral	229 80	223
Devanlay	910	900
Deville	442	450
Dofisco	191	190
Editions Belfond	215	214
Europ. Propulsion	380	370
Finacor	130	135 20 d
Frankoparis	162	160
GFF (group.fon.f.)	338	334 90
Grand Livre	398	398
Gravograph	180	180
Groupe Origny	515	552 d
Guintoli	860	855
I.C.C.	227	223
IDIA	332 10	330
Idianova	136 20	135
I.M.S.	935	930
IN2	335	335
I.P.B.M.	120	120
Loca investis	299 90	.
Locamic	79 50	80
Matra Comm.	130	134
Molex	110	107 10
Olivetti Logabax	590	599
Presbourg	79 50	.
Publ.Filipacchi	249	242
Razel	649	
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	306	305
St-H. Matignon	180	180
Select Invest (Ly)	90	90
Serbo	425	436
S.M.T. Goupil	172 40	174 90
Sopra	170	170
Supra	100	109 10 d
Thermador H. (Ly)	250	.
Unilog	173 90	173
Union Fin. de Fr.	350	350
Viel et Cie	82 20	83 50
Y. St-Laurent Groupe	824	813

Marché des options négociables le 11 déc. 1990

Nombre de contrats : 19 865

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier
Bouygues	520	–	8	–	–
CGE	560	16	39,37	7	22
Elf-Aquitaine	300	–	25,50	3,45	11
Eurotunnel SA-PLC	36	1,40	4	1,25	3,30
Euro Disneyland SC	90	7	–	–	–
Havas	487	9,55	–	17	–
Lafarge-Coppée	340	25	40,50	–	11,50
Michelin	70	3,50	7,50	2	6,25
Midi	1 000	44	90	–	–
Paribas	520	4	25	–	–
Pernod-Ricard	1 100	–	30	–	–
Peugeot SA	560	12	40	23	–
Rhône-Poulenc CI	220	–	–	2	7
Saint-Gobain	400	12	–	7	16
Source Perrier	1 300	–	–	–	80
Société générale	440	–	22	17	–
Suez Financière	320	4	17,50	12	–
Thomson-CSF	100	17,50	23	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 11 déc. 1990

Nombre de contrats : 58 259

COURS	ÉCHÉANCES Mars 91	ÉCHÉANCES Juin 91	ÉCHÉANCES Septembre 91
Dernier	100,54	100,72	100,40
Précédent	100,56	100,62	100,92

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 91	OPTIONS D'ACHAT Juin 91	OPTIONS DE VENTE Mars 91	OPTIONS DE VENTE Juin 91
101	0,98	1,59	1,42	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,0070 F ↑

Sur un marché très calme « de fin d'année », le dollar s'est très légèrement raffermi mercredi 12 décembre à Paris, cotant en fin de matinée 5,0070 francs, 1,4750 deutschemarks et 131,80 yens. Le mark est resté haut vis-à-vis du franc à 3,3945. Le marché attend une éventuelle décision de la Bundesbank sur les taux jeudi.

FRANCFORT	11 déc.	12 déc.
Dollar (en DM)	1,4750	1,4733

TOKYO	11 déc.	12 déc.
Dollar (en yens)	131,75	131,88

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (12 décembre) .... 9 3/8 - 1/2 %

New-York (11 décembre) .... 6 7/8 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	10 déc.	11 déc.
Valeurs françaises	78,70	78,30
Valeurs étrangères	79,40	79,30

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC	446,13	442,46

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40	1 675,01	1 665,54

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	10 déc.	11 déc.
Industrielles	2 596,78	2 586,14

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	10 déc.	11 déc.
Industrielles	1 721,50	1 706
Mines d'or	148,40	149,10
Fonds d'Etat	83,29	83,27

TOKYO

	11 déc.	12 déc.
Nikkei Dow Jones	23 956,97	23 999,41
Indice général	1 771,63	1 779,50

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,0080	5,0100	+ 90	+ 100	+ 190	+ 210	+ 660	+ 720
$ can.	4,3161	4,3216	– 89	– 66	– 159	– 116	– 274	– 195
Yen (100)	3,7939	3,7983	+ 45	+ 64	+ 104	+ 130	+ 398	+ 458
DM	3,3891	3,3920	+ 10	+ 29	+ 28	+ 52	+ 113	+ 176
Florin	3,0069	3,0099	+ 5	+ 22	+ 18	+ 45	+ 92	+ 160
FB (100)	16,3607	16,3779	– 27	+ 113	– 21	+ 231	+ 71	+ 634
FS	3,9620	3,9667	+ 21	+ 38	+ 56	+ 84	+ 257	+ 329
L (1 000)	4,4996	4,5054	– 141	– 72	– 222	– 144	– 516	– 387
£	9,7230	9,7319	– 362	– 313	– 647	– 578	– 1235	– 1076

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 3/16	7 7/16	7 13/16	8	7 5/8	7 13/16	7 7/16	7 9/16
Yen	8	8 1/4	8 7/16	8 9/16	8 1/4	8 3/8	8 1/16	8 3/16
DM	8 3/8	8 5/8	9 1/8	9 5/16	9 1/8	9 5/16	9 3/16	9 3/8
Florin	8 3/4	9 1/4	9 3/16	9 5/16	9 3/16	9 5/16	9 1/4	9 3/8
F.B. (100)	9	9 1/4	9 11/16	9 15/16	9 3/4	10	9 7/8	10 1/8
F.S.	8 3/4	9 1/4	8 11/16	8 7/8	8 3/4	8 15/16	8 9/16	8 11/16
L (1 000)	13	14	12 3/8	12 7/8	12 1/4	12 3/4	12 1/8	12 5/8
£	14 1/2	14 3/4	14 1/4	14 3/8	13 15/16	14 1/16	12 7/8	13
Franc.	9 3/8	9 5/8	9 3/4	9 7/8	9 15/16	10 1/16	10 3/16	10 5/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 12 DECEMBRE

Cours relevés à 14 h 29

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3810	C.N.E 3%	3835	3870	3846	+0 29
940	B.N.P. T.P.	957	940	940	-1 78
970	Cr.Lyon. T.P.	971	972	972	+0 10
1226	Renault T.P.	1297	1260	1250	-3 62
1450	Rhône Poul. T.P.	1450	1420	1489	+2 89
1100	Saint Gobain T.P.	1101	....	....	....
850	Thomson T.P.	886	895	900	+1 58
705	ACCOR	709	707	705	-0 56
645	Air Liquide	659	656	664	+0 76
1550	Ala.Superm.	1590	1595	1595	+0 31
365	A.L.S.P.I.	387 50	389	390	+0 65
1570	Arjom. Prioux	1675	1670	1669	-0 36
900	AGF Sté Centrale	916	912	928	+1 31
970	Aux. Entrepr.	1152	1160	1174	+1 91
255	Avenir H. Média	251	255	250	-0 40
225	Axa Midi Ass.	251 10	249 90	252	+0 36
200	Bafip	190 90	186	187	-2 04
129	Bail-Equipem.	124	124	124	....
810	Bail Investiss.	810	809	813	+0 37
475	Bancaire	455 20	460	472 90	+3 89
845	Bazar H.-V.	661	697	665	+0 61
585	Beghin-Say	673	673	665	-1 19
1210	Berger (M)	1226	1206	1208	-1 55
495	Bic	534	520	519	-2 81
845	B.I.P.	801	....	....	....
270	BIS	311	312	312	+0 32
245	B.N.P (CI)	255 70	251	250 90	-1 88
770	Bolloré Tech	788	795	790	+0 25
2410	Bongrain	2487	2475	2471	-0 64

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1140	Compt.Mod.	1129	1125	1121	-0 71
98	Comptoir S.A.	140	140	140	....
280	CPR (Paris Réu.)	250 10	250	250	-0 04
920	Créd. Foncier	930	930	937	+0 75
605	Cr Lyon (CI)	577	573	567	-1 73
930	Crédit Nat.	1028	1010	1001	-2 63
178	CSEE	180	178	178	-1 11
1980	Dassault	2295	2263	2250	-1 96
420	Dassault Aviation	430	430	421	-2 09
142	Dassault Electr.	160	159	158 90	-0 69
1390	De Dietrich	1610	1601	1595	-0 93
198	Dév.R.N.C.(L)	207	202	205	-0 97
280	Dév.R.Sud-Est	265	264	255	-3 77
380	D.M.C.	357	355	354	-0 84
3750	Docks France	3800	3785	3785	-0 39
2270	Eaux (Gle)	2285	2290	2300	+0 66
300	Ecco	325	322	320	-1 54
330	Elf Aquitaine	312	311 50	309 20	-0 90
940	Epeda B.F.	920	923	889	-3 37
480	Eux-Elf (Certif)	210 10	212 80	213 10	+1 43
285	Essilor	310	310	309 50	-0 16
152	Euro.Inv. (DP)	170 50	165	167	-2 05
670	Euro	684	670	676	-1 17
1320	Eurafrance	1430	1420	1440	+0 70
650	Eurocom	690	698	692	+0 29
95	Eurodisneyland	98 50	97 50	97 20	-1 32

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection) 11/12

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Unifrance	537 83	524 71
Uni-Garantie	1343 70	1319 94
Uni Régions	1371 06	1337 62
Unirente	2460 92	2400 90
Univer	209 91	209 91
Univers Actions	1181 27	1152 46
Univers-Obligation	1619 79	1580 28
Valorem	489 01	477 08•
Valorg	1819 46	1817 66
Valrel	46742 41	46719 06
Vauban	25284 72	25259 44

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 12/12	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 006	5 007	4 800	5 250
Ecu	6 962	6 962	....	....
Allemagne (100 dm)	339 620	339 330	328	349
Belgique (100 F)	16 391	16 379	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl)	301 140	300 860	290	310
Italie (1000 lires)	4 505	4 507	4 250	4 750
Danemark (100 krd)	88 220	88 230	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	9 740	9 742	9 350	10 150
Grèce (100 drachmes)	3 263	3 258	4 050	4 050
Suisse (100 f)	397 600	397 260	384 500	408 500
Suède (100 krs)	89 920	89 970	86 500	94 500
Norvège (100 k)	86 520	86 480	82 500	90 500
Autriche (100 sch)	48 263	48 235	46 600	49 700
Espagne (100 pes)	5 306	5 316	5 050	5 600
Portugal (100 esc)	3 838	3 837	3 400	4 200
Canada (1 $ can)	4 318	4 309	4 140	4 540
Japon (100 yens)	3 795	3 802	3 660	3 680

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 12/12
Or fin (kilo en barre)	60300	60100
Or fin (en lingot)	60850	60000
Napoléon (20f)	388	388
Pièce Fr (10 f)	440	.....
Pièce Suisse (20 f)	415	416
Pièce Latine (20 f)	345	349
Souverain	469	461
Pièce 20 dollars	2180	2130
Pièce 10 dollars	1210	1230
Pièce 5 dollars	730	.....
Pièce 50 pesos	2340	2300
Pièce 10 florins	369	361

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

Réclamant de nouveaux pouvoirs en matière de sécurité

Le Conseil de Paris refuse de voter la subvention de fonctionnement de la préfecture de police

Par 141 voix (RPR et UDF) contre 18 socialistes et 4 abstentions (communistes et écologiste), le Conseil de Paris a refusé de voter, mardi 11 décembre, sa subvention annuelle au budget de fonctionnement de la préfecture de police, soit 920 millions de francs pour 1991. Cette décision pose à nouveau la question du statut particulier de Paris.

C'est la première fois, depuis le vote en 1975 de la loi créant un maire à Paris, que les édiles municipaux réclament avec autant d'insistance une partie du pouvoir de police que la législation leur refuse. Ce vote laissera des traces dans les relations entre la capitale et l'Etat, au moment où une proposition de loi, déposée sur le bureau du Sénat, réclame les pouvoirs de police pour le maire de Paris. Aujourd'hui, en effet, c'est, selon la loi, le ministre de l'intérieur, qui a, à Paris, la responsabilité de la sécurité. Si l'Etat, qui gouverna la ville jusqu'en 1977 par préfet interposé, accepta de s'effacer devant un maire élu, il refusa, en revanche, d'abandonner ses pouvoirs de police.

L'Etat voulait garder le contrôle de la ville capitale, siège du gouvernement et des grands corps. Au maire de Paris, le pouvoir administratif. Au préfet de police nommé par le ministère de l'intérieur, la lutte contre l'insécurité. Mais les Parisiens, qui sont les payeurs, s'y retrouvent-ils dans ce subtil distinguo ? Les édiles, avec désormais un maire élu à leur tête, ne peuvent plus, comme par le passé, rejeter la responsabilité des aléas de la vie *quotidienne dans la capitale sur* l'administration.

Pour M. Jean Tiberi (RPR), premier adjoint au maire de Paris, *« la très importante participation des finances municipales au budget de fonctionnement de la préfecture de police, l'implication grandissante des finances parisiennes dans les actions de prévention et de protection, directement et étroitement liées à la lutte contre l'insécurité, renforcent la conviction générale que les élus de Paris sont partie prenante dans la gestion de la sécurité de leur ville (...). Je souhaite que la coresponsabilité de fait, à laquelle les institutions de Paris nous ont conduits dans le domaine de la sécurité, se traduise de façon concrète et organisée ».*

Pour avoir sa part de pouvoir, la majorité municipale a réclamé que le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, organise une commission coprésidée et composée paritairement des représentants de la mairie de Paris et de la préfecture de police. Cette commission permanente *« serait chargée,* selon M. Tiberi, *d'assurer un suivi étroit des questions de sécurité dans la capitale, et de définir les actions à entreprendre, en assurant l'indispensable cohérence entre celles relevant de la Ville de Paris et celles demeurant sous la dépendance de la préfecture de police ».*

Ce début de fronde pose la question de la responsabilité des pouvoirs de police à Paris et donc du statut de la Ville. M. Chirac a, bien sûr, soutenu son adjoint et répété que si, en dernière extrémité, il devait se prononcer pour une police municipale, il ne le ferait qu'après avoir consulté les Parisiens (*le Monde* daté 9-10 décembre).

M. Verbrugghe a répondu que *« toute avancée de ce type n'est pas exclue »* puisqu'un embryon de police municipale existe déjà avec les inspecteurs municipaux chargés de la surveillance des parcs et jardins de la Ville, et bientôt, avec la création d'un corps spécifique utilisé pour contrôler les grandes zones piétonnes. A propos de la commission demandée par la majorité, il a déclaré qu'*« il en ferait part »* à son ministre, M. Pierre Joxe, élu de cette assemblée, mais absent toute la journée.

JEAN PERRIN

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 12 décembre 1990 a été tiré à 529 909 exemplaires.

EN BREF

□ **La grève à FR 3 entre dans sa troisième semaine.** – Les journalistes de FR 3 ont entamé, mercredi 12 décembre, leur troisième semaine de grève, le gouvernement et la direction générale de la chaîne repoussant les revendications salariales des grévistes : 11 200 francs minimum par mois (*le Monde* du 7 décembre). Cette impasse inquiète la classe politique. Le conseil général de Seine-Maritime présidé par M. Jean Lecanuet, député UDF, a adopté mardi à l'unanimité deux motions d'urgence présentées par le PC et le PS, demandant *« instamment au ministre de tutelle, Mme Catherine Tasca, de recevoir les intéressés ».*

□ **Grève à l'Institut du monde arabe.** – Le personnel de l'Institut du monde arabe (IMA) a décidé, mardi 11 décembre, un mouvement de grève après la décision de sa direction de licencier environ un quart du personnel, en raison de la grave crise financière que traverse l'Institut. Cette situation, aggravée par la crise du Golfe qui a interrompu les versements du Koweït, a conduit le directeur de l'Institut, M. Edgard Pisani, à mettre en œuvre un plan d'austérité prévoyant 49 suppressions de postes, soit 37 licenciements.

Le débat sur les territoires occupés

A l'ONU, la France liera son vote à la « mention » d'une conférence internationale

A l'occasion du conseil des ministres du mercredi 12 décembre, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a évoqué la discussion en cours au Conseil de sécurité de l'ONU sur la résolution concernant les territoires occupés par Israël.

Selon M. Louis Le Pensec, porte-parole du gouvernement, le ministre des affaires étrangères a *« insisté sur la nécessité que cette résolution porte mention de la conférence internationale préconisée par la France depuis plusieurs années »*. Toujours selon M. Le Pensec, M. Dumas a *« indiqué que le vote qui sera émis par la France sur cette résolution tiendra compte de cette notation ou de son absence ».*

M. Dumas a encore déclaré : *« La France ne peut renoncer à un principe, celui qui préconise une conférence internationale sur ce problème, principe auquel elle tient et qui constitue un élément essentiel de son action diplomatique dans la région ».* M. François Mitterrand s'est également exprimé pour appuyer les déclarations de M. Dumas. Par ailleurs, le conseil des ministres a notamment entendu une communication de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, sur les zones d'éducation prioritaires, ainsi qu'une communication de M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, sur la réforme de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA).

Enfin, M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, a dressé un bilan de l'application du revenu minimum d'insertion (RMI) *(lire par ailleurs)*. M. Evin ayant fait état, selon le porte-parole du gouvernement, des *« grandes disparités »* qui existent d'un département à l'autre, aussi bien en matière de prestations qu'en matière d'insertion, disparités qu'il entend voir résorber en 1991, le président de la République a *« fait écho »* à la demande de M. Evin en *« appelant à une mobilisation des acteurs pour résorber de telles disparités ».*

Pour la préparation de son vingt-septième congrès

La direction du PCF minimise l'ampleur de la contestation

La direction du PCF conteste que les résultats bruts des votes émis par les cellules du parti, dans la préparation de son vingt-septième congrès, fassent apparaître qu'un quart des militants environ sont favorables à un profond renouvellement de l'équipe dirigeante, incluant le remplacement de M. Georges Marchais, et aux thèses « refondatrices » défendues notamment par M. Charles Fiterman (*le Monde* du 12 décembre). Elle réfute toute idée d'un « écrémage » qui sous-représenterait le mouvement de contestation dans la composition des délégations. Dans son numéro du mercredi 12 décembre *l'Humanité* va jusqu'à accuser *le Monde* de *« falsifications »*. Selon la direction du PCF, dans les soixante-neuf départements où se sont déjà tenues les conférences fédérales, les délégués ont approuvé à 93,30 %, après l'avoir amendé, le projet de résolution du comité central, 2,3 % seulement votant contre et 4,4 % s'abstenant.

Par ailleurs, M. Anicet Le Pors, ancien ministre de la fonction publique, qui partage les analyses de M. Fiterman, a déploré, mardi soir, que *« moins de la moitié des communistes seulement aient effectivement participé au débat »* dans les réunions de cellule et de section. Il a aussi exprimé son *« remords »* de ne pas être *« intervenu vigoureusement »* lorsque M. Félix Damette – aujourd'hui animateur des « reconstructeurs » – avait été *« écarté pour des raisons strictement politiques »* de la direction du parti lors du vingt-sixième congrès, en 1987.

Devant la conférence fédérale du Rhône

L'abstention de M. Fiterman

LYON

de notre bureau régional

Il est une tradition au PCF : le dirigeant national chargé de « suivre » une conférence fédérale tire, en conclusion, le bilan des discussions. Pour le Rhône, c'est à M. Charles Fiterman, membre du bureau politique, qu'incombait cette responsabilité. Samedi 8 décembre, en début de soirée, devant les quelque trois cents délégués réunis à Givors, et après les critiques venues de sa propre cellule, celle de Renault-Véhicules industriels, M. Fiterman s'est acquitté de cette charge en faisant une longue intervention pour rappeler ses positions. Puis, dimanche soir, il a laissé le soin de conclure les travaux à Mme Mireille Elmalan, député européen.

Certes, les militants ont proposé de reconduire l'ancien ministre d'Etat au comité central, avec les trois autres membres sortants, mais M. Fiterman a senti passer le boulet de la ligne majoritaire : il été réélu au comité fédéral avec près de cent voix de moins que les autres candidats. Pour tous les scrutins, M. Fiterman a choisi de s'abstenir. Selon *un participant, la conférence* fédérale s'est ainsi limitée à un débat entre *« les mous et les durs de la ligne Marchais »*. La plupart des éléments contestataires de la fédération, qui étaient sortis de leur réserve depuis plusieurs mois, avaient été écartés des délégations représentatives lors des réunions de cellules ou des conférences de section. A ce propos, M. Vincent Pomarès, proche de M. Félix Damette, animateur des « reconstructeurs », a dénoncé *« les méthodes et procédés staliniens, dignes des années 50 ».*

Pourtant le premier secrétaire fédéral, M. Jean-Paul Magnon, considère que les débats se sont déroulés dans un état d'esprit *« de grande confiance dans la politique du parti »*. Il met en avant la centaine d'amendements retenus, qui *« ont enrichi le texte ».*

Le projet de résolution de la direction du parti a recueilli 91,30 % *des suffrages*. Neuf délégués ont voté contre, dix-sept se sont abstenus.

BRUNO CAUSSÉ

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Moi, c'est mieux que lui !

ÇA y est, on y *arrive enfin*, à la publicité comparative. Neiertz est pour, Béré est pas contre. Et croyez-moi, ça *va être la joie ! C'est quoi*, ce truc-là ? C'est ça : Lisez-moi, hésitez pas. Vous laissez pas tenter par Bouvard ou Frossard. Ils font plus court, ils font plus sec, vous en aurez pas pour votre argent. Non, sérieux : aux Etats-Unis, elle se contente pas de débiner la concurrence : avec Peaudouce les fesses de bébé sentiront la violette, avec Pampers la javel. Roulez Total, c'est super ; pas Esso, c'est ordinaire. Soyez malins, préférez un Yoplait aux fruits à un Danone aux pépins.

Elle va plus loin. Elle attaque bille en tête, spots télévisés à l'appui, l'adversaire politique qui lui dispute sa part de marché dans l'opinion publique : Vous allez quand même pas vous laisser prendre aux boniments de ce faux derche. Il s'affiche avec sa secrétaire, il sèche les séances pour aller s'imbiber à la buvette du Sénat et il s'assied sur ses promesses électorales.

Voyez un peu ce que ça pourrait donner ici à la prochaine présidentielle ! Voter Mimi ? Un troisième mandat pour le quatrième âge ! Voter Jacquot ? On ne change pas une équipe qui perd ! Voter Rocky ? Un discours de la méthode et pas de méthode dans le discours ! Voter Fabius ? Ses dents ont déjà rayé la moquette de *l'hôtel de* Lassay, pitié pour celle de l'Elysée. Voter M'sieur Valéry ? Bruxelles, capitale de Paris !

Ouais, d'accord, c'est pas nouveau, ces vannes en forme de slogans, du style : Au secours, la droite revient ! Mais faut bien reconnaître, en matière de publicité comparative, ou de propagande, c'est pareil, tous ces produits en promotion, de nos jours, rien ne les distingue les uns des autres. Sinon la force de frappe de leur service de marketing.

Est-ce que vraiment Noir lave plus blanc que Séguin ? Je demande à voir. Et quand elle va se présenter dans le XVe arrondissement sous un panneau RPR menaçant : Barzach, c'est le bordel qu'est-ce que vous voulez qu'elle réponde, sinon : Puisque tu l'as dit, c'est toi-même !

